

REVUE **AGONE**

COORDINATEURS DU NUMÉRO
Jacques Luzi & Michel Barrillon

RÉDACTEUR EN CHEF
Thierry Discepolo

SECRETARIAT ÉDITORIAL
Frédéric Cotton & Cristel Portes

COMITÉ ÉDITORIAL
Michel Barrillon, Frédéric Cotton, Thierry Discepolo,
Charles Jacquier, Jacques Luzi, Cristel Portes,
Jacques Vialle, Béatrice Vincent.

Les auteurs qui publient dans **AGONE** développent
librement une opinion qui n'engage qu'eux-mêmes.

© **AGONE** Éditeur • Domaine du Terras - BP 2326
13213 Marseille cedex 02 • France

Coédition COMEAU & NADEAU ÉDITEURS, c. p. 129, succ.
de Lorimier, 4335, av. de Papineau, H2H 1V0, Montréal
Québec, Canada

Email : agone@lisez.com
<http://www.lisez.com/agone>

Maquette Marcus & Faber

AGONÉ

Philosophie, Critique & Littérature

numéro 22, 1999

État, démocratie & marché

Pourquoi donc le capitalisme ne peut-il tolérer un fonctionnement authentiquement démocratique du politique ? Simplement parce qu'un individu ne peut être pleinement souverain sur le plan politique et aliéner sa souveraineté dans l'espace économique. Parce que, libéré de la diffusion massive des images à contempler et des gadgets à consommer, il pourrait se mettre à fuir l'ennui, la laideur et la malfaisance de la société industrielle. Puis, lassé de l'indifférence et de la passivité où le plonge le divertissement spectaculaire, trouver dans la sensibilité et la participation à la chose publique une meilleure façon d'être.

9. Capitalisme & démocratie. *Éditorial.*

13. On joue mieux avec un ballon gonflé, *François-Xavier Verschave*

Il s'agit de faire servir l'État – plutôt qu'il ne se serve –, de l'obliger, un peu contre sa nature, à produire du service public, plutôt qu'à généraliser le « self-service public »... Vaste programme, vaste enjeu politique. L'État n'a que sa triste raison et de conscience que celle de ses citoyens. À encenser le rôle de l'État, à lui abandonner le soin du développement humain, on n'encourage pas à cultiver une large « société civile », capable de résister aux illusions célestes... En réalité, la communication entre gouvernants et gouvernés relève d'une poésie, ou d'une pneumatique, qui restent largement à inventer.

21. Droit de détresse & appropriation sociale, *Daniel Bensaïd*

La défense des principes du service public, la question du « bien commun » et les débats sur la protection sociale et les fonds de pension impliquent un élargissement de l'espace public au lieu de sa privatisation.

Oui, les banques, les assurances doivent être des leviers de politiques publiques. Oui, les compagnies des eaux, de l'énergie, des transports, des communications doivent être socialisées pour garantir par la péréquation tarifaire un service de qualité égale à prix égal pour toutes et tous – et pour conduire une politique de développement durable. Oui, la subordination de l'économie à la citoyenneté, de l'intérêt privé à l'intérêt général, des profits aux besoins collectifs implique toujours une démocratie participative d'en-bas, du contrôle populaire et de l'autogestion.

37. *Ni capitalisme, ni collectivisme*. Recension de *The Road to Serfdom* de F. A. Hayek & de *The Mirror of the Past* de I. R. Zilliacus, *George Orwell*

La confrontation de ces deux ouvrages résume bien la situation dramatique où nous nous trouvons à présent. Le capitalisme conduit à des files d'attente devant les bureaux d'assistance publique, à la lutte acharnée pour les marchés et à la guerre. Le collectivisme conduit aux camps de concentration, au culte du chef et à la guerre. Il n'y a pas d'issue à ce dilemme, à moins qu'on parvienne à combiner une économie planifiée avec la liberté de pensée.

43. L'avenir de l'illusion capitaliste. D'un mensonge « déconcertant » à l'autre (ii), *Michel Barrillon*

Il est possible que le capitalisme s'écroule sous le coup, non de ses contradictions internes, mais de sa trop grande réussite ; qu'il meure d'« une grande solitude de l'esprit » (Seattle), du désenchantement qu'il nourrit, de sa nécrophilie (Fromm), de sa haine de la vie dans son exubérance spontanée et dans « les plaisirs [gratuits] de la rencontre, de l'amour, de l'amitié, de l'art, du savoir, de la création, de la tendresse » (Vaneigem). S'il doit disparaître, qu'il en soit ainsi ! Cependant, si l'on veut éviter que son implosion ne précipite l'humanité dans des expériences sociales et politiques non moins catastrophiques, il faut impérativement faire renaître un mouvement autonome radical, porteur d'une utopie émancipatrice réactualisée – radical parce que l'histoire montre que le système capitaliste est capable de phagocyter tous les projets qui ne le mettent pas en cause dans ses fondements.

63. Sauver le capitalisme ou se sauver du capitalisme ? En finir avec le mythe du productivisme, *Jacques Luzi*

Le discernement de Keynes, en tant que penseur bourgeois, fut une exception. *Les hommes ne mourront pas toujours calmement*, prévenait-il, craignant que la « détresse » conduise le « peuple de l'abîme » (Jack London) à « écraser la civilisation » capitaliste... Dans sa grande

majorité, la bourgeoisie, incapable de rester maître de son avidité et de sa vanité, ne s'est pas montrée aussi savante et clairvoyante que Keynes l'aurait souhaité. « Le dirigisme a de tout temps suscité une vive opposition » de la part de « l'idéologie du *laisser-faire* », alors même que « la politique du gouvernement [restait] conforme aux intérêts du capital. » Il en est toujours de même. Il n'y a aucune raison pour que cela cesse... Dans les conflits, la position ultralibérale est d'une clarté exemplaire : « Non seulement la liberté n'a rien à voir avec une quelconque égalité – prévient Hayek –, mais elle est susceptible de produire inévitablement plusieurs formes d'inégalité. »

81. Difficile légitimation d'États en perte de vitesse.

Jean-Philippe Melchior

Le désarroi des habitants est à la mesure de l'impuissance des élus locaux. Même lorsqu'ils se disent libéraux, ceux-ci attendent de l'État une aide immédiate pour gérer le coût social des licenciements. Tandis qu'ils n'espèrent que dans l'État pour initier une politique capable de favoriser la création d'emplois. Nous voici revenus à la case départ. Peut-on attendre de l'État une politique volontaire dans les domaines économique et social au moment où il renonce, à la faveur de l'intégration européenne, à l'essentiel de ses prérogatives ?

95. L'esprit antidémocratique des fondateurs de la « démocratie » moderne, *Francis Dupuis-Déri*

Se réclamant de la « démocratie » – sans toutefois donner plus de pouvoir au *demos* –, les représentants de nos systèmes politiques n'ont pas seulement piégé le peuple qu'ils prétendaient servir, c'est la langue elle-même qu'ils ont trahie : comment désormais mettre à jour l'antidémocratie des discours, des pratiques, des systèmes et des hommes politiques rangés sous l'étiquette de « démocrates » ? Le glissement de sens qu'a connu le mot « démocratie » constitue sans doute le principal coup de maître de la propagande politique moderne.

115. Élection, tirage au sort & démocratie. À propos des *Principes du gouvernement représentatif*, de Bernard Manin, *Alain Arnaud*

La question n'est pas seulement de démontrer le caractère nécessairement inégalitaire de l'élection mais de savoir jusqu'à quel degré un système de désignation des représentants pourrait être égalitaire tout en restant compatible avec une société dont le fonctionnement est structuré par l'inégalité. La sphère politique ne se laisse donc pas dissocier des structures sociales et du contexte historique. Il est troublant qu'on ne trouve rien chez Manin sur l'influence de l'individualisme de la société

marchande ou de la mondialisation sur le rapport du citoyen à la représentation de la communauté politique. Le sentiment de crise n'est-il pas présent là encore lorsque l'individu ne perçoit plus l'État comme instance exclusive et suprême de gouvernance ?

127. Mondialisation de la « tolérance zéro », *Loïc Wacquant*

« À New York, nous savons où est l'ennemi », déclarait William Bratton, le nouveau Chef de la police de New York... En l'occurrence : les « *squeegee men* », ces sans-abri qui accostent les automobilistes aux feux pour leur proposer de laver leur pare-brise contre menue monnaie (Giuliani avait fait d'eux le symbole honni du déclin social et moral de la ville lors de sa campagne électorale victorieuse de 1993, et la presse populaire les assimile ouvertement à de la vermine : « *squeegee pests* »), les petits revendeurs de drogue, les prostituées, les mendiants, les vagabonds et les graffiteurs. Bref, le sous-prolétariat que cible en priorité la politique de « tolérance zéro » dont l'objectif affiché est de rétablir la « qualité de la vie » des New-Yorkais qui savent, eux, se comporter en public, c'est-à-dire des classes moyennes et supérieures, celles qui votent encore.

143. L'École du Capitalisme total, *Jean-Claude Michéa*

Le mouvement qui, depuis trente ans, transforme l'École dans un sens toujours identique, peut maintenant être saisi dans sa triste vérité historique. Sous la double invocation d'une « démocratisation de l'enseignement » (ici un mensonge absolu) et de la « nécessaire adaptation au monde moderne » (ici une demi-vérité), ce qui se met effectivement en place à travers toutes ces réformes également mauvaises, c'est l'*École du Capitalisme total*, c'est-à-dire l'une des bases logistiques décisives à partir desquelles les plus grandes firmes transnationales – une fois achevé, dans ses grandes lignes, le processus de leur restructuration – pourront conduire avec toute l'efficacité voulue *la guerre économique mondiale du XXI^e siècle*.

153. Libéralisme & démocratie : frères ennemis ? *Immanuel Wallerstein*

Quelles relations entretiennent libéraux et démocrates. Les premiers mettent en avant la défense de la compétence. Les autres, l'urgente priorité du combat contre l'exclusion. On souhaiterait pouvoir dire : pourquoi pas les deux à la fois ? Parce qu'il n'est pas facile de mener les deux objectifs de front. La compétence, par définition, sous-entend l'exclusion. Car s'il y a compétence, il y a incompétence. L'intégration impose que chacun ait le même poids dans la vie collective. Au niveau gouvernemental comme dans la prise de décision politique, les deux

objectifs entrent, presque toujours, en conflit. C'est alors que les frères deviennent ennemis.

FICTIONS & DICTIONS

175. La Mort du héros, *Andreas Latzko*

Traduit de l'allemand par M. Wachendorff & H.-F. Blanc

Tous les mystères de la guerre, toutes les questions qu'il ruminait depuis des mois s'éclaircissent soudain : on rendait leurs têtes à ces hommes au moment de mourir. « Bientôt mort ? Très bien, tenez, voici votre tête. » Là-bas, à l'arrière, on démontait leurs têtes pour les remplacer par des disques jouant la marche de Rákóczy, on les empilait dans des trains et, comme le malheureux Meltzar, comme lui-même, comme tous, ils arrivaient au front la tête ailleurs...

181. Communication à l'Académie des sciences, *Jovica Acin*

Traduit du serbo-croate par Mireille Robin

Les Balkans n'ont pas existé ; ils ont été inventés pour que les hommes préhistoriques prennent conscience du caractère chaotique de leur existence. Les Balkans étaient comme une formule magique qui leur permettait de se remémorer leur passé, passé que nous ne devons pas forcément, Messieurs les académiciens, considérer comme ayant existé. Ils se souvenaient donc de leur passé et, grâce à des procédés magiques, littéraires, artistiques, préfiguraient l'avenir qu'ils allaient perdre. Si les Balkans étaient obligatoirement le sujet de toute création, ils n'étaient pas pour autant celui de l'histoire de la création.

187. Wladek. RÉCIT DE GALICIE, *Andrzej Stasiuk*

Au cours de la distribution des âmes, il y eut certainement une erreur ; le corps de Wladek, modelé avec la glaise de ce sol, hérita d'un esprit aérien, bien trop éthéré pour s'accorder à la pesanteur. De ses propres membres, du sommeil, de l'écoulement du temps, du poids de la glèbe pierreuse. Le rythme séculaire, qui poussait ses voisins au printemps dans les campagnes, en été dans les prés, et en automne dans les champs de pommes de terre, l'effleurait à peine. Wladek, plutôt brave homme et buveur raisonnable, avait au village une mauvaise situation et il était sûrement celui qui gagnait le moins d'argent. Il tentait de combler son manque de force par l'ingéniosité.

MARGINALIA

193. « La violence n'est pas dans mes paroles mais dans les faits... ».
Lettre à *La Révolution prolétarienne* (1927), Boris Souvarine.
« Avant-propos » de *Charles Jacquier*

Capitalisme & démocratie

« Le problème qui se pose à notre époque est celui de libérer l'homme du fléau de l'exploitation économique et politique et de l'esclavage social ». Et la méthode n'est pas la conquête et l'exercice du pouvoir étatique, ni le parlementarisme crétinissant, mais bien « la reconstruction de la vie économique des peuples à partir des fondations et dans l'esprit du socialisme ».

RUDOLF ROCKER & NOAM CHOMSKY

TOUTES LES CLASSES SOCIALES QUI ONT DOMINÉ dans l'histoire se sont imposées par la force et l'illusion. Ce siècle finissant n'infirmes pas la règle, que ce soit, à l'Est ou à l'Ouest, pour la gloire du défunt capitalisme bureaucratique ou les lustres décadents du capitalisme libéral. Plutôt que de se joindre aux célébrations spectaculaires d'un millénaire défigurés par la fureur et le mensonge on se contentera ici de la banalité de quelques définitions de base.

— *Qu'est-ce que le capitalisme ?* Plus encore que « la soif insatiable du gain », on considérera, avec Max Weber, que « l'existence du capitalisme moderne [industriel] » présuppose l'appropriation (*privée ou publique*) des moyens de production, une technique rationnelle et l'organisation rationnelle du travail (c'est-à-dire la réduction de la force de travail à une marchandise sous la forme du *salariat*). Sur cette base, le capitalisme se

caractérisé par l'accumulation incessante du capital – l'enrichissement, assuré par l'exploitation du travail et dopé par le progrès technique, se nourrissant lui-même ;

— *Qu'est-ce que la démocratie ?* Elle fut, dans l'Antiquité, « le gouvernement direct d'un peuple assemblé à l'agora pour proposer des lois, en débattre et les voter ». Étrangère à toute forme de représentativité, incompatible avec l'émergence du métier d'homme politique, la démocratie réelle rend ainsi décisive la différence entre l'obéissance à un ordre social imposé par la coercition ou la persuasion et le respect de normes reconnues dans le dialogue collectif. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir toujours été considérée – par les classes dominantes et leurs « chiens de garde » – comme un système qui, conduisant à la tyrannie de la majorité, ne pouvait aboutir qu'au chaos.

Ces définitions permettent de jeter un regard critique sur le capitalisme avancé, qui se caractérise par la concentration de la propriété et du contrôle des institutions économiques, et par la concentration du pouvoir administratif et technocratique au sein des États. Dans le cadre du capitalisme totalitaire, tel qu'il a fonctionné dans l'empire crapuleusement dénommé « socialiste », l'appropriation des moyens de production et la confiscation de l'appareil d'État était le privilège des seuls apparatchiks, caste politico-savante qui s'était autoproclamée seule compétente pour guider les masses dans le sens de l'Histoire, éventuellement jusqu'au jardin d'Éden du communisme. Comme l'indique Chomsky, les mécanismes de l'endoctrinement étaient dans ce cas « simples et transparents : l'État [déterminait] la vérité officielle ; et les intellectuels technocrates se [faisaient] les perroquets de la doctrine officielle, qui [était] facilement reconnaissable »... La « violence physique légitime » faisait le reste.

Pour les idéologues du capitalisme libéral, la condamnation du totalitarisme politique et l'attachement à la « démocratie représentative » ne doivent pas faire illusion. Il ne s'agit, malgré la référence rabâchée à la « souveraineté populaire », que de la préférence révélée en un système de gouvernement garantissant avec souplesse le bon fonctionnement du « grand automate » bourgeois. Dans le cadre libéral, en effet, quelques grands « entrepreneurs » se partagent l'essentiel des moyens de production, et les décisions politiques et administratives sont laissées à la discrétion des technocrates soumis aux normes de la sélection méritocratique. L'orientation générale des « citoyens » vers les satisfactions privées (carrière, loisirs, consommation) permet d'assurer l'efficacité et la stabilité de cette domination du monde des affaires et des représentants du gouverne-

ment, c'est-à-dire l'absence de toute mobilisation de masse revendiquant une redistribution conséquente de la richesse, du savoir et du pouvoir.

Bien sûr, les systèmes représentatifs s'opposent au totalitarisme au sens où, contrairement à lui, ils assurent à chacun sa liberté de penser : la presse n'est pas directement inféodée à l'État et les intellectuels sont indépendants – au moins dans les formes. La critique est autorisée. Parfois même encouragée. Pour autant, du moins, qu'elle demeure dans des limites circonscrites. « À l'opposé du système totalitaire – rappelle Chomsky –, l'appareil de propagande ne fixe pas tout simplement une position à laquelle tous doivent se conformer, ou contre laquelle on peut s'opposer en privé. Au contraire, l'appareil cherche à déterminer et à délimiter tout un champ de pensée : la doctrine officielle à une extrémité, et les position de ses adversaires de l'autre. Dans tout ce champ, des affirmations fondamentalement identiques sont suggérées. Tout expert en légitimation confirmera qu'il est beaucoup plus efficace de limiter toute pensée éventuelle dans un cadre de suppositions tacites, plutôt que d'essayer d'imposer une croyance explicite particulière à coups de triques ». En clair, la « démocratie » bourgeoise fonctionne de manière à donner en permanence à l'ensemble de la population un choix dont ses représentants ont eux-mêmes fixé les termes, s'évitant ainsi la plupart du temps le désagrément de faire usage de la « violence physique légitime ».

Mais quelles sont les frontières du champ de pensée critique que tolère le capitalisme libéral ? Simplement, tout ce qui ne remet pas fondamentalement en cause le capitalisme libéral. C'est-à-dire, plus concrètement, la controverse autorisée entre les « faucons » – pour qui la politique gouvernementale doit être orientée vers l'efficacité du système capitaliste – et les « colombes » – pour qui l'impératif politique est de permettre un développement socialement et écologiquement tolérable du capitalisme. Le présupposé commun à ces deux « extrêmes » est celui de la convergence entre l'efficacité économique et la justice sociale (que résume le mythe du « progrès ») : la seule différence reste ainsi de savoir si le marché garantit à la fois l'une et l'autre, ou s'il est nécessaire que l'État se substitue partiellement au marché. Notons que cette question est traitée comme une question plus technique que politique, devenant ainsi le domaine réservé des « expertocrates » de tout poil. Quant à l'individu moyen, force lui est de reconnaître qu'il s'agit là d'un problème bien ardu et de s'en remettre, le plus souvent, à l'opinion qui semble prévaloir dans son entourage affectif ou professionnel.

L'essentiel est que « la minorité énergique et douée prenne la tête » et que « la majorité incapable suive et obéisse ». C'est pourquoi il est inconvenant de chercher à savoir quelle est, en définitive, cette pensée « socialement constructive » que les élites protègent de l'incompétence et de l'irrationalité de la majorité. Ou de déterminer ce qui peut justifier que « des élites » se substituent, autoritairement ou par le jeu de la représentation, « à l'autodétermination du peuple », rendant ainsi « le pouvoir social exercé de manière privée indépendant des contraintes de la légitimation » et de la « formation rationnelle de la volonté collective ».

Pourquoi donc le capitalisme ne peut-il tolérer un fonctionnement authentiquement démocratique du politique ? Simplement parce qu'un individu ne peut être pleinement souverain sur le plan politique et aliéner sa souveraineté dans l'espace économique. Parce que la majorité ne semble décidément pas consciente du caractère éminemment et universellement bienfaisant de l'accumulation incessante du capital, ou, pour le dire comme à la télévision, de l'impératif économique et de la croissance. Parce que, libérés de la diffusion massive des images à contempler et des gadgets à consommer, la femme et l'homme moyens pourraient se mettre à fuir l'ennui, la laideur et la malfaisance de la société industrielle. Parce qu'ils pourraient « rejeter les pratiques économiques [...] que nous maintenons à tout prix actuellement malgré leur caractère intrinsèquement dégoûtant et injuste ». Parce qu'ils pourraient, lassés de l'indifférence et de la passivité dans lesquelles les plonge le divertissement spectaculaire, prenant en charge le bien commun, trouver dans la sensibilité et la participation à la chose publique une meilleure façon d'être.

AUTEURS CITÉS : Max Weber, *Histoire économique*, Gallimard, 1991 (1923) ; Noam Chomsky, *Écrits politiques (1977-1983)*, Acratie, 1984 ; Jürgen Habermas, *Raison & Légitimité*, Payot, 1978 ; John Maynard Keynes, *The End of Laisser-faire*, Agone Éditeur, 1999 (1926).

On joue mieux avec un ballon gonflé

CERTAINS VOUDRAIENT ENCORE SUBORDONNER aux « lois de l'économie » des débats politiques aussi cruciaux que ceux de la démocratie et de l'État. Une prétention peu soutenable. Comment oublier que l'économie est un sous-ensemble de l'anthropologie et de l'écologie, comme le résume Patrick Viveret ? À un certain niveau d'autre part, économie et politique s'enchevêtrent en une mêlée confuse. Moi-même, je suis un économiste qui crois de plus en plus à la politique (à mesure qu'elle est décriée). Si l'on s'intéresse par exemple à la terrible histoire de la faim, le récent prix Nobel d'économie Amartya Sen observe « qu'il n'y a jamais eu de famine grave dans aucun pays doté d'une forme démocratique de gouvernement et possédant une presse relativement libre ¹ ». L'inégalité de plus en plus scandaleuse des revenus à l'échelle de la planète renvoie à un affaissement des instruments de régulation et à

1. Cité dans *Le Monde diplomatique*, nov. 1998, d'après *El Pais* du 16.09.1998.

l'impuissance des appareils judiciaires nationaux, qui permettent une synergie croissante entre circuits de criminalité économique et financière et terrains de criminalité politique (dans le « tiers-monde », autant que possible). Jusqu'aux crimes de génocide ou contre l'humanité.

Tout cela n'encourage guère à l'utopie. Au contraire : l'actualité met en doute la distinction privé-public, l'existence de règles du jeu crédibles et la vitalité des contre-pouvoirs civils, bref la possibilité même de la démocratie ²...

Pourtant, en cette période de crise du politique, le recours à l'histoire de longue période permet d'échapper à la fatalité, de trouver des repères pour un monde, sinon meilleur, du moins plus vivable. Les travaux de l'historien Fernand Braudel fournissent à cet égard comme une architecture, ou un atlas – de quoi se repérer pour mieux répondre à l'éternelle question : que faire ? Il me paraît utile d'en résumer, librement, quelques leçons avant d'en revenir à nos marges de rêve et de liberté, entre État et démocratie.

LES TROIS ÉTAGES DE LA SOCIÉTÉ ³

Braudel décrit l'institution de l'économie comme la construction d'une édifice à trois étages. Elle naît, au rez-de-chaussée, de l'économie de subsistance : l'humanité y a été quasi confinée durant un million d'années ; une bonne part s'y trouve encore et ses progrès très lents n'ont permis que récemment de surmonter techniquement les famines répétitives. Au premier étage, ou étage central, s'est

2. Nous définissons la démocratie comme la capillarisation des contre-pouvoirs, c'est-à-dire l'institution et la culture de contrepoids aux tendances totalitaires de tout pouvoir incontrôlé, l'acceptation par les contre-pouvoirs d'être eux-mêmes contrôlés ou interpellés par des instances plus modestes, et ainsi de suite. À cette aune, des contre-pouvoirs restreints à une élite donnent une aristocratie ou une bourgeoisie, mais non une démocratie accomplie. On voit bien d'ailleurs qu'ainsi représentée la démocratie est en développement perpétuel.

3. Cette interprétation des thèses braudéliennes est adaptée d'un article publié en 1995 par la revue belge *Défis Sud*. Pour une présentation plus ample, voir François-Xavier Verschave, *Libres leçons de Braudel*, Syros, Paris, 1994.

progressivement développée l'économie de marché local : dans cet échange « à vue humaine », qui fut d'abord celui de la cité et de sa campagne, se sont justement cultivées les règles de l'économie de marché. Au second étage, étage supérieur, l'échange au loin des caravanes puis des navires, des chemins de fer, de l'aviation et des télécommunications a tissé ensuite des économies-mondes, aujourd'hui absorbées en une seule : c'est le règne de la macro-économie et de ses poids lourds (multinationales, institutions financières, principaux États).

Dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Braudel raconte longuement l'édification de ces étages successifs ⁴. L'étage supérieur tire parti de son éloignement (géographique et technologique) et de son poids financier pour s'abstraire des règles du marché (concurrence, transparence), visant des situations de rente, oligopole ou monopole. Il tient ainsi constitutivement un double langage : « *Faites ce que je dis* (l'économie de marché), *pas ce que je fais* ». Pour faire bref, on peut dire que l'étage central observe les règles du marché, que le rez-de-chaussée ne les pratique pas encore et que l'étage supérieur ne les pratique plus. Ce dernier étage n'a bâti son succès le plus inouï, en Occident, que sur la consolidation séculaire puis l'étonnante santé des étages inférieurs – bien avant de coloniser la planète. Et ce triomphe lui est monté à la tête : les bases de sa prospérité (l'existence et le fonctionnement équilibré d'étages sous-jacents, aux logiques différentes) ont disparu de sa théorie économique et de sa représentation sociale.

On observe d'évidentes correspondances à cette architecture tripartite en politique (la famille ou le clan, l'espace du débat local, la macropolitique) et dans tous les espaces de la vie sociale, y compris la science, l'art ou le sport. Ainsi, les tenants de la « grande-politique » cherchent constamment à s'abstraire des rudes exigences du débat démocratique, dont ils prônent par ailleurs, à juste titre, les vertus.

Cette occultation du rôle fondateur ⁵ des étages inférieurs a eu de nombreuses et néfastes conséquences : on néglige ou on méprise leurs richesses et leurs potentiels propres, comme leurs fonctions de

4. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle...* Armand Colin, 1980.

5. « Instituant », dirait Castoriadis.

contreponds ou contre-pouvoirs ; on évacue de la pensée éducative leurs apports spécifiques (apprendre à survivre et à vivre avant de « naviguer ») et toute une problématique de seuils, d'escaliers, que seule autorise une perception étagée des apprentissages sociaux ; on exclut ainsi une part croissante de la population ; on s'interdit de penser les articulations et les passages entre les niveaux que le jargon désigne par « micro » et « macro », et que la théorie réduit à des abstractions quantitatives.

L'antithèse soviétique, cette contre-économie-monde mimétique, a voulu éradiquer le germe capitaliste jusqu'aux étages inférieurs (où il n'existait pas vraiment) : elle a ainsi ôté tout lest et toute attache à l'étage supérieur, devenu une *nomenklatura* hypertrophiée, laissée à un arbitraire impensé. L'exploitation coloniale a de même relégué, folklorisé, le rez-de-chaussée et l'étage intermédiaire de la production, de l'échange et du pouvoir : lors des « indépendances », elle largua des États ou des secteurs dits modernes dans une sorte de stratosphère, sans oxygène, sans embrayage sur la créativité et la régulation sociales autochtones.

On peut comparer la perspective braudélienne à celle de la physique : Laurent Nottale montre comment la distinction entre l'infiniment petit (régé par la mécanique quantique), le monde ordinaire (où nous éprouvons la physique « classique ») et l'infiniment grand (domaine de la relativité einsteinienne) correspond à des effets de seuil ou d'échelle. La société se vit, se voit et s'exprime à l'étage intermédiaire. Elle se fonde, au-dessous, sur l'espace privé, « informel », domestique. Au-dessus, l'éloignement (qui définit la macroéconomie et la macropolitique) incite à l'affranchissement des réciprocités régulées de la démocratie et de l'échange locaux. Les acteurs y retrouvent comme instinctivement les « privautés » et les confusions du rez-de-chaussée.

LE LIEU DU POLITIQUE

Un enjeu essentiel se dégage, idéologique et pratique : renforcer l'étage central, celui de la visibilité des règles du jeu – de l'échange et de la démocratie. Tous ceux (et surtout celles) qui restaient confinés au rez-de-chaussée de la relation familiale, sans droits politiques, tous

ceux qui survivent sans statut dans l'économie informelle apprécient plutôt de sortir de la sphère privée – privée de droits. Ils ne sont pas fâchés d'accéder à l'étage de l'échange régulé et de la reconnaissance civique. À l'étage supérieur, on tend à ne plus raisonner qu'en termes de rapports de force : il est difficile d'y résister aux séductions de la criminalité financière, barbouzarde, mafieuse, ou à la folie des grandeurs. Seule l'ampleur et la consistance du tissu intermédiaire peut retenir les aéroliers de la société-monde de se perdre dans une paranoïa stratosphérique. C'est à ce niveau intermédiaire (petites et moyennes unités de production, coopératives, collectivités territoriales, mutuelles, associations, groupes humains les plus divers) que s'ancre une certaine vérité des relations sociales, que se pratique le débat public, que peut se décrypter le double langage dont l'étage supérieur est forcément handicapé. C'est là que peut se cultiver la dignité réciproque des statuts sociaux, sans laquelle on n'observe ni démocratie, ni développement, ni civilisation.

On peut, pour illustrer cet enjeu, utiliser les deux images du ballon de rugby et du sablier. Dans une société en équilibre dynamique, l'étage intermédiaire est « gonflé » par les valeurs de l'échange et les jeux coopératifs à somme positive, il restreint l'expansion du bas et redistribue celle du haut. Dans une société oppressive, au contraire, l'étage supérieur hypertrophié réduit à presque rien l'étage intermédiaire et renvoie en bas un très grand nombre d'individus. Il tend à imposer la pensée unique des jeux à somme nulle : gagner en faisant perdre l'autre, dominer ou être soumis, voire tuer pour ne pas être tué. Les sociétés en sablier sont très violentes. Pour résister à leur avènement, il faut faire de la politique au bon niveau : s'inspirant des valeurs centrales d'une société, il s'agit d'actualiser les règles du jeu et d'élargir l'espace de ceux qui y croient, contre l'excessif succès de ceux qui trichent. La dynamique de cet élargissement, c'est la confiance en le bienfait de règles justes : c'est le souffle qui regonfle le ballon. Cette confiance est fragile : elle s'envole si l'emporte le sentiment, parfois fondé, que trop de tricheurs gagnent trop et trop vite, que les civilités communes et l'État de droit deviennent impuissants à les sanctionner, à en limiter le nombre ou l'impact.

Un aspect important de ces règles de conduite est la distinction des genres : l'économie et le politique, par exemple (contre le trafic

d'influence et la corruption), la déontologie des journalistes, des juges, des experts, des prêtres, des enseignants, des soignants, des arbitres, etc. – censés résister aux pressions économiques et politiques. Or l'étage central est le seul à respecter ces règles. Il est caractéristique d'observer que le rez-de-chaussée et l'étage supérieur pratiquent le même mélange des genres. C'est normal à l'étage inférieur, où ces genres sont embryonnaires. C'est constant et troublant au niveau des gros agents de l'économie-monde, qui ne cessent de tirer parti, et profit, des proximités, acoquinements ou liaisons entre le pouvoir, les affaires et les médias, de tenter d'annexer la science (jusqu'aux brevets génétiques), le sport (tel un Berlusconi), la religion, etc. Dans ces stratégies, l'image joue un rôle croissant, avec un but permanent : court-circuiter ou neutraliser l'étage des contre-pouvoirs.

Ce n'est pas la mondialisation des échanges qui est dangereuse, c'est leur accaparement par cette société-monde qui joue à la fois des effets de taille et d'indistinction. Elle parle de marché, mais n'en est plus depuis longtemps. L'excès de son pouvoir est inversement proportionnel à la transparence de ses transactions. Elle corrompt les frontières du politique et de l'économique, en des relations qui deviennent fatalement incestueuses, monstrueuses, si l'étage des contre-pouvoirs et des règles du jeu cesse de lui limer les crocs : il suffit, par exemple, de regarder les dents d'un Bill Gates ou celle d'un Murdoch.

C'est cette économie-monde là, tendant à se poser en société-monde, que Braudel, au terme de son parcours historique, appelle le « capitalisme » – les mœurs iniques, au sens littéral, autorisées par la concentration des moyens. Ce n'est évidemment pas ce capitalisme-là que l'URSS a voulu abattre. Le problème, c'est que l'étage de la grande taille et du grand nombre n'est pas supprimable : il n'existe pas à son égard d'utopie salvatrice, du genre « solution finale ». Il peut seulement être inlassablement endigué, bridé, surveillé par une société civil(is)ée, consciente de sa mission politique primordiale.

S'il y a quelque part un certain désespoir de la démocratie, c'est qu'à mon avis trop de ses partisans la cherchent où elle n'est pas : chez ceux qu'ils ont délégués à l'étage supérieur, dans une atmosphère délétère, plutôt que dans leur propre activité civique – un oxygène vital pour leurs élus. S'ils relisaient l'histoire, ils verraient que toutes

les bornes, toutes les régulations opposées aux excès du pouvoir économique ou politique l'ont été par la surrection d'un « Trop, c'est trop » dans leurs rangs auto-organisés, sourds aux sirènes clientélistes. Ils sont eux-mêmes porteurs du « vrai » discours politique et du seul pouvoir qui importe : celui qui résiste à l'absolutisme. L'autre, simple expression de l'appétit de domination, n'a pas besoin de la liberté des hommes. Tandis que la démocratie ne peut se passer de leur vigilance.

L'ÉTAT AMBIVALENT

Que l'État ait pour objectif le bien-être de ses sujets, ou ses assujettis, voilà une évidence qui échappe encore à la majorité de l'humanité... en dépit des différentes formes de religion d'État. La légitimité de chaque État – le fait que les populations soumises à sa violence reconnaissent y gagner plus qu'elles n'y perdent, en contraintes et impositions –, cette légitimité-là demeure problématique ou inaboutie. Quand il n'est pas le résultat d'une conquête étrangère, l'État est encore trop souvent son héritage politique, ou l'apanage d'un clan. Même dans les démocraties modernes, il n'échappe pas aux *nomenklatura*.

En réalité, l'État a cette particularité d'être à la fois un puissant intervenant économique (ressortissant clairement, selon Braudel, des logiques capitalistes de l'étage supérieur de l'économie) et le plus visible des pôles macropolitiques – au second étage de la politique. C'est en lui que s'opère la majorité des confusions entre économie et politique au bénéfice des grands opérateurs de l'économie-monde, que se forge le double langage constitutif où la répétition des règles de vertu cache la construction ou la préservation des rentes et des privilèges. On peut multiplier les exemples, mais contentons-nous d'évoquer les contradictions des États-Unis, leader de la démocratie et de l'économie de marché : ce n'est pas demain la veille qu'ils accepteront le principe « un homme, une voix » dans les affaires mondiales, ni qu'en matière de réglementation commerciale ou financière ils renonceront aux rapports de forces. On retrouve ces contradictions dans le discours des responsables de grandes entreprises pétrolières, d'organisations internationales comme la Banque mondiale, de partis dits « de gouvernement », et bien entendu chez les chefs d'État.

Loin de moi, je le redis, de prôner la suppression de cet étage supérieur : ceux qui ont essayé en ont vu surgir un plus terrible, car non reconnu comme tel. Et puis l'étage supérieur, macroéconomique et macropolitique, a effectivement son utilité, mais sous certaines conditions. L'État imposé et imposeur peut, sous l'effet de la démocratie, être davantage contrôlé et consenti. Au lieu de réprimer l'expression et l'autonomie de l'étage central, il peut les laisser être, et même comprendre qu'il y a avantage. Il peut lui-même se comporter comme un étage intermédiaire, un abri contre les tempêtes de la mondialisation.

Il s'agit de faire servir l'État – plutôt qu'il ne se serve –, de l'obliger, un peu contre sa nature, à produire du service public, plutôt qu'à généraliser le « self-service public », bref de le tenir en laisse. Vaste programme, vaste enjeu politique. L'État n'a que sa triste raison et de conscience que celle de ses citoyens. À encenser le rôle de l'État, à lui abandonner le soin du développement humain, on n'encourage pas à cultiver une large « société civile », capable de résister aux illusions célestes. L'État est utile, et même indispensable, s'il est piloté. Encore faut-il savoir que ce n'est pas au niveau de l'État lui-même que se situe la cabine de pilotage, mais à l'étage en dessous. Encore faut-il former des citoyens, c'est-à-dire des acteurs politiques qui sont persuadés que le rôle intermédiaire est bien plus éminent que le supérieur, capables aussi de décrypter avec humour le double langage permanent, cette maladie professionnelle qui contamine presque fatalement les « privilégiés ». Placé trop haut, l'être humain manque d'oxygène, il devient dyslexique. On ne l'aide pas, et on peut beaucoup y perdre, à prendre trop au sérieux ses discours stratosphériques. En réalité, la communication entre gouvernants et gouvernés relève d'une poésie, ou d'une pneumatique, qui restent largement à inventer.

FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE

Droit de détresse & appropriation sociale

Initiatives citoyennes, rencontres citoyennes et même « entreprises citoyennes » : ce jargon de la citoyenneté porte témoignage d'un manque. L'espace public rétrécit comme une peau de chagrin. Une logique de privatisation généralisée vide le jeu politique d'enjeu.

Il y a, bien sûr, la privatisation des entreprises. En septembre 1998, Jean-Claude Gayssot, ministre communiste des Transports, déclarait au Grand jury RTL-*Le Monde* : « Le gouvernement n'a pas comme démarche – en tout cas exprimée – une logique de privatisation. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne privatise pas dans tel ou tel cas ». Il ne s'en est pas privé. Il aura privatisé en deux ans une valeur de 175 milliards (en francs constants) dont 65 milliards en 1999, soit plus que les gouvernements Balladur et Juppé réunis (respectivement 113 milliards et 32 milliards) : France-Télécom, Thomson, CIC, GAN, Air France, Aérospatiale, Crédit Lyonnais, etc. Il faut y ajouter les « ouvertures de capital », terme « consensuel » préparant le terrain à de nouvelles privatisations comme à EDF. Laurent Fabius le dit tout net : « Tout ce

qui est concurrentiel a vocation, à terme, à être privé ». Puisque la loi du marché est celle de la concurrence, le reste coule de source.

Dans une société qui entend faire marchandise de tout, cette logique de privatisation s'étend très naturellement aux services, tels que l'éducation ou la santé. Le rapport Attali sur l'enseignement supérieur exhorte ainsi les universités à l'esprit d'entreprise. Dans la perspective de la réunion de Seattle de l'Organisation mondiale du commerce (de novembre 1999), Mme Charlotte Barshefsky, représentante spéciale du président Clinton pour le commerce, a demandé à la Coalition des industries de service de préciser ses desiderata pour pouvoir les soutenir dans les négociations internationales. La réponse de ladite Coalition a valeur de programme : « Encourager l'extension de privatisations, promouvoir la réforme des réglementations dans un sens qui favorise la concurrence, obtenir l'accès aux marchés et le traitement national permettant la fourniture transfrontalière de tous les services de santé » ; enfin, faire admettre « le droit de propriété privée étrangère majoritaire dans les établissements de service de santé » !

La logique socialement dévastatrice de la privatisation ne s'arrête pas en si bonne voie. Elle s'est déjà propagée à la monnaie : l'indépendance des banques centrales par rapport aux pouvoirs publics revient à en privatiser la gestion ; à l'information : virtuose des réseaux, Vivendi réinvestit dans le câble les super-profits réalisés dans la tuyauterie ; à la ville : on voit surgir, comme en Amérique latine, des quartiers fermés pour riches, avec clôtures, guérites et gardiens privés ; à la violence : sous forme de mafias, de milices, et d'un marché sécuritaire ; au droit : avec la montée en puissance des arbitrages privés, réputés rapides et confidentiels, le marché du droit gagne du terrain au détriment de la loi.

À la solidarité publique enfin, à travers l'avènement annoncé des fonds de pension, sous le prétexte hypocrite de promouvoir un « capitalisme populaire ». À ce propos, l'éditorialiste du *Monde*, saluant les succès financiers des privatisations Jospin, met clairement en évidence l'engrenage ¹: « Avec intelligence, avec habileté, et avec parfois une dose certaine d'hypocrisie, le gouvernement Jospin a donc achevé

1. *Le Monde*, 17 juillet 1999.

en deux ans la privatisation de l'ensemble des entreprises du secteur concurrentiel. [...] Un autre tabou doit maintenant être levé » pour favoriser la « constitution d'un véritable capital, car les investisseurs étrangers disposent, par le biais des fonds de pension notamment, d'un pouvoir leur permettant d'imposer leur loi aux entreprises et d'arbitrer les batailles boursières en cours. À ces fonds anglo-américains, la France doit pouvoir opposer les siens », proclame l'éditorialiste anonyme soudain converti au « souverainisme » économique. Car, conclut-il, avec un sens remarquable de la formule, « *qui possède dirige.* » Nous saurons nous souvenir de cette maxime du social-libéralisme triomphant.

Insatiable, l'appétit privé s'empare aussi du vivant, avec ce que le mouvement Attac dénonce comme un hold-up des entreprises transnationales et l'appropriation privée du patrimoine naturel et génétique mondial assimilé sans vergogne à une marchandise ². Dans les pays du tiers-monde frappés de plein fouet par la récession (y compris ceux qui, comme le Brésil ou l'Indonésie, semblaient les mieux partis sur la voie du développement), cette marchandisation prend la forme triviale des ventes d'organes et de sang, du brevetage effréné des ressources naturelles. Ce que Ricardo Petrella appelle le « bien commun » n'est pas épargné. Le phénomène n'est pas nouveau en ce qui concerne la terre et la propriété foncière. Il l'est davantage avec la privatisation de l'eau ou avec la revendication américaine (aux sommets de Kyoto et de Buenos Aires) d'instituer un marché mondial des droits à polluer, permettant aux pays riches (gros pollueurs) de racheter aux pays pauvres (peu pollueurs) leur part de nuisance sur l'air commun !

Il en résulte ce que Jean-Claude Michéa appelle « un capitalisme terminal » et Michel Surya un « capitalisme sans dehors » ; un monde anthropologiquement et écologiquement inhabitable, pris dans le carcan de plus en plus irrationnel de la mesure marchande ;

2. Voir Jean-Paul Maréchal, « Quand la bio-diversité est assimilée à une marchandise », *Le Monde diplomatique*, juillet 1999 ; Richard Lewontin & Jean-Pierre Berlan, « La menace du complexe génético-industriel », *Le Monde diplomatique*, décembre 1998 – des mêmes, à paraître, *La Privatisation du vivant*, Agone Éditeur, 2000.

une société postpolitique qui tend à en finir avec la démocratie au nom de la démocratie ³.

À l'encontre de la mythologie libérale à la sauce Tony Blair, l'allègement de l'État économique et de l'État social ne signifie pas un élargissement des libertés mais un renforcement de l'État pénal, carcéral et policier – en attendant la privatisation pénitentiaire et l'emprisonnement à but lucratif. Le discours anglo-saxon sur la « tolérance zéro » conduit tout droit, comme le souligne Loïc Wacquant, aux « obligations de la citoyenneté » et au « salariat forcé », à la pénalisation et à la criminalisation de la misère ⁴. La tentation d'un républicanisme autoritaire, disciplinaire, sans ambition sociale, n'est au fond que l'envers de cette spirale libérale qu'il prétend combattre.

« QUI POSSÈDE DIRIGE »

Cette tendance lourde à la privatisation lie étroitement la question sociale à la question démocratique. Elle a, en effet, pour corollaire le dépérissement de la vie publique, dont Hannah Arendt dressait, pour les années 1930 un constat étrangement actuel : « Le développement prodigieux de toutes les forces industrielles et économiques entraîna l'affaiblissement constant des facteurs purement politiques, tandis que, simultanément, les forces purement économiques prédominaient de façon toujours croissante dans le jeu international du pouvoir. Le pouvoir devint synonyme de puissance économique devant laquelle les gouvernements devaient s'incliner. Telle était la raison pour laquelle ces gouvernements n'avaient plus qu'un rôle totalement vide, dénué de représentation, et semblaient de plus en plus ouvertement

3. Jean-Claude Michéa, *L'Enseignement de l'ignorance*, Éditions Climats, 1999 – voir également « L'École du Capitalisme total », *infra*, p.143; et Michel Surya, *De la Domination*, Farrago, 1999 ; également, Francis Dupuis-Déri, « L'esprit antidémocratique des fondateurs de la "démocratie" moderne... », *infra*, p. 95.

4. « Ce vent punitif qui vient d'Amérique », *Le Monde diplomatique*, avril 1999 – voir également « La mondialisation de la "tolérance zéro" », *infra* p. 127, et *Les Prisons de la misère*, Raisons d'agir, 1999.

dans le théâtre, voire l'opérette. » L'opérette, avec les batailles de polochons autour de la mairie de Paris, les escarpins de Roland Dumas, ou la guerre des paillotes, on y est en plein. Et on sait d'expérience à quoi aboutit cette « ère des dépolitisations ».

Car la propriété privée des moyens de production et d'échange n'est pas un choix technique de gestion parmi d'autres. C'est aussi (surtout) un rapport (despotique) de pouvoir dans l'entreprise et dans la société. « Qui possède dirige », nous a rappelé l'éditorialiste du *Monde*. Jadis, par delà leurs divergences stratégiques, les différents courants du mouvement ouvrier – libertaires, communistes, socialistes de toutes nuances – étaient au moins d'accord sur ce point : « La propriété, c'est le pouvoir ». Aujourd'hui, Lionel Jospin se permet de déclarer en toute quiétude : « Notre politique industrielle a dépassé la question de la propriété des moyens de production ». Et Laurent Fabius de préciser, avec ce lyrisme de perchoir qui caractérise sa rhétorique dominicale : « Maintenant, ce problème, malgré son rôle central dans la pratique et la réflexion de la gauche au xx^e siècle, est derrière nous, même si, comme parfois la lumière des étoiles, on continue à en discuter alors qu'elles ont disparu depuis longtemps. ⁵» Ni le post-communisme de Robert Hue, ni l'éco-libéralisme de Daniel Cohn-Bendit ne se formalisent de ces adieux à l'appropriation sociale.

Ces renoncements s'inscrivent en effet dans une tendance lourde à l'échelle européenne. Historien britannique du socialisme, Donald Sassoon souligne ainsi que la « troisième voie » théorisée par Anthony Giddens n'a « pas grand chose à dire sur la question de la propriété dans une économie capitaliste. Ce n'est pas seulement que cette question est considérée comme secondaire, mais le Labour semble avoir accepté l'idée que l'entreprise privée est toujours plus efficace – en dépit des performances catastrophiques des compagnies privatisées comme celles des chemins de fer. ⁶»

La loi du marché n'est pourtant pas une technique économique mais un rapport social cohérent, où la propriété privée, la concurrence impitoyable, la course au profit et l'exploitation du travail font système.

5. *La Revue socialiste*, n° 1, printemps 1999, p. 34 et 142.

6. *Esprit*, « Le pari de la réforme », mars-avril 1999.

Michel Rocard fit naguère sensation en proclamant sans détours, devant un parterre patronal, qu'on ne biaise pas avec le marché car « sa logique est globale ». C'était en 1977. Quant à Laurent Fabius, il exprimait dès 1988 un trouble identitaire profond : « S'il est assurément démocratique, en quoi notre projet est-il socialiste ? Pour le dire de façon provocante, que reste-t-il de l'inspiration anticapitaliste du socialisme des origines et de notre propre programme de 1972 ? »

Contrairement à ce que prétendent les apologies lénifiantes de l'association capital-travail par l'actionnariat salarié, la dissémination des titres de propriété est parfaitement compatible avec la concentration croissante des pouvoirs qu'elle confère. Le *Monde* du 2 mars 1999 titrait en fanfare : « Le succès de l'actionnariat salarié bouleverse le capitalisme français ». À y regarder de plus près, cet actionnariat salarié dans les entreprises privatisées ne représente que 6 % du capital dans le cas de la Seita, 3,3 % à Rhône-Poulenc, 3,2 % à France-Télécom, 2,5 % à TF1 et 2 % à Pechiney. Il n'y pas de quoi bouleverser les rapports de pouvoir dans l'entreprise. L'hymne à la nouvelle association capital-travail remplit en revanche une fonction idéologique limpide : convaincre le salarié que, en se licenciant lui-même en tant que producteur, il soigne ses intérêts en tant qu'actionnaire !

La dispersion des petits porteurs laisse en réalité un pouvoir quasi absolu aux actionnaires majoritaires. Le thème désormais à la mode du « gouvernement d'entreprise » (la *corporate governance*) consacre ce pouvoir despotique anonyme de l'actionnariat, qui diffère de la vieille propriété familiale comme du simple règne des managers. Pour leurs placements, les fonds de pension exigent ainsi un taux de rentabilité annuel de 15 % minimum par an. Ce fameux ROE (« *return on equity* ») n'est autre que le pseudonyme élégant de profit. Les bénéfices des trente premières entreprises françaises ont ainsi augmenté de 30 % en moyenne en 1998. La BNP, a vu « bondir son profit net de 78 % » au premier semestre 1999 avec un profit net de 3,5 milliards de francs ⁷. « Bref, résume le directeur des affaires financières du Crédit Lyonnais, le ROE est but et mesure de tout. ⁸»

7. *Les Échos*, 11 mai 1999.

8. *Le Monde*, 25 mai 1999.

Il est de bon ton, aujourd'hui, de considérer la théorie de la valeur travail comme une vieille lune. Il faut pourtant bien expliquer le miracle moderne de la multiplication des pains (ou des intérêts) : comment, avec une croissance de 2 à 3 %, générer des plus-values boursières de 15 à 30 % ? La réponse n'est ni nouvelle ni mystérieuse : en flexibilisant et en intensifiant le travail, en utilisant la pression de l'armée industrielle de réserve, autrement dit en augmentant le taux d'exploitation. C'est le sens des charrettes massives de licenciements accompagnant les concentrations et fusions⁹ ; ou de la traque aux temps morts pour rapprocher le temps de travail effectif du temps légal à l'occasion des négociations sur les 35 heures ; ou encore du casse-tête que constitue la mesure du temps de travail des cadres. Le temps de travail abstrait demeure en somme la mesure de toute chose sociale, mais, comme l'avait prévu Marx, une mesure de plus en plus irrationnelle au fur et à mesure que se développent la socialisation du travail et sa part intellectuelle.

CONTRE LES PIEGES DE LA « TROISIEME VOIE »...

La naturalisation des rapports sociaux est une caractéristique majeure du discours libéral. Dans un entretien au journal *Le Monde*, le politologue Jean Baechler décrétait ainsi, en toute simplicité politologique, que la démocratie est « le régime politique naturel de l'espèce humaine ». Au lendemain de la démission d'Oskar Lafontaine, *Libération* titrait de même, sur le ton de la jubilation : « La victoire de l'économie »¹⁰. Ce fut alors un concert d'autocongratulations triomphales : « Je félicite l'Allemagne » (Wim Duisenberg, président de la Banque centrale européenne) ; « On ne peut pas faire de politique contre la mondialisation » (Ludolf von Wartenberg, secrétaire général

9. « C'est uniquement pour améliorer le score d'Elf que son président Philippe Jaffré annonce – sans autre raison – des suppressions d'emploi dans le Béarn », écrivait Pierre Lebaube dans *Le Monde*.

10. *Le Monde*, 16 février 1999 ; *Libération*, 14 mars 1999.

de la fédération de l'industrie allemande) ; « Le temps des politiques de redistribution est révolu, l'économie s'est rebellée contre une politique en contradiction avec la compétition internationale » (Günter Albrecht, économiste des chambres de commerce allemandes) ; enfin, « On ne peut pas faire de politique contre l'économie » (Gerhard Schröder, chancelier du « Nouveau centre »).

À la différence de Tony Blair ou de Schröder, Lionel Jospin n'a pas son idéologue officiel, son Anthony Giddens ou son Bodo Hombach. Les élucubrations d'une « troisième voie » à la française n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements. Stimulé par la victoire électorale des sociaux-démocrates allemands, Henri Weber, dans cet exercice de vulgarisation où il excelle, résumait en trois mots la réponse « marxiste » classique aux aspirations à la démocratie politique, à l'égalité des chances et à la maîtrise collective de l'avenir : nationalisation, planification, autogestion. À ce triple défi révolutionnaire, la social-démocratie, en sa grande sagesse historique, aurait répliqué par l'économie mixte, l'État-providence et le soutien keynésien à la demande et à l'investissement. Cette vieille querelle serait désormais obsolète : « Une troisième réponse, une nouvelle figure du socialisme démocratique s'élabore aujourd'hui, l'affirmation d'une nouvelle offre politique émanant de la social-démocratie. ¹¹ » C'est presque aussi précis que du Giddens en personne.

De son côté, Zaki Laïdi reconnaît volontiers que le gouvernement Jospin a à son actif « davantage de privatisations que le gouvernement Juppé ». Il s'en félicite chaleureusement car « le régime de la propriété n'est plus aujourd'hui essentiel » et « la montée des fonds de pension dans la régulation financière [sic] est là pour souligner que le durcissement de la compétition n'est pas incompatible avec le développement d'un capitalisme populaire ». La propriété publique serait même devenue « un handicap à la mobilisation des ressources ». Aussi est-elle appelée à « disparaître de la régulation des rapports marchands ». Mais le marché est « un construit social imparfait » [re-sic]. La gauche se définirait donc désormais comme « un mouvement qui accepte l'économie de marché mais refuse le glissement vers la société de

11. *Le Monde*, 29 septembre 1998.

marché »¹². Ces variations sur la « troisième voie » ont en commun d'évacuer la question de la propriété. La révision par le New Labour de Tony Blair de la fameuse Clause IV des statuts du parti visait notamment à supprimer toute référence à la propriété publique.

Contrairement à ce que prétendent Henri Weber et Zaki Laïdi, la crise sociale et l'exclusion manifestent un dérèglement généralisé de la mesure marchande fondée sur la propriété privée et le profit. La crise écologique témoigne pareillement de l'incommensurabilité entre le temps longs de l'écologie et les arbitrages immédiats de la logique marchande. La conjugaison de ces deux crises remet bel et bien sur le tapis la question brûlante des rapports de propriété.

La défense des principes du service public (dans les grèves de l'hiver 1995), la question du « bien commun » et les débats sur la protection sociale et les fonds de pension impliquent un élargissement de l'espace public au lieu de sa privatisation. Oui, les banques, les assurances (renflouées comme le Crédit Lyonnais à grand renfort de fonds publics) doivent être des leviers de politiques publiques. Oui, les compagnies des eaux (Vivendi), de l'énergie, des transports, des communications doivent être socialisées pour garantir par la péréquation tarifaire un service de qualité égale à prix égal pour toutes et tous – et pour conduire une politique de développement durable. Oui, la subordination de l'économie à la citoyenneté, de l'intérêt privé à l'intérêt général, des profits aux besoins collectifs implique toujours une démocratie participative d'en-bas, du contrôle populaire et de l'autogestion (les dix ans d'expérience des budgets participatifs au Brésil montrent que ce n'est nullement irréaliste). Oui, la redistribution des richesses et la définition des priorités sociales (d'éducation ou de santé), qui répondent à des besoins non solvables en termes marchands, exigent une planification démocratique à moyen terme des objectifs et des ressources.

En y renonçant, la social-démocratie glisse, par la troisième voie, vers le nouveau centre. Elle est encore de gauche sans doute (« de gauche, hélas ! » serait-on tenté d'ajouter...), dans la mesure où elle

12. *Le Monde*, 1 septembre 1998.

recueille les suffrages populaires et se réclame encore de l'égalité. Dans son livre de 1994, *Destra e Sinistra*, le philosophe italien Norberto Bobbio faisait de cette revendication égalitaire l'ultime critère de partage entre la gauche et la droite. Si l'on s'en tient à « une défense purement axiologique de l'idée de gauche », ce critère est pourtant bien fragile et incertain, lui répondit en substance Perry Anderson ¹³. À s'en tenir au critère de Bobbio, la gauche sous hégémonie social-démocrate n'est déjà plus tout à fait elle-même. Son ralliement à un libéralisme tempéré, à l'individualisation salariale, à la flexibilité multiforme et à la privatisation de la protection sociale fait tourner à plein régime la machine inégalitaire à broyer les solidarités.

... L'APPROPRIATION SOCIALE

Il y a juste cinquante ans, dans le premier numéro de la *Monthly Review* américaine, Albert Einstein écrivait : « Le moteur du profit, lié à la compétition entre capitalistes, est responsable de l'instabilité dans l'accumulation et l'utilisation du capital qui conduit à des dépressions de plus en plus sévères. La concurrence débridée provoque un énorme gâchis de travail... Je suis convaincu qu'il y a une seule voie pour éliminer ces graves plaies, c'est-à-dire l'établissement d'une économie socialiste accompagnée d'un système éducatif orienté sur des priorités sociales. Dans une telle économie, les moyens de production seraient possédés par les sociétés elles-mêmes et utilisés de manière planifiée. Une économie planifiée, qui ajuste la production aux besoins de la communauté, distribuerait le travail à faire entre tous ceux qui sont en état de travailler, et elle garantirait l'existence à tout homme, femme et enfant. ¹⁴» Pas si naïf, le vieil Albert ajoutait que « l'économie planifiée n'est pas encore le socialisme », car elle peut aller de pair avec la « servitude personnelle ». Comment est-il possible de pratiquer cette rationalité démocratique en économie « en évitant la bureaucratie » ?

13. Voir la correspondance Anderson/Bobbio in *New Left Review*, n° 231, 1998.

14. Réédité à l'occasion du 50^e anniversaire de la *Monthly Review*, mai 1998.

La question reste posée. Mieux vaut chercher la réponse que de supprimer la question. Car seule la propriété publique permet de prendre correctement en compte les externalités, de développer des stratégies d'aménagement, d'imprimer une volonté politique à l'administration des choses.

Nous parvenons ainsi à « un nouveau stade du développement du concept de propriété », celui de l'appropriation sociale. Il tient compte de la diversification des finalités du service public. Il ne se réduit pas au transfert juridique mais implique la primauté de l'intérêt général dans l'organisation de la société ; ce qui signifie que l'intervention démocratique des travailleurs sur l'organisation et les finalités du travail revêt autant d'importance que le statut formel de l'entreprise ou du service. Il peut enfin recouvrir diverses formes juridiques allant des transferts purs et simples de propriété à des conventions structurantes sous autorité des pouvoirs publics, en passant par la reconnaissance de droits réels nouveaux aux collectifs de salariés, de consommateurs ou d'usagers ¹⁵.

DROIT DE DÉTRESSE & PUISSANCE PUBLIQUE

La crise qui dure, la dévoration libérale de l'espace public par le capital, le démantèlement méthodique des acquis sociaux aiguisent la contradiction révélée par la Révolution française entre le droit de propriété et le droit à l'existence.

Dans les *Principes de la philosophie du droit*, Hegel soutient la primauté du « droit de détresse » sur la propriété juridique : « La particularité des intérêts de la volonté naturelle, condensée dans sa simple totalité, est l'être personnel comme vie. Celle-ci, dans le danger suprême et dans le conflit avec la propriété juridique d'autrui, a un *droit de détresse* à faire valoir (non comme concession gracieuse, mais comme droit), en tant que, d'un côté il y a une violation infinie de l'être et donc une absence totale de droit, et de l'autre la violation seulement

15. Voir Anicet Le Pors, *Le Monde*, 23 septembre 1998.

d'une existence limitée de la liberté. » Ce droit de détresse implique l'immunité du débiteur lorsque son existence en tant que personne particulière est menacée : « On lui laisse ses outils d'atelier et ses instruments de culture pour autant que cela est considéré nécessaire pour servir à son entretien, en tenant compte de sa situation sociale. » La détresse révèle ainsi « la finitude et par suite *la contingence du droit* aussi bien que du bien-être. »

Il y a quelques mois, les gazettes rapportèrent le « fait divers » d'une mère de famille chômeuse comparaisant devant un tribunal pour avoir volé de la nourriture à l'étalage d'un supermarché afin d'améliorer l'ordinaire de sa progéniture. Il est peu probable que les juges de ce procès aient eu en mémoire ce §127 de la philosophie hégélienne du droit. En vertu du code pénal en vigueur et de « l'état de nécessité » qu'il reconnaît, ils relaxèrent pourtant en première instance la « mère coupable ».

L'affaire devrait avoir valeur d'exemple. Après des inondations, un cyclone, ou une forte grêle, les pouvoirs publics décrètent un état de catastrophe naturelle. Ils devraient pouvoir décréter pareillement un état d'urgence économique ou de catastrophe sociale lorsque plusieurs millions de personnes sont privées de droit à l'emploi, au revenu, au logement ou aux soins. La déclaration d'état d'urgence représente d'ailleurs le fondement juridique classique du droit public français, autorisant dans des circonstances exceptionnelles l'emploi par un gouvernement de certains moyens d'exercice de la puissance publique (comme la réquisition des locaux, des moyens de transport, des moyens de production) ¹⁶.

On démontrerait sans difficulté que les atteintes multipliées à l'intégrité et à la dignité des personnes, par la précarité et l'exclusion, justifient aujourd'hui un tel état d'urgence. Les revendications des « sans- » (sans-logis, sans-emploi, sans-papiers, sans-rien...) illustre bien cette opposition entre deux logiques et deux droits. L'état d'urgence sociale ne ferait donc que réactiver un principe, reconnu par le droit public français, selon lequel le droit de propriété n'est pas un droit absolu, mais seulement une liberté qui s'exerce dans les limites compatibles

16. Voir François Chesnais, in *Carré rouge*, n° 10, janvier 1999.

avec les besoins de la collectivité. Ce principe est au fondement du droit des services publics et de l'appropriation sociale. De même, alors que, en 1998, 3,5 % du produit intérieur brut (soit 17 % du budget) sont allés au paiement des seuls intérêts annuels de la dette publique, alors que, en 1999, près de 240 milliards vont aux marchés financiers (quand le budget de la santé et de la solidarité ne dépasse pas les 80 milliards et celui de la politique de la ville le misérable milliard), le droit de détresse justifierait amplement l'adoption d'un moratoire sur la dette publique et la suspension des remboursements sur les émissions de titres faites par les gouvernements précédents.

RETOUR DU SPECTRE RÉVOLUTIONNAIRE ?

Au lendemain des élections allemandes de l'automne 1998, la social-démocratie et ses alliés se trouvaient à la tête de onze gouvernements sur les quinze de l'Union européenne ; un social-démocrate hollandais se trouvait à la tête de la Banque centrale ; et, quelques mois plus tard, Romano Prodi devenait président de la commission européenne. On allait voir ce qu'on allait voir : après une cure d'austérité imposée pour satisfaire aux critères de convergence de Maastricht et pour parvenir à l'éclosion de l'euro, l'Europe allait connaître un virage keynésien et un vent de réformes sociales.

On a vu. À la veille des élections européennes de juin 1999, le sommet de Cologne a accouché d'un souriceau social : aucune mesure chiffrée pour l'emploi, aucun objectif de croissance, tout juste un vague projet de conférences sociales annuelles sans pouvoir de décision. Pire, dès le lendemain du sommet, Tony Blair et Gerhard Schröder rendaient public leur manifeste pour un nouveau centre européen. Ce credo social-libéral est une sorte d'adieu solennel à l'État-providence : « L'État doit soutenir les entreprises mais ne pas se substituer à elles. Dans le passé, la promotion de la justice sociale a souvent été confondue avec l'exigence de l'égalité. Du coup, le sens de l'effort personnel et celui de la responsabilité ont été ignorés ou n'ont pas été récompensés, et la social-démocratie a été associée au fondromisme et à la médiocrité au lieu d'incarner la créativité, la diversité et

la performance... Un emploi pour la vie entière : cette notion est dépassée. Les sociaux-démocrates doivent répondre aux exigences de plus en plus grandes de flexibilité et en même temps maintenir des normes sociales minimales. Le niveau des dépenses de l'État a plus ou moins atteint les limites de l'acceptable... Les sociaux démocrates modernes reconnaissent que quelques réformes fiscales et des baisses d'impôts peuvent contribuer grandement à réaliser leurs objectifs en matière sociale. Les entreprises doivent avoir suffisamment de marches de manœuvre. Les marchés du travail, du capital et des biens doivent tous être flexibles... Un système de sécurité sociale qui finit par entraver les capacités à trouver de l'emploi doit être réformé... »

C'est une véritable déclaration de guerre sociale en prévision du choc de la récession à venir. Le discours d'un Lionel Jospin, tel qu'il est repris dans le premier numéro de la revue théorique du parti socialiste apparaît d'un classicisme désuet en regard du vent modernisateur qui souffle d'outre-Manche. Comme l'écrit Donald Sassoon, « ce qui est nouveau dans le nouveau Labour, c'est qu'il ne remettra pas en cause les dogmes de base du thatchérisme : non seulement rien ne sera renationalisé, mais il y aura davantage de privatisations et la stabilité des prix restera la priorité, on préservera la dissuasion nucléaire, l'OTAN sera défendue... » Aussi, Gavyn Davies, gérant associé de la grande banque Goldman Sachs, peut-il jubiler lorsqu'on lui demande quel est à ses yeux le plus grand acquis de l'équipe travailliste depuis son arrivée au pouvoir : « D'avoir laissé en place les réformes introduites par les conservateurs entre 1979 et 1997, voire d'en avoir accentué certains aspects ¹⁷ » !

De même que la rhétorique de la citoyenneté est d'abord l'indice d'un manque, celle de la réforme est le signe indubitable d'un absentement : d'Alain Touraine à la revue *Esprit*, l'heure est aux aventuriers de la réforme perdue ¹⁸.

Préposé au gardiennage idéologique du parti socialiste, Henri Weber s'évertue ainsi à présenter la gauche plurielle comme le fleuron du

17. *Le Monde*, 11 mai 1999.

18. Alain Touraine, *Comment sortir du libéralisme ?* Fayard 1999 ; *Esprit*, « Le pari de la réforme », mars-avril 1999.

réformisme classique : « Pour nous, une politique macroéconomique active reste nécessaire pour assurer une croissance forte, durable, respectueuse de l'environnement et riche en emplois. » Cette déclaration d'intention a valeur d'autocritique, tant la politique réellement existante du gouvernement de la gauche plurielle la contredit terme à terme. Adeptes de la méthode Coué, le sénateur se contente de répéter sans le démontrer (ce serait difficile) que « sur le plan économique, le New Labour est néolibéral, le Parti socialiste néokeynésien ». Il est vrai, ajoute-t-il, que ces oppositions, « liées aux différences de situations nationales », renvoient à des « désaccords idéologiques »¹⁹. Et seulement idéologiques. Car pratiquement tout s'arrange et s'accorde. On sait en effet ce qu'il est advenu du « virage keynésien » annoncé après les élections allemandes de septembre 1998²⁰.

Devant cette spirale social-libérale, Olivier Mongin et Marc Lazar s'interrogent dans *Esprit* sur les forces et les faiblesses du « parti de la réforme » et appellent instamment à « penser la réforme ». L'exercice se réduit vite à la pensée virtuelle d'un objet introuvable. De Mitterrand à Jospin, la gestion loyale du capital a en effet produit un réformisme sans réforme. Les socialistes de marché se sont employés à discréditer la réforme aussi méthodiquement que les staliniens la révolution. Aussi est-il pathétique de voir les éditorialistes d'*Esprit* chercher désespérément une voie médiane entre les « libéraux-libertaires » et les « radicaux-révolutionnaires », paradoxalement d'accord pour faire croire que le capitalisme et la démocratie sont l'envers et l'endroit indissociables d'une même étoffe, les premiers pour célébrer leurs noces éternelles, les seconds pour rejeter la démocratie en même temps que le capital. Si c'est à nous (entre autres) que ce discours s'adresse, il porte à faux. La démocratie a son histoire, ses métamorphoses, ses modalités. Et le capitalisme a les siennes. Notre propos est au contraire de les dissocier, de montrer que, loin d'être le fondement naturel de la démocratie, la logique intime du capital en est la néga-

19. Henri Weber, « Troisième voie : où sont les divergences ? » *Le Monde*, 20 juin 1999.

20. Sur les mirages et les limites du keynésianisme, voir Jacques Luzi, « Sauver le capitalisme ou se sauver du capitalisme ?... », *infra* p. 63..

tion potentiellement totalitaire. La querelle renvoie, il est vrai, à un problème beaucoup plus vaste, concernant l'idée que l'on se fait de la notion même de démocratie.

Mais la préoccupation d'Alain Touraine ou d'Olivier Mongin est plus immédiate. Tous deux expriment la crainte de voir, face aux conséquences désastreuses des politiques libérales pour la cohésion sociale, un retour en force de la lutte des classes sous ses formes radicales. L'hiver 1995 a représenté un coup de semonce, confirmé depuis par la résurgence de radicalités sociales et politiques.

Comme l'invocation sans mode d'emploi d'une sortie imaginaire du libéralisme, l'apologie du parti virtuel de la réforme n'a d'autre but que de conjurer le retour du spectre révolutionnaire. Pour Touraine, rien de plus urgent que de bricoler à la hâte, face à la « troisième voie » de centre droit, une « voie deux et demi » de centre gauche. L'éventail des possibles se réduirait en somme désormais au choix du juste milieu entre deux centres, entre les demi-teintes et les demi-mesures, entre les extrêmes du centre.

Allez vous étonner, dans ces conditions, que la politique, la citoyenneté et la démocratie soient affreusement malades !

DANIEL BENSARD
Juin 1999

Ni capitalisme, ni collectivisme

Recension de *The Road to Serfdom* de F. A. Hayek
& de *The Mirror of the Past* de I. R. Zilliacus

LA CONFRONTATION DE CES DEUX OUVRAGES plonge le lecteur dans la perplexité. Le premier est un éloquent plaidoyer pour le capitalisme du type « laisser faire, laisser passer » et le second un violent réquisitoire contre ce même système. Ils s'appuient dans une large mesure sur les mêmes données, ils citent fréquemment les mêmes auteurs et ils partent tous deux d'une même hypothèse, puisque l'un et l'autre postulent à la base de la civilisation occidentale le caractère sacré de la personne humaine. Pourtant, chacun de ces deux auteurs est convaincu que la voie préconisée par l'autre conduit droit à l'esclavage, et le plus inquiétant c'est qu'ils pourraient bien avoir tous deux raison.

Le livre du professeur Hayek est peut-être le plus intéressant, dans la mesure où ses opinions sont moins à la mode à l'heure actuelle que celles de M. Zilliacus. En bref, la thèse du professeur Hayek est la suivante : le socialisme conduit inévitablement au despotisme et les nazis ont pu s'imposer en Allemagne parce que les socialistes leur avaient

déjà mâché le travail, en particulier le travail intellectuel qui consiste à affaiblir le désir de liberté. En plaçant la totalité de la vie sous le contrôle de l'État, le socialisme donne nécessairement le pouvoir à un petit cercle de bureaucrates qui, dans presque tous les cas, sont des hommes qui veulent le pouvoir pour lui-même et qui ne reculeront devant rien pour le garder. La Grande-Bretagne, affirme le professeur Hayek, suit à présent la même voie que l'Allemagne, avec l'intelligentsia de gauche en tête et le parti tory qui lui emboîte le pas. L'unique chance de salut se trouve dans le retour à une économie sans intervention de l'État, à la libre concurrence et à un souci de liberté plutôt que de sécurité.

Il y a beaucoup de vrai dans la partie critique de la thèse du professeur Hayek. On ne dira jamais assez – et d'ailleurs on l'a fort peu dit – que le collectivisme n'est pas démocratique par nature, mais qu'au contraire il confère à une minorité tyrannique des pouvoirs tels que les inquisiteurs espagnols eux-mêmes n'auraient jamais osé en rêver.

Le professeur Hayek a probablement raison aussi quand il dit qu'en Angleterre les intellectuels sont plus enclins à avoir une mentalité totalitaire que les gens du commun. Mais il ne voit pas, ou il ne veut pas admettre, qu'un retour à la « libre » concurrence signifie pour la grande masse des gens une tyrannie sans doute encore pire – parce que plus irresponsable – que celle de l'État. L'ennui avec la concurrence, c'est qu'il y a toujours un gagnant. Le professeur Hayek nie que le capitalisme libéral mène nécessairement au monopole, mais dans la pratique c'est bien là que ce système a mené ; et comme l'immense majorité des gens préfère de loin subir la mainmise de l'État que les crises économiques et le chômage, la marche vers le collectivisme ne manquera pas de se poursuivre, pour autant que l'opinion populaire sera prise en compte.

L'offensive bien menée et bien documentée de M. Zilliacus contre l'impérialisme et la politique de la force est essentiellement un exposé des événements qui ont conduit aux deux guerres mondiales. Malheureusement, il s'emploie à dénoncer les impostures de la guerre de 1914 avec un tel enthousiasme que l'on se demande pour quelles raisons il soutient celle que nous menons actuellement. Après avoir

rappelé l'histoire sordide des traités secrets et des rivalités commerciales qui ont conduit à 1914, il conclut que nos buts de guerre officiels n'étaient que des mensonges et que « nous avons déclaré la guerre à l'Allemagne parce que, si elle avait gagné sa guerre contre la France et la Russie, elle serait devenue maîtresse de toute l'Europe et aurait été assez forte pour s'emparer à tout moment des colonies britanniques ». Et pour quelle autre raison sommes-nous cette fois-ci entrés en guerre ? Il semble qu'il ait été également criminel de s'opposer à l'Allemagne dans la décennie précédant 1914 et de la ménager dans le courant des années trente, et que nous aurions dû conclure une paix de compromis en 1917, alors que ce serait une trahison d'en accepter une maintenant. Il était tout aussi criminel, en 1915, de consentir à la partition de l'Allemagne et à ce que la Pologne soit considérée comme « une affaire intérieure de la Russie » : ainsi les mêmes actions changent de coloration morale avec le passage du temps.

Ce dont M. Zilliacus ne tient aucun compte, c'est que les guerres ont des résultats indépendants des motivations de ceux qui les déclenchent. Personne ne peut contester l'aspect plutôt malpropre de la politique internationale depuis 1870 ; ce qui ne veut pas dire qu'il aurait mieux valu laisser l'armée allemande imposer sa loi à l'Europe. Il est d'ailleurs parfaitement possible que des transactions plus ou moins sordides se déroulent en ce moment même dans les coulisses, et que la propagande actuelle « contre le nazisme » (comparez avec celle « contre le militarisme prussien ») paraisse très peu convaincante en 1970, mais l'Europe sera assurément un endroit plus vivable une fois débarrassée de Hitler et de ses émules.

La confrontation de ces deux ouvrages résume bien la situation dramatique où nous nous trouvons à présent. Le capitalisme conduit à des files d'attente devant les bureaux d'assistance publique, à la lutte acharnée pour les marchés et à la guerre. Le collectivisme conduit aux camps de concentration, au culte du chef et à la guerre. Il n'y a pas d'issue à ce dilemme à moins que, d'une manière ou d'une autre, on parvienne à combiner une économie planifiée avec la liberté de pensée, ce qui implique que le bien et le mal ne soient plus des notions proscrites en politique.

Les auteurs de ces deux livres sont plus ou moins conscients de cela ; mais comme ils ne peuvent indiquer aucune solution pratique pour y parvenir, on éprouve à les lire un sentiment d'accablement.

GEORGE ORWELL
Observer, 9 avril 1944

Cette recension, dont le titre est de nous, est extraite de Essais, articles, lettres, Volume III, traduit de l'anglais par Anne Krief et Jaime Semprun, Éditions Ivrea & Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1998, pages 153-155.

Remerciant tout particulièrement ces éditions de nous avoir gracieusement autorisés à reproduire ce texte, nous voulons saluer ici leur précieux travail sur l'œuvre d'Orwell, désormais intégralement mise à disposition du lectorat français : Essais, articles, lettres : Vol. I (1920-1940) [1995, 708 pages, 250 F], Vol. II (1940-1943) [1996, 576 pages, 250 F], Vol. III (1943-1945) [1998, 542 pages, 250 F], Vol. IV (1945-1950) [à paraître].

Ces quatre volumes reprennent ceux publiés par Sonia Orwell et Ian Angus en 1968 sous le titre The Collected Essays. Journalism and Letters of George Orwell, qui réunissent tout ce qui peut servir à faire connaître « de l'intérieur » la vie et les idées de l'auteur de 1984, dont ses thèmes de prédilection : disparition de la vérité, occupation des esprits par la propagande, irresponsabilité des intellectuels, corruption du langage, etc. ; enfin, la défense qu'il mena des valeurs de « l'homme ordinaire » contre les intellectuels gagnés au totalitarisme. Tout au long de ces quelque trois mille pages, dont on ne connaissait en français que des essais depuis longtemps introuvables, transparaît l'exemplaire intégrité de celui qui déclarait, en 1946 : « Ce qui me pousse au travail, c'est toujours le sentiment d'une injustice, et l'idée qu'il faut prendre parti. Quand je décide d'écrire un livre, je ne dis pas : "Je vais produire une œuvre d'art." J'écris ce livre parce qu'il y a un mensonge que je veux dénoncer, un fait sur lequel je veux attirer l'attention, et mon souci premier est de me faire entendre. » (« Pourquoi j'écris »)

- Également aux éditions Ivrea, fonds Champ libre - Gérard Lebovici :
- La Ferme des animaux*, traduit de l'anglais Jean Queval, 1983
[112 pages, 60 F]
- Hommage à la Catalogne (1936-1937)*, traduit de l'anglais par Yvonne Davet,
1982 [296 pages, 80 F]
- Et vive l'aspidistra !* traduit de l'anglais par Yvonne Davet, 1982
[340 pages, 90 F]
- Le Quai de Wigan*, traduit de l'anglais par Michel Pétris, 1982
[260 pages, 120 F]
- Un peu d'air frais*, traduit de l'anglais par Richard Prêtre, 1983
[310 pages, 90 F]
- Dans la dèche à Paris et à Londres*, traduit de l'anglais par Michel Pétris, 1982
[280 pages, 120 F]
- Une histoire birmane*, traduit de l'anglais par Claude Noël, 1984
[357 pages, 120 F]
- Chroniques du temps de guerre (1941-1943)*, traduit et édité par Claude Noël,
introduction de J. J. West , 1988 [272 pages, 100 F]

L'expression « mensonge déconcertant » est d'Anton Ciliga, communiste yougoslave auteur de *Au pays du mensonge déconcertant. Dix ans derrière le rideau de fer* (1938), UGE, 1977.

Ce texte fait suite à « L'URSS, un capitalisme d'État réellement existant. D'un mensonge "déconcertant" à l'autre (I) », paru in *Agone* 21, 1999, « Utopies économiques ».

Réunis et complétés, ces textes sont parus dans la collection « Contre-feux » chez Agone Éditeur, en octobre 1999, sous le titre. *D'un mensonge « déconcertant » à l'autre. Rappels élémentaires pour les bonnes âmes qui voudraient s'accommoder du capitalisme* (168 pages, 68 F.)

L'avenir de l'illusion capitaliste D'un mensonge « déconcertant » à l'autre (II)

DÉCONCERTER : (Littéraire) Empêcher la réalisation d'un projet. Voir DÉJOUER.

Le Petit Robert

D'une certaine façon, Lénine a contraint la réalité à se couler dans le moule de ses préjugés : étant intimement convaincu que le prolétariat livré à lui-même est incapable d'avoir une conscience socialiste, il casse le mouvement autonome des soviets, réprime les soulèvements ouvriers et installe la dictature de son parti ; puis, ayant décrété que les ouvriers étaient incapables d'administrer la production, il affirme que cette dictature s'impose alors même que son coup d'État interdisait la poursuite de l'expérience autogestionnaire des soviets. Mais Lénine semble surtout prisonnier d'une théorie de l'histoire en vertu de laquelle la Russie devait impérativement connaître, au cours de son évolution, une période capitaliste avant de pouvoir bâtir une société socialiste. « C'est une pensée réactionnaire – écrivait-il en 1905 – que de chercher le salut de la classe ouvrière dans autre chose que le développement massif du capitalisme ¹».

1. Lénine cité par Albert Camus, *L'Homme révolté*, Gallimard, 1951, p. 247.

La théorie en question repose sur l'hypothèse que, à chaque niveau de développement des forces productives (matières premières, ressources énergétiques, instruments de travail, connaissances scientifiques et technologiques, savoir et savoir-faire des travailleurs, etc.), correspond un certain type de rapports sociaux de production (esclavage, servage, salariat) et donc de mode de production, et que lesdits modes de production se succèdent au cours de l'histoire au fur et à mesure que les forces productives sociales se développent, selon un ordre logique défini par Marx en 1859. Dans cet ordre, le capitalisme industriel apparaît comme une phase de transition entre le féodalisme et le socialisme. Au début du xx^e siècle, le féodalisme a cessé de dominer la société russe mais le capitalisme ne s'est pas développé au point d'avoir déjà réuni les conditions matérielles de sa propre disparition et de l'instauration du socialisme. Aussi, en 1899, Lénine définissait-il « la "mission" du capitalisme », son « rôle historique progressiste » en ces termes : « Développement des forces productives du travail social et collectivisation de ce travail » – autrement dit, la création de ces conditions ².

À la même époque, en Allemagne, les sociaux-démocrates raisonnaient de manière identique mais dans un contexte socio-économique qui leur laissait augurer le proche avènement du socialisme. Ainsi Bebel soutenait-il en 1891 que « la société bourgeoise prépare avec tant d'ardeur sa propre destruction qu'il ne nous reste plus qu'à attendre le moment de prendre le pouvoir qui lui tombera des mains ³ ». La théorie voulait en effet que le capitalisme, pour dépasser ses « contradictions internes », se livre à une fuite en avant nécessairement funeste : plus il est développé, plus il est mûr pour sombrer ; la révolution socialiste devait en conséquence survenir « dans les "pays civilisés", c'est-à-dire l'Angleterre, les États-Unis, la France et l'Allemagne ⁴ ». Pour les sociaux-démocrates allemands, il était inutile

2. Lénine, *Le Développement du capitalisme en Russie* (1907), Éditions sociales, 1974 p. 556.

3. Bebel cité par Karl Korsch, *Marxisme et contre-révolution dans la première moitié du xx^e siècle*, Seuil, 1975, p. 174-175.

4. Point de vue de Engels exposé par Michaël Voslensky, *La Nomenclatura. Les privilégiés en URSS*, Belfond, 1980, p. 48-49.

de précipiter le mouvement, il suffisait d'attendre l'échéance fatale – ce qui explique leur choix de la voie réformiste. Pour leurs homologues bolcheviks, à défaut de pouvoir sauter l'étape capitaliste, il s'agissait d'accélérer le cours de l'histoire, non seulement pour rattraper le retard de la Russie sur l'Occident mais également pour hâter la fin du capitalisme, dernier mode de production fondé sur un antagonisme de classes selon Marx. On a vu pour quelles raisons cela signifiait, dans l'esprit de Lénine, l'instauration d'un capitalisme d'État ⁵. Les mencheviks, qui partageaient leur philosophie de l'histoire, préféreraient abandonner à la bourgeoisie libérale le soin de déployer elle-même toutes les facultés productives du mode de production dont elle est par nature porteuse ⁶. Au-delà de leurs divergences politiques, l'assurance des uns et des autres reposait sur la lecture des écrits de Marx et sur la conviction que sa théorie de l'histoire avait valeur de vérité scientifique incontestable.

HISTOIRE : NÉCESSITÉ OU LIBERTÉ ? MARX SÉDUIT PAR LES SIRÈNES DU SCIENTISME

Dans l'œuvre de Marx, il y a effectivement matière à étayer une semblable interprétation de sa théorie de l'évolution des sociétés humaines, à commencer par son idée de « nécessité historique » ⁷. Cette catégorie rend compte des « fonctions socialement nécessaires et progressistes » – de la « mission historique » – que rempliraient les « classes possédantes » en raison même de la domination qu'elles exercent de tout temps sur les travailleurs. Ces fonctions sont nécessaires et progressistes au regard de l'histoire parce qu'elles en alimentent les deux « moteurs » :

5. Cf. la première partie du texte : « L'URSS, un capitalisme d'État réellement existant », in *Agone* 21, 1999.

6. Cf. Chantal de Crisenoy, *Lénine face aux moujiks*, Seuil, 1978, p. 139 et sq ; Anton Pannekoek, *Lénine philosophe*, Spartacus, 1970, p. 100-101 ; Voslensky, *op.cit.*, p. 47.

7. Cf. la présentation de cette notion par Ernest Mandel, *Traité d'économie marxiste*, UGE, 1969, Tome 1, p. 45-46.

— 1. le développement des forces productives : en concentrant et en accumulant le surproduit social extorqué aux travailleurs, les classes dominantes encouragent, par l'usage qu'elles en font, la différenciation de la production, les innovations technologiques, le développement des connaissances, etc. ;

— 2. la lutte des classes : l'exploitation des travailleurs, en provoquant leur résistance, entretient la dynamique de l'antagonisme des classes...

Dans cette notion de nécessité historique, Marx n'introduit aucun élément moralisateur ou manichéen. Si bien que certains ont pu lui reprocher son immoralisme. Il est un fait qu'il ne s'embarrasse pas de sentiment : il analyse en scientifique, c'est-à-dire froidement. Ses idées de nécessité, de progrès n'en sont pas pour autant exemptes de pré-supposés ; elles renvoient à une philosophie de l'histoire à la fois historiciste et téléologique ⁸:

— historiciste, parce que Marx est convaincu de l'existence de lois objectives qui régissent l'évolution des sociétés indépendamment de la volonté des hommes — la connaissance de ces lois (que, par ailleurs, il prétend avoir découvertes) devant logiquement permettre de prévoir le devenir de chaque société ;

— téléologique, parce qu'il est persuadé que ces lois conduisent les sociétés humaines vers « l'abolition de toutes les classes » – « avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature » (*Le Capital*).

Les sociétés seraient soumises à une loi de développement autonome – une sorte de cinétique sociale-historique – qui les ferait toutes passer par une série ordonnée de stades successifs jusqu'à l'extinction des classes et de l'État ⁹. Dans la préface à la première édition du livre I du *Capital* (1867), pour mieux souligner le caractère nécessaire

8 . Cf. notamment sa lettre à J. Weydemeyer en date du 5 mars 1852, in *Correspondance*, Éditions du Progrès, Moscou, 1981, p. 61.

9. Dans le fameux « Avant-propos » de 1859, il écrit : « Les modes de production asiatique, antique [esclavage], féodal [servage] et bourgeois moderne [salarial] apparaissent comme des époques progressives de la formation économique de la société. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme antagonique du procès social de production », *Œuvres. Économie*, tome 1, Gallimard, 1965, p. 273-274.

– au sens déterministe – des transformations sociales, Marx ne craint pas d'assimiler ce processus de transformation continue des sociétés « à la marche de la nature et à son histoire ». « Lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de *la loi naturelle qui préside à son mouvement*, précise-t-il, elle ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel, mais elle peut abréger la période de la gestation et adoucir les maux de leur enfantement » (p. 550).

C'est cette conviction qui, en mars 1846, l'avait conduit à déclarer, devant des représentants de la Ligue des communistes : « Il ne peut être question, pour le moment, de réaliser le communisme [en Allemagne]. Il faut que la bourgeoisie prenne d'abord le pouvoir ¹⁰».

Dans ce monde social-historique que nous dépeint Marx, où tout n'est que déterminisme et nécessité, aucune place ne semble laissée à la liberté, et l'autonomie du mouvement ouvrier apparaît bien virtuelle dans la mesure où ce sont les conditions matérielles – c'est-à-dire le degré de développement des forces productives – qui déterminent le rôle des classes sociales et qui président aux révolutions sociales : « Les conditions matérielles à l'émancipation du prolétariat sont spontanément engendrées par la marche de l'exploitation capitaliste », écrit Marx à Carlo Cafiero le 29 juillet 1879 ¹¹.

Ainsi, pour le mouvement ouvrier, il n'est pas question « de réaliser des utopies mais de mener à son terme le mouvement objectif de l'histoire ¹² » : l'autonomie se résume alors à agir conformément au sens de l'histoire, un sens que Marx a révélé grâce à « une recherche rigoureusement scientifique ». Il n'y a donc pas de réelle « praxis révolutionnaire », c'est-à-dire d'actions collectives menées consciemment par des hommes en vue de leur émancipation, seulement une pièce jouée par des acteurs qui n'en sont pas les auteurs et qui ne sont même pas supposés en connaître la trame ni le dénouement :

10. Cf. la chronologie établie par M. Rubel, p. LXVIII, in *CŒuvres. Économie*, tome 1, *op. cit.*

11. *Ibid.*, p. CLXVII.

12. Bernard Chavance, « Faut-il oublier Marx ? », p. 10-11, in *Marx en perspective*, *op. cit.*, p. 7-11.

« Aucune chance, dans cette pièce, que les prolétaires soient des dieux – ironise Rancière. Des utilités tout au plus. Des fossoyeurs, pas même des assassins. Tout ce qu'ils sont, ils le doivent à l'action et à la passion bourgeoise. ¹³»

Une telle conception n'interdit pas l'utilisation de la théorie à des fins pratiques puisque Marx lui-même admet que l'on peut accélérer la représentation et avancer la fin de la tragédie. Ainsi, par leur scientisme, certains de ses écrits ont pu effectivement inspirer la stratégie « révolutionnaire » des bolcheviks – comme le réformisme des mencheviks et autres sociaux-démocrates. S'il n'y a pas lieu d'en conclure, comme certains s'empressent de le faire, que Marx est le père naturel de Lénine et Staline, le concepteur du goulag, etc., il n'est pas pour autant dégagé de toute responsabilité dans la mesure où sa pensée est suffisamment ambiguë pour s'être prêtée à de semblables dévoiements.

Attendu que la composante théorique de la « praxis prolétarienne » ne saurait sortir du cabinet de travail d'un intellectuel, tout se passe comme si le Marx révolutionnaire congédiait le savant, pendant que le Marx scientifique enseigne au militant communiste que le mouvement de l'histoire « obéit à des lois inflexibles, objectives, "aveugles", qui s'imposent à la conscience, à la volonté et à l'action des hommes ¹⁴». Cette contradiction insurmontable vient de ce qu'il apparie deux projets rigoureusement incompatibles : d'une part le « projet d'émancipation et d'autonomie » magnifié par la Révolution française et perpétué par le mouvement ouvrier dès la première moitié du XIX^e siècle ; d'autre part l'« imaginaire capitaliste » fondé sur le culte du progrès, de la raison, de la puissance, de l'efficacité, de la performance, de la domination, de l'avoir, etc. Tant que Marx raisonne exclusivement en termes de praxis, d'autonomie par et pour l'autonomie, il est conséquent. Mais dès l'instant où il subordonne l'émancipation au développement illimité des forces productives, à l'« expansion illimitée de la maîtrise rationnelle », il « contamine » le

13. Jacques Rancière, *Le Philosophe et ses pauvres*, Fayard, 1983, p. 138.

14. Roland Dangeville, in Marx & Engels, *Critique de l'éducation et de l'enseignement*, Maspero, 1976, p. 136.

« projet émancipatoire de l'autonomie par l'imaginaire capitaliste de la rationalité technique et organisationnelle, assurant un "progrès" automatique de l'Histoire ¹⁵».

Le Marx qui adultère ainsi le mouvement ouvrier pense, comme les Grecs, que l'homme n'est véritablement libre que lorsqu'il échappe à la dure obligation de travailler, et, comme les bourgeois, que seul le progrès technique peut le libérer de cette astreinte – d'où la nécessité historique de laisser au capitalisme le soin « d'imposer et d'obtenir ce surtravail [c'est-à-dire l'exploitation des travailleurs] d'une manière et dans des conditions qui sont plus favorables au développement des forces productives et des relations sociales, plus avantageuses pour créer les éléments d'une formation nouvelle et supérieure [c'est-à-dire le communisme] ¹⁶».

LE VIEUX MARX CONFRONTÉ À LA QUESTION RUSSE

À la fin de sa vie, sans doute en proie à ses contradictions, Marx donne le sentiment de douter de la validité de sa théorie de l'histoire, mais aussi de prendre conscience de son impuissance à contrôler les interprétations et utilisations faites de ses écrits. À son ami Engels, il confiera : « Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste ¹⁷». En Russie, les « marxistes » affirment, au nom de Marx et de son « socialisme scientifique », que les communautés rurales traditionnelles (l'*obscina* et le *mir*) doivent être détruites, les paysans, expropriés et transformés en prolétaires, car, disent-ils, la Russie ne peut éviter de « passer par toutes les phases de la production capitaliste ». Ses correspondants russes qui lui rapportent ces propos l'incitent à mettre en cause sa conception unilinéaire de l'évolution des sociétés. Dans une

15. Castoriadis, *La Montée de l'insignifiance. Les Carrefours du labyrinthe IV*, Seuil, 1996, p. 42. Castoriadis parle d'une « étrange alchimie combinant la "science" (économique), une métaphysique rationaliste de l'histoire et une eschatologie laïcisée ».

16. Marx, *Capital*, livre III, in *Œuvres*, tome II, *op. cit.*, p. 1486-1488.

17. Propos de Marx rapporté par Engels dans une lettre à C. Schmidt, en date du 5 août 1890, in *Correspondance*, *op. cit.*, p. 437.

lettre adressée à un sociologue russe (Mikhaïlovski), Marx reproche à certains de ses lecteurs d'avoir « métamorphosé son esquisse de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale en une théorie historico-philosophique de la marche générale, fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés, pour arriver, en dernier lieu, à cette formation économique qui assurera, avec le plus grand essor du pouvoir productif du travail social, le développement le plus intégral de l'homme ¹⁸».

Il ajoute que la persistance du *mir* – commune rurale autonome fondée sur la propriété/possession communautaire – constitue « la plus belle chance que l'histoire ait jamais offerte à un peuple ». Quatre ans plus tard, dans sa réponse à une socialiste russe – Vera Zassoulitch –, il soutient que la Russie peut faire l'économie de la phase capitaliste en s'appuyant sur la commune rurale – « élément régénérateur de la société russe et élément de supériorité sur les pays asservis par le régime capitaliste ». Ainsi Marx restreignait-il explicitement la portée des analyses développées dans le *Capital* aux seules nations d'Europe occidentale engagées dans le même processus historique que l'Angleterre ; les autres pays – notamment la Russie, par une ironie de l'histoire – étaient présumés libres d'emprunter des voies singulières. Le malheur a voulu que ses épigones – à commencer par Engels ¹⁹– ne retiennent de son œuvre que « la théorie historico-philosophique générale » de l'évolution « fatalement imposée à tous les peuples » et ignorent délibérément le scénario qui avait sa préférence. Et les bolcheviks s'employèrent à vérifier la justesse de ses prédictions en faisant subir à la Russie « toutes les péripéties fatales du régime capitaliste ». « Si la Russie tend à devenir une nation capitaliste à l'instar des nations de l'Europe occidentale, [...] elle n'y réussira pas sans avoir préalablement transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires ; et après cela, amenée une fois au giron du

18. Marx, *Œuvres*, tome II, *op. cit.*, p. 1555. Au sujet des correspondances de Marx avec Mikhaïlovski et Zassoulitch, *Œuvres*, *ibid.*, p. 1151-1573 ; Crisenoy, *op. cit.*, p. 125-139 ; Korsch, *op. cit.*, p. 145-146 ; sur le *mir* et l'*obschina*, cf. Crisenoy, *ibid.*, p. 21-27.

19. Crisenoy, *ibid.*, p. 139-140.

régime capitaliste, elle en subira les lois impitoyables, comme d'autres peuples profanes ²⁰».

DE LA NÉCESSITÉ DE RÉÉCRIRE L'AVENIR

Jamais la nécessité d'une transformation totale des rapports sociaux n'a été aussi évidente. Mais qui la voit ? Et surtout qui se bat effectivement pour un tel programme ?

JAIME SEMPRUN

Même s'il reconnaissait la pertinence des « éléments critiques » contenus dans les diverses formes de socialisme utopique, Marx n'hésitait pas à ranger leurs théoriciens dans la « catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs » dans la mesure où ils condamnaient la lutte des classes ²¹. Lui-même s'interdisait de « formuler des recettes [...] pour les marmites de l'avenir ²²», mais il était convaincu que la société future devait être bâtie par ceux-là mêmes qui avaient pour mission historique de révolutionner le capitalisme et d'abolir les classes. Or les utopistes rêvaient de « faire l'expérience de leurs utopies sociales [en faisant] appel à la charité des cœurs et des bourses de la bourgeoisie ». La réalisation d'un projet social, selon Marx, exige, non pas la philanthropie des possédants et des puissants mais des conditions objectives et notamment une classe sociale qui porte ce projet dans son mouvement. A-t-elle le choix ou est-elle prédestinée à accomplir cette tâche historique ? Dans la version scientiste dure, on l'a vu, la théorie unilinéaire de l'histoire des sociétés fait jouer une mécanique implacable qui n'autorise aucune liberté, qui interdit toute surprise ²³. Cette conception-là ne résiste pas à l'épreuve de l'histoire – sauf à

20. Lettre de Marx à Mikhaïlovski, *op. cit.*, p. 1554-1555.

21. Marx, *Manifeste communiste*, in *Œuvres*, tome I, *op. cit.*, p. 190-193.

22. Marx, « Postface » (1873) au *Capital*, livre I, *op. cit.*, p. 555.

23. Selon Bettelheim, Marx rejette les utopies au nom de la science (1985, *op. cit.*, p. 649). Même jugement chez Kostas Papaioannou, *Lénine ou l'utopie au pouvoir*, Spartacus, 1978, p. 9-10 (le titre de cette brochure est, sur le fond, tout à fait inapproprié).

jouer de la rationalisation rétrospective ou des subtilités de la dialectique ²⁴. Reste l'autre idée avancée par Marx mais que son scientisme ne lui a pas permis d'explorer sérieusement : la « transformation consciente de la société par l'activité autonome des hommes ». Qu'en est-il aujourd'hui du projet d'émancipation ?

DÉFAITE DU MOUVEMENT AUTONOME

En s'effondrant, le marxisme-léninisme semble ensevelir sous les ruines aussi bien le projet d'autonomie que la politique elle-même... Les luttes contre le système, même les simples réactions, tendent à disparaître.

CORNELIUS CASTORIADIS

Dans l'esprit de Castoriadis, cela signifie le règne sans partage de l'imaginaire capitaliste de la toute-puissance et la libération de ses « potentialités totalitaires » puisque, à présent, aucune force crédible ne s'oppose réellement à son hégémonie.

L'absence de mouvement antagoniste ne résulte pas de l'étiollement de la fausse alternative que symbolisaient les ex-pays de l'Est ; cela a tout au plus parachevé l'entreprise idéologique de désespérance des travailleurs et conforté en eux l'idée, désormais admise à l'Ouest comme à l'Est, que, décidément, le capitalisme constitue l'horizon indépassable des sociétés modernes. La véritable source de ce vide oppositionnel réside dans l'annihilation des mouvements autonomes et singulièrement du mouvement ouvrier. La contamination de ce dernier par l'idéologie marxiste-léniniste n'a pas peu contribué à sa défaite.

24. Ainsi, à propos d'un article sur l'évolution de la situation en Orient, Marx écrivit à Engels : « Il est possible que je me fourre le doigt dans l'œil, mais alors, on peut toujours s'en sortir avec un peu de dialectique. J'ai bien sûr disposé mes batteries de façon à avoir également raison dans le cas contraire », cité par Jean Ellenstein, *Marx, sa vie, son œuvre*, Fayard, 1981, p. 299.

Plus sérieusement, Marx ne manquait pas de constater que « chaque victoire de la technique se paie au prix d'une déchéance morale », du « rabougrissement de corps et d'esprit » des travailleurs : « À mesure que l'humanité maîtrise la nature – ajoutait-il –, l'homme semble devenir l'esclave d'autres hommes et de sa propre infamie ». Mais il se consolait en songeant que ce

Néanmoins, la victoire revient pour l'essentiel au capitalisme qui, durant deux siècles, n'a eu de cesse de briser toutes les velléités d'émancipation des travailleurs. Et il a déployé pour cela les mêmes procédés que ceux utilisés par lui pour subjuguier les populations non occidentales : d'abord la répression physique par la violence armée, ensuite la répression culturelle par la séduction marchande.

De l'écrasement du mouvement des luddistes (briseurs de machines en Angleterre) par Wellington à la fusillade de Fourmies, en passant par la révolte des canuts, la guerre contre le chartisme (revendication du droit de vote par les ouvriers anglais), les journées de juin 1848 à Paris, la semaine sanglante, les pendus de Chicago, etc., le XIX^e siècle aura été le siècle du capitalisme sauvage, de l'utilisation méthodique des appareils répressifs d'État pour imposer par la force la loi de l'accumulation du capital. Mais cela n'a pas suffi pour faire reculer la détermination des ouvriers. À la fin du siècle se développe un courant syndicaliste révolutionnaire qui revendique la réduction du temps de travail... et l'expropriation des patrons. Pour discipliner ces salariés insubordonnés, les capitalistes devaient impérativement disqualifier la culture ouvrière sur laquelle ceux-ci fondaient leurs espoirs autogestionnaires. Ce fut la fonction de l'émiettement du travail combiné au machinisme, en clair, de l'organisation scientifique du travail (ou taylorisme) : les procès de travail structurés en tâches simples, répétitives, ne dépendant plus du savoir et du savoir-faire des ouvriers de métier, pouvaient ainsi être confiés à des travailleurs sans qualification aisément substituables. Et les émules de l'ingénieur Taylor purent se prendre à rêver à l'ouvrier idéal : « le crétin » ou « le chimpanzé »²⁵.

progrès, « source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, porte en soi les germes d'une nouvelle évolution sociale. Dans l'histoire, comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie. » (Discours de Marx devant un auditoire de chartistes en avril 1856 ; et *Capital*, livre I, *op. cit.*, p. 994-995). Il faut avoir foi dans les pouvoirs mystérieux de la dialectique pour croire avec Marx et Engels que « plus une classe est au bas de la société et est "inculte" au sens courant du terme, plus elle est proche du progrès et a de l'avenir. » (Engels, cité par Dangeville, *op. cit.*, 1974, p. 152.)

25. Propos d'un médecin du travail des usines Ford rapporté par Céline et cité par Alain Ehrenberg, in *Le Culte de la performance*, Pluriel, 1996, p. 225.

La crise de 1929 révéla cependant qu'il ne suffisait pas aux capitalistes de rationaliser l'exploitation des travailleurs pour assurer indéfiniment la reproduction élargie du capital : il leur fallait encore résoudre la question de la réalisation de la plus-value, autrement dit trouver des débouchés à leur production massive. Ils expérimentèrent alors une solution que ni Marx ni Rosa Luxembourg n'avaient imaginée : comme l'écrit Jean Baudrillard, ils suscitèrent « l'individu en tant que consommateur et non plus seulement l'esclave en tant que force de travail ²⁶ ». En d'autres termes, les salariés n'avaient plus simplement pour fonction de produire de la plus-value, ils devaient également consommer afin de permettre le bouclage du cycle de valorisation du capital. Comme le dit Vaneigem, il était devenu plus rentable de bien payer le prolétariat que de l'affamer. Il fallait en conséquence lui allouer des revenus plus importants, mais aussi l'intégrer globalement dans la logique capitaliste : l'institutionnalisation du rapport salarial, la participation des représentants syndicaux à la négociation des conventions collectives et à divers organismes paritaires, la garantie d'une progression du pouvoir d'achat, etc. furent les instruments de cette stratégie. Il était également indispensable que les salariés se conforment à ce que le système attendait d'eux : devenir des êtres perpétuellement insatisfaits, d'insatiables créatures de besoins et non plus de désirs. Ils succombèrent d'autant plus facilement aux « artifices de la plus grossière séduction » qui les invitaient à « acheter n'importe quoi à n'importe quel prix ²⁷ » qu'il ne leur était plus loisible de s'accomplir un tant soit peu dans le travail – comme si, en se soumettant à l'*hubris* de la consommation pour la consommation, ils espéraient compenser toutes les richesses dont les avait dépossédés l'organisation capitaliste de la production. Et c'est ainsi, soutient Castoriadis, que les luttes des travailleurs ont sauvé le capitalisme en

Sur cette question, voir les travaux d'André Gorz, notamment *Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme* (Galilée, 1980) et le chapitre V de *Métamorphoses du travail, quête du sens. Critique de la raison économique* (Galilée, 1988).

26. Jean Baudrillard, *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard, 1972, p. 90.

27. Raoul Vaneigem, *Lettre de Staline à ses enfants enfin réconciliés de l'Est et de l'Ouest*, Éditions Manya, Levallois-Perret, 1992, p. 38.

élargissant les marchés intérieurs et en corrigeant les « irrationalités » de son mode de fonctionnement ²⁸.

Après l'explosion de 1936 (en France et surtout en Espagne) et durant une trentaine d'années, le mouvement ouvrier, verrouillé par les organisations syndicales, fut relativement discret. De manière significative, c'est dans les pays de l'Est qu'il exprime le plus nettement la volonté d'autoémancipation (Berlin 1953 ; Hongrie 1956 ; Pologne 1956, 1980-1982 ; Tchécoslovaquie 1968). En Occident, les grandes grèves de la fin des années 1960 et du début des années 1970 marquent à la fois l'essoufflement du régime économique (le fordisme) qui avait assuré la régularité de la croissance dans une relative paix sociale, et la renaissance de l'autonomie ouvrière authentifiée par le succès que rencontre alors le projet de socialisme autogestionnaire. En 1973, l'éphémère expérience des « Lip » donne une crédibilité à ce programme qui réactualise la vieille idée d'« association libre et égalitaire des producteurs ». Mais 1973 est également l'année du choc pétrolier, le détonateur de la dernière « grande crise » – providentiel événement qui vient opportunément rappeler aux travailleurs l'existence des lois coercitives régissant le capitalisme.

Tout se passe comme si la crise et ses corollaires avaient été mis à profit par les capitalistes pour rétablir le despotisme d'entreprise : jouer sur la menace de la délocalisation, de la précarisation, du chômage et des plans sociaux pour discipliner la main d'œuvre et étouffer toute revendication ; arguer de la guerre économique mondiale pour imposer la flexibilité du travail ; user des nouvelles technologies de l'information et de la commande pour remplacer par des robots ces ouvriers spécialisés qui bloquaient les chaînes de production quand ils ne sabotaient pas le travail ; déployer toutes les ressources du libéralisme économique pour casser les réseaux de solidarité – à commencer par les syndicats – et encourager la « privatisation », le repliement du salarié sur lui-même ²⁹. Au bout de vingt ans d'entreprise de reconquête systématique du terrain laissé aux salariés, les

28. Castoriadis, *op. cit.*, 1996, p. 12-13, 67-68, 101, etc.

29. Sur la « privatisation » des individus : Castoriadis, *ibid.*, p. 67, 88, 99,

capitalistes ont rendu le mouvement des travailleurs exsangue. C'est à peine s'ils résistent à l'érosion de leurs droits acquis au cours des luttes passées. À l'issue de l'agitation de décembre 1995, qui visait précisément la préservation de certains d'entre eux, un cheminot reconnaissait : « Je me demande si finalement on ne s'est pas fait avoir, si cette grève n'était pas un leurre [...] Il aurait fallu un idéal de société, on ne l'a pas ³⁰».

Il n'est plus temps à présent d'aspirer à un monde meilleur ; chacun cherche simplement à éviter que son sort n'empire. Les travailleurs ne représentent plus une menace ni une force de contestation pour le système. Le traditionnel antagonisme qui les mettait aux prises avec les capitalistes a cédé le pas au type de conflits qui caractérisait déjà la Rome de la décadence : l'opposition entre les riches et les pauvres. Mais, pas plus que leurs homologues de l'Antiquité ne pouvaient concevoir une forme alternative de socialisation, les chômeurs, les exclus, les Rmistes, etc. ne sont aujourd'hui susceptibles de refaire vivre le projet d'autoémancipation abandonné par des salariés de plus en plus assujettis à la raison capitaliste...

Faut-il, en conséquence, capituler et nous soumettre également à la loi « irréfragable » du capital comme nous y invitent les conservateurs de tout acabit ³¹? Faut-il sacrifier toutes ses espérances libératrices sur l'autel de la marchandise sous prétexte que le principe de réalité capitaliste est incontournable ? Faut-il admettre comme inéluctable la misère pour le plus grand nombre – qu'elle soit matérielle, psychique, morale, sociale, politique, culturelle ?...

30. Propos rapporté dans *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1996, p. 9.

31. Cf. Jacques Luzi, « Libéralisme & nihilisme », in « Utopies économiques », *Agone*, 21, 1999.

L'AVENIR DE L'ILLUSION CAPITALISTE

« Rien n'est plus puissant que [le] sentiment d'impuissance », écrit Jaime Semprun ³². Et comme pour conjurer cette incapacité à agir collectivement sur le cours de l'histoire – ou pour conforter la vision fataliste de la marche en avant des sociétés modernes –, certains se mettent à jouer aux pythoïsses avec plus ou moins d'assurance. Ainsi, renouant avec l'eschatologie marxienne, Wallerstein soutient avec un imperturbable aplomb que « le capitalisme va tomber et tomber brillamment et très bientôt [...] par épuisement de ses possibilités » ; mais il ne pousse pas l'exercice divinatoire jusqu'à identifier le régime qui lui succédera ³³. Semprun lui-même est convaincu que le navire fait eau de toute part et déplore toutefois de ne pas pouvoir contempler le naufrage depuis le rivage. Il souhaite que, dans « l'effondrement de cette civilisation », « les nouvelles valeurs de la vie » surgissent et que, « en réponse à la faillite de la sur-enchère technologique, [s'organisent] des collectivités réduites qui reprendront avec des moyens simplifiés une production à leur échelle ³⁴ ». Semprun se garde bien cependant d'émettre le moindre pronostic sur la probabilité d'un tel bouleversement... Selon Castoriadis, le capitalisme se développerait actuellement en minant ses fondements : les « types anthropologiques » hérités des formations sociales sur les ruines desquelles il a construit sa puissance et les conflits sociaux qui l'ont obligé à se renouveler sans arrêt. Castoriadis s'interroge également sur son aptitude à « fabriquer le type d'individu nécessaire à [son] fonctionnement continué ³⁵ ». On peut en effet espérer que, las d'être soumis aux exigences psychiques du système, sourdra du cerveau des individus lobotomisés par le spectaculaire vacarme de la marchandise un vent de révolte contre le renoncement

32. Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des temps modernes*, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1993, p. 65.

33. « L'avenir du capitalisme », Jean Baechler & Immanuel Wallerstein, in *La revue du MAUSS*, n° 9, 1997, p. 13-35.

34. Jaime Semprun, *Dialogues...*, *op. cit.*, p. 69-71.

35. Castoriadis, 1996, *op. cit.*, p. 18.

à la vie terrestre auquel les contraint la divinisation de l'économie ³⁶. Mais Castoriadis doute que l'effondrement du capitalisme ou une catastrophe majeure suscite une brutale prise de conscience et réveille le projet émancipateur ; l'évolution subie par le monde au cours des vingt dernières années tendrait plutôt à nous faire craindre la fuite des populations dans le nationalisme et / ou l'intégrisme...

À l'opposé, d'autres, comme Jean Baechler, nous prédisent la mainmise du capitalisme sur l'ensemble de la planète d'ici deux à trois générations ³⁷. Le cours suivi par la mondialisation depuis une trentaine d'années lui a déjà permis d'accomplir une bonne part du trajet. Mais la reproduction élargie du capital – l'expansion du capitalisme – ne se pose pas exclusivement en termes de conquêtes de nouveaux territoires aux dépens des modes de production non capitalistes. Elle exige également une aptitude à reproduire indéfiniment le mécanisme des destructions créatrices grâce auquel le capitalisme se régénère chaque fois qu'il est freiné dans son essor par la saturation des marchés traditionnels. Telle est la fonction organique de la technoscience.

La machine peut cependant avoir des ratés lorsque, par exemple, elle est subitement confrontée à une crise de mutation des modes de consommation. Ainsi, après la guerre du Golfe, on a pu apprécier le désarroi des professionnels devant des consommateurs qui rechinaient à reprendre le chemin des galeries marchandes. Des messages diffusés à grand renfort de médias sont venus rappeler à ces derniers que consommer était un devoir civique : on n'avait jamais exprimé aussi nettement que la fonction de la consommation n'est pas de satisfaire les besoins de chacun mais bien plutôt de répondre aux contraintes de reproduction du système. Après ce recul momentané de la foi consummatrice, le culte de la marchandise a recouvré son cours ordinaire, avec ses cathédrales (les grandes surfaces), ses livres sacrés (les catalogues de vente par correspondance), ses prêtres (les publicitaires), ses théologiens (les économistes), ses autels (les icônes

36. Baudouin de Bodinat, *La Vie sur terre. Réflexions sur le peu d'avenir que contient le temps où nous sommes*, tome I, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1996, p. 60.

37. *Le Monde*, 16 février 1999, entretien de Jean Baechler avec Dominique Dhombres ; J. Baechler & I. Wallerstein, *op. cit.*, p. 30.

du Web ouvrant le commerce électronique), ses miraculés (les gagnants du loto) et le rite de ses messes (les pages de publicité à la radio et à la télévision).

Pour assurer la perpétuation de l'accumulation du capital, l'entretien de la ferveur consommatrice doit également faire entrer dans la tête des citoyens consommateurs que rien de ce qui concerne leur existence, depuis leur conception jusqu'à leur mort et même au-delà, ne doit échapper à la logique marchande. C'est à cette condition que le système sortira de la crise de la consommation, soutient un apôtre du consumérisme ³⁸: il faut, ajoute le même, « surmonter la réticence culturelle du consommateur » et lui faire admettre que les besoins relevant traditionnellement de la sphère privée, gratuite, doivent désormais être « marchandisés ». En clair, la règle sacrée de la marchandise ne doit plus s'arrêter au seuil des appartements, il doit envahir l'espace domestique profane. Dans la version édulcorée de ce pâle prêcheur, une telle marchandisation renvoie à ce qu'il est convenu d'appeler les « petits boulots » que la « société salariale » réserve à ses « nouveaux valets » ³⁹: la garde des enfants, la livraison de pizzas, de croissants, de journaux... à domicile, la tonte des gazons, la promenade du chien, les courses, etc. Mais, dans la logique capitaliste, le principe de la marchandisation du gratuit va bien au-delà de ces anodines activités domestiques : il s'agit d'une véritable entreprise totalitaire qui vise à réduire toutes les zones de gratuité comme autant de poches de résistance à l'empire de la civilisation marchande.

« N'importe quoi peut sortir du chaudron de sorcière du capitalisme, à commencer bien sûr par le pire ⁴⁰», et du pire le capitalisme nous en donne un avant-goût avec le commerce international des déchets hautement toxiques et celui des organes humains ; avec la quart-mondisation planétaire ; avec l'autoghettoïsation des banlieues bourgeoises ; avec la réification des rapports humains dans les gadgets

38. Robert Rochefort, « La crise de la consommation est une crise de l'immatériel », *Le Monde*, 6 juillet 1993.

39. André Gorz, « Pourquoi la société salariale a besoin de nouveaux valets », *Le Monde diplomatique*, juin 1990.

40. *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, op. cit., p. 41.

de la communication électronique ; avec la vente de bébés sur catalogues consultables dans certains sites d'Internet ; avec la fabrication d'enfants sans parents ⁴¹ ; avec le projet d'implantation du gène qui permettra aux estomacs des pauvres de digérer les feuilles des arbres et l'herbe des champs ⁴² – pendant humain du passage des bovins, ovins, caprins, au régime carnivore ; avec le recours systématique aux ressources de la biotechnologie grâce auxquelles le système substitue des artefacts marchands aux procès de nature gratuits ; avec « Terminator », cette innovation techno-économique des semenciers qui symbolise admirablement la volonté opiniâtre du capitalisme d'emprisonner la vie et le pouvoir de reproduction de la nature dans le réseau des échanges marchands ⁴³...

Ainsi se met progressivement en place un capitalisme « intégral » ou « généralisé » qui associe « les trois univers constitutifs du mouvement capitaliste » – la science, la technique, l'entreprise – à un vaste processus de marchandisation de l'homme, des sociétés et de la Terre ⁴⁴.

Au regard du peu d'opposition que le capitalisme rencontre aujourd'hui dans son œuvre conquérante, tout laisse augurer son succès. Mais que signifie en définitive son triomphe ? Il a sans doute vaincu le mouvement autonome des travailleurs et fait reconnaître son omnipotence, mais sa victoire n'en demeure pas moins celle d'un guerrier qui a terrassé son adversaire sans s'être jamais préoccupé de savoir quelle cause il combattait ni, surtout, quelle cause il défendait hormis celle de la puissance pour la puissance, de la production pour la production, de l'accumulation pour l'accumulation, de la raison pour la raison, de la domination pour la domination, du progrès pour le progrès... Si jamais le capitalisme a été porteur d'une utopie, elle a échoué définitive-

41. Cf. Axel Khan, « La triste histoire de l'enfant de personne », *Le Monde*, 16 septembre 1997.

42. Serge Latouche, *La Mégamachine. Raison techno-scientifique, raison économique et mythe du progrès*, La Découverte, 1995, p. 95.

43. Jean-Pierre Berlan et Richard Lewontin, « Racket sur le vivant. La menace du complexe génético-industriel », *Le Monde diplomatique*, décembre 1998.

44. Gerald Berthoud, « La "cage de fer" du capitalisme intégral », *La revue du MAUSS*, op. cit., p. 91-110 ; Michel Beaud, « Le basculement du monde », *Le Monde diplomatique. Manière de voir*, n° 28, novembre 1995, p. 73-76.

ment et sans rémission au moment même où il essayait sa suprématie. « L'utopie industrialiste, écrit Gorz, nous promettait que le développement des forces productives et l'expansion de la sphère économique allaient libérer l'humanité de la rareté, de l'injustice et du mal-être ; qu'ils allaient lui donner, avec le pouvoir souverain de dominer la nature, le pouvoir souverain de se déterminer elle-même ; et qu'ils allaient faire du travail l'activité à la fois démiurgique et autopoïétique en laquelle l'accomplissement incomparablement singulier de chacun est reconnu – à la fois droit et devoir- comme servant à l'émancipation de tous. De cette utopie il ne reste rien ⁴⁵».

Non seulement aucune de ces promesses n'a été réalisée, mais c'est le résultat inverse de celui escompté qui a été obtenu : l'accumulation du capital a fait surgir des formes insoupçonnées de rareté, a accru les inégalités sociales et économiques et amplifié la misère psychique et morale des individus ⁴⁶; par les désastres écologiques qu'elle occasionne, la domination rationnelle de la nature s'est retournée en asservissement ; et l'automatisation de la production a achevé de déposséder les travailleurs de toute maîtrise sur les procès de travail, de les rendre étrangers aux produits de leur activité quand elle ne les pas relégués aux marges de la vie sociale ⁴⁷. Avec la fin de l'illusion capitaliste, il apparaît clairement que ce système n'a rien à défendre parce que le monde qu'il crée est indéfendable, parce qu'il n'aime rien que sa puissance dévastatrice, parce qu'aucune des innovations qu'il présente comme une conquête du progrès n'emporte avec elle son lot de servitude, d'aliénation, de destruction, parce qu'il s'évertue à transformer en échec la réussite que chacun s'accorde à lui reconnaître : l'augmentation de l'espérance de vie. En effet, à quoi riment tous les efforts qu'il entreprend pour faire reculer la mort sous toutes ses formes si, dans le même temps, il s'applique à vider l'existence de tout sens, de toute poésie ? Sous le capitalisme, les hommes donnent le sentiment de dépenser tant d'intelligence pour allonger la vie qu'il ne

45. André Gorz, *Métamorphoses du travail*, *op. cit.*, p. 22.

46. Philippe Saint-Marc, « Écologie de la misère, misère de l'écologie », *Le Monde*, 20 décembre 1989.

47. André Gorz, *Métamorphoses du travail*, *op. cit.*, chapitre VII.

leur en reste plus pour songer à bien la remplir. Et la fréquence avec laquelle les jeunes se suicident dans les sociétés modernes témoigne du désespoir que peut inspirer la perspective d'une vie soumise à la dictature de l'économie ⁴⁸.

Il est possible que le capitalisme s'écroule sous le coup, non de ses contradictions internes, mais de sa trop grande réussite ; qu'il meure d'« une grande solitude de l'esprit » (Seattle), du désenchantement qu'il nourrit, de sa nécrophilie (Fromm), de sa haine de la vie dans son exubérance spontanée et dans « les plaisirs [gratuits] de la rencontre, de l'amour, de l'amitié, de l'art, du savoir, de la création, de la tendresse » (Vaneigem). S'il doit disparaître, qu'il en soit ainsi ! Cependant, si l'on veut éviter que son implosion ne précipite l'humanité dans des expériences sociales et politiques non moins catastrophiques, il faut impérativement faire renaître un mouvement autonome radical, porteur d'une utopie émancipatrice réactualisée – radical parce que l'histoire montre que le système capitaliste est capable de phagocyter tous les projets qui ne le mettent pas en cause dans ses fondements. Bien sûr, ceux qui préconisent « un changement radical de la structure politique et sociale » passent pour d'« incorrigibles utopistes » – « alors que ceux qui ne sont pas capables de voir deux ans plus loin que leur nez sont évidemment des réalistes », ironise Castoriadis ⁴⁹. Mais, soyons aussi convaincus que, si faute de réagir radicalement, il naît de l'aventure capitaliste un cauchemar, c'est nous qui l'aurons engendré par notre démission ⁵⁰.

MICHEL BARRILLON

Aix-en-Provence, mars 1999

48. Pierre Thuillier, *La Grande implosion. Rapport sur l'effondrement de l'Occident. 1999-2002*, Fayard, 1995, p. 100.

49. Cornelius Castoriadis, *Le Monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe III*, Seuil, 1990, p. 82.

50. Reprise modifiée d'une formule de Vaneigem, *op. cit.*, p. 90.

Sauver le capitalisme ou se sauver du capitalisme ?

En finir avec le mythe du productivisme

Nous avons été assez compliqués pour construire la machine, et nous sommes trop primitifs pour nous faire servir par elle.

KARL KRAUS, 1909

À quoi bon la science de la navigation si l'on ne sait où aller ?

RAYMOND ARON, 1969

La véritable crise d'aujourd'hui n'est pas *une crise économique* ; notre crise est avant tout *une crise de l'économie*, c'est-à-dire du phénomène économique dans son ensemble.

CENSOR, 1975

LE CAPITALISME, PLUS QU'UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE, incarne une civilisation. Comme l'indique Keynes, celle-ci trouve sa dynamique dans l'individualisme et « l'instinct du lucre » ou, pour paraphraser aussi bien Marx que Weber, dans « la soif insatiable du gain ¹ ». Pourtant, cet élément ne constitue pas « la condition la plus universelle attachée à l'existence du capitalisme moderne », qui pré-suppose, entre autres : l'appropriation (privée ou publique) de tous les

1. Voir la définition précise du capitalisme que donne M. Barrillon in « D'un mensonge "déconcertant" à l'autre », *infra*, p. 43.

moyens de production, une technique rationnelle et l'organisation rationnelle du travail libre – c'est-à-dire la réduction de la force de travail à une marchandise sous la forme du *salarial*². Sur cette base, le capitalisme se caractérise par l'accumulation incessante du capital (l'enrichissement, assuré par l'exploitation du travail et dopé par le progrès technique, se nourrissant lui-même) et par le « darwinisme social » cher à Spencer, au sein des États comme entre les États. Ainsi Jack London résume-t-il la situation : « Les types et les idéaux ont changé. Les Hélène, les Lancelot représentent des anachronismes. Des coups seront échangés, des hommes combattront et périront, mais ce ne sera pas au pied des autels, ni pour défendre la foi. Les autels seront désacralisés, mais ils seront les autels, non des temples, mais des marchés. Des prophètes surgiront, mais ce seront les prophètes des prix et des produits. Des batailles seront engagées, non pour l'honneur et la gloire, mais pour des trônes et des sceptres, pour des dollars et des cents, pour des marchés et des échanges. Les cerveaux, et non les muscles, souffriront, les capitaines de guerre seront sous le commandement des capitaines d'industrie. En un mot, ce sera une lutte pour se rendre maître du commerce mondial, et pour obtenir la suprématie industrielle³».

C'est en gardant à l'esprit cette définition que l'on se propose, à la suite de Keynes, de fournir quelques éclaircissements à la question de savoir « si nous parlons du capitalisme en tant que technique plus ou moins efficace ou si nous discutons s'il est intrinsèquement discutable ou désirable ». Ce qui revient, semble-t-il, à poser deux questions : le capitalisme peut-il survivre ? Et, le capitalisme doit-il survivre ?

LE CAPITALISME PEUT-IL SURVIVRE ?

Schumpeter a fait de cette question le titre de la deuxième partie de son *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942). Pour l'anecdote, on peut signaler que la réponse qu'il avance lui a valu un tel courroux de la part de Hayek qu'il s'est senti obligé, dans la préface à la seconde

2. M. Weber, *Histoire économique*, Gallimard, 1991 (1923).

3. J. London, « La question du maximum » (1898) dont on trouvera une version commentée in *Agone*, n° 18-19, 1998.

édition, de préciser que sa démarche n'impliquait aucun défaitisme libéral et qu'il n'était nullement « l'avocat du collectivisme étranger ». Il faut dire que, comme la plupart du temps, il eut été bienvenu que Hayek prît la précaution de lire : il aurait ainsi découvert que la première partie de l'ouvrage est consacrée à une critique de Marx qui conduit Schumpeter à la conclusion qu'aucune crise « technique » ne viendra épuiser la dynamique chaotique du capitalisme. Si, néanmoins, le capitalisme a peu de chances de se maintenir éternellement, cela tient pour l'essentiel à ce que ses « valeurs » seront, à terme, rejetées par l'essentiel de la population, sonnante ainsi le glas de la « fonction d'entrepreneur » : « En butte à l'hostilité croissante de leur entourage et aux pratiques législatives, administratives et judiciaires engendrées par cette hostilité, les entrepreneurs et les capitalistes – en fait, toute la couche sociale qui accepte le programme d'existence bourgeois – finiront par cesser de remplir leurs fonctions. Leurs objectifs normaux deviendront futiles ». La croisade ultralibérale, dont Hayek s'est fait le héraut, ne consiste-t-elle d'ailleurs pas à déjouer cette « hostilité croissante » à grand renfort d'opérations de marketing, afin que les « objectifs normaux » du capitalisme continuent à être acceptés comme les objectifs prioritaires et naturels de la société dans son ensemble ?

Le danger que représente le propos de Schumpeter est que, en déliurant le capitalisme de la hantise d'une fin prétendument dictée par les lois objectives de l'histoire, il lui ôte également son caractère naturel : le capitalisme n'est donc plus qu'un système historique de domination dont le règne durera le temps que lui accorderont les dominés, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas invités à jouir du « programme d'existence bourgeois » et ceux qui, méprisant ce programme, décident de bouder volontairement cette invitation. Paradoxalement, on retrouve un avis semblable chez Samir Amin selon qui le fait que la gestion ultralibérale de la crise soit insoutenable « ne tient pas à "l'absurdité" des politiques économiques et monétaires qui la sous-tendent mais à l'aggravation des conflits sociaux et politiques qu'elle ne peut éviter ⁴ » – pour autant que la stratégie du *titty-tain-*

4. S. Amin, *La Gestion capitaliste de la crise. Le cinquantième anniversaire des institutions de Bretton Woods*, L'Harmattan, 1995.

ment ne démontre pas toute l'efficacité d'expédient qu'espèrent ses concepteurs... Dans leurs grandes lignes, on peut considérer que le prochain siècle verra ainsi se développer les tensions suivantes :

— premièrement, le conflit multipolaire opposant les régions américaine, asiatique et européenne pour la suprématie dans le contrôle des nouvelles industries de pointe. La principale conséquence de cette compétition pour la puissance productrice et technique sera, pour reprendre la typologie de Saint-Étienne, une tendance à l'extension de l'État-stratège et de l'État-régalien au détriment de l'État-providence. Autrement dit, « l'économie-monde capitaliste sera abruptement confrontée au dilemme d'avoir à choisir entre le fait de limiter l'accumulation du capital ou de devoir subir la révolte politico-économique des couches moyennes », sur qui s'abattent, depuis maintenant une vingtaine d'années, les retombées de cette lutte pour l'hégémonie ⁵.

— deuxièmement, l'accentuation de la polarisation économique entre les pays du Nord et les pays du Sud, combinée au déclin démographique du Nord et à l'explosion démographique du Sud, entraînera « une pression massivement accrue vers la migration Sud-Nord » nourrie par le totalitarisme de l'imaginaire marchand. On peut prédire, avec Bertrand Schneider du Club de Rome, « qu'ils arriveront par millions »... et se poser l'angoissante question de savoir « qui donnera l'ordre de tirer pour les en dissuader ? ⁶ » Malgré les fortifications policières et administratives qui se dressent à l'entrée des régions opulentes, il y a de fortes chances que ces dispositifs ne puissent que ralentir le flux migratoire, entraînant simultanément « l'incapacité d'empêcher effectivement l'entrée des immigrés » et « l'incapacité de leur assurer un statut politique même de deuxième classe ». Jointe au déclassement des classes moyennes, la marginalité croissante de ces populations indésirables fera grossir les rangs des nouvelles « classes dangereuses », que l'État, dans son rôle de « chien de garde », aura pour mission de « pacifier » coûte que coûte.

5. Pour des développements plus précis, voir I. Wallerstein, *L'Histoire continue, op. cit. & Après le libéralisme*, Éd. de l'Aube, 1999.

6. Cité par H-P. Martin & H. Schumann, *Le Piège de la mondialisation*, Actes Sud, 1997.

Que ce soit au Nord ou au Sud, on se dirige donc vers une incompatibilité grandissante entre le développement du capitalisme et la montée universelle des prétentions démocratiques, conduisant à des formes plus ou moins prononcées d'autoritarisme, chargé de canaliser ou de réprimer toute revendication d'autodétermination : un vieil adage ultralibéral ne dit-il pas, en l'occurrence, que « dans la misère de certaines couches sociales, il faut voir moins une souffrance à guérir qu'un désordre à prévenir ⁷ » ? Face à ce constat, rien n'empêche d'imaginer l'instauration d'un keynésianisme global fondé sur « la redistribution du revenu au profit des peuples du Tiers monde et des travailleurs dans toutes les régions du monde ⁸ ». Samir Amin note toutefois qu'il ne sera pas possible d'orienter le développement économique dans cette optique résolument sociale (éradication de la pauvreté, expansion des services sociaux, réduction des inégalités) sans remettre à plat les fonctions que remplissent actuellement les organismes internationaux, simples instruments de la gestion ultralibérale de la crise. Quelle est cette gestion ? Et quels sont les remèdes ?

– Entre 1983 et 1992, 147 milliards de dollars ont été transférés des pays du tiers-monde vers les riches pays industrialisés, principalement en raison des remboursements d'intérêts et des plans d'ajustement structurel imposés par le FMI ⁹. Pour aller à l'encontre de ce pillage meurtrier, pourquoi ne pas reprendre l'idée de Keynes, qui considérait que le FMI devait être une véritable banque centrale mondiale ayant le pouvoir d'émettre une monnaie supranationale privilégiée dans les échanges internationaux ? Associée à une plus grande stabilité des changes (en évitant les mouvements spéculatifs entre les différentes monnaies nationales ou régionales), cette banque centrale mondiale pourrait, en outre, fournir aux pays du tiers-monde les li-

7. Censor, *Véridique rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie*, Champ Libre, 1976 ; G. Procacci, *Gouverner la misère*, Seuil, 1993.

8. S. Amin, *La Gestion capitaliste de la crise*, op. cit. Cette problématique ne semble pas avoir encore envahi l'arène publique française (pour autant qu'il en existe une). Mais on pourra trouver sur Internet de nombreuses références anglo-saxonnes. G. Köhler présente une bibliographie assez complète sur <http://csf.colorado.edu/wsystems/archive/papers/kohler/kohler2.htm>

9. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica, 1992.

quidités nécessaires à la reprise de leur développement. Dans un même esprit, l'actuelle Banque mondiale pourrait être transformée en un centre de collecte des surplus commerciaux des pays excédentaires afin de renforcer le financement du développement du tiers-monde. Mais cela implique que le FMI, organe technocratique aux trois quarts américain, cesse de proportionner les pouvoirs de décision de chaque pays membre au montant de capital souscrit auprès d'elle. Car cette logique financière et antidémocratique, qui commande l'usage des fonds et l'orientation des politiques économiques, ne sert qu'à imposer aux pays du tiers-monde le bon vouloir des principaux bailleurs de fonds (et en premier lieu celui des États-Unis).

— Exiger l'ouverture des autres pays à ses propres produits tout en se protégeant soi-même a été la stratégie constante de tous les États qui ont mené, tour à tour, le jeu capitaliste à leur guise. Cette pratique, bien entendu, est en contradiction avec la théorie du libre-échange largement répandue par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont les « axiomes » essentiels sont le *mono-écconomisme* (il n'existerait qu'un modèle de développement, inauguré par l'Europe) et la *réciprocité* des échanges (tous les pays ont intérêt à commercer librement entre eux) ¹⁰. Contre la pratique impérialiste et l'idéologie du libre-échange censée en fournir la légitimation, le développement des pays du tiers-monde ne pourra être durablement stimulé que grâce aux avantages qu'ils retireraient de la protection de certains de leurs secteurs et de l'ouverture commerciale des riches pays industrialisés à certains de leurs produits.

— Enfin, la réforme des institutions économiques devrait être complétée par la revalorisation du rôle politique de l'ONU afin de conditionner l'aide au développement au respect des droits de l'homme (y compris le droit démocratique de *résistance à l'oppression*), de la persévérance des politiques sociales et d'un rapport plus équilibré avec l'environnement naturel. Là encore, une telle option reviendrait à contrecarrer les fonctions actuelles de l'ONU qui, grâce aux privilèges

10. Pour une vision synthétique des théories du commerce international et du développement, voir A. O. Hirschman, « Grandeur et décadence de l'économie du développement », in *L'Économie comme science morale et politique*, Gallimard/Le Seuil, 1984.

accordés aux membres du Conseil de sécurité, ménagé aux États hégémoniques et aux « figures anonymes que sont les pouvoirs transnationaux financiers et militaires » qu'ils soutiennent, des « moyens d'action sans risque de mise en jeu de leur responsabilité et avec une large possibilité de manipulation des autres États »¹¹.

D'une manière plus fondamentale, c'est toute la conception juridique occidentale qui serait visée par un tel projet. Car en posant *a priori* l'égalité formelle des sujets (individus ou États), cette conception encourage l'acceptation et la reproduction des rapports de domination et des inégalités sociales réelles que masquent les relations contractuelles. À l'inverse, la reconnaissance *a priori* des rapports de domination et des inégalités sociales, ainsi que l'éventualité d'en faire la source de droits compensateurs, conduiraient à instituer des droit inégaux autorisant l'égalisation progressive de la situation concrète des sujets¹². Mais le mode de règlement des rapports de domination, n'étant pas neutre quant à leur issue, en est lui-même l'enjeu. Machiavel, par exemple, a enseigné que l'exercice du pouvoir comporte les deux moments de l'acquisition et de la conservation ; que le pouvoir, une fois hérité ou conquis, ne consiste, pour ceux que favorisent les hiérarchies juridiques, économiques et culturelles qu'il institue, qu'à mettre en œuvre un ensemble de techniques instrumentales au service de sa propre reproduction (la violence physique et la persuasion, le contrôle et la surveillance,...). C'est pourquoi il convient de rappeler, avec Pierre Bourdieu, que « l'histoire sociale enseigne qu'il n'y a pas de politique sociale sans un mouvement social capable de l'imposer (et que ce n'est pas le marché, mais le mouvement social qui a « civilisé » l'économie de marché, tout en contribuant grandement à son efficacité)¹³».

Il reste toutefois légitime de se demander :

— jusqu'à quel point la logique du capitalisme et celle des mouvements sociaux peuvent-elles se révéler compatibles ? Pour un libéral

11. M. Chemillier-Gendreau, *Humanité et souveraineté. Essai sur la fonction du droit international*, La Découverte, 1995.

12. Voit la conclusion de G. Procacci, *Gouverner la misère*, op. cit.

13. P. Bourdieu, « Pour un mouvement social européen », *Le Monde diplomatique*, juin 1999.

tel que Schumpeter, les mouvements sociaux, à force de chercher à « civiliser » les aspirations capitalistes, conduiraient progressivement à les asphyxier. Inversement, tout État particulier qui, à l'heure actuelle, sacrifierait l'État-stratège pour des raisons sociales serait condamné à une régression dans la hiérarchie du système interétatique rendant impossible le financement des politiques sociales envisagées. Il semble donc bien que les mouvements sociaux n'aient plus d'autre alternative, aujourd'hui, qu'entre l'acceptation et le rejet, dans leur totalité, du « darwinisme social » et de la barbarie qui caractérise le capitalisme ;

— jusqu'à quel point convient-il que le prolétariat « contribue à l'efficacité » du capitalisme ? Cela revient à questionner la légitimité de la fonction sociale qu'il est possible d'attribuer « au capitalisme en tant que technique efficace ». Sans oublier que, pour juger de la croissance économique et du progrès promis par l'hypercapitalisme du XXI^e siècle (aménagé socialement ou non), « il ne suffit pas de connaître ce qu'il nous ajoute ; il faut encore tenir compte de ce dont il nous prive ¹⁴»...

LE CAPITALISME DOIT-IL SURVIVRE ?

Il existe un préjugé tenace auquel adhèrent les économistes de tous les horizons idéologiques, et qui participe, plus généralement, de l'imaginaire occidental et de l'esprit du temps : il s'agit de la croyance dans les bienfaits du progrès matériel. Toutefois, pour les penseurs fondamentaux de l'économie politique, ce progrès n'était pas une fin en soi mais un moyen mis au service de l'épanouissement social et culturel de l'humanité :

— pour Stuart Mill, dont l'œuvre constitue la meilleure synthèse du libéralisme classique, « l'état stationnaire de la population et de la richesse n'implique pas l'immobilité du progrès humain. Il resterait autant d'espace que jamais pour toute sorte de culture morale et de progrès moraux et sociaux ; autant de place pour améliorer l'art de vivre et plus de probabilité de le voir amélioré lorsque les âmes cesseraient d'être remplies du soin d'acquérir des richesses. Les arts indus-

14. Baudouin de Bodinat, *La Vie sur Terre. Réflexions sur le peu d'avenir que contient le temps où nous sommes*, Éd. de l'Encyclopédie des Nuisances, 1996.

triels eux-mêmes pourraient être cultivés aussi sérieusement et avec autant de succès, avec cette seule différence que, au lieu de n'avoir d'autre but que l'acquisition de la richesse, les perfectionnements atteindraient leur but, qui est la diminution du travail ¹⁵ ;

– dans une page célèbre du troisième livre du *Capital* (1864-75), Marx ne dit pas autre chose, même s'il le dit différemment : « Le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur ; il se situe donc au-delà de la sphère de production matérielle proprement dite. [...] La seule liberté est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils les contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de forces et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à la nature humaine. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail ¹⁶ » ;

– dans ses *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* (1930), Keynes ne fait pas directement allusion à la baisse du temps de travail, mais sa référence incessante à l'« oisiveté » a une signification équivalente. Une fois l'abondance réalisée, dit-il, « nous serons enfin libres de rejeter les pratiques économiques [...] que nous maintenons à tout prix actuellement malgré leur caractère intrinsèquement dégoûtant et injuste parce qu'elles jouent un rôle énorme dans l'accumulation du capital ». Comme Stuart Mill et Marx, Keynes considérait donc que le « sacrifice économique » n'avait pas d'autre but que d'ouvrir la possibilité future « de cultiver l'art de vivre de manière plus intense ». Aussi précise-t-il, dès l'introduction de ses *Essays in Persuasion*, qu'il « veut croire que le jour n'est plus loin où le problème économique sera refoulé à la place qui lui revient : l'arrière-plan [...] et que l'esprit et le cœur des hommes pourront enfin

15. J. S. Mill, *Principes de l'économie politique* (1848), cité par P. Kende, *L'Abondance est-elle possible ?* Gallimard, 1971.

16. Cité par M. Vadée, *Marx penseur du possible*, Méridiens Klincksieck, 1992.

s'attacher aux vrais problèmes – les problèmes de la vie et des relations humaines, de la création et de la croyance ».

Ce qui signifie, en particulier, que si ces auteurs considéraient le travail, en tant que moyen d'accomplir le progrès matériel, comme la source de la valeur économique, ils ne le considéraient pas comme une valeur en soi. Sans doute savaient-ils que « *travel* et *travail* sont le même mot, déformation de *tripalium*, instrument de torture à trois pals ¹⁷ ». Il est étrange, pourtant, que ce type de réflexions ait déserté les manuels de sciences économiques, qui ne cessent de nous vanter les mérites des progrès intarissables de la technique, de la croissance perpétuelle et de la consommation jusqu'au dégoût d'objets aussi futiles que nuisibles... C'est peut-être, comme l'indique Dupuy, que « la société industrielle est devenue une société à produire du travail. À la finalité de l'accumulation incessante du capital, à la finalité du partage des fruits de la croissance, on a substitué comme finalité du capitalisme celle d'occuper les hommes sans relâche, quitte à les faire piétiner ¹⁸ ». Aussi l'essentiel n'est pas tant de dire, comme le fait Hannah Arendt, que le problème actuel est celui d'une « société de travailleurs que l'on va délivrer des chaînes du travail » et que « cette société ne sait plus rien des activités plus hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté », mais que le problème réside, pour l'instant, dans le fait que la bourgeoisie n'a pas réellement intérêt à délivrer les travailleurs des chaînes du travail et à favoriser les activités plus hautes qui motiveraient cette libération, dans la mesure où le travail constitue l'instrument fondamental de sa domination ¹⁹. Il n'est donc pas étonnant que l'anthropologie technico-matérialiste et la vision d'une croissance illimitée, considérée comme une fin en soi (l'aptitude à la croissance devenant la mesure du perfectionnement humain), se soient progressivement substituées à l'idée d'une croissance bornée, appréhendée comme un moyen (certes monstrueusement cynique) mis au service d'une fin plus humaine (le dépassement de la nécessité matérielle).

17. J.-P. Dupuy, *Ordres & Désordres*, Le Seuil, 1982.

18. *Ibid.*

19. H. Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Levy, 1961.

Toutefois, cette substitution, pour socialement absurde et destructrice qu'elle soit, ne doit pas masquer le vice fondamental du raisonnement que tiennent à la fois Stuart Mill, Marx et Keynes – et de l'économisme qui les caractérise. Ce raisonnement repose, en effet, sur « la volonté d'obtenir un résultat moral de manière négative, par la suppression des obstacles matériels », comme s'il « allait de soi que, en augmentant le revenu national [la richesse matérielle], cela entraînerait *ipso facto* d'heureux effets dans les domaines social, politique et culturel ²⁰». Au fondement de cette volonté et de cette croyance, on retrouve l'idée préconçue selon laquelle la *rareté* – la tension imminente entre la parcimonie de la nature et la diversité indéfinie des désirs humains – doit être considérée comme le germe des antagonismes qui dressent les hommes les uns contre les autres – c'est-à-dire de tous les problèmes moraux et politiques qui encombrant l'humanité... « Supposez – imagine Hume *a contrario* – que la nature ait accordé à la race humaine une si généreuse abondance de tous les biens extérieurs que sans incertitude, sans soins, ni industrie de notre part, chaque individu soit comblé de tout ce que peuvent vouloir ses appétits les plus voraces. [...] Il est évident que dans un aussi heureux état toutes les vertus fleuriraient ²¹».

L'« instinct du lucre » et le « darwinisme social » propres au système capitaliste sont alors justifiés par le fait que la concurrence économique, qui est la forme prétendument pacifiée des conflits humains, apparaît aussi comme le principe de leur résolution : la poursuite individuelle de l'enrichissement, dès lors qu'elle donne lieu, de façon naturelle ou administrée, « à cette opulence générale qui se répand jusque dans les dernières classes du peuple », permet la réalisation de l'abondance, la maîtrise de la nécessité matérielle et l'annonce du « règne de la liberté », de la « culture morale » et de la paix universelle. Nous savons toutefois aujourd'hui qu'il s'agit là d'un mirage de l'esprit, à la fois illusoire et cruel. Car, sans même considérer la destruction et l'appauvrissement réel que recèlent l'exploitation effrénée

20. Voir successivement G. Bataille, *La Part maudite*, Minuit, 1967 et A. O. Hirschman, *L'Économie comme science politique et morale*, *op. cit.*

21. Cité par P. Dumouchel, « L'ambivalence de la rareté », in J.-P. Dupuy & P. Dumouchel, *L'Enfer des choses*, Seuil, 1979.

des ressources naturelles et la liquidation vorace de la diversité des cultures humaines, le progrès instrumental se heurte aux faits, par exemple, que « la course à la croissance et le déchaînement des appétits de possession s'entraînent réciproquement », et que la concurrence (entre individus, entre États ou entre régions) s'accompagne de la perpétuation et de l'accentuation des inégalités, « dès lors que la lutte se joue en terme d'«avoir»²²... C'est pourquoi il n'existe pas, même virtuellement, de niveau de la maîtrise technique et du progrès matériel qui puisse mettre fin au « règne de la nécessité ». La quête de l'âge d'or est un leurre, qui ne sert que les injustices et l'oppression, et ne produit que le ressentiment et la haine.

Par ces propos, on n'envisage pourtant pas simplement, comme le remarque Bouveresse, de prétendre à la « sagesse tardive de ceux qui cherchent à sortir du cercle infernal de la multiplication et de l'amplification indéfinies des désirs, pendant que le reste de l'humanité se demande tout simplement comment accéder au minimum vital²³ ». Au contraire, il s'agit de comprendre que cette frustration et cette misère sont les conséquences d'une même confusion entre les valeurs instrumentales et les valeurs de civilisation, entre la possession et l'usage, entre la puissance et la jouissance, entre l'avoir et l'être, dans laquelle les classes dominantes puisent la légitimation de l'asservissement de la majorité aux contraintes stratégiques qui n'intéressent que leurs propres ambitions expansionnistes. En d'autres termes, il s'agit d'insister sur le fait que le keynésianisme global, dont on a esquissé plus haut quelques-unes des caractéristiques, *ne peut trouver de sens* qu'en dehors de l'obsession productiviste et du mythe du progrès matériel qui accompagnent le déploiement incontrôlé et suicidaire du capitalisme. C'est-à-dire, pour l'essentiel, dans le projet d'une culture de la démocratie réelle, de la solidarité non revendicative et de l'hédonisme communautaire impliquant un nouveau mode d'insertion de la production et de l'économie dans le système des relations humaines.

22. Pour une réflexion générale sur les conséquences de la culture productiviste et les moyens de s'en défaire, voir P. Kende, *L'Abondance est-elle possible ? op. cit.*

23. J. Bouveresse, *Rationalité et cynisme*, Minuit, 1984.

LA DÉMOCRATIE CONTRE LE CAPITALISME

Ce qui me répugne surtout dans la bourgeoisie, c'est son manque de dignité ; elle a eu beau tremper son gilet de flanelle dans le sang des misérables, elle n'en a pu faire un manteau de pourpre.

GEORGES DARIEN, 1897

C'est ainsi que, sous sa forme la plus spiritualisée, la doctrine libérale hypostasie le fonctionnement de quelque loi dialectique qui enlève toute valeur aux efforts de la raison éclairée, tandis que, dans sa vision la plus grossière, elle se réduit à une attaque contre la démocratie politique, censée être le ressort principal de l'interventionnisme.

KARL POLANYI, 1944

Dans *Les Frontières de la démocratie*, Balibar note que « l'État n'est "nullement" constitué par l'acte commun des citoyens. Au contraire, il est toujours déjà là, comme un appareil ou comme une machine, c'est-à-dire comme une force extérieure aux groupes sociaux et aux individus, exerçant sur eux un certain pouvoir. [...] La citoyenneté n'est plus alors un présupposé, mais un rapport de forces individuel ou collectif entre les collectivités, les individus et l'État. [...] Elle se mesure à l'efficacité du *contrôle* que les individus et les collectivités peuvent exercer sur l'État qui requiert leur obéissance, qui assure leur sécurité et qui les contraint ²⁴». S'il faut choisir un critère permettant de juger du progrès humain, le choix se portera ici non pas sur l'efficacité productive de l'économie mais sur l'*efficacité de ce contrôle que la majorité des individus peuvent exercer sur leur État*, c'est-à-dire sur le degré de démocratie que ce dernier est susceptible de supporter – ce raisonnement s'applique, de la même façon, à la société des États-nations et aux organisations internationales censées les gouverner).

De ce point de vue, on ne peut négliger le fait que le capitalisme a émergé dans le mouvement même par lequel se sont constitués les

24. É. Balibar, *Les Frontières de la démocratie*, La Découverte, 1992.

États monarchiques et dynastiques européens. L'histoire de la modernité débute donc à partir du jeu qu'interprètent les personnages principaux que sont le bourgeois capitaliste et le prince. Il ne faut pas voir en eux, précise Braudel, des ennemis de principe : « Que les capitalistes, en Islam comme en Chrétienté, soient les amis du Prince, des alliés ou des exploités de l'État, est-il besoin de le dire ? Très tôt, ils dépassent les limites « nationales », s'entendent avec les marchands des places étrangères. Ils ont mille moyens de fausser le jeu en leur faveur. [...] Ils ont la supériorité de l'information, de l'intelligence, de la culture. [...] Qu'ils aient à leur disposition des monopoles ou simplement la puissance nécessaire pour effacer neuf fois sur dix la concurrence, qui en douterait ? ²⁵»

Les fondateurs de l'économie politique (les mercantilistes) ne s'y étaient d'ailleurs pas trompés. Leur pensée de « l'harmonie économique » recoupe celle de la connivence entre la richesse des marchands et la puissance du Prince. Selon eux, « le développement de l'industrie et des exportations, qui est pour les marchands la *fin* à atteindre [l'accumulation illimitée des richesses], est le *moyen* pour le Prince d'atteindre sa propre fin : l'abondance en hommes et en argent [la puissance, notamment militaire] ; tandis que, réciproquement, l'abondance en hommes et en argent, *fin* pour le Prince, est le *moyen* qui permet de développer l'industrie et le commerce [les débouchés, notamment par la conquête des marchés coloniaux], c'est-à-dire le moyen qui permet aux marchands d'atteindre leur propre fin ²⁶». Keynes notera de même que « les mercantilistes ne se faisaient pas d'illusion sur le caractère nationaliste de leur politique et sa tendance à favoriser la guerre. C'étaient, de leur propre aveu, des avantages nationaux et une puissance relative qu'ils recherchaient ». De fait, entre le xv^e et le xvii^e siècles, la guerre est l'état normal entre les États européens conquérants, et les causes, outre les conflits de succession, en sont le plus fréquemment l'attaque contre les monopoles commerciaux étrangers et les tentatives faites pour changer la politique commerciale d'un autre État ou pour lui dérober ses possessions coloniales.

25. F. Braudel, *La Dynamique du capitalisme*, *op.cit.*

26. H. Denis, *Histoire de la pensée économique*, Thémis, 1990.

Ce bref détour historique a son importance, car le libéralisme classique s'est initialement affirmé contre le mercantilisme et son tempérament ouvertement belliqueux. À la représentation mercantiliste d'une société politique centrée sur la personne du Prince (le Léviathan de Hobbes), les libéraux opposent l'image d'une société civile et marchande relativement autonome, qui n'exige, pour fonctionner harmonieusement, que d'être judicieusement encadrés par un État de droit. À la passion guerrière de la gloire associée à la figure politique du Prince doit alors se substituer la recherche inoffensive de son intérêt matériel (économique) qui caractérise le bourgeois (et l'aristocrate embourgeoisé) : « Il est peu de façons plus innocentes de passer son temps que de l'employer à gagner de l'argent », prêchera en ce sens, au XVIII^e siècle, le docteur Johnson ²⁷. Enfin, puisque l'intérêt général n'est plus celui du Prince mais celui de la société civile (réduite au marché), l'État absolutiste de la monarchie doit céder la place à l'État « démocratique » de la bourgeoisie. De même, la violence de l'impérialisme mercantiliste doit s'effacer devant la source féconde du « doux commerce » et du libre-échange international. D'une manière plus générale, le libéralisme économique n'est donc tributaire d'une organisation démocratique du politique que si celle-ci demeure simplement formelle : orienté principalement par son « instinct du lucre », l'individu (ou la nation) n'y joue son rôle de citoyen que par défaut.

Toutefois, ce discours humaniste et universel, que la bourgeoisie tient à l'encontre des Princes, il faudra ensuite qu'elle s'en défende – dès le XIX^e siècle, contre les prétentions du « prolétariat crasseux » et des « races inférieures ». La tâche d'installer dans les esprits ce double langage sera dévolue à la pensée ultralibérale : « La fonction du libéralisme dans le passé – récapitule Spencer – a été de mettre une limite aux pouvoirs des rois. La fonction du vrai libéralisme dans l'avenir sera de limiter le pouvoir des parlements » – c'est-à-dire des peuples qu'ils sont censés représenter ²⁸.

Il est vrai que, entre temps, la disparition progressive de la figure du Prince et la proclamation des droits naturels et imprescriptibles de l'individu n'ont pas engendré l'harmonie sociale universelle que prédi-

27. Cité par A. O. Hirschman, in *Les Passions et les Intérêts*, *op. cit.*

28. H. Spencer, *Le Droit d'ignorer l'État*, Les Belles Lettres, 1993.

sait l'utopie libérale. Bien au contraire, l'urbanisation forcée – liée à l'industrialisation – et l'anéantissement des cultures extra-européennes – associé à l'impérialisme bourgeois et à la colonisation – ont dévoilé la violence nue de la domination bourgeoise et capitaliste. C'est la raison pour laquelle la « démocratie » bourgeoise se devait d'écraser sous son « talon de fer » toutes les tentatives d'autodétermination des classes ouvrières et des peuples colonisés. C'est pourquoi aussi, comme le remarque Polanyi, « il n'y eut pas un militant [ultra]libéral, de Spencer à Von Mises, qui manquaît d'exprimer sa conviction que la démocratie du peuple mettait le capitalisme en danger ²⁹».

La liberté du libéralisme bourgeois se résume donc à la liberté du bourgeois, c'est-à-dire de la « quintessences des races supérieures ». C'est là cette règle universelle du capitalisme qui explique, comme le rappelle Marx, que « la civilisation et la justice de l'ordre bourgeois [continueront à se montrer] sous leur jour sinistre chaque fois que les esclaves de cet ordre [se lèveront] contre leurs maîtres. [Car, en chacune de ces occasions], cette civilisation et cette justice se dévoilent comme la sauvagerie sans masque et la vengeance sans loi ³⁰». C'est également là une règle que ne remet pas fondamentalement en cause la pensée de Keynes, qui voyait dans les interventions économiques de l'État, et dans l'intégration partielle des « victimes des forces économiques », la condition de la poursuite d'un « fructueux exercice de l'initiative individuelle », c'est-à-dire de l'exploitation capitaliste. L'intérêt des classes populaires n'est pris en compte par le réformisme bourgeois que dans la mesure où il participe activement à la réalisation de l'intérêt bourgeois, censé ce confondre, jusqu'à la réalisation de l'abondance, avec l'intérêt général.

Toutefois, le discernement de Keynes, en tant que penseur bourgeois, fut une exception. *Les hommes ne mourront pas toujours calmement*, prévenait-il, craignant que la « détresse » conduise le

29. K. Polanyi, *La Grande transformation*, *op. cit.*

30. On trouvera chez Samir Amin ou chez Noam Chomsky les éléments suffisants pour montrer que c'est là une politique qui se poursuit encore actuellement et qui ne cessera qu'avec la domination bourgeoise. Pour la citation, voir K. Marx, *La Lutte des classes en France (1848-1850)*, Éditions Sociales, 1970 (1850).

« peuple de l'abîme » (Jack London) à « écraser la civilisation » capitaliste... Dans sa grande majorité, la bourgeoisie, incapable de rester maître de son avidité et de sa vanité, ne s'est pas montrée aussi savante et clairvoyante que Keynes l'aurait souhaité. « Le dirigisme a de tout temps suscité une vive opposition » de la part de « l'idéologie du *laisser-faire* », alors même que « la politique du gouvernement [restait] conforme au intérêts du capital. ». Il en est toujours de même. Il n'y a aucune raison pour que cela cesse. En outre, comme il est apparu de plus en plus clairement que « ces intérêts-là vont à l'encontre des besoins de la société prise dans son ensemble », les conflits sociaux se sont transformés en « conflits relatifs au rôle économique de l'État, c'est-à-dire en luttes politiques visant à restreindre ou à accentuer les interventions étatiques ³¹» – et à décider de leurs orientations : sociales, stratégiques ou d'ordre régalién. Dans ces conflits, la position ultralibérale est d'une clarté exemplaire : « Non seulement la liberté n'a rien à voir avec une quelconque égalité – prévient Hayek –, mais elle est susceptible de produire inévitablement plusieurs formes d'inégalité ³²». On comprend aisément que ce membre éminent de la haute société autrichienne du début de ce siècle puisse ne pas apprécier d'avoir à sacrifier sa liberté de grand bourgeois dans le but de promouvoir l'amélioration du sort de ces classes populaires, dont la détermination avait réussi, contre toute raison, à imposer le suffrage universel et l'espoir d'une véritable société de citoyens (de maîtres sans esclave) ³³.

Concernant « la lutte des classes, Keynes écrit que [ses], « patriotismes locaux et personnels se rapport[aient], comme chez tout un chacun, à [son] environnement proche ». Pour ma part, il faut bien convenir que mes origines et mes goûts m'amènent à sympathiser

31. P. Mattick, *Marx & Keynes*, Gallimard, 1972.

32. F. Hayek, *The Consitution of Liberty*, University of Chicago Press, 1960.

33. Von Mises, dont Hayek a été le plus fidèle et le plus influent successeur, indiquant dans ses mémoires comment il a été terrifié par la détermination politique de la populace, se plaignait que « les sociaux-démocrates [aient] extorqué ce droit [de vote] par la force ». C'est que, parfois, le « darwinisme social » a spontanément tendance à s'enrayer et à fonctionner à contre-courant de la dynamique capitaliste (K. Polanyi-Levitt & M. Mendell, « Hayek à Vienne », in G. Dostaler & D. Ethier, *F. Hayek*, Economica, 1989.)

avec cette part du « prolétariat crasseux » et des « races inférieures » qui, désertant les routes de la servitude volontaire et dédaignant de se laisser mener comme un troupeau, persévère à se dresser face à ces races et à ces classes qui n'ont de supérieur que le ton hautain qu'elles se donnent. S'il est encore un avenir, il n'appartient qu'à eux.

JACQUES LUZI
Vannes, printemps 1999

Ce texte est extrait d'une postface à John Maynard Keynes, *The End of Laissez-faire*, Agone Éditeur, 1999 : « Keynes & le capitalisme, ou Les rêveries d'un réformateur ambigu »

Difficile légitimation d'États en perte de vitesse

L'État est l'instrument pour rendre la société civile adéquate à la structure économique. Mais il faut que l'État « veuille » le faire et que, par conséquent, ce soit les représentants du changement intervenu dans la structure économique qui dirigent l'État.

ANTONIO GRAMSCI

LA BOURGEOISIE MONDIALISÉE a évidemment tout intérêt à préserver plusieurs niveaux d'instances politiques, qui sont autant d'amortisseurs institutionnels susceptibles d'éviter la confrontation directe entre elle et le reste de la population et autant de moyens pour se dédouaner en rejetant la responsabilité sur d'autres niveaux de décision. Toutefois, la question, à notre avis essentielle pour les années à venir, reste celle de savoir ce que l'État va garder comme prérogatives et comment il va pouvoir maintenir sa légitimité.

Habermas a montré que la légitimité politique ne peut se réduire à la légalité des décisions prises par l'État, c'est-à-dire au seul respect d'une procédure. Il existe des raisons qui justifient la légitimité de toute procédure. Si la rationalité formelle n'est pas suffisante pour légitimer la domination légale ou si, en d'autres termes, « la croyance à la

légalité ne légitime pas par elle-même ¹», alors, pour que la légalité soit considérée comme un symptôme de légitimité, les instances créatrices de droit, reconnues comme compétentes et dotées de compétences, doivent faire partie d'un système de domination légitimé dans sa globalité.

Dans les pays dits démocratiques, le droit est légitime du fait de son lien étroit avec les présupposés du système de domination : « Les organes qui sont compétents pour fixer et appliquer le droit sont légitimés, non pas par la légalité de leurs procédures, mais, là encore, par une interprétation générale qui soutient le système de domination dans son ensemble ²». Dans cette interprétation, les théories de la souveraineté nationale ou populaire, de la représentation parlementaire et de l'intérêt général occupent une place déterminante. La validité d'une norme se prouve d'abord par la légitimité de son auteur à l'émettre – celui-ci la détenant en raison d'une norme supérieure. En remontant la hiérarchie, on atteint la norme fondamentale : la constitution, en général écrite et révisable par une procédure spécifique. Cette norme s'adosse toujours au même référent ultime et absolu : la souveraineté. Le principe de souveraineté, comme fondement de tout texte et de tout pouvoir, rend légitime tout ce qui en est l'émanation (constitutions, lois référendaires, parlementaires, président de la République, députés, etc.).

La participation à la souveraineté (chacun étant théoriquement détenteur d'une partie de celle-ci) assure la cohésion nationale et la stabilité du pouvoir car elle intègre l'individu dans l'ordre juridique étatique. Elle revient à reconnaître à l'État l'appropriation exclusive du droit. En raison du consentement initial et renouvelé des individus, ce principe place le pouvoir non seulement hors d'atteinte mais aussi à l'abri de toute discussion. Mais lorsque la non-participation devient manifeste, une situation conflictuelle peut naître dans la mesure où l'ordre juridique n'est plus ni reconnu, ni accepté, par une partie importante de la population. En raison d'une désaffection grandissante à l'égard de toutes ses représentations concrètes (institutions, élections,

1. Jurgen Habermas, *Raison et Légitimité*, Payot, 1978, p.138.

2. *Ibid.*, p.140-141.

partis politiques, valeurs communément admises, etc.), le principe de souveraineté devient une abstraction et perd de sa légitimité. Cette désaffection ou, pour reprendre la formule de Maffesoli, cette « sécession du peuple », a déjà pris de nombreuses formes : prise de distance d'un grand nombre de citoyens à l'égard des grands débats politiques, abstentionnisme récurrent, baisse du nombre des militants politiques (notamment à gauche), faiblesse de la syndicalisation (moins de 10 % des salariés !), etc. La désaffection, qui se développe de façon souterraine et silencieuse, a pour effet de laminer progressivement la légitimité du système établi mais aussi celle des organisations et des projets qui visent à sa transformation. Autrement dit, la politique comme espace de confrontations des idées sur l'ordonnement de la société est de moins en moins considérée comme à même d'exprimer les désirs des groupes sociaux. De nombreux individus ont le sentiment de ne plus avoir prise sur les orientations décidées par les instances dirigeantes, qui sont jugées incapables de tenir compte de leurs réalités – les orientations étant souvent perçues comme traduisant des intérêts opposés aux leurs. La démocratie semble alors ne permettre qu'un choix entre les fractions d'une élite politicienne déconnectée de la réalité du plus grand nombre. En outre, l'inexistence de toute démocratie directe³ et l'absence de démocratie en matière de gestion et d'orientation des entreprises rendent celle-ci inachevée et limitée. Particulièrement ressenti dans cette période où de nombreux salariés sont sous la menace des licenciements et où les exclus sont de plus en plus nombreux, un tel déficit de démocratie renforce les désillusions à l'égard du pouvoir. La crise économique révèle ainsi les contradictions fondamentales de la société et érode la légitimité du système démocratique.

Si les sorties individuelles du système de légitimation sont nombreuses, celui-ci deviendra de moins en moins opérant. La non-participation à la souveraineté risque de réduire celle-ci à une fiction juridique. Cette fiction juridique peut bien sûr continuer à se maintenir en raison du long passé et de l'enracinement des valeurs fondatrices du modèle démocratique occidental. Mais l'insuffisance de la

3. Mis à part les très rares référendums, dont l'initiative, en vertu de l'article 11 de la constitution de 1958, n'appartient qu'au président de la République...

reconnaissance du système dans sa globalité peut également induire le recours, de la part de l'État, à diverses formes de violence – qui ne feront d'ailleurs qu'éloigner davantage les individus « rebelles » des modes de participation existants. À une échelle encore réduite, mais déjà significative, les émeutes de jeunes exclus dans de nombreuses banlieues traduisent la rupture d'une partie de la jeunesse, marginalisée et désespérée, avec ce qui est censé représenter et défendre les intérêts généraux de la société (police, justice, institutions politiques locales et nationales, etc.). Ces révoltes révèlent le rejet d'une situation injuste qui se perpétue et empire. Dans la mesure où rien ne préfigure ni l'amélioration sensible des conditions de vie de millions d'individus ni la fin de l'exclusion, il faut s'attendre à d'autres manifestations de colère et de désarroi. Ils sont autant de signes de la crise du sens que connaît notre société et de la crise de légitimité que traverse notre modèle démocratique. L'actualité nationale et internationale apporte quotidiennement des réponses tragiques à la question que pose Immanuel Wallerstein : « Mais que feraient les classes dangereuses si elles devaient perdre espoir ? ⁴ ». Rejeter la politique et les politiques et faire preuve d'un anti-étatisme viscéral prenant la forme d'un refus de la démocratie ?

Tandis que l'État n'assure plus son rôle de garantie d'un compromis social, qui a longtemps permis une amélioration des conditions de vie et de travail du salariat, les contraintes maastrichtiennes lui retirent l'essentiel de ses moyens traditionnels d'action. Dans cette situation, les atouts dont l'État va pouvoir encore disposer risquent d'être de moins en moins à la hauteur des problèmes engendrés par les mutations du capitalisme : des sociétés fracturées, un chômage de masse, un nombre croissant d'exclus, une ghettoïsation des banlieues, etc. Autrement dit, même si les gouvernants, comme ceux de la « gauche plurielle », affichent encore la volonté politique de lutter contre la casse sociale et d'améliorer par la redistribution le sort des plus démunis, la marge de manœuvre restante ne permettra pas de faire illusion très longtemps. D'ailleurs, les premiers mois du gouvernement Jospin

4. Immanuel Wallerstein, « La reconstruction capitaliste et le système-monde », *Agone*, « Misère de la mondialisation », 16, 1996.

ont montré à l'envi la difficulté de mener une politique sociale digne de ce nom. Autrement dit une politique qui réponde aux attentes des électeurs tout en respectant les critères de Maastricht renforcés par le pacte de stabilité monétaire et le traité d'Amsterdam – d'autant plus que le PS n'a pas remis en cause les exigences européennes devenues de plus en plus contraignantes...

Comme le prouvent les exemples suivants, il est particulièrement difficile de dénoncer les effets sociaux du libéralisme économique et d'y porter remède sans remettre en question la dynamique propre au capitalisme. Surtout quand on en a, pendant plus de dix ans, vanté les mérites. Le dossier relatif à la fermeture de l'usine Renault de Vilvoorde, soi-disant ouvert pour envisager d'autres solutions, fut aussitôt refermé sans changement d'orientation. Le programme de privatisation de France Telecom – présentée pour l'instant « comme un franc succès populaire » –, comme celui d'Air France, d'Aérospatiale et de Thomson, illustre l'obéissance aux directives de Bruxelles, qui imposent concurrence et déréglementation – notamment pour les services publics. Et, en dépit de leur utilisation astucieuse pour opérer une certaine redistribution en faveur des plus démunis, les budgets de 1998 et de 1999 traduisent une soumission à Maastricht. Car, par-delà une nouvelle répartition entre ministères privilégiant l'emploi et une série de mesures pour venir en aide aux populations les plus défavorisées (baisse des cotisations maladie, revalorisation de l'allocation logement, plan jeunes), l'objectif essentiel a bien été atteint : la réduction des déficits publics pour satisfaire aux fameux critères de convergence.

Pourtant, une gestion sociale sur les marges ne sera pas suffisante : ni pour enrayer le chômage et la machine à exclusion, ni pour redonner confiance aux classes populaires – car celles-ci attendent que les processus lourds s'affirment depuis une vingtaine d'années soient stoppés. Affichant à juste titre son droit d'inventaire à l'égard du mitterrandisme – inventaire jusque-là resté sans contenu concret –, M. Jospin aurait dû être convaincu de la nécessité d'aller au-delà de l'incrémentalisme pratiqué depuis des années – sous peine d'être une fois encore sanctionné par les électeurs et de voir l'extrême droite continuer de contaminer la société pour se rapprocher dangereusement du pouvoir. Car ces tactiques n'ont eu d'autre effet que l'évite-

ment différé d'explosions sociales dévastatrices. L'histoire des années 1980 et 1990 est riche d'enseignements en la matière.

RETOURS DE L'ÉTAT-GENDARME & DE L'ÉTAT PÉNAL ?

L'État moderne est un bien redoutable poison. Il a généré les plus horribles guerres qui ont ravagé le monde, il a conquis et soumis à une servitude impitoyable des peuples et des nations entières ; il a favorisé et soutenu l'exploitation féroce des masses paysannes d'abord, ouvrières ensuite. Et pourtant c'est lui qui a permis l'émergence, puis la reconnaissance des droits de l'homme et donné aux sociétés humaines la possibilité de régler leurs conflits par des arbitrages démocratiques.

JEAN-PHILIPPE GENET

La logique du désengagement de l'État se traduit notamment par l'abandon de ses principales fonctions de régulation économique et par l'érosion de son statut de garantie du compromis social. Si, en dépit des alternances, cette situation, qui n'a jamais été vraiment remise en cause depuis une quinzaine d'années, se poursuit, l'État retrouvera le statut qu'il a déjà connu par le passé, en particulier durant la première moitié du XIX^e siècle, comparé par Gramsci à un « veilleur de nuit ». Un État minimal, dont la mission essentielle consiste à encadrer les rapports de classe par des dispositifs plus ou moins coercitifs permettant leur reproduction. Les principaux outils de ce veilleur de nuit sont les forces de maintien de l'ordre, la justice et le renforcement de la répression dans de nombreux secteurs de la vie sociale.

Notons que ce renforcement de la dimension répressive de l'État n'est pas incompatible avec une politique de redistribution modeste au profit des populations les plus touchées par les mutations capitalistes. En effet, si la redistribution s'avère de plus en plus déficiente face aux processus lourds qui engendrent stagnation des salaires, chômage et exclusion, et si, par conséquent, l'exaspération, la violence urbaine et les conflits de classe se développent, l'État s'efforcera de maintenir, y compris par la violence, la « paix civile ». Assistant d'un côté, réprimant de l'autre, l'État continuera à jouer un rôle, certes

amointri, mais indispensable à l'économie générale du système capitaliste. Un rôle que ni l'Union européenne, ni les collectivités locales n'ont pour vocation d'assumer dans son ensemble – même si, dans les domaines du social, de l'éducation et de la formation professionnelle, ces dernières exercent des tâches non-négligeables.

Le risque est grand de voir le modèle américain se mondialiser. Aux États-Unis, l'État procède à une réduction drastique des budgets sociaux tandis qu'il n'hésite pas à considérablement augmenter ses dépenses en matière carcérale. Car, comme l'explique justement Loïc Wacquant, « à l'atrophie délibérée de l'État social correspond l'hypertrophie de l'État pénal : la misère et le dépérissement de l'un ont pour contrepartie directe et nécessaire la grandeur et la prospérité de l'autre ⁵».

Plusieurs indicateurs traduisent le renforcement de la dimension répressive de l'État : l'augmentation des individus emprisonnés (le nombre de détenus aux États-Unis est passé de 380 000 en 1975 à plus de 1,6 million en 1995) ; le contrôle judiciaire d'un nombre croissant de personnes ; l'explosion des dépenses consacrées à l'emprisonnement ; enfin, une incarcération qui concerne en premier lieu les couches les plus défavorisées de la population, avec une « surreprésentation massive et croissante des Noirs à tous les paliers de l'appareil pénal ». Notons que cette incarcération massive et racialement ciblée permet de comprimer artificiellement de deux points le pourcentage du chômage américain et de parachever la logique d'exclusion sociale que les ghettos urbains incarnent depuis des décennies.

EN GRANDE-BRETAGNE...

Les programmes relatifs à la sécurité, présentés en 1997 par le gouvernement de M. Blair en Grande-Bretagne et par celui de M. Jospin en France, amorcent vraisemblablement ce processus de renforcement

5. Loïc Wacquant, « L'emprisonnement des "classes dangereuses" aux États-Unis », *Le Monde diplomatique*, juillet 1998.

de la dimension autoritaire de l'État. D'ailleurs, que ces deux pays, gouvernés depuis peu par des « sociaux-libéraux », prennent en même temps ce type de décisions, voilà une réalité qui ne doit pas grand-chose au hasard...

Partant du constat d'une croissance de la délinquance, notamment juvénile, dans les quartiers populaires et défavorisés des grandes villes, les autorités britanniques durcirent le ton face aux partisans d'une décriminalisation de la drogue, avant de durcir leur attitude à l'égard des délinquants – la population carcérale a augmenté de 2 500 personnes entre mai (date de la victoire du Parti travailliste) et octobre 1997. Puis le gouvernement travailliste fit adopter une loi plus répressive pour les coupables. Une réponse particulièrement sévère donc, malgré les précautions oratoires du Premier ministre, qui prétend inclure ce dispositif coercitif dans une « série de mesures qui [leur] permette de lutter contre la criminalité en améliorant les mesures en faveur de l'éducation et de l'emploi des jeunes ⁶ ». Ainsi, ce texte permet aux tribunaux de placer les jeunes délinquants de douze à quatorze ans (et dans certains cas en dessous de dix ans) dans des centres jusqu'à leur jugement.

Pour répondre aux critiques des organismes de défense des droits de l'homme, le ministre de l'Intérieur britannique a beau jeu d'invoquer les nombreux cas de délinquance, l'inquiétante progression de l'alcoolisme et de la drogue, la peur croissante des citoyens. On peut aisément comprendre que cette option sécuritaire soit populaire chez les habitants vivant dans les grands ensembles, qui subissent au quotidien délinquance et incivilités, tandis qu'elle ne manque pas de défenseurs parmi les élus locaux. Mais il est nécessaire de qualifier cette politique pour ce qu'elle est fondamentalement : le traitement, d'ailleurs très discutable, d'un symptôme. Les raisons de cette croissance de la délinquance sont bien connues : absence de travail pour des jeunes souvent sortis de l'école sans réelle formation, familles éclatées et vivant dans la précarité, zones industrielles sinistrées. Sans réponse aux vrais problèmes que sont le chômage et la précarité, les

6. Discours du 29 octobre 1997 devant la Chambre des Communes, rapporté par Patrice de Beer dans *Le Monde* du 5 novembre 1997.

mesures répressives envisagées par le gouvernement britannique vont devoir se perpétuer et se durcir sans même atteindre leurs objectifs initiaux. Car les jeunes délinquants mis à l'écart par le dispositif répressif seront remplacés par d'autres jeunes sans plus de repères et tout aussi désespérés.

... COMME EN FRANCE

Le programme sécuritaire qui se met en place en Grande-Bretagne peut être comparé avec ce qui se passe en France dans ce domaine. Le 25 octobre 1997, au colloque de Villepinte, M. Jospin avait clairement invité son gouvernement à mettre en œuvre une politique sécuritaire dont le principal organisateur n'est autre que le ministre de l'Intérieur, M. Chevènement. Celui-ci appela même à la rescousse la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen pour redorer le blason du concept de sécurité, s'appuyant sur le fait que « ce sont les couches sociales les plus pauvres et les plus démunies qui souffrent de l'insécurité ⁷ ». Prétendant ainsi justifier politiquement une option sécuritaire qui est loin de faire l'unanimité à gauche, le ministre a souhaité reconsidérer globalement les dispositions existantes à l'égard des mineurs – et notamment l'ordonnance de 1945 qui privilégie la dimension éducative. Aussi a-t-il évoqué le « regroupement des mineurs délinquants dans des structures closes ».

Loin de nous la volonté de nier les graves problèmes de certaines banlieues et de certains quartiers de grandes et moyennes villes. Mais il faut répéter combien privilégier le volet répressif c'est renoncer à s'attaquer à leurs vraies causes économiques et sociales. De surcroît, la police n'est certainement pas la mieux placée pour pacifier les relations sociales et réinsérer les jeunes. Il est des quartiers où sa présence renforcée ne fait qu'exacerber les tensions – dix-huit jeunes ont d'ailleurs été tués par les forces de l'ordre depuis l'automne 1997. Quant aux flambées de violence collective, elles sont souvent provoquées par des bavures policières ⁸.

7. M. Chevènement, Grand Jury RTL-*Le Monde*, 26 octobre 1997.

8. Hugues Lagrange, sociologue, a souligné : « Il existe une corrélation indé-

Les effectifs de la police française – qui sont déjà, proportionnellement à la population, les plus importants d'Europe occidentale –, ont été augmentés de quelques 8 250 adjoints de sécurité dotés d'une arme. Recrutés dans le cadre du « plan emplois-jeunes », ils ont été déployés en particulier dans les quartiers difficiles.

Pour faire bonne mesure, le ministre de l'Éducation nationale n'est pas en reste. Dès le 10 juin 1997, il déclarait : « Nous allons remettre de l'ordre très vite, rétablir des règles [...], annoncer des mesures spectaculaires et efficaces. Puis, à plus long terme, nous nous attaquerons aux causes de la violence, nous ferons de la prévention ». Ces propos, qui ont le mérite d'être clairs, inversent les priorités dans la perspective de rendre rapidement visible une amélioration dans le milieu scolaire. Mais la question reste de savoir si les 30 000 « emplois-jeunes » recrutés par l'Éducation nationale et l'Intérieur – qui ont été affectés dans neuf zones expérimentales pour assumer des missions de surveillance et d'encadrement – vont sensiblement améliorer la situation comme l'espéraient les élèves, leurs parents et les enseignants concernés... Le renvoi « à plus long terme » d'une action contre les causes de la violence, la focalisation sur le symptôme et, il faut bien l'admettre, sur quelques jeunes qu'on veut placer dans des structures encore mal définies, risquent de ne provoquer qu'un déplacement du malaise. S'il est évacué de l'école, en même temps qu'un certain nombre de jeunes qui « rejettent totalement l'institution scolaire », il resurgira ailleurs, sous une autre forme, dans des espaces de la vie sociale que l'on voudra, à leur tour, doter de moyens de surveillance. À cet égard, il semble significatif qu'une violence urbaine, longtemps circonscrite à des quartiers périphériques, se manifeste désormais également dans les centres de villes réputées calmes il y a encore quelques années.

Les interventions du Premier ministre, début 1999, sur le traitement et l'éloignement des jeunes délinquants multirécidivistes s'inscrivent dans une même logique de répression accrue. De nombreux

niable entre, d'une part, les bavures policières et, d'autre part, les vagues de violence collective. » (*Le Monde*, 18.01.1999)

éducateurs et juges les ont d'ailleurs considérées comme néfastes, car induisant « une dangereuse vision purement sécuritaire des jeunes ⁹».

Par delà l'utilisation politicienne de la délinquance par le Président Chirac, en quête de thèmes électoraux porteurs, et par la gauche gouvernante, toujours prête, dans ce domaine comme dans d'autres, à renchérir sur la droite, se pose la question des moyens qui existent déjà – comme l'ordonnance de 1945. Sans oublier la rapide évacuation des causes de cette délinquance. En admettant que l'éloignement et le placement dans des structures adaptées de certains mineurs particulièrement difficiles puissent être légitimes, celles-ci sont-elles assez nombreuses ? Le nombre de places dans les treize DER est aujourd'hui inférieur à 100 ¹⁰. Même si le gouvernement en crée sept de plus avant la fin de l'année 1999, le nombre des jeunes bénéficiaires d'un tel cadre reste dérisoire (moins de 200). Pour concrétiser la fermeté des orientations gouvernementales et, à défaut de places suffisantes dans les institutions spécialisées, les juges n'auront alors que la possibilité d'envoyer davantage de jeunes en prison. Le ministre de l'Intérieur n'a d'ailleurs pas exclu la détention provisoire pour les jeunes âgés d'au moins 13 ans avant que la justice ne décide de leur sort.

Pour le Premier ministre et son ministre de l'Intérieur, l'augmentation de la délinquance des mineurs nécessite un renforcement de la répression. Mais cette augmentation s'explique déjà par l'activisme de la police et de la justice, autrement dit par la judiciarisation de certains comportements adolescents qui, il y a quelques années, n'auraient pas donné lieu à une intervention policière. En s'inscrivant dans cette logique sécuritaire, le gouvernement dit de « gauche plurielle » semble avoir perdu toute capacité d'analyse et oublié que la petite et moyenne délinquance est la conséquence directe du processus de désagrégation sociale engendré par le chômage, l'exclusion et la déstructuration des services publics. Ainsi, le transfert vers les collectivités territoriales de compétences assumées par l'État avant les lois de décentralisation a

9. Propos d'Hervé Hamon, président de l'association des magistrats de la jeunesse, rapportés dans *Libération*, 13 janvier 1999.

10. Les DER, dispositifs éducatifs renforcés, emploient autant d'éducateurs que de jeunes délinquants qu'ils abritent.

parfois abouti, dans les banlieues, à la disparition pure et simple de certains services publics – postes, écoles, services sociaux, etc. La focalisation sur le « droit à la sécurité » s'accompagne d'un silence étonnant à l'égard des autres droits : droit au travail, droit au logement, droit à la santé, droit à la culture et aux loisirs...

Cette logique d'encadrement, de surveillance et de répression ravit tant certains leaders de la droite que M. Devedjian, député des Hauts-de-Seine, n'a pas hésité à parler de « grande victoire idéologique ¹¹ » de la droite. En investissant comme il le fait le registre de la sécurité, traditionnelle chasse gardée de la droite et de l'extrême-droite, le gouvernement actuel montre qu'il existe désormais un certain consensus dans ce domaine. Revenant à cette vieille représentation bourgeoise du siècle dernier, « classes laborieuses = classes dangereuses », certains médias distillent aujourd'hui dans l'opinion une vision que l'État semble reprendre à son compte : « Jeunes des cités = jeunes délinquants ».

En plus de ses défauts majeurs, l'option définie récemment par l'État feint de prendre en compte les préoccupations réelles et largement partagées par de nombreux élus locaux, les habitants et certaines professions particulièrement exposées : traminots, assistantes sociales, enseignants, animateurs, etc. Les maires des communes connaissant l'insécurité sont confrontés quotidiennement à l'exaspération de leurs administrés. Aussi, doivent-ils trouver des solutions pour réduire un malaise grandissant qui permet au FN de réaliser des scores de plus en plus élevés. On retrouve, en effet, dans ces communes – le plus souvent périphériques de grandes villes – les mêmes taux de chômage très élevés, des taux d'élucidation des délits assez bas et un fort enracinement électoral de l'extrême-droite. Pour casser cette logique, la stratégie sécuritaire est doublement critiquable. D'une part, parce qu'elle risque de rappeler, plus vite qu'on ne le pense, les méthodes du FN : création de polices municipales et forte augmentation de leurs effectifs, contrôles d'identité systématiques de certaines catégories de la population, quadrillage pesant des endroits jugés difficiles. D'autre part, parce qu'elle ne résout rien ou pas grand-chose.

11. Cité dans *Le Monde* du 28 octobre 1997.

Par conséquent, seule « une approche globale ¹² » des problèmes, autrement dit la prise en compte des facteurs économiques et sociaux, est à même de faire reculer cette violence qui est avant tout sociale.

Le problème est que les mairies ont des moyens limités en matière de création d'emplois. Même si, par des incitations fiscales intéressantes ou grâce au dynamisme d'agences paramunicipales de développement économique, celles-ci peuvent obtenir l'installation de quelques entreprises sur le territoire de leur commune, elles n'infléchiront pas sensiblement la courbe du chômage, principal fléau de ces quartiers populaires. Car ces entreprises n'offrent en général pas beaucoup d'emplois. En tous cas pas suffisamment pour absorber une partie significative des chômeurs. Et que peuvent les mairies lorsque la restructuration d'un secteur implique brutalement des licenciements massifs et la perte de centaines, voire de milliers d'emplois ? Rien ou presque.

Le désarroi des habitants est à la mesure de l'impuissance des élus locaux. Même lorsqu'ils se disent libéraux, ceux-ci attendent de l'État une aide immédiate pour gérer le coût social des licenciements. Tandis qu'ils n'espèrent que dans l'État pour initier une politique capable de favoriser la création d'emplois. Nous voici revenus à la case départ. Peut-on attendre de l'État une politique volontaire dans les domaines économique et social au moment où il renonce, à la faveur de l'intégration européenne, à l'essentiel de ses prérogatives ?

JEAN-PHILIPPE MELCHIOR

Ce texte est extrait de *L'État entre Europe & nation. Petit manuel de sabordage du politique par lui-même*, paru en mai dernier chez Agone Éditeur. Docteur en sciences politiques, Jean-Philippe Melchior enseigne le droit social à l'IUT du Mans.

12. Pour reprendre la formulation de Maurice Charrier, maire de Vaulx-en-Velin, à la réunion de Montpellier du 14 novembre 1997.

L'esprit antidémocratique des fondateurs de la « démocratie » moderne

On peut presque dire que la théorisation politique a été *inventée* pour montrer que la démocratie, le gouvernement des hommes par eux-mêmes, vire nécessairement en règne de la populace... Si il existe quelque chose telle que la tradition occidentale de la pensée politique, elle débute avec ce biais profondément antidémocratique.

J. S. MC CELLAND

AUJOURD'HUI, presque tous les acteurs et les penseurs politiques se réclament de la démocratie. Or, les fondateurs de nos démocraties représentatives étaient ouvertement antidémocrates, utilisant le mot « démocratie » pour désigner et dénigrer leurs adversaires trop radicaux. Ce paradoxe – des antidémocrates qui fondent les soi-disant « démocraties » modernes – apparaît très clairement lorsqu'on se plonge dans la lecture des discours, des pamphlets, des articles de journaux, des lettres personnelles ou des poèmes de l'époque révolutionnaire, tant américaine que française. En fait, la force quasi incantatoire que possède le mot « démocratie » aujourd'hui nous fait oublier que, pendant plus de deux mille ans, le terme « démocratie » eut un sens très négatif pour pratiquement tous les penseurs politiques, et qu'aucun acteur politique ne s'en est fait le champion.

Depuis Athènes, on entendait par « démocratie » le gouvernement direct d'un peuple assemblé à l'agora pour proposer des lois, en débattre et les voter. Bien sûr, la démocratie athénienne n'était pas parfaite, les femmes, les esclaves et les métèques en étant exclus. Mais ce problème d'exclusion – qui mérite d'être pensé – n'eut que peu de résonance pendant deux mille ans, puisque les régimes monarchiques, impériaux ou soi-disant « démocratiques » pratiquaient presque toujours eux-mêmes l'esclavagisme et l'exclusion des femmes de la sphère publique. La définition de la démocratie s'intéressait donc peu à ces problèmes, qui n'en étaient pas aux yeux des penseurs et des acteurs politiques. Ils se concentraient plutôt sur la forme du gouvernement direct de la démocratie, considérée comme incompatible avec toute espèce de représentation. Cette définition descriptive se doublait d'un sens normatif péjoratif : la démocratie était un régime faible car le peuple est facilement manipulable par des démagogues et se laisse aisément entraîné par ses passions. Pire encore, ce peuple foncièrement irrationnel est incapable de discerner le « bien commun » – expression qui fait l'impasse sur les conflits inhérents à la vie en commun – et risque d'imposer des politiques égalitaires puisqu'à l'agora les pauvres seront toujours plus nombreux que les riches. Bref, la démocratie tendrait inéluctablement vers une de ses deux formes pathologiques : la tyrannie de la majorité ou le chaos. Les pères fondateurs des premières « démocraties » modernes partageaient cette vision de la démocratie.

Nous nous trouvons donc devant une situation des plus paradoxales : nos régimes « démocratiques » ont été fondés par des individus profondément et ouvertement antidémocrates. Cet antidémocratisme, que nous nous proposons ici d'explorer, est un des éléments fondamentaux de nos systèmes représentatifs contemporains. Lors de sa formation, notre régime représentatif n'est pas connu sous le nom de « démocratie » mais plutôt sous celui de « république », deux termes qui ne sont pas synonymes, loin s'en faut. Pourtant, un changement d'étiquette survient, tant aux États-Unis qu'en France, vers la fin de la première moitié du XIX^e siècle ¹. Dès

1. Pour les États-Unis, voir Bertinde Laniel, *Le mot « démocratie » aux États-Unis de 1780 à 1856*, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 1995. Pour

lors, des régimes ouvertement antidémocratiques adoptèrent, pour des raisons que l'on appellerait aujourd'hui de marketing politique, l'appellation de « démocratie ». Comme l'antidémocratie inhérent à notre régime représentatif, cet antidémocratie des pères fondateurs nous semble s'expliquer sur les plans à la fois sociologique, politique et économique, philosophique et linguistique.

UNE SOCIALISATION ÉLITISTE

Avant d'être instrumental, l'antidémocratie des patriotes est sans doute sincère. Il est le résultat d'une socialisation profondément élitiste, influencée en grande partie par l'éducation classique que reçoivent les leaders patriotes des deux côtés de l'Atlantique ². Au collège, ils apprennent le latin et le grec et ils lisent, étudient et traduisent les principaux textes des auteurs classiques. Ces auteurs et leurs idées se retrouvent de plus cités et discutés par les grands penseurs politiques du XVII^e et du XVIII^e siècles tels James Harrington, John Locke et Montesquieu, qui vont également influencer les patriotes. Aristote et Cicéron sont sans nul doute les deux penseurs politiques de l'ère classique qui exercent la plus grande emprise sur l'esprit patriotique. Or ces deux penseurs prônent un régime mixte où les trois ordres – le monarque, les aristocrates et le peuple (ou *demos*) – se neutraliseraient au sein d'institutions telles que le sénat, la chambre basse, etc. Pareille constitution est dite « républicaine » et, plutôt que de favoriser les intérêts d'un seul ordre au détriment des autres, elle prétend tendre vers le *bien commun*. C'est d'ailleurs l'étendard républicain que vont brandir les patriotes. Quant à la démocratie, Aristote comme Cicéron s'en

la France, voir Pierre Rosanvallon, « L'histoire du mot démocratie : à l'époque moderne », in *La Pensée politique I : situations de la démocratie*, Gallimard-Le Seuil, 1993.

2. Pour l'Amérique, voir Carl J. Richard, *The Founders and the Classics : Greece, Rome, and the American Enlightenment*, Harvard University Press, 1994 ; Meyer Reinhold, *Classica Americana : the Greek and Roman Heritage in the United States*, Wayne State University Press, 1984. Pour la France, voir Claude Mossé, *L'Antiquité dans la Révolution française*, Albin Michel, 1989.

méfient, méfiance qu'ils ont transmise aux jeunes patriotes déjà bien disposés à croire que les gens du petit peuple sont dépourvus de discernement politique.

Outre cette méfiance à l'égard d'un régime politique démocratique, les membres de l'élite patriotique sont socialisés à se considérer comme supérieurs. Ils répètent ce qu'ils ont appris : de chaque société émergerait une sorte d'« aristocratie naturelle », à distinguer de l'aristocratie héréditaire illégitime quand la première est celle du mérite et de la vertu. L'« aristocratie naturelle », on la retrouve chez Thomas Jefferson : « Il y a une aristocratie naturelle, fondée sur le talent et la vertu, qui semble destinée au gouvernement des sociétés, et de toutes les formes politiques, la meilleure est celle qui pourvoit le plus efficacement à la pureté du triage de ces aristocrates naturels et à leur introduction dans le gouvernement ». Robespierre parle quant à lui d'une « aristocratie représentative », faisant sans doute référence à Jean-Jacques Rousseau, pour qui, des trois sortes d'aristocratie – naturelle, élective, héréditaire – « la deuxième est le meilleur : c'est l'aristocratie proprement dite ³ ». Selon les membres même de cette aristocratie naturelle, eux seuls détiendraient les compétences pour identifier, défendre et promouvoir le bien commun, alors que les gens du [petit] peuple ne sont motivés que par leur intérêt personnel et immédiat. Cet élitisme des patriotes s'exprime d'ailleurs sans gêne dans les discours, pamphlets et lettres personnelles : le peuple est synonyme de « foule », de « populace », de « mob », de « crowd », de « vermine »... bref, d'attributs qui dénotent autant leur antidémocratie qu'un véritable dédain des gens du peuple.

3. Jefferson est cité par Giovanni Lobrano, « République et démocratie anciennes avant et pendant la révolution », Michel Vovelle (dir.), *Révolution et république : l'exception française*, Kimé, 1994, p. 56. Pour Robespierre, voir *Lettres à ses commettans* (septembre 1792) in Gordon H. McNeil, « Robespierre, Rousseau and Representation », Richard Herr & Harold T. Parker (dir.), *Ideas in History*, Duke University Press, 1965, p. 148 et Rousseau, *Du contrat social*, Livre III, chap. 5, Garnier-Flammarion, 1966, p. 109.

UTILISATION POLITIQUE DU MYTHE DE LA « SOUVERAINETÉ »

D'un point de vue politique, les patriotes vont bien sûr s'efforcer de discréditer la légitimité du pouvoir du roi ou de l'aristocratie. Mais ils vont aussi insister sur l'incapacité politique du peuple à se gouverner lui-même. Méprisant les gens du peuple, il est bien normal que les leaders du mouvement patriote ne rêvent pas d'instaurer une démocratie directe. Mais s'ils refusent que l'agora soit le siège du pouvoir, c'est aussi, et surtout, qu'ils veulent le pouvoir pour eux-mêmes.

Il est en effet primordial de garder à l'esprit qu'un peu partout en Occident, au moment des « révolutions » mais depuis le Moyen-Âge, siègent des assemblées de représentants aux pouvoirs plus ou moins étendus ⁴ : dès les XII^e et XIII^e siècles dans la péninsule ibérique (les Cortes), dans le Saint Empire romain germanique (la Diète) ; tandis qu'en France les premiers États généraux furent convoqués en 1302 ⁵. Si ces institutions représentatives devinrent des lieux où les monarques, l'aristocratie, le clergé et la bourgeoisie pouvaient négocier, en aucune manière elles se voulaient l'expression d'un esprit démocratique. Jean-Jacques Rousseau dira de l'idée de représentation qu'« elle nous vient du gouvernement féodal, de cet inique et absurde gouvernement dans lequel l'espèce humaine est dégradée ⁶ ». Idée reprise par l'historien américain Samuel Williams en 1794 : « La représentation [...] a été graduellement introduite en Europe par les monarques ; non pas avec l'intention de favoriser les droits des peuples, mais comme le meilleur moyen de lever de l'argent ⁷ » – pour financer leurs aventures guerrières.

4. Voir Yves Durand, *Les Républiques au temps des monarchies*, PUF, 1973.

5. Voir Bertie Wilkinson (ed.), *The Creation of Medieval Parliaments*, John Wiley & Sons, 1972, p. 110 & Thomas Ertman, *Birth of the Leviathan : Building States and Regimes in Medieval and Early Modern Europe*, Cambridge University Press, 1997, p. 69-72.

6. Rousseau, *Du contrat social*, *op. cit.*, p. 134.

7. Samuel Williams, *The Natural and Civil History of Vermont*, Walpole (NH), 1794, dans Charles S. Hyneman & Donald S. Lutz (eds), *American Political Writing During the Founding Era 1760-1805*, tome II, Liberty Press Edition, 1983, p. 964.

Dans l'Amérique coloniale britannique, les assemblées exercent un très grand pouvoir et nombreux sont les leaders de la guerre d'Indépendance qui siégeaient déjà dans les assemblées coloniales⁸. En France, ce sont les représentants du Tiers États siégeant aux États généraux et bientôt à l'Assemblée nationale qui seront les leaders des mouvements révolutionnaires – ceux-ci ne sont donc pas des exclus qui du passé cherchent à faire table rase. Participant déjà aux institutions politiques, les révolutions vont leur permettre d'augmenter le pouvoir politique de l'institution où ils siègent et par conséquent leur propre pouvoir politique – puis de s'assurer une très avantageuse carrière.

Il n'est donc pas question pour ces représentants de fonder une démocratie – régime qui ne se conçoit encore à l'époque que sous sa forme directe. Le discours des patriotes, s'il condamne bien évidemment l'Ancien régime, dénigre également la démocratie. L'idée qu'ils fondaient des « démocraties » n'a jamais traversé leur esprit, n'utilisant le mot qu'en de très rares exceptions. En fait, l'étiquette de « démocrate » n'est accolée qu'aux plus radicaux pour les discréditer, tandis qu'on insiste sur l'incapacité du peuple à se gouverner lui-même sans l'intermédiaire de représentants. Ne prenons que deux exemples parmi tant d'autres : le girondin Brissot, ouvertement anti-démocrate, déclare ainsi que « la plupart des désordres » qu'ont connus les cités démocratiques antiques « peuvent être attribués à leur manière de délibérer. Le peuple délibérait sur la place⁹ » ; James Madison, un des pères de la Constitution américaine, exprime lui aussi très clairement cette peur du peuple délibérant : « Si chaque citoyen d'Athènes avait été un Socrate, chaque assemblée athénienne aurait été malgré tout une cohue¹⁰ ».

8. Harry M. Ward, *Colonial America : 1607-1763*, Prentice Hall, 1991, p. 198-199 ; Jack P. Greene, « The Role of the Lower House of Assembly in Eighteenth-Century Politics », in Jack P. Greene (dir.), *The Reinterpretation of the American Revolution 1763-1789*, Greenwood Press, 1968, p. 94.

9. Cité par L. Cornu, « L'idée moderne de République : émergence du mot, élaboration de l'idée en 1791 », *La Révolution française et la philosophie : échanges et conflits*, CRDP, 1990, p. 78-79.

10. Cité in James Madison, Alexander Hamilton & John Jay, *The Federalist Papers*, Penguin books, 1987, p. 336.

En Amérique, le débat constitutionnel de 1787, qui aboutira à la création de l'union, offrit une bonne occasion aux fédéralistes d'utiliser le mot « démocratie » comme repoussoir. On parle ainsi des « excès de la démocratie », celle-ci étant présentée comme « le pire de tous les maux politiques », qui conduit à « l'oppression et à l'injustice »¹¹. Ainsi, selon John Adams, un patriote de la première heure qui sera vice-président de George Washington puis président des États-Unis : « L'idée que le peuple est le meilleur gardien de sa liberté n'est pas vraie. Il est le pire envisageable, il n'est pas un gardien du tout. Il ne peut ni agir, ni juger, ni penser, ni vouloir¹² ». On peut difficilement imaginer un antidémocratisme et un mépris du peuple plus clairement exprimés et assumés.

Les représentants ne veulent-ils donc changer le monde qu'afin d'obtenir pour eux-mêmes plus de pouvoir au sein des institutions représentatives où ils siègent déjà ? Certains révolutionnaires vont ainsi jusqu'à admettre que leur « révolution » n'a de révolutionnaire que le nom. Selon Alexander Hamilton, un des patriotes américain les plus influents : « Il n'y a pas eu de changements dans les lois, il n'y a pas eu d'interférence avec les intérêts de quiconque, tout le monde est resté à sa place et, la seule altération, c'est que le siège du gouvernement a changé ». Il conclut qu'en fait, aux États-Unis, il n'y a pas eu de révolution¹³.

Les patriotes avaient bien sûr besoin d'un discours légitimant la position qu'ils entendaient occuper au sommet du nouveau système. Ils devaient justifier leur autorité aux yeux de leurs adversaires comme à ceux de leurs partisans. Comme ils devaient le faire à leurs propres

11. Ralph Ketcham (dir.), *The Anti-Federalist Papers and the Constitutional Convention Debates*, Mentor-Penguin, 1986, p. 39-40 ; Laniel, *Le mot « démocratie »...*, *op. cit.*, p. 64.

12. James A. Morone, *The Democratic Wish : Popular Participation and the Limits of American Government*, BasicBooks, 1990, p. 33.

13. Selon De Charles Albert Moré de Pontgibaud, *A French Volunteer in the War of Independence*, Paris, 1897, p. 147, cité par Samuel Eliot Morison, *The Conservative American Revolution*, Anderson House-The Society of the Cincinnati, 1976, p. 17.

yeux, car se voulant, justes et grands, à l'image de leurs modèles historiques, les législateurs du monde antique. Ne pouvant que difficilement se référer à Dieu ou au sang, leur légitimation sera le peuple. Mais un peuple étrangement désincarné. Car, on l'a vu, le peuple est déclaré politiquement taré, fruit d'un mépris politique, économique, culturel et psychologique. Politiquement taré, le peuple a donc besoin de représentants, comme le lui expliquent d'ailleurs ses représentants...

C'est ainsi que les patriotes s'approprièrent le discours de la « souveraineté populaire », une fiction, un mythe alors très installé, qui servit beaucoup à leur stratégie discursive de légitimation ¹⁴. Selon les auteurs, cette fiction pouvait légitimer toutes sortes de régimes : de la monarchie absolue avec Thomas Hobbes (*Léviathan*) à la démocratie (directe) avec Jean-Jacques Rousseau. Évoquée dans l'abstrait, la souveraineté est de fait niée par les représentants lorsqu'ils réaménagent le système politique et ses institutions. Déjà Montesquieu prétendait que « le grand avantage des représentants, c'est qu'ils sont capables de discuter des affaires. Le peuple n'y est point du tout propre : ce qui forme un des grands inconvénients de la démocratie ¹⁵ ». Ainsi Brissot, suivant cette idée très partagée, déclara que le « peuple seul a le droit de se constituer, mais il n'en a pas le talent ; il doit donc confier une partie de son droit à ceux qui en ont le talent » ¹⁶ – un talent dont Brissot, bien sûr, se croit doté. De l'autre côté de l'Atlantique, le pasteur de Nouvelle Angleterre James Belknap dira pour sa part ¹⁷ : « Tenons comme principe que le gouvernement tire son origine du peuple, mais qu'on enseigne au peuple qu'il n'est pas apte à se gouver-

14. Selon Edmund S. Morgan, tout régime repose sur un type de consentement inspiré par une fiction ou un mythe : ainsi la croyance que le roi est divin ou que l'élu démocratique représente le peuple – mieux encore, qu'il est le peuple (*Inventing the people : The rise of popular sovereignty in England and America*, W.W. Norton & Company, 1988).

15. *L'Esprit des lois*, Livre XI, Chapitre 4, 1748.

16. Brissot, *Plan de conduite pour les députés du peuple aux États généraux*, cité par Maurice Genty, « 1789-1790 : l'apprentissage de la démocratie à Paris », in Roger Bourderon (dir.), *L'An I et l'apprentissage de la démocratie*, PSD, 1995, p. 44.

17. Laniel, *Le mot « democracy... », op. cit.*, p. 73.

ner lui-même ». (Là encore, les exemples abondent qui reflètent un état d'esprit généralisé, la même idée se retrouvant sur les lèvres ou sous la plume de presque tous les chefs révolutionnaires, qui tentaient tout autant de convaincre le peuple qu'eux-mêmes...)

À l'incapacité du peuple à se gouverner seul, plusieurs ajoutèrent qu'une démocratie n'était possible qu'à l'échelle d'une cité antique – argument employé notamment par Montesquieu. Les États-Unis d'Amérique et la France seraient trop vastes et trop peuplés pour permettre l'instauration d'une démocratie directe. Si Rousseau contesta déjà cet argument démographique et géographique ¹⁸, les exemples ont suivi qui en montrent le peu de fondement : une réforme d'un système politique n'a pas besoin de respecter l'étendue géographique initiale, elle n'est question que de volonté ¹⁹.

Malgré toutes ces limitations, certains auteurs et acteurs politiques, dénonçant son caractère par trop abstrait, ont refusé de se laisser bercer par le mythe de la « souveraineté populaire » et son corollaire, la délégation du pouvoir souverain par le peuple à ses représentants. On connaît bien la citation de Rousseau au sujet des électeurs Anglais, esclaves sauf le jour des élections : « La souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée... Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde ²⁰ ». En Amérique également, on trouve, en 1636, un John Cotton déclarant que « le gouvernement n'est pas une démocratie s'il est administré non par le peuple mais par des gouverneurs » – même si le peuple choisit ses propres gouvernants. Toujours en Amérique, John Winthrop affirmait en 1639 : « Quand le

18. Rousseau, *Du contrat social*, Livre III, chap. XII.

19. L'histoire regorge en effet d'exemples : restructurations vers des organisations plus locales pour les *town meetings* en Amérique, les sections parisiennes de la Commune de Paris, les anarchistes espagnols, les kibboutzim en Israël, les Soviétiques en Russie... ; et vers de grands ensembles : l'Italie de Garibaldi, l'Allemagne de Bismarck, les fédéralismes européens, américains...

20. Rousseau, *Du contrat social*, *op. cit.*, p. 134.

peuple a choisi des hommes pour être ses gouvernants [...] le peuple, en ayant député certains, n'a pas le pouvoir de faire ou de modifier les lois, mais n'a que le pouvoir d'être sujet. » Selon John Davenport, un autre Américain, en choisissant des représentants, le peuple n'« abandonne pas tant ses droits et sa liberté à ses gouvernants, mais son pouvoir » (1699) ²¹. Enfin, plus lucide ou, à tout le moins, plus honnête, le représentant Lambert rappelle au Comité de salut public que le « peuple [qui est souverain...] n'est qu'un être *purement métaphysique* ». Quelle belle expression pour dire ce que personne n'entend voir : que le discours autour de la souveraineté populaire est un leurre ; que, pour n'être plus ni esclave ni sujet, le peuple reste aliéné car dépossédé du véritable pouvoir. Le peuple n'est souverain que sur le plan métaphysique. Sur le plan politique, il n'est rien.

Les débats étaient virulents, se transformant parfois en véritables coups de force – comme la rébellion de Shays en Amérique ou celle des sans-culottes en France. Toutefois, aux États-Unis, les tensions entre partisans de la représentation et démocrates sont presque inexistantes ²², l'utilisation péjorative du mot « *democracy* » servait à miner la crédibilité de constitutions plus radicales, comme l'unicaméraliste de Pennsylvanie ²³. En France, certains révolutionnaires radicaux comme les sans-culottes, s'inspirant notamment de Rousseau, vou-

21. Roy N. Lokken, « The Concept of Democracy in Colonial Political Thought », *The William and Mary Quarterly*, III^e série, Vol. XVI, n° 4, octobre 1959, p. 571 et 578.

22. Personne ne prétend, en effet, sérieusement faire des fameux *town meetings* le cœur de la vie politique américaine (William F. Willingham, « Deference Democracy and Town Government in Windham, Connecticut, 1755 tp 1786 », *The William and Mary Quarterly*, III^e série, Vol. XXX, n° 3, juillet 1973, p. 403 ; David Syrett, « Town-Meeting Politics in Massachusetts, 1776-1786 », *The William and Mary Quarterly*, III^e série, Vol. XXI, n° 3, juillet 1964, p. 355).

23. Alors que le bicaméralisme consiste en un système à deux chambres, l'unicaméralisme ne prévoit qu'une seule chambre – suivant une théorie selon laquelle la voix du peuple ne peut être divisée. Pour les républicains, l'unicaméralisme n'offre pas assez de protections contre les pulsions égalitaires et irrationnelles des représentants du peuple. D'où l'intérêt du sénat, chambre haute composée d'éléments en principe plus éclairés, plus tempérés...

laient contrer le régime représentatif, lui préférant le pouvoir direct des sections, préférant les mandataires aux représentants. (Contrairement au représentant, le mandataire ne fait qu'exprimer la volonté de ses commettants, il doit taire sa propre volonté ²⁴.)

Ce fut finalement le discours de la souveraineté populaire *représentée* qui l'emporta sur celui de la souveraineté populaire *exercée*. John Adams et James Madison en Amérique, Sieyès, Brissot et Robespierre en France seront parmi les plus importants propagandistes du système représentatif, qu'ils entendent légitimer, mais aussi contrôler. Voilà une belle brochette de représentants du peuple dont les efforts sont surtout consacrés à justifier leur propre fonction. Faite de membres autoproclamés de l'« aristocratie naturelle », cette élite serait nécessaire, estime Sieyès faisant écho à Brissot, car les représentants sont « bien plus capables [que le peuple] de connaître l'intérêt général » ; et de conclure que « la France n'est point, ne peut pas être une *démocratie* » car le « peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants. ²⁵» Doit-on s'étonner que Sieyès soit lui-même un représentant et que ces déclarations soient faites à l'Assemblée nationale ?

Pourquoi cette négation de la compétence du peuple ? Les patriotes savaient pourtant que, dans une démocratie directe comme Athènes, les citoyens appelés à combler des postes officiels ne détenaient presque aucun pouvoir décisionnel et, surtout, qu'ils étaient le plus souvent désignés par tirage au sort. On tirait au sort précisément parce qu'on accordait à chaque citoyen un jugement politique et la capacité d'exprimer sa volonté politique. L'élection était au contraire

24. Voir Maurice Genty, *op. cit.*, p. 41 ; Albert Soboul, « Démocratie représentative ou démocratie directe : l'exemple de la démocratie populaire en l'An II », *Raison Présente*, n° 49, janvier-mars 1979, p. 22-23 et 29 ; Jacques Guilhaumou, « Prises de parole démocratiques et pouvoirs intermédiaires pendant la Révolution française », *Politix*, n° 26, mai 1994, p. 91.

25. « Sur l'organisation du pouvoir législatif et la sanction royale », in *Les orateurs de la Révolution française. Les Constituants*, Tome I, Paris, Gallimard, 1989, p. 1025 et 1027.

considérée comme aristocratique car supposant des citoyens plus à même que d'autres de prendre des décisions politiques ²⁶. Mais les patriotes ne retiendront pas le tirage au sort – qui rendrait inutile leur rôle de représentants –, l'idée d'aristocratie naturelle venant parfaire le principe de représentation, qui, selon Thomas Jefferson, « a rendu inutile presque tout ce qui a déjà été écrit au sujet de la structure du gouvernement ²⁷ ».

DISCOURS ANTIDÉMOCRATIQUE & PEUR DES PAUVRES

À cet antidémocratisme s'ajoutait une *peur du pauvre et de l'égalitarisme*. Selon une idée alors largement répandue, comme tous ceux qui n'étaient pas autonomes financièrement (esclaves, femmes et salariés), les pauvres ne pouvaient avoir de pensée autonome et rationnelle. John Adams écrit ainsi : « Telle est la fragilité du cœur humain que seulement quelques hommes qui n'ont pas de propriété possèdent un jugement qui leur soit propre ²⁸ ». L'aristocratie du mérite ferait donc nécessairement partie de la classe économiquement aisée. L'idée exprimée par Adams n'est pas nouvelle, loin de là : Aristote déjà affirmait que si « la définition même de l'aristocratie c'est l'excellence alors que celle de l'oligarchie c'est la richesse », il n'en résulte pas moins que « dans presque tous les cas les gens aisés semblent occuper la place des gens de bien » ²⁹. Dans le même esprit, un habitant du Maryland conseillait, en 1767, de confier les affaires publiques à ceux

26. Voir Aristote dans *Les Politiques*, thèse reprise par James Harrington dans *Oceana* [1656], par Spinoza dans le *Tractatus Logico Politicus*, par Montesquieu dans *L'Esprit des lois* et par Jean-Jacques Rousseau dans *Du contrat social*.

27. Lettre à Isaac Tiffany, août 1816. Cité par Regina Ann Markell Morantz, « "Democracy" and "Republic" in American Ideology (1787-1840) », Thèse de doctorat non publiée, Columbia University, 1971, p. 25. Une citation aussi troublante que le serait celle d'un roi affirmant que le principe de la monarchie – un religieux déclarant que le principe de la théocratie – a rendu inutile presque tout ce qui a été écrit avant au sujet de la structure du gouvernement.

28. Cité par Markell Morantz, « "Democracy" and... », *ibid.*, p. 84.

29. *Les Politiques*, IV, 8, 1294-a, Garnier-Flammarion, 1993, p. 304-305.

qui détiennent une propriété et ont reçu une bonne éducation plutôt qu'aux « créatures » qui « sont compétentes à tenir une petite boutique (ou au plus) à juger la qualité d'une feuille de tabac »³⁰.

À ce mépris qu'affichait l'« élite » patriotique quant aux capacités politiques du peuple, se doublait la peur que, une fois au pouvoir, celui-ci ne s'attaque à la propriété privée et n'instaure l'égalitarisme : comme les royalistes, les républicains craignaient la démocratie directe et l'aspiration égalitaire des pauvres – l'égalitarisme était alors clairement associée aux excès de la démocratie. Certes, l'élite patriotique ne comptait pas tant de grands banquiers ou de riches marchands qu'essentiellement des administrateurs, des juges et des avocats qui avaient siégé dans les assemblées coloniales ou aux États généraux³¹. Mais les leaders politiques connaissaient souvent personnellement les membres de l'élite économique, qu'ils côtoyaient au collège, en famille, dans les clubs, etc. Ils partageaient donc leur peur de voir les pauvres profiter des troubles socio-politiques pour imposer réforme agraire, abolition des dettes, etc. Comme ils partageaient leur intérêt à limiter la turbulence qu'entraînait le mouvement de contestation qu'ils avaient lancé...

Les révolutionnaires les plus radicaux ne s'y trompèrent d'ailleurs pas, associant ouvertement leurs idéaux égalitaires à l'idéal démocratique. Ainsi, une version préliminaire de la déclaration des Droits de Pennsylvanie voulut donner à l'État le contrôle des richesses individuelles. Thomas Paine, pour sa part, affirmait que « la protection de la personne est plus sacrée que la protection de la propriété. Si la propriété devient le critère, cela constituera une rupture complète avec tout principe moral de liberté, car cela rattacherait le droit à la matière et transformerait l'homme en agent de la matière³² ». D'autres refusèrent que les droits civiques soient établis en fonction de la richesse,

30. Cité par Jackson Turner Main, « Government by the People : The American Revolution and the Democratization of the Legislatures », in Jack P. Greene (dir.), *The Reinterpretation of the American Revolution 1763-1789*, Greenwood Press, 1968, p. 323.

31. Gary Kates, *The French Revolution : Recent debates & New Controversies*, Routledge, 1998, p. 5.

32. Cité par Markell Morantz, « "Democracy" and... », *ibid.*, p. 89.

comme en témoignent ces commentaires de Benjamin Franklin, selon lequel, un tel esprit est « contraire à l'esprit de la démocratie » et révèle d'une « disposition chez certains de nos gens de débiter une aristocratie, en donnant aux riches une prédominance dans le gouvernement »³³. Enfin, en novembre 1776, les radicaux de Mecklenburg County, de Caroline du Nord, donnèrent l'instruction à leurs délégués élus pour rédiger la constitution que celle-ci devait être une « simple démocratie » et qu'ils devaient s'« opposer à tout ce qui tendrait vers l'aristocratie ou le pouvoir entre les mains des riches et des personnes en position d'autorité habitués à opprimer les pauvres »³⁴.

En France, c'est sans doute Babeuf qui incarna avec le plus de force la lutte démocratique des pauvres contre les riches aristocrates. Pour Babeuf, il y a en France un camp élitiste et un camp populaire qui désirent tous deux la république. Mais, alors que « l'un la désire bourgeoise et aristocratique, l'autre entend l'avoir faite et qu'elle demeure toute populaire et démocratique »³⁵. Dans *Le Tribun du peuple* (29 novembre 1795), rejetant une proposition qui invite les républicains à se liguer contre la monarchie, Babeuf en profite pour se distinguer – lui le démocrate – de ses pseudo-alliés républicains : « Vous ne paraîsez réunir autour de vous que des *républicains*, titre banal et fort équivoque : donc vous ne prêchez que la *république quelconque*. Nous, nous rassemblons tous les démocrates et les plébéiens, dénominations qui, sans doute, présentent un sens plus positif : nos dogmes sont la démocratie pu[re], l'égalité sans tâche et sans réserve »³⁶. Babeuf n'est toutefois pas seul à parler de guerre économique et à identifier les antidémocrates aux ennemis des classes défavorisées. Sylvain Maréchal,

33. Extrait de *On the Legislative Branch* (1789), cité par Bertlinde Laniel, *op. cit.*, p. 129-130.

34. Merrill Jensen, « Democracy and the American Revolution », in Esmond Wright (dir.), *Causes and Consequences of the American Revolution*, Quadrangle Books, 1966, p. 278.

35. Cité par Jens A. Christophersen, *The Meaning of « Democracy » : As Used in European Ideologies from the French to the Russian Revolution*, Universitetsforlaget Trykningscentral, 1968, p. 16.

36. *Ibidem*.

prenant le parti des pauvres, écrit en 1791 : « Le bourgeois n'est point démocrate [...] c'est donc aux bourgeois que nous avons à faire en ce moment ; eux seuls nous font ouvertement la guerre. [...] Ce sont les pauvres qui ont fait la révolution, mais ils ne l'ont pas faite à leur profit ; [...] ils sont à peu près ce qu'ils étaient avant le 14 juillet 1789 »³⁷.

De telles déclarations inquiétaient les patriotes plus conservateurs des deux côtés de l'Atlantique – qui parvinrent dans l'ensemble à contrôler, marginaliser et étouffer les tendances les plus égalitaires. Antidémocratie et antiégalitarisme étaient donc bien liés, faisant de l'impératif de représentation du peuple par l'élite patriotique le pendant de la défense de la propriété privée. Comme le dit Alexandre Hamilton dans le premier des *Federalist Papers* : l'adoption de la constitution fédérale offrirait des garanties supérieures « à la préservation [...] de la liberté et de la propriété »³⁸.

JUSTIFICATIONS PHILOSOPHIQUES

L'idéologie représentative sera enfin complétée par Benjamin Constant dans son célèbre et brillant discours *De la liberté des anciens comparée à la liberté des modernes*. Le système représentatif y est dépeint comme le seul respectant l'« esprit des modernes », c'est-à-dire une philosophie où l'individu moderne n'aurait comme perspective politique que le système représentatif. Selon Constant, les anciens concevaient la liberté comme la possibilité de participer aux décisions politiques. Les modernes, au contraire, se sentiraient libres lorsqu'ils pourraient se consacrer à leurs affaires privées... D'où l'intérêt pour les modernes du système représentatif, qui permet aux représentés de ne pas avoir à s'investir dans la sphère publique. Cette idée n'est pas nouvelle, qui avait déjà été exposée entre autres par Sieyès, pour lequel la grande majorité des Français n'ont pas « assez d'instruction, ni assez de loisir

37. Dans la *Révolution de Paris*, numéro 87, cité dans Patrick Kessel (dir.), *Les Gauchistes de 1789*, UGE, 1969, p. 257 et 61.

38. Cité par James Madison, *The Federalist...*, *op. cit.*, p. 90.

pour vouloir s'occuper directement des lois qui doivent gouverner la France » – ajoutant, non sans cynisme, que, « puisque c'est l'avis du grand nombre, les hommes éclairés doivent s'y soumettre comme les autres »³⁹.

Malgré ses qualités, Constant incarne bien ce délégué cynique et manipulateur qui dissimule son antidémocratismes derrière de belles paroles, cherchant à légitimer aux yeux des électeurs sa propre ambition politique. Sans vergogne, Constant présenta sa thèse en pleine campagne électorale alors qu'il était lui-même candidat : ses concitoyens doivent en effet rester chez eux pour lui permettre de les diriger en leur nom et à leur place. Bref, Constant a soif de cette liberté des Anciens car il veut gouverner, mais il refuse cette liberté à ses concitoyens.

La boucle est bouclée : 1. le représentant exprime ouvertement son mépris pour un peuple politiquement incompetent à discerner le bien commun ; 2. le représentant en déduit la nécessité pour la souveraineté populaire d'être représentée ; 3. il se désigne comme membre de l'élite éclairée qui saura discerner, défendre et promouvoir le bien commun ; 4. ainsi défini, le bien commun ne peut s'accommoder de l'esprit égalitaire et les revendications des pauvres doivent être jugulées ; 5. l'élite politique prend donc le parti de l'élite économique tout en expliquant aux citoyens qu'ils ne peuvent trouver leur bonheur que dans l'espace dépolitisé de la sphère privée.

Historiquement hérité du régime monarcho-féodal, le système représentatif moderne est philosophiquement légitimé par l'antidémocratismes de ceux qui l'ont instauré.

LANGAGE : L'ANTIDÉMOCRATISME DISSIMULÉ

L'antidémocratismes des pères fondateurs, quoiqu'aujourd'hui méconnu, avait l'avantage d'être ouvertement assumé. L'antidémocratismes

39. Emmanuel Sieyès, « Sur l'organisation du pouvoir législatif et la sanction royale », in *Les orateurs...*, *op. cit.*, p. 1025.

contemporain est plus insidieux, ayant pris la forme d'une propagande de la démocratie.

Conçu comme antidémocratique par ses fondateurs, le système représentatif dut attendre les années 1840 pour être étiqueté comme « démocratique » – sans qu'il y ait eu de changements institutionnels majeurs. Comment peut-il ne pas rester marqué par l'antidémocratie originelle ?

Aux États-Unis, le mot « démocratie » acquiert un sens positif quand apparaissent les grands partis politiques. En France ce renversement de sens correspond à l'octroi du suffrage universel aux hommes et la montée des pressions socialistes. Une telle « manipulation langagière » ne s'est pas faite seule, mais fut orchestrée par l'élite politique ; son but, jouer sur l'imaginaire pour asseoir la légitimité des représentants. Désigner les républiques comme démocratiques ne fut qu'une manœuvre pour faire croire que ce système répondait aux intérêts du peuple – du *demos*. Comme le révèlent les textes de l'époque, cette stratégie, que nous appellerions aujourd'hui du marketing politique, est clairement mise en place par l'élite politique. Ainsi, selon le *Boston Quarterly Review* (11 janvier 1839) « un parti qui ne serait pas perçu comme démocratique ne peut même pas devenir une minorité respectable ⁴⁰ ». Ainsi, l'ancêtre du parti Démocrate américain, d'abord officiellement connu sous le nom de parti Républicain, adopte en 1828 le nom de Democratic Republican pour ne devenir finalement parti Démocrate qu'en 1840. Mieux encore, son opposant conservateur adopte un discours pro-démocratique, aussitôt dénoncé par les « démocrates » : les conservateurs « prétendent être démocrates seulement parce qu'ils savent que le peuple est si attaché à ce mot qu'il ne votera pas pour un parti qui ne le porte pas » (avril 1840, *Quarterly Review* de Boston) ⁴¹.

Se réclamant de la « démocratie » – sans toutefois donner plus de pouvoir au *demos* –, les modernes n'ont pas seulement piégé le peuple qu'ils prétendaient servir, c'est la langue elle-même qu'ils ont trahie : comment désormais mettre à jour l'antidémocratie des discours,

40. Cité par Morkell Morantz, « "Democracy" and... », *op. cit.*, p. 244.

41. *Ibid.*, p. 246 et note 4.

des pratiques, des systèmes et des hommes politiques rangés sous l'étiquette de « démocrates » ? Le glissement de sens qu'a connu le mot « démocratie » constitue sans doute le principal coup de maître de la propagande politique moderne.

L'« AGORAPHOBIE » COMME CONCEPT POLITIQUE

Un nouveau concept politique pourrait nous permettre de penser ce qui ne semble pouvoir l'être : l'antidémocratie de notre démocratie moderne. Nous proposons un concept emprunté à la psychologie : l'agoraphobie – « peur injustifiée, parfois accompagnée de vertige, que certaines personnes éprouvent lorsqu'elles se trouvent dans des lieux publics et de grands espaces découverts. L'agoraphobique, affolé à l'idée de devoir traverser une place ou d'être mêlé à la foule, préfère les éviter ⁴²». L'*agora*, qui inspira le concept, est la place publique constituant le cœur politique et économique de la cité démocratique en Grèce antique, où se réunissaient les citoyens pour exercer directement leur pouvoir ⁴³.

Passant en politique, l'agoraphobie décrit cette méfiance à l'égard d'un peuple se gouvernant seul, sans que sa volonté ne soit filtrée par des représentants. Le philosophe ou l'acteur politique qui souffre d'agoraphobie politique craint la démocratie directe, ce « chaos », cette « tyrannie de la majorité ». Peur du peuple au pouvoir, l'agoraphobie politique est aussi un mépris des capacités politiques du peuple.

Un tel concept n'aurait pas été utile lors de l'instauration de nos gouvernements représentatifs, les politiciens de l'époque se déclarant alors ouvertement antidémocrates. Mais depuis, nommant « démocratie » un système politique fondé sur des bases antidémocratiques, les

42. Norbert Sillamy, *Dictionnaire de la psychologie*, Larousse, 1991, p. 11.

43. Il y aurait eu neuf cités démocratiques : Athènes, Segeste, Milet, Samos, Corcyre, Argos, Tégée, Thourioi, Syracuse (Blandine Kriegle, *Propos sur la démocratie : essais sur un idéal politique*, Descartes & cie, 1994, p. 115.) Si le cas de Carthage est sujet à débat, Rome n'aurait « pas été démocratique parce qu'elle ne l'a pas voulu » (Norbert Rouland, *Rome, démocratie impossible ?* Actes Sud, 1981.)

politiciens se disant « démocrates » ont piégé la pensée à la manière du « Big brother » de 1984. Ce coup de force piège la critique de l'agoraphobie de nos républiques. Il fait de la naissance des « démocraties » modernes une rupture avec un ordre ancien où le peuple ne détenait pas le pouvoir. Rien n'est moins faux : suivant l'esprit des fondateurs, le système représentatif n'est qu'une forme raffinée d'incarnation de cette agoraphobie qui a toujours caractérisé la pensée et l'action politique. Il y eut quelques rares expériences dénuées d'agoraphobie – comme Athènes ou les communes anarchistes –, mais notre système représentatif n'en fait pas partie.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI
Montréal (Québec), août 1999

Enseignant en sciences politiques à Montréal, Francis Dupuis-Déri est également essayiste, romancier et journaliste.

Élection, tirage au sort & démocratie À propos des *Principes du gouvernement représentatif*, de Bernard Manin

L'idée de démocratie représentative semble vouée à d'étranges balancements d'opinion. Universellement revendiquée comme condition d'émancipation politique et de modernité par les peuples encore sous le joug d'une oppression politique, elle a pu décevoir ses nouveaux adeptes par son inaptitude à les préserver des fureurs identitaires et des injustices sociales. Et dans les pays où elle a acquis, par tradition, valeur d'évidence, elle ne suscite, à présent, guère plus qu'un intérêt désabusé, comme si elle avait progressivement épuisé son potentiel d'espérances et de passions citoyennes. L'une des raisons de ces sentiments mêlés réside, sans doute, dans l'écart grandissant entre l'appareil fonctionnel du gouvernement représentatif et les valeurs de démocratie dont il se réclame. Le projet de Manin, précisément, est d'interroger ce type de gouvernement sur ses prétentions démocratiques.

TIRAGE AU SORT & DÉMOCRATIE
L'ÉGALITÉ PAR LE HASARD

Entre les systèmes perçus aujourd'hui comme « démocratiques » et ce que la philosophie politique, depuis la Grèce Antique, a désigné comme démocratie, il n'est pas seulement une différence de degré dans le caractère direct et directif de l'expression de la volonté du peuple, mais une différence de nature. Le modèle démocratique actuel consiste en un système représentatif assorti d'un certain nombre de libertés (liberté de presse, droits de l'homme, etc.), dont l'institution centrale est le suffrage universel. En ce sens, la démocratie se limite à garantir que les représentants qui ont à charge d'exercer le pouvoir tirent leur légitimité du consentement populaire. Mais c'est là, comme le soulignait déjà Rousseau, une vision finalement très restrictive du pouvoir populaire. Car la véritable démocratie n'est pas simplement l'égalité de liberté pour tous de choisir les gouvernants, mais encore l'égalité de liberté et l'égalité de probabilité de gouverner. C'est donc vers le dispositif de sélection des candidats que Manin nous invite à nous tourner pour repérer le degré de démocratie que l'on entend instaurer dans un système où la volonté est déléguée. Historiquement, on peut en repérer deux : le tirage au sort et l'élection. C'est la signification du triomphe moderne de l'élection que Manin se propose en premier lieu d'étudier.

Dans la démocratie athénienne, « le principe cardinal, écrit Manin, n'était pas que le peuple devait être à la fois gouverné et gouvernant mais que tout citoyen devait pouvoir occuper tour à tour l'une et l'autre position » (p. 44) ¹. Cette acception très concrète de la double implication citoyenne trouve sa traduction dans le tirage au sort des magistrats, seul à même d'assurer une rotation équitable sur des postes limités en nombre. En revanche, dans l'esprit des Grecs, l'élection ne saurait cadrer avec des idéaux démocratiques puisque élire c'est littéralement *désigner l'élite*. Du point de vue de la philosophie politique, l'élection est donc couramment associée aux principes oli-

1. Toutes les citations font référence à *Principes du gouvernement représentatif*, de Bernard Manin « Champs » Flammarion, 1996

garchiques de gouvernement. Dans la pratique, on réserve ce mode de sélection à des fonctions techniques et spécialisées pour lesquelles des compétences particulières sont requises. Il est clair que le tirage au sort atteste de l'attachement profond manifesté par la cité au principe d'égalité dans le rapport des citoyens aux responsabilités publiques. La préférence que lui manifeste le démocrate, par opposition à l'oligarchie élective, n'est pas sans relations non plus avec la conception grecque de la politique, qui n'est affaire ni de science ni de spécialiste.

Considéré sous le prisme déformant de nos sociétés technocratiques, s'en remettre au hasard plus qu'à l'opinion éclairée pour désigner les titulaires de magistratures peut passer pour une bizarrerie dangereuse. Mais c'est supposer que nos modes électoraux se présentent comme des concours de compétence. Ce qu'ils ne sont nullement. Castoriadis remarquait qu'en dépit de l'omniprésence des dossiers économiques que doit gérer le politique, 60 % des députés français déclaraient ne rien comprendre à l'économie. C'est ignorer, surtout, que contrairement à nos élus, les titulaires grecs devaient rendre des comptes durant leurs mandats. Manin, d'ailleurs, déplace subtilement le regard : « Il y aurait peut-être avantage de nous demander plutôt : comment pouvons-nous ne pas pratiquer le tirage au sort, nous qui nous proclamons démocrates ? »

Manin ne précise pas davantage cette problématique. Pourtant, la tolérance à l'égard de l'inégal accès au savoir, de même que le désintérêt manifesté par une large fraction de l'opinion aux affaires publiques, ne s'assureraient pas de la même manière dans un contexte où n'importe qui, de quelque extraction qu'il soit, pourrait être conduit à gérer l'intérêt de tous. Alors pourrait-on dire avec Thucydide « il faut choisir : se reposer ou être libre ».

L'OLIGARCHIE ÉLECTIVE OU LA DÉMOCRATIE SOCIALEMENT ÉPURÉE

En tout état de cause, ce ne fut pas la voie empruntée par les concepteurs des gouvernements représentatifs, lors de la mise en place du parlementarisme anglais ou lors des révolutions américaine et française. Dans chacun des cas, c'est le principe exclusif de l'élection qui fut

retenu. On ne saurait invoquer, pourtant, une méconnaissance du modèle grec ou de la pratique du tirage au sort. Montesquieu ou Rousseau dissocient encore nettement démocratie du sort et oligarchie élective ; et l'Américain Madison ou le Français Sieyès énoncent clairement que le régime représentatif qu'ils proposent est conçu de manière à se démarquer de la démocratie.

Deux explications semblent, alors, devoir être avancées. La première relève de la conception du pouvoir légitime : « La tradition médiévale comme l'école du droit naturel moderne convergeaient pour faire apparaître le consentement et la volonté des gouvernés comme la seule source de légitimité et de l'obligation politique » (p. 122) – or, de ce point de vue, le système de l'élection était supérieur au tirage au sort. La seconde est sociale : « Le gouvernement représentatif a été constitué avec la claire conscience que les représentants élus devaient être des citoyens distingués, socialement distincts de ceux qui les élixaient » (p. 125) – et, bien sûr, devrait-on ajouter, supérieurs.

Car, pour les nouvelles élites engagées dans la voie d'un type de régime électif radicalement nouveau, l'ambiguïté est évidente. D'un côté il s'agit d'affirmer face au despotisme la légitimité nouvelle que confère par les urnes la référence au peuple souverain. Mais de l'autre, il s'agit de prévenir l'ouverture d'une sorte de boîte de Pandore d'où pourraient surgir les appétits d'une populace turbulente ou l'expression d'une contestation radicale de l'ordre social. Cette nécessité d'« exclusion de la classe dangereuse » ne cessera de hanter l'esprit des réformateurs, dès lors que le système, comme le remarquait Tocqueville, est en mesure d'instaurer la « tyrannie de la majorité ».

Cette « épuration de la démocratie » s'accomplit, en Angleterre et dans la France révolutionnaire, grâce à un certain nombre de dispositifs, parmi lesquels la limitation d'éligibilité ou le système censitaire. Bien entendu, de très « libérales » raisons viennent en appui de ces restrictions : en Angleterre, on fait valoir qu'un élu pauvre serait trop facilement soumis à la corruption ; en France, femmes, domestiques ou indigents sont jugés trop dépendants pour fournir un choix politique autonome. Il n'y a guère qu'en Amérique où, du fait d'une méfiance sur les critères restrictifs, on décide de ne rien décider, laissant ainsi ouverte à tous la porte du corps électoral et de l'éligibilité.

L'exemple américain, à travers la controverse entre fédéralistes et antifédéralistes, apparaît d'ailleurs comme particulièrement instructif : si tous acceptent les principes de l'élection, les deux camps ne conçoivent pas la représentation indirecte de la même manière. Les antifédéralistes manifestent leur méfiance à l'égard des logiques propres à l'élection. « Le cours ordinaire des choses humaines, remarque Brutus, fera que l'aristocratie naturelle du pays sera élue. La richesse donne toujours de l'influence et celle-ci est démultipliée par un vaste réseau de relations familiales » (p. 149). Selon eux, la représentativité des représentants ne peut être fondée que sur la similitude entre gouvernants et gouvernés. « C'est tromper le peuple, ajoute Fédéral Farmer, que de dire aux gens qu'ils sont électeurs et peuvent choisir leurs législateurs s'ils ne peuvent pas, par la force des choses, choisir des individus parmi eux, et véritablement comme eux » (p. 150). Mais en regard de la pertinence de ces intuitions, leurs propositions paraissent avoir peu de portée : élargir le nombre de sièges à pourvoir afin d'offrir plus de possibilités électives au peuple et aux minorités.

Les fédéralistes, notamment Madison, objectaient que, en l'absence de toute contrainte pesant sur l'éligibilité ou le corps électoral, les citoyens les plus humbles conservaient toute latitude pour choisir les représentants dans telle ou telle catégorie sociale. Loin de contester les tendances élitistes de l'élection, ils affirment ainsi la supériorité, pour le bien public, de ce « gouvernement des meilleurs » sur la démocratie. Avec des accents qu'un Mandeville n'aurait pas reniés, Hamilton n'hésitera pas à dire, en ce sens, que si les vices sont partagés entre riches et pauvres, ceux des riches « sont probablement plus favorables à la prospérité de l'État que ceux des indigents, et ils participent moins de la dépravation morale » (p. 157).

Pour Manin, ce débat est fondamental car il révèle une orientation élitiste délibérée, qui ne s'est jamais plus démentie en dépit de la généralisation du suffrage universel. Il déplore que celle-ci ait rapidement éludé la vraie question posée par les antifédéralistes : « L'idée de ressemblance entre la base et le sommet est sans doute la façon la plus mobilisatrice de réconcilier division du travail et démocratie » (p. 169).

UNE THÉORIE PURE DE L'INÉGALITÉ ÉLECTORALE

Sur cette base, Manin entend surtout démontrer que le principe de similarité non seulement n'a pas été réalisé par les gouvernements représentatifs, mais ne pouvait l'être en raison même du caractère ambigu de l'élection. Pour Carl Schmitt, c'est l'absence de mandat impératif ou de contrôle du peuple qui dévoient l'élection du régime démocratique vers un système aristocratique. Pour Manin, toutefois, c'est l'élection même qui est en cause dans son caractère intrinsèquement et irréductiblement oligarchique. S'en prenant à la nature de l'élection, il entend fonder ses critiques sur ce qu'il appelle une « théorie pure de l'élection », autrement dit une analyse « abstraite », « déductive », fondée sur des hypothèses « aussi simples, peu nombreuses et peu sujettes à caution que possible ». Les effets inégalitaires de la procédure électorale se fondent sur quatre facteurs explicatifs :

— une élection est une préférence de personne qui peut se porter sur une allure générale ou une couleur de peau, elle n'offre pas le cadre *a priori* égalitaire et rigoureux d'un concours ;

— pour être désigné, il faut être distingué. Le citoyen, qui ne se considère pas comme tel selon les normes implicitement observées, ne se présente pas ;

— l'information nécessairement limitée des électeurs sur la qualité des candidats polarise son attention sur les candidats crédibles. La notabilité joue un rôle clé ;

— les coûts de diffusion de l'information lors des campagnes électorales confèrent un caractère déterminant au privilège de fortune.

Que l'on puisse atténuer le dernier facteur par un dispositif réglementaire sur le financement politique ne change pas grand-chose à l'affaire : « L'élection ne peut, par sa nature même aboutir à la sélection de représentants semblables à leurs électeurs » (p. 192). Est-elle encore compatible, s'interroge Manin, avec les fondements du droit moderne, qui reconnaît l'existence d'inégalités mais pas la légitimité de gouverner en leurs noms hors du libre consentement de ceux sur qui s'exerce le pouvoir ? Si le jeu électoral et les principes socio-économiques de distinction limitent le choix à certaines catégories de population, où est le principe de libre consentement ? La réponse à cette

question repose sans nul doute sur la notion même de liberté. Dans un sens limitatif, celle-ci est respectée à travers des préférences finalement révélées. Elle ne tient plus si l'on intègre le conditionnement social de ces préférences. La seule liberté consisterait alors face à des choix tronqués à ne pas choisir, à voter blanc ou à s'abstenir. Une piste que Manin curieusement n'explore pas.

Doit-on réduire l'élection à un pur mode aristocratique ? Manin s'y refuse et insiste au contraire sur le caractère étonnamment ambigu de l'élection : égalitaire dans le vote et inégalitaire dans l'accès au pouvoir, aristocratique et démocratique tout à la fois. La capacité de l'élection à concilier les attentes diverses ou contradictoires des élites et des citoyens ordinaires, à offrir une possibilité à l'expression d'autres forces politiques et à définir un cadre légitime d'arbitrage pacifique des différends entre factions, constituent autant de clés de compréhension de son étonnante stabilité. Sans doute, d'ailleurs, pourrait-on y ajouter des avantages de nature psychosociologique qui relèvent de la théorie de « la soumission librement consentie ». Car contrairement au sort, une fois impliqué dans un acte qui lui coûte peu (voter), l'individu se sent engagé de diverses manières dans le résultat de son vote aussi bien en terme de fidélité à son représentant qu'en terme de loyauté au système politique qui a permis son élection.

LES PRINCIPES DU GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF

Le système de gouvernement représentatif, tel qu'il s'est développé en Occident depuis deux siècles, repose sur un certain nombre de grands principes stables dont les modalités évolutives ont néanmoins transformé la physionomie politique au fil du temps :

- les gouvernements sont désignés par élection à intervalles réguliers ;
- ils conservent dans leurs décisions une certaine indépendance vis-à-vis de la volonté des électeurs ;
- les gouvernés peuvent exprimer leurs opinions et leurs volontés politiques sans qu'elles soient soumises au contrôle des gouvernants ;
- les décisions publiques sont soumises à l'épreuve de la discussion.

C'est à travers ces catégories et leurs contenus spécifiques que Manin analyse les métamorphoses du gouvernement représentatif dans la succession de trois régimes distincts. Au parlementarisme des origines, associé au règne du notable et à l'indépendance forte des représentants, aurait succédé le règne du militant et de l'homme d'appareil de la démocratie de parti. Dans ce régime, la discussion délibérative se déplace du parlement aux instances du parti et l'opinion publique s'exprime et construit ses représentations politiques à travers une presse partisane. Selon Manin, c'est ce type de modèle plus que le système de gouvernement représentatif qui serait engagé dans une redoutable crise de mutation.

En effet, une configuration politique nouvelle est apparue, que Manin désigne sous le terme de « démocratie du public ». Le concept de « public » a ici le même sens que lorsqu'on parle du public pluriel et versatile appréciant ou non un spectacle théâtral. À l'instar de l'acteur, l'homme politique se doit de séduire un électorat flottant et informé. Les individus dont il se compose se montrent soucieux de former leurs propres convictions et d'exprimer leurs choix à l'écart des partis sur la base des matériaux informatifs proposés par des médias à prétention neutre. Ces médias ont tendance à capter la discussion en s'imposant comme nouveau forum de délibération. On débouche alors sur le règne de « l'expert en communication ». Le parti s'efface au profit de la personnalisation des candidats et l'affrontement des idées cède la place à un jeu subtil de différenciation d'image.

Manin s'inquiète à juste titre du recul démocratique que recèle ce type de modèle : « La démocratie – depuis ses origines – s'est assurément étendue, mais il est au mieux incertain qu'elle se soit approfondie » (p. 301). Le citoyen peut-il s'estimer représenté dès lors qu'il ne peut plus se positionner sur un programme minimum engageant le candidat ? En outre, si l'on pouvait voir comme un progrès de l'identité entre gouvernants et gouvernés la substitution des militants aux notables, un recul est désormais perceptible dans la distance qui s'instaure entre les nouvelles élites politico-médiatiques et les électeurs. C'est précisément dans cet écart, plus que dans la substitution d'un type d'élite à un autre, que Manin situe l'impression de crise aujourd'hui prévalante.

L'approche de Manin est indiscutablement stimulante au plan de la réflexion sur les impasses de la représentation, mais en comparaison de l'effort d'analyse et de clarification subtile, ce diagnostic de la crise actuelle est quelque peu décevant. Désaffection des urnes, désenchantement quant à la signification du débat politique, connotation péjorative de l'épithète même de politique : autant de symptômes dont l'interprétation ne peut se limiter à la mesure de la distance entre le citoyen et ses représentants. La profondeur de la crise ne peut être séparée des mutations elles aussi profondes que traversent les sociétés de cette fin de siècle. Or, de ce point de vue, le cadre épistémologique ambitieux que s'est proposé Manin (conduire une théorie pure, préciser les « principes » de la représentation) dévoile néanmoins ses limites. Ce qu'il gagne en rigueur « formelle », il le perd en pertinence et en éclairage explicatif. Trois options méthodologiques peuvent sembler fragiles : l'isolement de l'objet, destiné à la recherche des seules structures internes ; la statique comparative dans l'approche des régimes successifs ; et la concession à une sorte d'individualisme de méthode.

QUELLE CRISE DE LA DÉMOCRATIE ?

La question n'est pas seulement de démontrer le caractère nécessairement inégalitaire de l'élection mais de savoir jusqu'à quel degré un système de désignation des représentants pourrait être égalitaire tout en restant compatible avec une société dont le fonctionnement est structuré par l'inégalité. La sphère politique ne se laisse donc pas dissocier des structures sociales et du contexte historique. Il est troublant qu'on ne trouve rien chez Manin sur l'influence de l'individualisme de la société marchande ou de la mondialisation sur le rapport du citoyen à la représentation de la communauté politique. Le sentiment de crise n'est-il pas présent là encore lorsque l'individu ne perçoit plus l'État comme instance exclusive et suprême de gouvernance ?

L'approche de Manin nous permet de spécifier des modes successifs de gouvernements représentatifs mais non la logique de leur évolution et de leur transition qui suppose un recours à l'histoire. L'exten-

sion du suffrage universel, par exemple, ne relève pas uniquement d'une aspiration du peuple à participer à la vie politique. Face aux crises sociales récurrentes du capitalisme naissant, il fallait bien substituer, comme l'a montré Marx, l'égalité compensatrice d'une démocratie politique illusoire à l'impossible concession d'une démocratie sociale. C'est dans ce contexte social et politique nouveau que se construisent les systèmes de mobilisation des partis.

Une autre limite de l'analyse est sa référence quasi exclusive à l'entité individuelle que constitue le citoyen. C'est à ce niveau que Manin appréhende l'inégalité élective. Remarquons toutefois que ce ne sont pas toujours – ni seulement – des individualités (référendum, système proportionnel) qui sont portées au pouvoir, mais aussi des forces politiques et des « représentations » au sens idéal du terme. Si bien que l'inégale représentation qui limite la démocratie est celle des idées, des positions partagées par des groupes qui, malgré leur nombre, ne peuvent participer au débat politique. La distance des citoyens aux élites médiatiques est un aspect du problème, mais pas le seul : peut-on insister, à l'instar de Manin, sur la neutralité affichée des médias à l'égard des formations politiques sans souligner leur concentration sous la houlette de puissants groupes économiques et financiers, sans analyser leur rôle actif dans l'évolution vers la politique spectacle, sans mettre en critique la « violence symbolique » de la « pensée unique » qu'ils reproduisent en assumant leur rôle de « nouveaux chiens de garde » ?

Finalement, le fond du problème reste de savoir si l'instauration d'une souveraineté et d'une citoyenneté authentiquement démocratiques doit passer par la voie exclusive d'un système idéal de représentation. Celle-ci, on le pressent, aboutit à la recherche d'un principe de stricte similitude entre des représentants et des groupes appariés de manière pertinente. Dans la pratique, la démarche ne serait pas sans risque puisqu'elle reviendrait, au mieux, à instituer le corporatisme comme unité de base de la démocratie ; au pire, à conforter la construction de micro souverainetés où l'identitaire prend le pas sur l'universalisme du citoyen. Devrait-on alors céder aux équivoques de l'approche communautarienne de C. Taylor qui, pensant garantir la dignité et le dialogue des cultures, sacrifie le projet d'un espace authentiquement public de délibération ?

L'autre voie possible consiste précisément à reconstruire cet espace de communication et d'action citoyenne. Habermas propose une réhabilitation de la politique à partir d'une théorie de la délibération dépassant l'opposition libérale État / société civile marchande. L'intégration démocratique et républicaine se joue, selon lui, dans une troisième dimension, celle d'un espace public à vocation communicationnelle et solidaire, sur lequel le citoyen pourrait s'affirmer face aux deux autres puissances de l'argent et du pouvoir administratif. Cependant, cette démocratie délibérative demeure-t-elle crédible si elle n'a pas pour mission d'investir également les deux autres sphères où se joue le projet civilisationnel ? Ne doit-on pas penser que la démocratie à venir devra se juger moins en nombre de votants qu'en nombre d'instances de tous ordres, politiques ou non, où l'expression et le pouvoir du citoyen pourront se manifester ?

ALAIN ARNAUD

Chercheur au Centre de sociologie européenne du Collège de France, Loïc Wacquant et également professeur à l'Université de Californie, Berkeley.

Ce texte est extrait pour partie du livre *Les Prisons de la misère*, qui vient de paraître aux Éditions Raisons d'agir, Paris, 1999.

Nos remerciements à l'auteur et à l'éditeur pour nous en avoir permis la reproduction.

La mondialisation de la « tolérance zéro »

DÉPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 1980, un réseau de *think tanks* néo-conservateurs basés principalement sur la côte est des États-Unis mène une offensive concertée visant à saper la légitimité de l'État-providence et à lui substituer, dans les régions inférieures de l'espace social, un État-pénitence capable de « dresser » les fractions de la classe ouvrière rétives à la nouvelle discipline du salariat précaire et sous-payé, et de neutraliser ceux d'entre leurs membres qui s'avèrent par trop disruptifs. C'est ainsi qu'après avoir mené campagne en faveur du démantèlement des programmes d'aide aux familles démunies (*welfare*) entamé par Ronald Reagan et parachevé par Bill Clinton, le Manhattan Institute – centre névralgique, avec l'American Enterprise Institute et le Cato Institute, de la guerre intellectuelle à l'État social – s'est employé à populariser une série de mesures policières et judiciaires qui, en instaurant une véritable « chasse aux pauvres » dans la rue, reviennent à *pénaliser la précarité* résultant justement de la démission organisée de l'État sur le front économique et social.

Parmi les notions et les dispositifs que ces intellectuels-mercenaires ont activement propagés parmi les journalistes, chercheurs et dirigeants du pays : la soi-disant « théorie de la vitre cassée », opportunément exhumée du cimetière criminologique où elle gisait depuis quinze ans, selon laquelle la lutte contre la grande violence criminelle nécessite une répression sévère et tatillonne de la petite délinquance et des comportements incivils qui en seraient les signes avant-coureurs ; l'impératif de « qualité de la vie », prétexte à une politique de nettoyage de classe des espaces publics dans les villes ; et le slogan « la prison marche », bien fait pour justifier l'expansion exponentielle et indéfinie du système pénitentiaire dans lequel sont désormais entreposés les indésirables – la population carcérale des États-Unis a quadruplé en vingt ans pour frôler les deux millions alors même que la criminalité stagnait puis reculait durant cette période. Ces mesures ayant été adoptées par son nouveau maire, Rudolph Giuliani, grand partisan du remplacement de l'aide sociale par le travail forcé (*workfare*), la ville de New York est devenue le laboratoire où s'invente un nouveau gouvernement de la misère qui marie la « main invisible » du marché du travail déqualifié et dérégulé au « poing de fer » d'un appareil policier et pénitentiaire omniprésent, intrusif et hypertrophique ¹. De New York, ces notions et ces dispositifs se sont diffusés à travers les États-Unis avant d'être importés par un nombre sans cesse croissant de pays d'Europe et d'Amérique latine dont les gouvernements se révèlent avides d'engranger les profits électoraux promis par l'éventuel succès de la « lutte contre l'insécurité ».

1. Sur cette transition de la gestion assistentielle à la gestion policière et carcérale de la pauvreté dans une société dominée par l'idéologie du marché qui se pense en outre comme une « société d'abondance », voir Loïc Wacquant, « De l'État charitable à l'État pénal : notes sur le traitement politique de la misère en Amérique », *Regards sociologiques* (Strasbourg, 11, 1996, p. 30-38) ; et *Actes de la recherche en sciences sociales* consacré au thème « De l'État social à l'État pénal » (n° 124, 1998).

« À NEW YORK, NOUS SAVONS OÙ EST L'ENNEMI »

« À New York, nous savons où est l'ennemi », déclarait William Bratton, le nouveau Chef de la police de New York, lors d'une conférence prononcée en 1996 à la Fondation Heritage, l'une des « boîtes à idées » de la nouvelle droite alliée au Manhattan Institute. En l'occurrence : les « *squeegee men* », ces sans-abri qui accostent les automobilistes aux feux pour leur proposer de laver leur pare-brise contre menue monnaie (Giuliani avait fait d'eux le symbole honni du déclin social et moral de la ville lors de sa campagne électorale victorieuse de 1993, et la presse populaire les assimile ouvertement à de la vermine : « *squeegee pests* »), les petits revendeurs de drogue, les prostituées, les mendiants, les vagabonds et les graffiteurs ². Bref, le sous-prolétariat qui fait tâche et menace. C'est lui que cible en priorité la politique de « tolérance zéro » dont l'objectif affiché est de rétablir la « qualité de la vie » des New-Yorkais qui savent, eux, se comporter en public, c'est-à-dire des classes moyennes et supérieures, celles qui votent encore.

Comme son nom l'indique, cette politique consiste à appliquer la loi au pied de la lettre, avec une intransigeance sans faille, en réprimant toutes les infractions mineures commises sur la voie publique de sorte à restaurer le sentiment d'ordre et à forcer les membres des classes inférieures à « moraliser » leurs comportements. Pour lutter pied à pied contre tous les petits désordres quotidiens que ces derniers causent dans la rue – trafics, tapage, menaces, déjections, ébriété, errance –, la police de New York utilise un système statistique informatisé (COMPSTAT, abréviation qui veut tout bêtement dire *computer statistics*) qui permet à chaque commissaire et à chaque patrouille de distribuer ses activités en fonction d'une information précise, constamment

2. William Bratton, « Cutting Crime and Restoring Order : What America Can Learn from New York's Finest », *Heritage Lecture n. 573*, Washington, Heritage Foundation, 1996 ; « The New York City Police Department's Civil Enforcement of Quality of Life Crimes », *Journal of Law and Policy*, 12, 1995, p. 447-464 ; également « "Squeegees" Rank High on Next Police Commissioner's Priority List », *The New York Times*, 4 décembre 1993.

actualisée et géographiquement localisée sur les incidents et les plaintes dans son secteur. Chaque semaine, les commissaires de quartier se réunissent au QG central de la police new-yorkaise pour une séance rituelle d'évaluation collective des résultats de leur secteur et faire honte à ceux d'entre eux qui n'affichent pas la baisse escomptée du chiffre de la criminalité³.

Mais la véritable innovation de William Bratton ne tient pas à la stratégie policière qu'il choisit, en l'occurrence une variante de la « police intensive » – qui cible des groupes plutôt que des délinquants isolés, multiplie les armes et dispositifs spécialisés et s'appuie sur l'usage systématique de l'informatique en temps réel – par opposition à la « police communautaire » et à la « police par résolution de problème »⁴. Elle consiste d'abord à bousculer et à bouleverser la bureaucratie sclérosée et poltronne dont il hérite par l'application des dernières « théories » du management sur le « *re-engineering* » de l'entreprise (associées aux noms de Michael Hammer et James Champy) et de la « gestion par objectif » à la Peter Drucker. D'entrée, Bratton « aplatit » l'organigramme policier et licencie en masse ses officiers de haut rang : c'est ainsi que les trois-quarts des commissaires de quartier sont remerciés, si bien que leur âge moyen chute de soixante-et-quelques années à la quarantaine. Il transforme les commissariats en « centres de profit », le « profit » en question étant la réduction statistique du crime enregistré. Et il fonde tous les critères d'évaluation des services en fonction de cette mesure. Bref, il dirige l'administration policière comme un industriel une entreprise jugée sous-performante par ses actionnaires : « Je suis prêt à comparer mon staff de direction à celui de n'importe quelle entreprise de la liste *Fortune 500* », déclare

3. William Bratton et William Andrews, « What We've Learned About Policing », *City Journal*, 9-2, été 1999, p. 14-27 – magazine de propagande publié par le Manhattan Institute.

4. Pour une présentation critique de ces trois modèles de « réforme de la police » récemment en compétition aux États-Unis, et de leur récupération commune « par la tradition policière la plus répressive », voir Jean-Paul Brodeur, « La police en Amérique du Nord : des modèles aux effets de mode ? », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 28-2, printemps 1997, p. 182.

avec fierté le nouveau « PDG du NYDP », qui examine religieusement l'évolution quotidienne des statistiques criminelles : « Imaginez-vous un banquier qui ne scruterait pas ses comptes tous les jours? »⁵

Le deuxième atout de Bratton, qui serait lui aussi difficile à reproduire dans le contexte européen, est l'extraordinaire expansion des ressources consacrées par New York au maintien de l'ordre, puisque, en cinq ans, la ville a augmenté son budget de police de 40 % pour atteindre 2,6 milliards de dollars (soit, par exemple, quatre fois plus que les crédits des hôpitaux publics) et embauché une véritable armada de 12 000 policiers pour un effectif total de plus de 47 000 employés en 1999, dont 38 600 agents en uniformes (voir Tableau 1).

	1985	1990	1995	1999
<i>Personnels en civil</i>	6,255	9,563	9,352	8,638
<i>Personnels en uniforme</i>	26,073	26,844	37,450	38,621

Tableau 1. Croissance des effectifs policiers à New York

Source : Rapports annuels du Bureau de la police de New York City

Par comparaison, dans l'intervalle, les services sociaux de la ville ont vu leurs crédits amputés d'un tiers et ont perdu 8 000 postes pour se retrouver avec seulement 13 400 employés⁶.

En embrassant la doctrine de la « tolérance zéro », Bratton tourne le dos à la « police communautaire » (dérivé américain de la « police de proximité » britannique) à laquelle il devait son succès comme chef de la police de Boston. La conversion n'est guère probante, si l'on compare les résultats de New York avec ceux de San Diego, autre grande ville qui applique le *community policing* : entre 1993 et 1996, la métropole californienne affiche une baisse de la criminalité *identique* à celle de

5. « NYDP, Inc. », *The Economist*, 7925, 20 juillet 1995, p. 50 ; et « The C.E.O. Cop », *New Yorker Magazine*, 70, 6 février 1995, p. 45-54.

6. *Citizen's Budget Commission*, New York, rapport annuel, octobre 1998.

New York mais au prix d'un accroissement des effectifs policiers de seulement 6 %. Le nombre d'arrestations effectuées par les forces de l'ordre diminue de 15 % en trois ans à San Diego alors qu'il augmente de 24 % à New York pour atteindre le chiffre faramineux de 314 292 personnes arrêtées en 1996 (l'effectif des interpellés pour infractions mineures à la législation sur les stupéfiants double à lui seul pour dépasser 54 000, soit plus de mille personne par semaine). Enfin, le volume des plaintes contre la police fléchit de 10 % sur les rives du Pacifique alors qu'il s'enfle de 60 % dans la ville de Giuliani ⁷.

« RECONQUÉRIR LA VILLE » OU,
LA DIFFUSION PLANÉTAIRE DE LA « MODE GIULIANI »

De New York, la doctrine de la « tolérance zéro », instrument de légitimation de la gestion policière et judiciaire de la pauvreté qui dérange – celle qui se voit, celle qui cause des incidents et des désagréments dans l'espace public et donc nourrit un sentiment diffus d'insécurité, voire simplement de gêne tenace et d'incongruité –, va se propager à travers le globe à une vitesse foudroyante. Et avec elle la rhétorique militaire de la « guerre » au crime et de la « reconquête » de l'espace public, qui assimile les délinquants (réels ou imaginaires), sans abris, mendiants et autres marginaux à des *envahisseurs étrangers* – ce qui facilite l'amalgame avec l'immigration, toujours payant électoralement dans les pays balayés par de forts courants xénophobes –, autrement dit à des éléments allogènes qu'il est impératif de purger du corps social.

Auréolé du lustre de la « réussite » de New York (abusivement présentée comme la métropole-leader de la criminalité devenue subitement tête de file des « villes sûres » aux États-Unis, alors qu'elle n'a jamais été statistiquement ni l'une ni l'autre ⁸), ce thème donne aux

7. Judith A. Greene, « Zero Tolerance : A Case Study of Police Policies and Practices in New York City », *Crime and Delinquency*, 45-2, avril 1999, p. 171-187.

8. En 1993, l'année où Giuliani devient maire, New York se classait déjà à la

politiciens du cru l'occasion de s'accrocher au dernier wagon de la « modernité » étatsunienne et, de là, effectuer une pirouette rhétorique paradoxale qui leur permet tout à la fois de réaffirmer à peu de frais la détermination de l'État à sévir face aux « désordres » et de décharger ce même État de ses responsabilités dans la genèse *sociale et économique* de l'insécurité pour en appeler à la responsabilité *individuelle* des habitants des zones « inciviles », à qui il incomberait désormais d'exercer eux-mêmes un contrôle social rapproché, comme l'exprime cette déclaration, à cent autres pareilles, de Henry McLeish, ministre de l'Intérieur écossais (et néotravailleur), parue sous le titre « La tolérance zéro va nettoyer nos rues » : « Je demande aux Écossais de marcher la tête haute. Nous sommes en guerre et il va falloir livrer bataille après bataille. Les gens doivent reconquérir la rue. Nous sommes bien trop tolérants des services publics et des comportements de seconde zone dans nos communautés. Le vandalisme insensé, les graffitis et les débris défigurent nos cités. Le message est que, désormais, ce type de comportement ne sera plus toléré. Les gens ont le droit d'avoir un chez-soi décent et de vivre dans une communauté décente. Mais trop de gens n'exercent pas leurs responsabilités ⁹ ».

L'expérience de Giuliani fait des émules empressés sur tous les continents. En août 1998, le Président du Mexique lance une « Croisade nationale contre le crime » au moyen d'une batterie de mesures présentées (ainsi qu'il est d'usage presque partout) comme « les plus ambitieuses de l'histoire du pays ». Avec comme objectif affiché d'« imiter les programmes comme la “tolérance zéro” à New York City ». En septembre 1998, c'est au tour du ministre de la Justice et de

87^e place sur 189 villes répertoriées (par ordre décroissant) sur l'échelle de la criminalité du FBI. Elle se situe aujourd'hui autour de la 140^e place.

9 « Zero Tolerance will Clean up our Streets », *Scottish Daily Record & Sunday Mail*, 10 février 1999. Sur ce thème de la « responsabilisation » des citoyens et des « communautés » (géographiques ou ethniques) dans la lutte contre le crime, lire David Garland, « Les contradictions de la société punitive: le cas britannique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 124, septembre 1998, notamment pp. 56-59, et A. Crawford, *The Local Governance of Crime: Appeals to Community and Partnership*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

la Sécurité de Buenos Aires, León Arslanian, d'indiquer que cette province de l'Argentine appliquera elle aussi « la doctrine élaborée par Giuliani ». Il révèle dans la foulée qu'un complexe de hangars industriels à l'abandon en bordure de la ville sera converti en « *galpones penitenciarios* » (centres de détention) pour créer les places de prisons requises. En janvier 1999, suite à la visite de deux hauts responsables de la police de New York, le nouveau gouverneur de l'État de Brasília, Joaquim Roriz, annonce l'application de la « *tolerância zero* » grâce à l'embauche immédiate de 800 policiers civils et militaires supplémentaires en réponse à une vague de crimes de sang comme la capitale brésilienne en connaît périodiquement. Aux critiques de cette politique qui font remarquer qu'elle va se traduire par une subite augmentation de la population incarcérée de 30 % alors que le système pénitentiaire de l'État est déjà au bord de l'explosion, le gouverneur rétorque qu'il suffira alors de construire de nouvelles prisons.

De l'autre côté de l'Atlantique, début décembre 1998, alors que le gouvernement Jospin s'apprête à négocier au grand jour le virage répressif qu'il prépare depuis des mois, l'américanologue Sophie Body-Gendrot – commentatrice patentée des questions de « violences urbaines » et coauteur(e) d'un rapport sur le sujet, remis quelques mois auparavant au ministre de l'Intérieur, qui reprend et amplifie tous les poncifs journalistiques sur la question – aplanit le terrain en recommandant sur France-Inter, lors de l'émission « Le téléphone sonne », la mise en œuvre d'une « tolérance zéro à la française » – sans que nul ne puisse dire à quoi tiendrait une telle francité. Le mois suivant, sur l'autre rive du Rhin, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) mène campagne tambour battant sur le thème de la « *Null Toleranz* » dans la région de Francfort, tout en faisant signer une pétition contre la double nationalité, afin de ne pas risquer de se laisser déborder par Gerhard Schröder et ses déclarations ouvertement xénophobes sur le crime et l'immigration ¹⁰. Depuis la tournée triomphale de William

10. « Les Polonais sont particulièrement actifs dans le vol organisé de voitures ; la prostitution est dominée par la mafia russe, les criminels de la drogue viennent le plus souvent du sud-est de l'Europe ou d'Afrique noire... Nous ne devrions plus être aussi timorés envers les criminels étrangers que

Bratton l'automne précédent – l'ancien chef de la police new-yorkaise a été reçu par les plus hauts dignitaires de la ville comme un messie –, la doctrine new-yorkaise est vantée comme le remède passe-partout et d'application simple à tous les maux de la société : criminalité, « parasitisme social » et... revendication des résidents étrangers (principalement turcs) à la nationalité allemande, hâtivement assimilée à la présence indésirable d'immigrés clandestins (« *Null Toleranz für straffällige Ausländer* »).

En Italie, la « *mode repressive* » griffée Giuliani, comme l'appellent les observateurs transalpins, fait rage dès 1997. Le traitement policier de la misère de rue fascine un large éventail d'élus, de droite comme de gauche, soit dans sa forme originale, soit dans la retraduction édulcorée et « européenne » qu'en offrent Tony Blair et Jack Straw en Angleterre. Ainsi, quand, début 1999, une série de meurtres au cœur de Milan relance la panique médiatique autour de la « criminalité des immigrés », le maire de la capitale lombarde et son premier adjoint s'envolent toutes affaires cessantes pour New York tandis que le gouvernement de Massimo D'Alema adopte une série de mesure répressives inspirée de la législation britannique récente – criminalisation de délits, pouvoirs accrus à la police, limogeage du directeur de l'administration pénitentiaire connu pour ses positions favorables aux droits des détenus et aux politiques de réinsertion. Le maire de Naples, Antonio Bassolino, reprend lui à son compte la « *tolleranza zero* » pour l'appliquer non seulement à la petite et moyenne délinquance mais aussi aux chauffards sur la voie publique. Comme à New York où, depuis l'hiver 1998, la conduite en état d'ivresse est sanctionnée

nous attrapons. Pour celui qui viole notre droit de l'hospitalité, il n'y a qu'une solution : dehors et vite. » Propos de campagne tenus par Gerhard Schröder en juillet 1997 et rapportés par *Le Monde* du 28 janvier 1999. Le cas de l'Allemagne est intéressant car il illustre un processus commun aux divers pays du continent européen : elle importe les théories et les politiques sécuritaires *made in USA* à la fois directement des États-Unis (voir la tournée allemande de William Bratton en 1998) et par l'intermédiaire des autres « comptoirs » de l'idéologie pénale étatsunienne (voir l'émulation envieuse de l'Angleterre de Tony Blair et l'intérêt marqué, bien qu'ambivalent, pour le Milan de Gabriele Albertini).

par la confiscation immédiate et automatique du véhicule par les forces de l'ordre lors de l'arrestation.

En février 1999, la ville de Cape Town lance une vaste opération de « tolérance zéro » visant à contenir une vague de violences à caractère prototerroriste prétendument entretenues par des groupes islamistes radicaux opposés à la corruption gouvernementale. (En août 1996, William Bratton s'était rendu à Johannesburg pour une « consultation » avec le chef de la police locale, George Fivaz, lors d'une visite généreusement couverte par les médias locaux et américains, mais qui n'avait pas abouti.) La copie sud-africaine fait pâlir l'original new-yorkais : barrages et contrôles de police entre quartiers, raids de commandos-choc armés jusqu'aux dents dans les zones pauvres comme Cape Flats et omniprésence des forces de l'ordre dans les rues autour de Water Front, l'enclave riche et touristique du centre-ville. En mars, à l'autre bout du globe, le ministre de la Police de Nouvelle-Zélande rentre d'une mission officielle à New York pour déclarer avec fierté à ses concitoyens que la police de son pays n'a, tout bien considéré, rien à envier à celle de la « Grosse pomme » car « la Nouvelle-Zélande n'a jamais eu une police corrompue » et elle « applique la tolérance zéro depuis l'origine ». Sa proposition d'importer des États-Unis la « responsabilisation décentralisée » et la fixation d'objectifs chiffrés aux chefs de brigade ainsi que le redéploiement des forces de police dans les zones à haute criminalité recueille derechef l'approbation des principaux leaders politiques.

Pendant ce temps, le chef de la police de Cleveland, pionnier de la « tolérance zéro » en Angleterre, intervient en Autriche devant la *Polizeiführungsakademie* (l'Académie nationale de police) pour vanter les mérites de cette importation américaine au nom du ministre de l'Intérieur britannique Jack Straw. La semaine suivante, un symposium national se tient sur cette même politique à Canberra sous l'égide de l'Australian Criminological Institute. En juin 1999, après que William Bratton soit venu en personne sermonner la Commission sur le Crime de l'Ontario, c'est au tour du maire de Toronto, Mel Lastman, d'annoncer avec fracas la mise en œuvre prochaine du « plus grand *crackdown* contre le crime que la ville ait jamais vu », au motif que la trajectoire criminelle de la métropole canadienne suivrait celle

de New York, bien qu'avec deux décennies de retard, et que, en tout état de cause, policer efficacement une grande ville relève partout et toujours des mêmes principes, ainsi que l'enseignent les « *international crime consultants* » issus de la police new-yorkaise qui sillonnent la planète ou pontifient lors de séminaires de formation policière offerts à leurs collègues américains ou étrangers à Manhattan. On pourrait multiplier à l'envi les exemples de pays où les recettes du couple Bratton-Giuliani sont en cours d'examen, de programmation ou d'application.

Du domaine policier et pénal, la notion de « tolérance zéro » s'est diffusée selon un processus métastatique pour désigner tour à tour, et en vrac, l'application stricte de la discipline parentale au sein des familles, l'expulsion automatique des lycéens ayant apporté une arme dans leur établissement, la suspension des sportifs professionnels coupables de violences hors des stades, le contrôle tatillon de la contrebande de drogue dans les prisons, mais aussi le refus sans faille des stéréotypes racistes, la sanction sévère des comportements discourtois des passagers d'avion et l'intransigeance vis-à-vis des enfants qui ne portent pas leur ceinture de sécurité à l'arrière des voitures, du stationnement en double file le long des boulevards commerçants et des détritrus dans les parcs et les jardins publics. Elle s'est même étendue aux relations internationales : ainsi Ehud Barak exigeait-il récemment de Yasser Arafat qu'il fasse preuve de « tolérance zéro » à l'égard du terrorisme tandis que les troupes britanniques de la force d'intervention de l'ONU au Kosovo disent appliquer la « tolérance zéro » à tout désordre dans les rues de Pristina.

CONSÉQUENCES & CONTESTATION DE LA « TOLÉRANCE ZÉRO » À NEW YORK

Le paradoxe veut que cette tactique de harcèlement policier se diffuse d'un bout à l'autre de la planète au moment même où elle est sérieusement remise en cause à New York à la suite de l'assassinat en janvier 1999 d'Amadou Diallo, un jeune immigrant guinéen de 22 ans abattu de 41 balles de revolver (dont 19 ont fait mouche) par quatre policiers

membres de l'« Unité de lutte contre les crimes de rue » à la recherche d'un violeur présumé, alors qu'il se tenait paisiblement, seul, dans le vestibule de son building. Cet assassinat policier, venant après l'« affaire Abner Louima », un immigré haïtien victime de torture sexuelle dans un poste de police de Manhattan l'année précédente, a déclenché la plus vaste campagne de désobéissance civile qu'aient connue les États-Unis depuis des années. Deux mois durant, des manifestations quotidiennes se sont déroulées devant le bureau de la direction de la police municipale lors desquelles plus de 1 200 protestataires pacifiques – dont une centaine d'élus afro-américains, locaux et nationaux, parmi lesquels l'ancien maire David Dinkins, le Président de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) et des policiers noirs à la retraite – ont été arrêtés, menottés et inculpés de « troubles à l'ordre public ».

À la suite de ces événements, les pratiques agressives de cette brigade de choc de 380 hommes (presque tous blancs) qui constitue le fer de lance de la politique de « tolérance zéro » font l'objet de plusieurs enquêtes administratives et de deux instructions judiciaires de la part de procureurs fédéraux qui les soupçonnent de procéder à des arrestations « au faciès » (*racial profiling*) et de bafouer systématiquement les droits constitutionnels de leurs cibles ¹¹. D'après la National Urban League, en deux ans, cette brigade, qui tourne dans des voitures banalisées et opère en civil, a arrêté et fouillé dans la rue 45 000 personnes sur simple suspicion basée sur l'habillement, l'allure, le comportement et – avant tout autre indice – la couleur de la peau. Plus de 37 000 de ces arrestations se sont révélées sans objet et les chefs d'accusation de la moitié des 8 000 restantes ont été considérés nuls et nonavenus par les tribunaux, laissant un résidu d'à peine 4 000 arrestations justifiées : une sur onze. Une enquête conduite par

11. « Lawsuit Seeks to Curb Street Crimes Unit, Alleging Racially Biased Searches », *The New York Times*, 9 mars 1999. Pour une analyse nuancée de la violence policière et des ses bases sociales à New York, lire Paul Chevigny, *Edge of the Knife: Police Violence in the Americas*, New York, The New Press, 1995, chapitre II.

le quotidien *New York Daily News* suggère que près de 80 % des jeunes hommes noirs et latinos de la ville ont été arrêtés et fouillés au moins une fois par les forces de l'ordre ¹².

En fait, les incidents avec la police se sont multipliés dès la mise en œuvre de la politique de « qualité de vie », puisque le nombre des plaintes déposées devant le *Civilian Complaint Review Board* de New York a brusquement augmenté de 60 % entre 1992 et 1994. La grande majorité de ces plaintes concernent des « incidents lors de patrouilles de routine » – par opposition aux opérations de police judiciaire – dont les victimes sont des résidents noirs et latinos dans les trois-quarts des cas. À eux seuls, les Afro-américains ont déposé 53 % des plaintes alors qu'ils ne pèsent que 20 % dans la population municipale. Et 80 % des requêtes contre des violences et abus policiers ont été enregistrées dans seulement 21 des 76 districts parmi les plus pauvres de la ville ¹³.

Même le principal syndicat des policiers de New York a récemment pris ses distances avec la campagne de « qualité de vie » que ces derniers ont pour charge de mener, suite à la mise en accusation pour homicide des membres de la brigade de police responsable de la mort de Diallo. Après que la *Patrolmen's Benevolent Association* se soit prononcée à l'unanimité, et pour la première fois en 105 ans d'existence, pour retirer sa confiance au Chef de la police Howard Safir et demander publiquement sa suspension, le Président du syndicat invitait ses 27 000 membres à une grève du zèle, leur recommandant d'user du maximum de réserves possible avant de notifier une arrestation pour un motif anodin, tel que traverser la rue hors des passages cloutés, sortir son chien sans sa laisse ou rouler sur un vélo dépourvu de sonnette, ainsi que le requiert la politique policière de la ville : « Maintenant que la criminalité a fortement baissé, un ajustement de

12. « Those NYDP Blues », *U.S. News and World Report*, 5 avril 1999. Selon les données de la police de New York, les contrôles de rue visant à interdire le port d'arme donnent lieu à 29 arrestations pour chaque personne détenant une arme, un ratio très nettement supérieur à la norme habituelle (dix arrestations pour une personne armée).

13. Judith A. Greene, « Zero Tolerance... », *op. cit.*

stratégie est requis. Si nous ne rétablissons pas l'équilibre, cela devient un modèle pour un État policier et pour la tyrannie ¹⁴». Les policiers de New York eux-mêmes s'avèrent bien moins enthousiastes envers la « tolérance zéro » que ses zéloteurs étrangers.

C'est que l'une des conséquences majeures de la « tolérance zéro » telle qu'elle est pratiquée au quotidien – plutôt que théorisée par les « penseurs » des *think tanks* et par leurs épigones dans les champs universitaire et politique – est d'avoir creusé un gouffre de méfiance (et, pour les plus jeunes, de défiance) entre la communauté afro-américaine et les forces de l'ordre qui n'est pas sans rappeler les relations qu'ils entretenaient à l'ère ségrégationniste. Une récente enquête révèle que *l'écrasante majorité des Noirs de New York City considèrent la police comme une force hostile et violente qui représente pour eux un danger* : 72 % jugent que les policiers font un usage abusif de la force et 66 % que leurs brutalités à l'encontre des personnes de couleur sont communes et habituelles (contre seulement 33 % et 24 % des Blancs). Les deux-tiers pensent que la politique de Giuliani a aggravé ces brutalités policières et un tiers seulement dit avoir le sentiment d'être plus en sécurité aujourd'hui dans la ville, alors même qu'ils habitent dans les quartiers où la baisse de la violence criminelle est statistiquement la plus nette. Les New-Yorkais blancs, eux, sont respectivement 58 % et 87 % à déclarer le contraire : ils louent le maire pour son intolérance envers le crime et ils se sentent unanimement moins menacés dans leur ville ¹⁵. La « tolérance zéro » présente donc deux physionomies diamétralement opposées selon que l'on en est la cible (noire) ou le bénéficiaire (blanc), c'est-à-dire suivant le côté où l'on se trouve de cette barrière de caste que l'ascension de l'État pénal américain a pour effet – sinon pour fonction – de restabiliser et de durcir.

Une autre conséquence de la politique de « qualité de vie » poursuivie par la police new-yorkaise, elle aussi fort peu discutée par ses thuriféraires, est l'engorgement inouï des tribunaux qu'elle a causé. Alors que la criminalité baisse continûment depuis 1992, le nombre

14. « Cop Rebellion Against Safir : 400 PBA Delegates Vote No Confidence, Demand Suspension », *New York Daily News*, 14 avril 1999.

15. « Poll in New York Finds many Think Police are Biased », *The New York Times*, 16 mars 1999.

de personnes arrêtées et jugées, lui, ne cesse d'augmenter. En 1998, les 77 juges de la cour criminelle de New York qui exercent juridiction pour les délits et infractions mineurs (simples *misdeamors* passibles de moins d'un an de prison) ont eu la charge de 275 379 affaires, soit plus de 3 500 affaires chacun, le double du nombre de cas traités en 1993 avec à peu près les mêmes moyens. Pour les accusés qui souhaitent aller jusqu'au procès, le délai moyen d'attente est de 284 jours (contre 208 en 1991), même pour des affaires aussi banales qu'un simple vol dans un magasin ou un chèque sans provision.

Il est commun que, lors d'une audience, un juge examine jusqu'à mille cas dans la journée sans qu'aucun ne soit résolu : soit que leur examen est reporté car aucun juge n'est disponible pour qu'on puisse fixer la date du procès, soit que l'avocat commis d'office n'a pu se libérer (chaque *public defender* traite en moyenne plus de cent affaires à tout moment), soit enfin que les accusés, de guerre lasse, se résignent à plaider coupable et à demander une dispense de procès en l'échange d'une réduction de peine. Certains accusés, au contraire, jouent des délais et des reports à répétition afin d'obtenir l'éventuelle annulation des charges qui pèsent contre eux. C'est ainsi que le nombre de procès devant la cour criminelle de New York est tombé de 967 en 1993 à 758 en 1998 (soit un procès pour chaque 364 affaires) et que le volume des affaires closes par annulation en raison de délais excessifs au regard de la loi a doublé, passant de 6 700 in 1993 à 12 000 en 1998. Même le porte-parole de Rudolph Giuliani pour la politique pénale reconnaît que des milliers de délinquants échappent chaque année à tout châtement du fait de la pénurie de juges et que, de ce fait, l'« impact du travail de la police visant à faire baisser le crime est potentiellement perdu ¹⁶».

L'encombrement des tribunaux n'a d'égal que celui des maisons d'arrêt puisque le flux des admissions dans les geôles de la ville s'est enflé de 106 900 en 1993 à 133 300 en 1997 alors qu'il dépassait à peine 85 000 dix ans plus tôt (chiffre déjà supérieur au volume d'entrées en détention pour la France entière). Mais surtout, il se confirme qu'un nombre considérable et sans cesse croissant d'arrestations et de

16. « Crackdown on Minor Offenses Swamps New York City Courts », *The New York Times*, 2 février 1999.

misés sous écrou sont effectuées sans motif judiciaire : sur 345 130 arrestations opérées en 1998 – chiffre qui, fait inédit, est supérieur au nombre total de crimes et délits officiellement enregistrés par les autorités cette année-là, soit 326 130 –, 18 000 ont été annulées par le procureur avant même que les personnes appréhendées ne passent devant un juge et 140 000 autres ont été déclarées sans objet par la cour. Le taux de « décharge » a crû de 60 % depuis 1993, au point que William Bratton lui-même a publiquement critiqué la prolifération des arrestations abusives et inutiles¹⁷. Et, comme on pouvait s'y attendre, la plupart des dossiers faisant l'objet d'une « *dismissal* » par les tribunaux proviennent des quartiers pauvres ségrégués et relèvent de soi-disant infractions à la législation sur les stupéfiants (à hauteur de 40 % dans le District de Manhattan), dont tout indique qu'elles servent de paravent à de véritables rafles policières dans les zones déshéritées, dont l'objet est politico-médiatique bien plus que judiciaire.

Pour les membres des classes populaires refoulées aux marges du marché du travail et abandonnées par l'État charitable qui sont la principale cible de la politique de « tolérance zéro », le déséquilibre grossier entre l'activisme policier et la débauche de moyens qui lui est consacrée, d'une part, et l'encombrement des tribunaux et la pénurie aggravée de ressources qui les paralyse, de l'autre, a toutes les allures d'un *déni de justice organisé*¹⁸.

LOÏC WACQUANT

17. « Dismissed by Prosecutors Before Reaching Court, Flawed Arrests Rise in New York City », *The New York Times*, 23 août 1999. Les chiffres sur les entrées en maison d'arrêt proviennent des rapports annuels du New York City Department of Corrections, ceux sur les arrestations d'un rapport de la New York State Division of Criminal Justice Services.

18. Malcolm Feeley a montré que, pour les Américains des classes populaires qui commettent des crimes et délits mineurs, la véritable sanction pénale réside moins dans la peine légale qui leur est infligée comme aboutissement de la procédure judiciaire que dans cette procédure elle-même, c'est-à-dire le traitement hautain et chaotique qu'ils reçoivent des tribunaux et les coûts annexes (économiques, sociaux, moraux) qu'elle implique (Malcolm Feeley, *The Process is the Punishment: Handling Cases in a Lower Criminal Court*, New York, Russell Sage Foundation, 1979, notamment p. 199-243).

L'École du Capitalisme total

À présent qu'il s'efface de nos vies, et bientôt de nos mémoires, nous comprenons un peu mieux ce qu'était vraiment le monde moderne jusqu'à une date récente. Ce qui faisait sa complexité effective, au-delà des simplifications rituelles de l'idéologie, c'était justement cette contradiction permanente entre les règles universelles du système capitaliste et la civilité particulière des différentes sociétés où sa construction était expérimentée.

C'était donc un monde où le « mode de production capitaliste » était bien loin de régner en maître ¹. Tout autour de lui, en effet, subsistait un

1. L'erreur principale de Marx et de ses successeurs (à l'exception, peut-être, de Gramsci) est d'avoir toujours surestimé le degré de pénétration effective des rapports capitalistes dans les sociétés qu'ils étudiaient. Or cette surestimation, nous le verrons, est l'une des raisons de l'incapacité permanente de la Gauche à comprendre l'essence du capitalisme et donc à le combattre intelligemment. On peut avoir une idée, naturellement assez vague, de son ampleur en se rapportant aux travaux d'Ahmet Insel. Celui-ci, en procédant à une série

vaste ensemble de conditions écologiques, anthropologiques et morales, où, sans doute, le pire pouvait côtoyer le meilleur, mais dont on s'aperçoit, rétrospectivement, que si elles avaient rendu possible un degré déjà élevé de production capitaliste, c'était dans la mesure même où, selon des modalités diverses, elles permettaient d'en *limiter* ou d'en *amortir* les effets les plus dévastateurs. C'est, avant tout, ce dispositif historique compliqué qui rend intelligible l'ambiguïté constitutive de la plupart des institutions du temps, à commencer par l'École républicaine, elle-même.

Une fonction décisive de cette dernière était déjà, bien sûr, de soumettre la jeunesse aux contraintes de l'Ordre nouveau, c'est-à-dire au règne naissant de l'universalité marchande et de ses conditions techniques et scientifiques. En témoigne, entre mille exemples, le combat obstiné mené par l'École laïque contre les « patois » et contre les diverses traditions populaires ou locales qui, d'un *point de vue capitaliste*, sont toujours, par définition, archaïques et irrationnelles. C'était également un lieu où – cette fois pour des raisons tenant, essentiellement, aux lointaines origines historiques de l'institution – s'exerçaient encore trop souvent des formes de discipline, de surveillance et de contrôle autoritaire, à coup sûr incompatibles avec ce qu'exige la dignité des individus modernes. Mais, *en même temps*, cette École républicaine se souciait réellement – et sans doute, avec beaucoup de sincérité – de transmettre un certain nombre de savoirs, de vertus et d'attitudes qui étaient en eux-mêmes parfaitement indépendants de l'ordre capitaliste. On aurait le plus grand mal, par exemple, à déduire la décision d'enseigner le latin, le grec, la littérature ou la philosophie, des contraintes particulières de l'accumulation du Capital. En réalité, chacun voit bien qu'une culture classique réellement maîtrisée, nourrie, par exemple, des modèles du courage antique ou des chefs-

de recoupements ingénieux a pu, en effet, établir que la circulation non marchande des biens et des services représente encore « dans la société française contemporaine, une grandeur approximativement égale aux trois quarts du PIB » (voir « La Part du don », *Revue du MAUSS*, 1993). On lira également à ce sujet Alain Caillé (« Comment on écrit l'histoire du marché », in *Splendeurs et misères des sciences sociales*, Droz, 1986), Serge Latouche (*L'Autre Afrique. Entre don et marché*, Albin Michel, 1998) et Arno Mayer (*La Persistance de l'Ancien Régime*, Flammarion, 1983).

d'œuvre de l'intelligence critique universelle, avait au moins autant de chance de former des Marc Bloch et des Jean Cavallès, que des spectateurs sans curiosité intellectuelle ou des consommateurs disposés à collaborer sur tous les modes au règne séduisant de la marchandise.

C'est ce fragile compromis historique, sur lequel reposaient, tant bien que mal, les différentes sociétés modernes, qui s'est trouvé progressivement brisé, au cours des inoubliables années soixante ². [...]

Le mouvement qui, depuis trente ans, transforme l'École dans un sens toujours identique, peut maintenant être saisi dans sa triste vérité historique. Sous la double invocation d'une « démocratisation de l'enseignement » (ici un mensonge absolu ³) et de la « nécessaire adaptation au monde moderne » (ici une demi-vérité), ce qui se met effectivement en place, à travers, toutes ces réformes également mauvaises, c'est l'*École du Capitalisme total*, c'est-à-dire l'une des bases logistiques décisives à partir desquelles les plus grandes firmes transnationales – une fois achevé, dans ses grandes lignes, le processus de leur restructuration – pourront conduire avec toute l'efficacité voulue *la guerre économique mondiale du XXI^e siècle*.

2. D'où vient la magie inimitable des comédies musicales hollywoodiennes, des westerns de John Ford ou de Howard Hawks, des films de Lubitsch et de Capra ? Ou encore, celle du jazz de Duke Ellington et de Count Basie ? Tout simplement du fait que ces œuvres ont su merveilleusement traduire un moment d'équilibre privilégié que toutes les sociétés modernes ont connu – dans des conditions chaque fois particulières – entre la folie nécessaire de la liberté et l'obligation, alors encore admise, de respecter la *common decency*. Ce moment historique ne correspond évidemment pas à une *société idéale* mais, ce qui n'est pas tout à fait sans rapport, à une société qui avait le *pouvoir de s'idéaliser* parce que la liberté n'avait pas encore eu vraiment l'occasion d'y faire connaître *son mauvais côté*. C'est pourquoi l'art populaire de cette époque continue à exercer sur nous – pour reprendre la formule de Marx – *l'attrait éternel du moment qui ne reviendra plus*.

3. Même Antoine Prost a fini par reconnaître que « les réformes voulant assurer l'égalité des chances ont eu le résultat contraire » (*L'Enseignement s'est-il démocratisé ?* 1992). Par exemple, « le pourcentage d'étudiants d'origine populaire à l'ENA, l'ENS et l'X est passé de 15,4 % pour 1966-1970 à 7 % pour 1989-1993 ».

Si l'on conserve le moindre doute à ce sujet, ou si l'on trouve ces propos exagérés, il suffit – conformément aux recommandations de Machiavel – de se placer un instant au point de vue de l'ennemi et de se demander ce qu'il est condamné à vouloir étant donné ce qu'il est. Ce travail de vérification est heureusement simplifié, du fait que les *seigneurs de guerre des Royaumes combattants de l'économie mondiale*, avec toutes leurs armées de légistes et de lettrés, sont en permanence contraints de se réunir afin de coordonner leurs stratégies rivales et de veiller à ce que jamais elles ne mettent en péril ce qu'ils appellent si bien la *gouvernabilité* de ce monde. De là, un certain nombre de rapports, documents, comptes rendus, notes d'information, memoranda ou tout simplement témoignages qui, s'ils ne parviennent généralement jamais à la connaissance du grand public, demeurent encore, *du moins pour l'instant*, en partie accessibles aux esprits curieux et aux enquêteurs obstinés.

C'est ainsi, par exemple, qu'en septembre 1995, – sous l'égide de la fondation Gorbatchev – « *cinq cents hommes politiques, leaders économiques et scientifiques de premier plan* ⁴», constituant à leurs propres yeux l'élite du monde, durent se réunir à l'Hôtel Fairmont de San Francisco pour confronter leurs vues sur le destin de la nouvelle civilisation. Étant donné son objet, ce forum était naturellement placé sous le signe de l'efficacité la plus stricte : « Des règles rigoureuses forcent tous les participants à oublier la rhétorique. Les conférenciers disposent tout juste de cinq minutes pour introduire un sujet : aucune intervention lors des débats ne doit durer plus de deux minutes ⁵». Ces principes de travail une fois définis, l'assemblée commença par reconnaître – comme une évidence qui ne mérite pas d'être discutée – que « dans le siècle à venir, deux-dixièmes de la population active suffiraient à maintenir l'activité de l'économie mondiale ». Sur des bases aussi franches, le principal

4. Cf. Hans Peter Martin et Harald Schumann, *Le Piège de la mondialisation*, Solin-Actes Sud, 1997. Toutes les citations qui suivent sont empruntées à ce témoignage direct.

5. De fait, il est difficile de faire plus court que John Gage, dirigeant américain de Sun Microsystems : « Nous engageons nos employés par ordinateur, ils travaillent sur ordinateur et ils sont virés par ordinateur. »

problème politique que le système capitaliste allait devoir affronter au cours des prochaines décennies put donc être formulé dans toute sa rigueur : comment serait-il possible, pour l'élite mondiale, de maintenir la gouvernabilité des quatre-vingts pour cent d'*humanité surnuméraire*, dont l'inutilité a été programmée par la logique libérale ?

La solution qui, au terme du débat, s'imposa, comme la plus raisonnable, fut celle proposée par Zbigniew Brzezinski ⁶ sous le nom de *tit-tainment* ⁷. Par ce mot-valise il s'agissait tout simplement de définir un « cocktail de divertissement abrutissant et d'alimentation suffisante permettant de maintenir de bonne humeur la population frustrée de la planète ». Cette analyse, cynique et méprisante ⁸, a évidemment l'avantage de définir, avec toute la clarté souhaitable, le cahier des charges que les élites mondiales assignent à l'école du XXI^e siècle. C'est pourquoi il est possible, en se fondant sur elle, de déduire, avec un risque limité d'erreur, les formes *a priori* de toute réforme qui serait destinée à reconfigurer l'appareil éducatif *selon les seuls intérêts politiques et financiers du Capital*. Prêtons-nous un instant à ce jeu.

Tout d'abord, il est évident qu'un tel système devra conserver un secteur d'excellence, destiné à former, au plus haut niveau, les différentes élites scientifiques, techniciennes et manageriales qui seront de

6. Ancien conseiller de Jimmy Carter et fondateur, en 1973, de la Trilatérale, « club encore plus impénétrable que le Siècle, qui regroupait en 1992 environ 350 membres américains, européens et japonais » et qui constitue « un des lieux où s'élaborent les idées et les stratégies de l'internationale capitaliste » (Pierre Bitoun, *Les Cumulards*, Stock, 1998, p. 44.)

7. *Entertainment* signifie divertissement et tits, en argot américain, les seins.

8. Analyse où l'on retrouve sans trop de peine la représentation que les élites intellectuelles et médiatiques se font spontanément des gens ordinaires (de cette « France moisie » comme dirait l'élégant Sollers) : un monde peuplé de beaufs et de Deschiens, cible quotidienne des dessins de Cabu ou des Guignols de l'info. On notera ici l'étonnante puissance de récupération du système : au XIX^e siècle, le Guignol était l'une des quelques armes dont disposait encore le petit peuple pour brocarder ses maîtres. Il est devenu aujourd'hui l'artillerie lourde que l'élite emploie pour *se moquer du peuple*. On peut imaginer ce qu'il adviendra de Robin des Bois le jour où, pour des raisons d'Audimat, Vivendi demandera à ses employés de lui donner à nouveau une existence télévisée.

plus en plus nécessaires à mesure que la guerre économique mondiale deviendra plus dure et plus impitoyable.

Ces *pôles d'excellence* – aux conditions d'accès forcément très sélectives – devront continuer à transmettre de façon sérieuse (c'est-à-dire probablement, quant à l'essentiel, sur le modèle de l'école classique ⁹) non seulement des savoirs sophistiqués et créatifs, mais également (quelles que soient, ici ou là, les réticences positivistes de tel ou tel défenseur du système) ce minimum de culture et d'esprit critique sans lequel l'acquisition et la maîtrise effective de ces savoirs n'a aucun sens ni, surtout, aucune utilité véritable.

Pour les compétences techniques moyennes – celles dont la Commission européenne estime qu'elles ont « une demi-vie de dix ans, le capital intellectuel se dépréciant de 7 % par an, tout en s'accompagnant d'une réduction correspondante de l'efficacité de la main d'œuvre ¹⁰ » – le problème est assez différent. Il s'agit, en somme, de *savoirs jetables* – aussi jetables que les humains qui en sont le support

9. Le Capital ne plaisante plus avec la pédagogie chaque fois qu'il s'agit des affaires sérieuses et qu'il a besoin de résultats réels. Quand, par exemple, le sport cesse d'être un jeu et une fête pour devenir une industrie où seule la victoire est rentable, on se garde bien de confier la formation des futurs vainqueurs à des Foucambert ou des Meirieu. Comme l'écrit Liliane Lurçat, (*La Destruction de l'enseignement élémentaire et ses penseurs*, Paris, 1998, p. 25) : « La rigueur pédagogique a déserté les bancs de l'école pour s'exercer dans les lieux où l'on pratique les sports. Curieusement, dans ces lieux, on ne prétend pas s'appuyer sur le constructivisme, et la rigueur pédagogique n'y est pas considérée comme une entrave à la spontanéité. » Et, étrangement, l'origine populaire de la plupart des sportifs n'est jamais invoquée ici comme un obstacle à cette rigueur pédagogique traditionnelle.

10. « Rapport du 24 mai 1991 », cité in *Tableau Noir* (Gérard de Selys et Nico Hirtt, EPO, Bruxelles, 1998). Ce petit livre indispensable reproduit abondamment les textes que la Commission Européenne, l'OCDE ou l'European Round Table (l'un des lobbies communautaires les plus discrets et les plus efficaces et dont Édith Cresson est la passionaria infatigable) consacrent, depuis quelques années à définir les « ajustements structurels » exigés par la réforme capitaliste de l'école. Comme ces rapports ne sont pas destinés à être lus par le peuple souverain, les auteurs s'y expriment avec un cynisme qui est tout à fait stupéfiant.

provisoire – dans la mesure où, s'appuyant sur des compétences plus routinières, et adaptés à un contexte technologique précis, ils cessent d'être opérationnels sitôt que ce contexte est lui-même dépassé. Or, depuis la révolution informatique, ce sont là des propriétés qui, d'un point de vue capitaliste, ne présentent plus que des avantages. Un savoir utilitaire et de nature essentiellement algorithmique – c'est-à-dire qui ne fait pas appel de façon décisive à l'autonomie et à la créativité de ceux qui l'utilisent – est en effet un savoir qui, à la limite, peut désormais être appris seul, c'est-à-dire *chez soi, sur un ordinateur et avec le didacticiel correspondant*. En généralisant, pour les compétences intermédiaires, la pratique de *l'enseignement multimédia à distance*, la classe dominante pourra donc faire d'une pierre deux coups. D'un côté, les grandes firmes (Olivetti, Philips, Siemens, Ericsson etc.) seront appelées à « vendre leurs produits sur le marché de l'enseignement continu que régissent les lois de l'offre et de la demande ¹¹ ». De l'autre, des dizaines de milliers d'enseignants (et on sait que leur financement représente la part principale des dépenses de l'Éducation nationale) deviendront parfaitement inutiles et pourront donc ainsi être licenciés, ce qui permettra aux États d'investir la masse salariale économisée dans des opérations plus profitables pour les grandes firmes internationales.

Restent enfin, bien sûr, *les plus nombreux* ; ceux qui sont destinés par le système à demeurer inemployés (ou à être employés de façon précaire et *flexible*, par exemple dans les *différents emplois MacDo*) en partie parce que, selon les termes choisis de l'OCDE ¹², « ils ne constitueront jamais un marché rentable » et que leur « exclusion de la société s'accroîtra à mesure que d'autres vont continuer à progresser ». C'est là que le *tittytainment* devra trouver son terrain d'élection. Il est clair, en effet, que la transmission coûteuse de savoirs réels – et, *a fortiori*, critiques –, tout comme l'apprentissage des comportements civiques élémentaires ou même, tout simplement, l'encouragement à la droiture et à l'honnêteté, n'offrent ici *aucun intérêt pour le*

11. Commission européenne. « Rapport... » *op. cit.*

12. « Rapport de la "Table Ronde de Philadelphie" », février 1996. Cité in *Tableau noir, op. cit.*, p. 43.

système, et peuvent même représenter, dans certaines circonstances politiques, une menace pour sa sécurité. *C'est évidemment pour cette école du grand nombre que l'ignorance devra être enseignée de toutes les façons concevables.* Or c'est là une activité qui ne va pas de soi ¹³, et pour laquelle les enseignants traditionnels ont jusqu'ici, malgré certains progrès, été assez mal formés. L'enseignement de l'ignorance impliquera donc nécessairement qu'on *rééduque* ces derniers, c'est-à-dire qu'on les oblige à « *travailler autrement* », sous le despotisme éclairé d'une armée puissante et bien organisée d'experts en « sciences de l'éducation ». La tâche fondamentale de ces experts sera, bien entendu, de définir et d'imposer (par tous les moyens dont dispose une institution hiérarchisée pour s'assurer la soumission de ceux qui en dépendent) les conditions pédagogiques et matérielles de ce que Debord appelait la « dissolution de la logique ¹⁴ » : autrement dit « *La perte de la possibilité de reconnaître instantanément ce qui est important et ce qui est mineur ou hors de la question ; ce qui est incompatible ou, inversement, pourrait bien être complémentaire ; tout ce qu'implique telle conséquence et ce que, du même coup, elle interdit* ». Un élève ainsi dressé, ajoute Debord, se trouvera placé « d'entrée de jeu, au service de l'ordre établi, alors que son intention a pu être complètement contraire à ce résultat. Il saura pour l'essentiel le langage du spectacle, car c'est le seul qui lui est familier : celui dans lequel on lui a appris à parler. Il voudra sans doute se montrer ennemi de sa rhétorique : mais il emploiera sa syntaxe ».

13. Si on enseigne à un élève que « Socrate est un homme » et que « tous les hommes sont mortels », il faut, dans *les conditions normales*, déployer plus d'efforts pour l'empêcher de conclure que « Socrate est mortel » que pour l'amener à cette conclusion. Le rôle des sciences de l'éducation est précisément de détruire ces conditions normales afin d'obtenir de l'élève l'illogisme politiquement utilisable.

14. G. Debord, *Commentaires sur la Société du Spectacle*, Éd. G. Lebovici, 1988, p. 36. Il s'agit, notons-le, d'une véritable révolution culturelle car, comme le précise Debord, jusqu'à une période récente, « presque tout le monde pensait avec un minimum de logique, à l'éclatante exception des crétins et des militants » (p. 39). En ce sens, on pourrait dire que la réforme scolaire idéale, du point de vue capitaliste, est donc celle qui réussirait le plus vite possible à transformer chaque lycéen et chaque étudiant en un *crétin militant*.

Quant à l'élimination de toute *common decency* ¹⁵, c'est-à-dire à la nécessité de transformer l'élève en consommateur incivil et, au besoin, violent, c'est une tâche qui pose infiniment moins de problèmes. Il suffit ici d'interdire toute instruction civique effective et de la remplacer par une forme quelconque d'*éducation citoyenne* ¹⁶, bouillie conceptuelle d'autant plus facile à répandre qu'elle ne fera, en somme, que redoubler le discours dominant des médias et du show-biz ; on pourra de la sorte fabriquer en série des *consommateurs de droit*, intolérants, procéduriers et politiquement corrects, qui seront, par là même, aisément manipulables tout en présentant l'avantage non négligeable de pouvoir enrichir à l'occasion, selon l'exemple américain, les grands cabinets d'avocats.

Naturellement, les objectifs ainsi assignés à ce qui restera de l'École publique supposent, à plus ou moins long terme, une double transforma-

15. Développée par Orwell à partir de son essai sur Dickens, la *common decency* est cet ensemble de dispositions à la bienveillance et à la droiture qui constitue selon lui l'indispensable infrastructure morale de toute société juste (« travailler à la construction d'une société où la *common decency* sera à nouveau possible », telle est – écrit-il ainsi en octobre 1941 – la tâche politique fondamentale). Les fondements anthropologiques de cette *common decency* sont, on le verra, en partie explicables à la lumière de l'*Essai sur le don* de Marcel Mauss. On trouvera également des éclairages un peu différents, mais tout aussi nécessaires, dans les travaux de René Girard et de Pierre Legendre. Signalons enfin un essai remarquable pour développer philosophiquement le concept orwellien de *common decency* : Avishai Margalit, *The Decent Society*, Harvard University Press, 1996 (à paraître aux Éditions Climats en septembre 1999).

16. Quand la classe dominante prend la peine d'inventer un mot (« citoyen » employé comme *adjectif*) et d'imposer son usage, alors même qu'il existe, dans le langage courant, un terme parfaitement synonyme (civique) et dont le sens est tout à fait clair, quiconque a lu Orwell comprend immédiatement que le mot nouveau devra, dans la pratique, *signifier l'exact contraire du précédent*. Par exemple, aider une vieille dame à traverser la rue était, jusqu'ici, un acte civique élémentaire. Il se pourrait, à présent, que le fait de la frapper pour lui voler son sac représente avant tout (avec il est vrai un peu de bonne volonté sociologique) une forme, encore un peu naïve, de protestation contre l'exclusion et l'injustice sociale, et constitue, à ce titre, *l'amorce d'un geste citoyen*.

tion décisive. D'une part celle des enseignants, qui devront abandonner leur statut actuel de *sujets supposés savoir* afin d'endosser celui d'animateurs de différentes *activités d'éveil* ou *transversales*, de *sorties pédagogiques* ou de *forums* de discussion (conçus, cela va de soi, sur le modèle des talk-shows télévisés) ; animateurs qui seront préposés, par ailleurs, afin d'en rentabiliser l'usage, à diverses tâches matérielles ou d'accompagnement psychologique. D'autre part, celle de l'École *en lieu de vie*, démocratique et joyeux, à la fois garderie citoyenne – dont l'animation des fêtes (anniversaire de l'abolition de l'esclavage, naissance de Victor Hugo, Halloween, etc.) pourra avec profit être confiée aux associations de parents les plus désireuses de *s'impliquer* – et espace *libéralement* ouvert à tous les représentants de la cité (militants associatifs, militaires en retraite, chefs d'entreprise, jongleurs ou cracheurs de feu, etc.) comme à toutes les marchandises technologiques ou culturelles que les grandes firmes, devenues désormais partenaires explicites de « l'acte éducatif », jugeront excellent de vendre aux différents participants. Je pense qu'on aura également l'idée de placer, à l'entrée de ce *grand parc d'attractions scolaires*, quelques dispositifs électroniques très simples, chargés de détecter l'éventuelle présence d'objets métalliques.

JEAN-CLAUDE MICHÉA

Ce texte est extrait de *L'Enseignement de l'ignorance*, qui vient de paraître aux éditions Climats ; nos remerciements vont à l'auteur et à l'éditeur de nous avoir gracieusement autorisé à reproduire ces pages, qui en composent l'essentiel des chapitres V & VII.

Libéralisme & démocratie : frères ennemis ?

LIBÉRALISME ET DÉMOCRATIE ont longtemps été des « termes-éponge » et chacun d'entre eux a connu multiples définitions, souvent contradictoires. Ces deux termes entretiennent, en outre, des relations ambiguës depuis la première moitié du XIX^e siècle, époque à laquelle le discours politique commence à en user couramment. Si, dans certaines de leurs acceptions, ils ont pu sembler synonymes ou, du moins, se recouvrir en grande partie, d'autres définitions font d'eux de quasi antonymes. Je montrerai ici qu'ils ont été longtemps de véritables frères ennemis. Bien qu'appartenant, en un certain sens, à la même famille, ils n'en exprimaient pas moins des aspirations très divergentes et ce duel fraternel, si l'on peut dire, fut toujours très rude. Mais je ne m'en tiendrai pas à ce simple constat. Je veux dire ici que travailler à pacifier la relation qu'entretiennent ces deux concepts (ou courants ou valeurs, comme on voudra) est une tâche politique qui s'impose, si nous voulons réellement résoudre au mieux les très graves conflits sociaux qui attendent le XXI^e siècle. Ce n'est donc plus une question de définitions mais bien, par dessus tout, de choix de société.

Libéralisme et démocratie entendent répondre – chacun à sa manière – au système-monde moderne, c'est-à-dire à l'économie-monde capitaliste fondée sur la priorité accordée au processus d'accumulation incessante du capital. Un tel système est nécessairement inégalitaire – donc générateur d'antagonisme –, aussi bien socialement qu'économiquement. Ce même principe d'accumulation du capital a pourtant, en même temps, un effet profondément égalitaire puisqu'il sape toute position acquise ou héritée au nom d'autres principes – y compris, bien sûr, celui de la filiation. Cette contradiction idéologique entre hiérarchie et égalité, sise aux fondements mêmes du capitalisme, a dès le départ posé problème à tous ceux qui jouissent, au sein du système, de privilèges certains.

Abordons ce problème du point de vue de l'acteur pivot de l'économie-monde capitaliste : l'homme d'affaires – ou le bourgeois. L'homme d'affaires veut accroître son capital. Pour ce faire il use des moyens que lui offre le marché mondial – mais pas seulement. Les hommes d'affaires accomplis dépendent aussi, nécessairement, du soutien des structures étatiques qui les aident à créer – et à conforter – les situations de relatifs monopoles sectoriels, seuls à même d'engendrer des profits substantiels ¹.

Quand l'homme d'affaires a finalement réuni un capital substantiel, il doit le défendre contre les fluctuations du marché et contre ceux qui voudraient le lui voler, confisquer ou taxer. Ses difficultés ne s'arrêtent pas là, il doit aussi tâcher d'en faire profiter ses héritiers. Ce dernier souci n'est certainement pas d'ordre économique. Il répond à des motivations socio-psychologiques dont les conséquences économiques ne sont pas moins fondamentales. Ce désir de voir le capital passer aux mains des héritiers ne pose pas tant la question de l'impôt (qui peut être considéré comme un moyen de défendre le marché contre l'État) que de la compétence gestionnaire des héritiers (le marché devient

1. J'ai indiqué la façon dont les hommes d'affaires ont toujours dépendu des États in « States ? Sovereignty ? The Dilemmas of Capitalists in an Age of Transition », in *The End of the World as We Know It : Social Science for the Twenty-first Century*, Mineapolis, Mineapolis UP, 1999. Cf. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Armand Colin 1979.

alors l'ennemi de l'héritage). Sur le long terme, l'unique moyen de s'assurer que les héritiers, mêmes incompétents, hériteront et conserveront le capital acquis est de remplacer, comme source du revenu, le profit par la rente ². Pourtant, si cette solution satisfait à l'exigence socio-psychologique, elle nuit au principe essentiel de légitimation sociale de l'accumulation du capital : la compétence en affaires. D'où un constant dilemme politique.

Considérons à présent, sur ce même sujet, le point de vue des classes laborieuses, c'est-à-dire celles dont les membres ne sont pas en mesure d'accumuler, de façon conséquente, du capital. Le développement des forces productives dans le système capitaliste a largement participé, comme nous le savons, à l'essor de l'industrialisation, de l'urbanisation et à la concentration géographique de la richesse et des emplois à hauts salaires. Nous ne nous soucierons ici ni des causes – ni de l'évolution – de ces phénomènes mais plutôt de leurs conséquences politiques. Avec le temps – et pour le groupe restreint des pays « les plus développés » en particulier –, ils entraînent une reconfiguration globale de l'organisation sociale des États, marquée par l'essor considérable des classes intermédiaires et l'augmentation du nombre d'employés à hauts salaires qui accroissent, par là même, leur influence politique. La conséquence géoculturelle essentielle de la Révolution française et de sa séquelle napoléonienne fut de légitimer les exigences politiques de ces populations, en recourant à l'argument selon lequel la souveraineté nationale résidait désormais dans le « peuple ». Mais, alors que la souveraineté populaire pouvait sembler compatible avec l'égalitarisme présumé d'un processus d'accumulation du capital obéissant aux règles du marché, elle était en parfaite contradiction avec toute tentative d'instituer la rente comme source du revenu.

Les hommes d'affaires ont toujours tenté de faire admettre l'absurde mariage de la légitimation par le marché et de la nécessité socio-psychologique du revenu de la rente. D'où le discours relativement contra-

2. J'ai évoqué comment cela s'est produit au cours des siècles in « La Bourgeoisie : concept et réalité du XI^e au XXI^e siècle », in Étienne Balibar & Immanuel Wallerstein, *Race, Nation, Classe : les identités ambiguës*, La Découverte, 1997, p. 182-206.

dictoire des libéraux. C'est pourtant cette tentative d'en imposer au langage qui est à l'origine du rapport ambigu qui lie « libéralisme » et « démocratie » depuis déjà deux siècles. Lorsque ces deux termes devinrent d'usage courant dans le discours politique, le clivage politique fondamental séparait conservateurs et libéraux ; parti de l'Ordre et parti du Mouvement. Les conservateurs se recrutaient parmi les adversaires les plus farouches de la Révolution française quelle qu'en soit la période – girondine, jacobine ou napoléonienne –, alors que les libéraux, eux, la considéraient avec plus ou moins de bienveillance – au moins en ce qui concerne la période girondine, dans laquelle ils croyaient reconnaître quelque chose de l'évolution politique de l'Angleterre et de son parlementarisme. Discrètement exprimée en 1815, après la défaite napoléonienne, cette attitude positive des libéraux vis-à-vis de la Révolution française devait s'exprimer avec plus d'audace les années suivantes. Entre 1815 et 1848, outre conservateurs et libéraux, on observait un autre courant, qualifié parfois de démocrate, plus souvent de républicain, voire de socialiste. Ce courant, cependant, faisait figure de simple minorité à l'aile gauche du Parti libéral, exerçant sur lui une certaine pression, mais considéré, le plus souvent, comme une gêne par le gros des bataillons libéraux. Ce n'est qu'un peu plus tard que ce groupe apparut comme un courant idéologique, à la fois mature et autonome, sous le non de socialisme. Après 1848, le paysage politique se stabilise et entérine la trinité idéologique qui devait marquer les XIX^e et XX^e siècles : conservatisme, libéralisme et socialisme (ou radicalisme) – droite, centre et gauche. Je ne redirai pas ici comment et pourquoi le libéralisme parvint, après 1848, à s'imposer au détriment de ses rivaux comme une construction idéologique ; à faire l'objet de l'assez large consensus sur lequel repose, depuis, la géoculture de notre système-monde moderne ; à faire passer conservatisme et socialisme pour de simples avatars. Je ne redirai pas non plus comment il a fallu attendre 1968 pour que le consensus fût remis en question, permettant, de ce fait, au conservatisme et au socialisme d'apparaître à nouveau comme des systèmes idéologiques distincts ³.

3. Voir « La Révolution française, événement de portée mondiale », in *Impenser la science sociale*, Paris, PUF, 1995 ainsi que *L'Après libéralisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1999.

Mieux vaut, pour notre propos, comprendre que, après 1848, il cessa d'être fondamental pour les libéraux de ferrailler contre l'Ancien Régime. À leurs yeux, le danger s'était déplacé vers l'autre extrême du spectre politique : dès lors, comment contrer les revendications démocratiques de plus en plus clairement exprimées. Les révolutions de 1848 firent entrevoir, pour la première fois, la force potentielle d'un mouvement militant de gauche, les débuts d'un vrai mouvement social dans les régions du centre et des mouvements de libération nationale à la périphérie. La brutalité de cette révélation terrorisa les libéraux centristes et, malgré l'essoufflement ou la répression brutale de ces révolutions, les détermina à rabattre l'enthousiasme de ce qu'ils considéraient comme les revendications excessivement radicales et par trop antisystémiques des classes dangereuses.

Cette stratégie défensive prit finalement trois formes. En premier lieu, les libéraux élaborèrent, au cours du demi-siècle suivant, un programme de « concessions » dont ils pensaient qu'il suffirait, sans pour autant menacer l'ensemble du système, à satisfaire certaines des revendications et à calmer la situation. Ils abandonnèrent ensuite, assez clairement, leur alliance de fait avec la gauche (élaborée avec une gauche encore faible, entre 1815 et 1848, contre l'adversaire conservateur) pour une coalition politique avec les forces de droite, partout et à chaque fois que la gauche se montrait menaçante. Enfin, ils introduirent dans le débat politique une distinction subtile entre libéralisme et démocratie.

Le programme de concessions (suffrage universel, esquisses d'un État-providence et nationalisme intégrateur raciste) remplit magnifiquement sa mission – surtout en Europe et en Amérique du Nord – et démontra l'aptitude du système capitaliste à surmonter tous les orages, jusqu'aux années 1970. Le second élément de la stratégie, c'est-à-dire la coalition politique avec la droite, s'avéra finalement le plus facile à mettre en place, conservateurs et libéraux ayant tiré sensiblement les mêmes enseignements des événements de 1848. Le « conservatisme éclairé » devint la tendance dominante à droite et, comme avatar du libéralisme, ne posa plus aucun obstacle réel à un type de vie parlementaire qui connaissait, quant au pouvoir formel, un système d'alternance entre partis dont la politique tournait toujours autour du consensus centriste. Sans jamais aller trop loin ni dans un sens ni dans un autre.

C'est, en fait, le troisième volet de cette stratégie, la pratique du discours, qui fit finalement problème. Les libéraux couraient, en ce domaine, deux lièvres à la fois. Ils voulaient, d'une part, dissocier totalement libéralisme et démocratie et, de l'autre, s'approprier la démocratie – ou, plus exactement, le terme « démocratie » – pour en faire un outil d'adhésion. C'est donc sur le discours libéral et sur les problèmes qu'il a posés que je veux à présent centrer mon propos.

Le libéralisme, comme on sait, fonde son analyse sur l'individu, dont il fait le sujet fondamental de l'activité sociale. La métaphore libérale veut que le monde soit constitué d'une multitude d'individus autonomes qui seraient, d'une manière ou d'une autre, à un certain moment, tombés d'accord (c'est le contrat social) dans l'intérêt commun pour établir des liens communautaires. Pour les libéraux, cet accord ne porte que sur des domaines limités. Les raisons de cette dernière précision sont évidentes. Le libéralisme tire ses origines des tentatives répétées de libérer les individus prétendument « compétents » du joug arbitraire des différentes institutions (Église, monarchie, aristocratie et, bien entendu, État), dirigées par des individus prétendument moins compétents. L'idée de contrat social limité fournit donc bien les bases nécessaires à cette « libération » des individus compétents.

On comprend mieux, alors, certains mots d'ordre attribués à la Révolution française, tels que « La carrière ouverte aux talents ». La combinaison des termes « ouverte » et « talents » rend bien l'essentiel du message. Ce discours assez clair glissa malheureusement un peu plus tard vers des propos plus vagues, mais bien plus fluides, tels que « Souveraineté du peuple ». Le problème que pose cette dernière expression réside dans le fait que « le peuple » est un groupe bien plus difficile à cerner que « les hommes de talent ». Ces derniers constituent en effet un groupe quantifiable, défini selon des critères logiques. Il suffit de décider des indicateurs de ce talent – peu importe qu'ils soient raisonnables ou douteux –, qui permettront d'identifier précisément ces individus. À l'inverse, la question de savoir qui compose « le peuple » n'est pas une question de mesure mais de définition collective et publique, c'est-à-dire objet de décision politique assumée comme telle.

Bien sûr, si nous acceptions simplement de définir « le peuple » comme l'ensemble de tous les individus, sans exception, le débat serait

clos. Mais le mot « peuple », en tant que concept politique, renvoie généralement à un ensemble de droits accordés par l'État et, de ce fait, devient sujet à controverses. Ce qui semble à peu près certain, c'est que presque personne n'était – ou n'est – prêt à accepter que « le peuple » fût constitué par l'ensemble des individus, c'est-à-dire que tout individu dût jouir des pleins droits politiques. L'identité des exclus fait, elle aussi, l'objet d'un assez large consensus : enfants, malades mentaux, criminels, étrangers de passage – toutes exceptions considérées comme plus ou moins naturelles par à peu près tout le monde. Mais, étendre cette liste aux immigrés, aux non-proprétaires, aux pauvres, aux ignorants ou aux femmes a semblé tout aussi évident à un grand nombre de gens – et en particulier à ceux qui n'étaient pas eux-mêmes immigrés, non-proprétaires, pauvres, ignorants ou femmes. La question de savoir ce qu'on entend par « peuple » reste, encore aujourd'hui – et partout –, une source permanente de controverses politiques.

Au cours des deux derniers siècles, partout à travers le monde, ceux qui n'ont aucun droit, ou seulement moins de droits que les autres, ont constamment frappé à la porte, l'ont parfois secouée ou même enfoncée, en en réclamant toujours plus. Laissez passer ceux-là et d'autres viendront à leur tour, qui exigeront aussi le droit d'entrer. Devant cette évidente vérité politique, on a pu observer des différences d'attitude très marquées, voire des oppositions radicales, entre libéraux et démocrates.

Les libéraux tentèrent de contenir le flot des revendications tandis que les démocrates les encourageaient plutôt. Les uns mettaient en avant l'importance d'une bonne mise en œuvre des réformes : à mauvaise démarche, mauvais résultats ; les autres, à l'inverse, n'envisageaient que les résultats : à mauvais résultats, mise en œuvre défailante. Les libéraux soulignaient l'ampleur de ce qui avait déjà été accompli ; les démocrates ne s'intéressaient qu'à l'avenir et considéraient l'ampleur de ce qui restait à faire. Verre à moitié vide ? à moitié plein ? Peut-être. Mais aussi, sans doute et avant tout, une divergence réelle quant aux objectifs.

Le *mantra* des libéraux est « rationalité ». En cela, ce sont les plus loyaux descendants des Lumières. Ils croient au potentiel rationnel de chacun. Mais cette rationalité n'est pas innée, elle s'acquiert par l'apprentissage, la *Bildung*. Cette formation, cependant, ne produit pas de

simples citoyens intelligents doués de vertus civiques. Les libéraux étaient bien conscients que le modèle des assemblées communautaires, hérité de la cité grecque, ne convenait pas aux trop grandes entités physiques que sont les États modernes, censés légiférer sur un assez large éventail de questions complexes. Les libéraux usent de la métaphore newtonienne selon laquelle les problèmes sont plus faciles à appréhender si on les scinde en problèmes plus petits : différenciation / spécialisation. Il s'ensuit nécessairement que pour remplir au mieux leur rôle de citoyens intelligents doués de vertus civiques les individus ont besoin du conseil des experts pour les guider, pour déterminer les différents choix et pour définir les critères selon lesquels doivent être évaluées les différentes alternatives politiques.

Si la rationalité, pour s'exercer au mieux, nécessite le conseil d'experts, il faut alors produire la culture civique qui incitera à conférer à ces derniers une place de choix dans la société. Le système éducatif moderne, qu'il s'appuie sur les sciences ou les humanités, se donne pour objectif de produire des citoyens élevés dans le respect des experts. Et c'est là l'éternel enjeu de tous les débats sur le suffrage comme sur les autres modes de participation politique : qui sont les experts ? et qui a l'esprit assez convenablement « formaté » pour accepter leur suprématie ? En bref, si tout le monde est *potentiellement* rationnel, tout le monde n'est pas, malheureusement, *réellement* rationnel. Le libéralisme, c'est reconnaître des droits aux individus rationnels et faire en sorte que les individus non rationnels ne soient jamais à même de prendre des décisions sociales cruciales. Si, contraint et forcé, on doit malgré tout accorder des droits formels à la masse des individus non rationnels, il faut bien entendu s'assurer que ces droits formels sont suffisamment circonscrits pour qu'il n'en résulte jamais de catastrophe irrémédiable. C'est d'ailleurs là ce que l'expression « mise en œuvre (*process*) des réformes » signifie réellement. Un mécanisme qui consiste à freiner aussi longtemps que possible la prise de décision afin que, au bout du compte, ce soit toujours l'opinion des experts qui l'emporte.

C'est toujours « ici et maintenant » que les individus non rationnels sont exclus. Pourtant, on leur promet sans cesse l'intégration future ; quand ils auront appris ; quand ils auront passé les tests avec succès ; quand, enfin, ils seront devenus aussi rationnels que les *inclus* du mo-

ment. La discrimination arbitraire a beau passer pour un blasphème aux yeux des libéraux, ils admettent malgré tout qu'il puisse y avoir des discriminations justifiées.

Le discours libéral exprime donc sa méfiance vis-à-vis de la majorité, vis-à-vis de l'impur et de l'ignorant, vis-à-vis de la masse. Ce discours véhiculé, indubitablement, le rêve d'une possible intégration des exclus, intégration contrôlée, bien entendu. Intégration par adhésion aux valeurs et aux systèmes préétablies. Contre la majorité, le libéral défend toujours la minorité mais, ce qu'il défend, ce n'est pas le groupe minoritaire physique mais la minorité symbolique, autrement dit l'individu héroïque, rationnel, seul contre la multitude. Bref, ce que le libéral défend, c'est lui-même.

Cet individu héroïque est à la fois compétent et civilisé – qualités d'ailleurs assez proches l'une de l'autre. Être civilisé, c'est avoir appris à se conformer aux exigences sociales de la cité. En d'autres termes, être à la fois civil et civique ; accepter les termes du contrat social et endosser sans discussions les responsabilités qui en découlent. Si *nous* sommes toujours civilisés, *eux* ne le sont jamais. Ce concept est à la fois universaliste – les valeurs invoquées étant supposées valoir partout – et développementaliste. On ne naît pas civilisé, on le devient. Et cela vaut aussi bien pour les individus que pour les groupes ou les nations. La compétence, elle, est une notion plus instrumentaliste, qui signe l'aptitude à fonctionner en société, en particulier dans le domaine du travail. En rapport avec les notions de métier et de professionnalisme, elle est le produit d'un apprentissage plus formel que celui à l'œuvre dans l'éducation de l'enfant par l'environnement familial. Quoi qu'il en soit, il est presque définitivement admis qu'il existe une forte corrélation entre les deux concepts et qu'être compétent c'est être aussi civilisé, et vice versa. Une exception à cette règle surprendrait et passerait pour une anomalie, voire pour une provocation. Car le libéralisme est aussi un véritable code de conduite. Que de tels principes, aussi abstraits soient-ils, soient toujours le produit d'un discours de classe me semble l'évidence même.

Évoquer compétence et civilité c'est, dans tous les cas, faire un tri parmi les individus, les groupes ou les nations. Civilité et compétence sont, par définition, des outils comparatifs qui permettent d'établir une

hiérarchie : certains individus le sont plus que d'autres. Ce sont, en même temps, des concepts universels : chacun peut, tôt ou tard et en théorie du moins, devenir compétent et civilisé. D'ailleurs, cet universalisme n'est pas sans rapports avec l'autre aspect fondamental du libéralisme : le paternalisme à l'égard du faible, de l'inculte, de l'incompétent. Le libéralisme se fixe pour mission sociale de faire progresser autrui par l'effort individuel, bien sûr, mais, avant tout, par l'effort collectif de toute la société et de l'État. Il est donc porteur d'une constante exigence de plus d'éducation, plus de *Bildung*, plus de réformes sociales

Le terme même de « libéral » n'évoque-t-il pas, d'ailleurs, outre la position politique que l'on sait, une certaine idée de largesse, le fameux « noblesse oblige ». Les puissants peuvent se permettre d'être libéraux dans leur distribution de valeurs tant matérielles que sociales. On peut observer, à ce propos, qu'il existe un véritable lien entre l'aristocratie et le libéralisme, qui prétend pourtant s'y opposer. En réalité, les libéraux ne s'opposent pas tant au concept d'aristocratie lui-même qu'au fait que les aristocrates puissent jouir d'un statut qu'ils doivent à l'entreprise passée d'un lointain ancêtre ainsi que des titres qui leur octroient des privilèges. En théorie, le libéral est en phase avec le présent. C'est l'accomplissement de l'individu, ici et maintenant, que le libéral respecte – en théorie, toujours. Pour lui, les véritables aristocrates, ceux qui composent l'élite, sont – et doivent être – ceux qui font, au présent, la démonstration de leur compétence. D'où l'usage, au xx^e siècle, du terme de « méritocratie » pour désigner la base de légitimation de la hiérarchie sociale.

La méritocratie, à l'inverse de la noblesse, se présente comme un principe égalitaire. Tout individu peut, théoriquement, se confronter aux tests qui déterminent ou accordent le mérite. S'il est vraisemblable qu'on n'hérite pas du mérite, on hérite pourtant des privilèges qui accroissent considérablement les chances que peut avoir un enfant d'acquérir les compétences demandées. C'est pourquoi les résultats ne sont jamais véritablement équitables – c'est d'ailleurs ce dont se plaignent continuellement ceux qui ont échoués aux tests et qui, de ce fait, se voient refuser la position et le statut qui récompensent le succès. Ces plaintes sont relayées aussi bien par les démocrates que par les « minorités » – si on entend par « minorités » tout groupe (quelle que soit son importance

numérique) qui s'est toujours vu historiquement relégué au rang de groupe social inférieur, c'est-à-dire au plus bas de l'échelle sociale.

Les « compétents », qui défendent leurs acquis sur la base de règles formelles prétendument universalistes, insistent en conséquence sur le respect de ces règles dans la conduite du débat politique. Ils sont, par nature, inquiets de tout ce qui peut être qualifié d'« extrême » ou considéré comme tel. Mais qu'est-ce qui paraît « extrême » dans la vie politique moderne ? Tout ce que l'on peut mettre sous l'étiquette « populiste ». Le populisme prend le peuple pour référence ultime lorsqu'il s'agit d'évaluer les résultats d'une politique : dans les domaines de la justice, de la répartition sociale des rôles ou des richesses. Le centre libéral a toujours été, dans sa grande majorité, viscéralement hostile au populisme – même si en certaines occasions et en particulier devant la menace du fascisme, il a parfois admis, pour de brèves périodes, la légitimité des manifestations populaires.

Le populisme est, traditionnellement, une pratique de gauche. D'un certain point de vue, la gauche politique était traditionnellement populiste ou tout au moins s'est toujours prétendue populiste. Cette gauche, bien souvent, s'est voulue le porte-parole du peuple, de la majorité, des plus faibles, des exclus. C'est aussi elle qui a tenté, régulièrement, de mobiliser l'opinion populaire pour l'utiliser comme moyen de pression politique. Et quand, parfois, la pression populaire s'exerçait spontanément, c'est encore cette gauche politique qui s'empressait de la récupérer. Les démocrates, prenant à contre-pied l'idée libérale selon laquelle une société efficace doit privilégier la compétence, avaient pour priorité l'intégration des exclus .

Il existe aussi un populisme de droite. Mais il présente des caractéristiques spécifiques qui le distinguent nettement du populisme de gauche. Le populisme de droite – puisque de droite – n'est pas réellement un populisme. En effet, ce qui caractérise, idéologiquement la droite c'est qu'elle ne confère au peuple qu'un simple rôle de suiveur. Le populisme de droite pimente, en fait, sa franche hostilité envers les experts de quelques rares soucis sociaux. Mais, toujours, sur fond d'exclusion à grande échelle, c'est-à-dire en limitant les avantages sociaux à un groupe ethniquement déterminé, dont les experts, bien sûr, ne font pas partie. Le populisme de droite n'a donc rien à voir avec la démocra-

tie au sens que nous accordons habituellement à ce terme, c'est-à-dire avec une pratique qui donne la priorité à l'intégration des exclus.

En fait, ce que nous venons de dire de la démocratie s'oppose tout autant au populisme de droite qu'au libéralisme tel que nous l'avons défini. La démocratie suppose, précisément, une certaine suspicion vis-à-vis de l'expertise, vis-à-vis des « compétents », de leur prétendue objectivité, de leur désintéressement, voire de leurs vertus civiques. Les démocrates voyaient dans le discours libéral un masque sous lequel se dissimulait une nouvelle aristocratie (d'autant plus pernicieuse qu'elle invoquait l'idée d'universalisme) qui travaillait toujours, plus ou moins, à la conservation générale des hiérarchies existantes. Libéralisme et démocratie étaient donc en conflit, chacun campant sur des positions profondément divergentes.

Nous le constatons à propos de la fameuse devise de la Révolution française au sujet de laquelle il est couramment allégué que les libéraux privilégient la liberté – individuelle bien sûr – quand les démocrates (ou les socialistes) insistent pour leur part sur l'égalité. C'est là, à mon avis, une manière parfaitement fallacieuse d'expliquer ce qui distingue les deux courants de pensée. Les libéraux ne donnent pas seulement la priorité à la liberté sur l'égalité, ils rejettent l'égalité. Le libéralisme, qui préconise une pratique rationnelle de gouvernement fondée sur le discernement éclairé des plus compétents, voit dans l'égalité un concept niveleur, anti-intellectuel et, nécessairement, extrémiste.

Il serait faux de penser que les démocrates rejettent pareillement la notion de liberté. Loin de là ! En fait, les démocrates ont toujours refusé de faire une distinction entre les deux. Ils soutiennent, habituellement, qu'il ne peut y avoir de liberté hors d'un système fondé sur l'égalité puisque deux individus non égaux n'ont pas une égale opportunité de prendre part aux décisions collectives. Par ailleurs, l'existence d'individus non-libres contrevient au principe d'égalité puisqu'elle implique l'existence d'une hiérarchie politique qui se traduit inévitablement par une forme ou une autre d'inégalité sociale. Ce même et unique processus qui unit les deux concepts a récemment reçu le nom d'égaliberté (ou équaliberté) ⁴.

4. Cf. la théorisation de l'égaliberté, in « Trois concepts de la politique : émancipation, transformation, civilité » (*La Crainte des masses*, Paris : Galilée, 1997).

Cependant, rares sont les responsables qui s'autoproclament de gauche à oser faire de l'égaliberté le moteur de la mobilisation populaire. Victimes qu'ils sont, en fait, de cette même peur qui pousse les libéraux à insister sur l'importance de la mise en œuvre des réformes et de la compétence de ceux qui s'en chargent. Peur de voir le peuple, devenu autonome, agir de manière irrationnelle – entendez se laisser aller au fascisme et au racisme. Quoi qu'il en soit – et quelle que soit la position théorique des partis de gauche –, la revendication démocratique du peuple est une constante historique. D'ailleurs, l'histoire nous apprend aussi que les partis de gauche qui ont reculé devant l'égaliberté ont connu une forte érosion de leur base populaire qui les juge désormais plus « libéraux » que « démocrates ».

Le conflit entre libéralisme et démocratie n'est pas un problème purement théorique. Il nous met constamment devant un certain nombre de dilemmes et d'alternatives politiques. Le système-monde a pâti sévèrement de ce conflit entre les deux guerres mondiales, avec la montée du fascisme dans de nombreux pays. Souvenons-nous des hésitations et de l'indécision qui furent la marque des politiques – du centre comme de gauche – durant cette période. Ces tensions renaissent dans les années 1990 avec la montée d'un racisme ravageur dissimulé sous le masque du nationalisme et les tentatives d'élaborer, en Occident, de nouvelles politiques d'exclusion sur la base d'une rhétorique anti-immigrés et antimarginaux.

Au même moment, on a pu assister – une fois passée l'ère soixante-huitarde – à l'essor d'un phénomène bien différent : la montée en puissance des exclus qui, exprimant leurs exigences politiques en termes de droits des minorités, sont à l'origine du fameux « multiculturalisme ». Né aux États-Unis, ce phénomène s'est à présent étendu à la plupart des autres nations aux déjà vieilles prétentions libérales tout en étant souvent identifié à la lutte contre ce que les Français appellent la lepénisation de la société. Ce sont pourtant là deux phénomènes très différents.

Les relations de nos frères ennemis sont donc, de nouveau, aujourd'hui, au cœur du débat sur les stratégies politiques. Et je ne pense pas que nous puissions faire de grands progrès à ce sujet si nous ne tournons pas définitivement le dos à la rhétorique habituelle.

Prenons quelques faits bien actuels. Quatre éléments fondamentaux, me semble-t-il, caractérisent l'après-1989. Fondamentaux, puisqu'ils servent de paramètres obligés à toute prise de décision politique. Signalons, en premier lieu, la profonde désillusion, ressentie partout à travers le monde, vis-à-vis de la gauche classique historique, c'est-à-dire selon moi, non seulement vis-à-vis des partis communistes mais aussi des partis sociaux-démocrates et des mouvements de libération nationale. Le second élément est l'offensive massive, parfois qualifiée de « néolibérale », menée simultanément contre l'État-providence et contre les contraintes imposées aux mouvements du capital et des marchandises ⁵. La persistance du phénomène de polarisation sociale, démographique et économique du système-monde constitue une autre de ces réalités incontournables – que l'offensive néolibérale, d'ailleurs, ne peut que continuer à alimenter. Enfin, dernier aspect fondamental de la situation : malgré tout cela – ou à cause de tout cela – la revendication démocratique (et non la revendication libérale) est plus pressante aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été dans toute l'histoire du système-monde moderne.

La désillusion vis-à-vis de la gauche classique résulte avant tout, à mon avis, du fait qu'elle a, progressivement, abandonné le combat démocratique pour promouvoir, en fait, une politique libérale en plaçant au cœur de ses programmes l'individu compétent. Évidemment, ces partis désignaient, du moins en théorie, les individus compétents sur des critères quelque peu différents de ceux des partis centristes. Dans la pratique, cependant, il n'est pas évident que les individus ainsi désignés aient été issus de milieux sociaux très différents de ceux que le discours libéral favorisait. De toute façon, les changements s'avèrent si insatisfaisants aux yeux de la base populaire de ces partis de gauche que celle-ci finit par les abandonner ⁶.

5. On trouve une présentation du cadre historico-politique de ces désillusions in Michel Barrillon, *infra*, p. 43 & *D'un mensonge « déconcertant » à l'autre*, Agone Éditeur, 1999. (Ndlr.)

6. J'ai développé ce sujet en détail dans *L'Après libéralisme* (*op. cit.*, en particulier chap. 3 et 4). Voir aussi « Marx, Marxism-Leninism, and Socialist Experiences in the Modern World-System », in *Geopolitics and Geoculture* (Cambridge University Press, 1991) et « Social Science and the Communist

Cette profonde désillusion populaire vis-à-vis de la gauche classique a rendu possible l'offensive néolibérale qui use, à propos de la mondialisation, d'une rhétorique parfaitement fallacieuse puisque, en fait, la situation économique actuelle n'est en rien nouvelle. A l'évidence la pression qui pèse sur les entreprises capitalistes quant à leur nécessaire compétitivité sur le marché mondial n'est pas nouvelle. C'est pourtant en prétextant cette nouveauté prétendue qu'on tente de justifier l'abandon de cette concession libérale historique qu'est l'État-providence. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le néolibéralisme ne peut pas être raisonnablement tenu pour le nouveau visage du libéralisme. S'il en a adopté le nom, ce n'est en réalité qu'une version du conservatisme, lui-même bien différent du libéralisme. Le libéralisme historique n'a pas survécu à l'effondrement de la gauche classique qui, loin d'être son ennemi mortel, était son alibi social le plus efficace dans la mesure où elle a longtemps joué le rôle crucial de barrage contre la pression démocratique des classes dangereuses en nourrissant l'espoir (et l'illusion) d'un inéluctable progrès. Bien sûr, la gauche classique prétendait que ce progrès ne pourrait s'accomplir qu'à travers elle mais, dans les faits, cette prétention, prenait la forme de pratiques politiques qui n'étaient après tout, que de simples variantes du credo libéral des petits pas.

Finalement, ce qui a porté le coup fatal à la gauche classique, c'est son inaptitude à endiguer le phénomène de polarisation du système-monde, en particulier au niveau mondial. L'offensive néolibérale a profité de cet échec et se présente comme un moyen d'y parvenir. Prétention effarante lorsqu'on sait qu'elle a, en fait, extraordinairement accéléré cette polarisation sociale, économique et démographique du système-monde. Pire encore, elle a concrètement relancé le processus de polarisation interne dans les États les plus riches. Un processus que l'État-providence avait su contenir assez longtemps, en particulier entre 1945 et 1970. Conséquence de cette polarisation accrue : l'immigration, elle aussi accrue, du Sud (y compris celle du fameux « Est » de la guerre froide) vers le Nord – cela malgré des législations toujours plus strictes et la multiplication des obstacles administratifs à l'immigration légale.

Interlude, or Interpretations of Contemporary History », in *The End of the World...*, *op. cit.*

Plus significatif encore, peut-être, l'attachement au principe démocratique est aujourd'hui plus grand que jamais – probablement plutôt en raison de ces problèmes que malgré eux. Cet attachement peut se déduire de trois revendications spécifiques qui s'expriment partout à travers le monde : pour plus de services dans les domaines de l'éducation et de la santé et pour un relèvement des revenus salariaux. D'ailleurs, le seuil minimum tolérable s'est toujours élevé, jamais abaissé. Toutes ces revendications entrent, bien sûr, en conflit direct avec le programme de démantèlement des systèmes sociaux, et accroissent, en conséquence, la probabilité de voir éclater des conflits sociaux aigus sous la forme de mobilisations plus ou moins spontanées des travailleurs (comme c'est arrivé en France en 1995, par exemple) ou, plus violemment, sous forme d'insurrections populaires (comme en Albanie quand les revenus ont brutalement chuté à cause du « jeu pyramidal »).

Quoi qu'il en soit, de 1848 à 1968, nous avons vécu dans une géoculture fondée sur le consensus libéral. Les libéraux purent donc s'approprier le terme de « démocratie » et saper l'influence de leurs contradicteurs. Nous sommes désormais dans le monde de Yeats : « Le centre s'effondre ». L'avenir qui nous attend est clairement polarisé : soit l'égaliberté, soit ni liberté ni égalité ; soit une véritable volonté d'intégration pour tous, soit le repli sur un monde profondément divisé, dans une sorte d'« apartheid mondial »⁷. La domination du libéralisme entre 1848 et 1968 a mis les démocrates devant ce dilemme : accepter globalement les présupposés de la pensée libérale ou être condamnés à l'inanité politique. C'est finalement la première solution qui l'a emporté, déterminant la trajectoire future de la gauche classique. Mais, aujourd'hui, c'est à ce qui reste des libéraux de choisir : soit accepter largement les présupposés de l'idée démocratique, soit être condamnés à l'inanité politique. Il suffit pour s'en persuader de suivre attentivement les deux grands débats contemporains qui opposent libéraux et démocrates : le multiculturalisme et la lepénisation.

7. On trouve une analyse du concept et de la situation *in* Myron J. Franckman, « Le revenu universel. Un antidote à l'apartheid global », *Agone*, 21, 1999, « Utopies économiques ». (Ndlr.)

De quoi s'agit-il quant au débat sur le multiculturalisme ? Les groupes qui ont été tout particulièrement exclus (tant au niveau national qu'au niveau mondial) de la pratique politique, de la redistribution économique ou de la reconnaissance sociale et de la légitimité culturelle – femmes et personnes de couleurs en tout premier lieu, certes, mais aussi bien d'autres groupes – expriment désormais des critiques de trois façons différentes : (1) après avoir établi un bilan historique, ils le jugent catastrophique ; (2) après avoir pris connaissance des faits reconnus dignes d'être étudiés et méritant l'attention, ainsi que des prétendus « sujets d'histoire », ils constatent que les choix opérés jusqu'à maintenant sont éminemment partiels ; (3) ils mettent en doute les critères d'objectivité qui président à l'étude de ces faits et les soupçonnent même de constituer une sorte de baromètre trompeur qui génère lui-même les résultats constatés.

Les libéraux considèrent ces critiques et ces revendications comme une demande de quotas qui, à la longue, ne peuvent que générer une médiocrité généralisée et de nouvelles hiérarchies. Ils affirment aussi que l'importance historique de certains faits et l'intérêt qu'on leur accorde ne sont pas décrétés mais déduits de critères objectifs ; que relativiser ces critères mènerait sur la pente glissante de la subjectivité totale et, conséquemment, de l'irrationalité sociale la plus complète. S'il s'agit là d'arguments bien faibles, ils n'en soulignent pas moins les problèmes réels que pose le multiculturalisme dans son expression la plus vague ou la moins réfléchie.

Le problème de la revendication multiculturaliste, c'est qu'elle ne se fixe aucune limite. En premier lieu, le nombre de groupes lui-même n'est pas bien défini et, en effet, ils sont innombrables. Par ailleurs, elle produit d'inévitables disputes quant à la hiérarchie des injustices de l'histoire. Ensuite, même si des « rattrapages » sont entrepris au cours d'une génération, rien n'assure qu'ils seront pérennisés la génération suivante. Doit-on, alors, prévoir un échéancier pour ces réajustements ? Enfin, il n'est pas garanti que l'allocation multiculturelle soit finalement vraiment égalitaire puisqu'elle peut, en fait, conduire à l'invention de nouveaux critères d'appartenance au groupe des personnes considérées comme compétentes, avec attribution de privilèges associés.

Bien entendu, il est difficile de ne pas voir à quel point ces arguments

antimulticulturalistes sont profondément intéressés dans un monde aussi intrinsèquement inégalitaire que le nôtre. Malgré la poudre aux yeux et les cris d'orfraies que poussent les contempteurs du politiquement correct, nous sommes bien loin de vivre dans un monde d'ores et déjà acquis aux principes multiculturels. Nous commençons à peine à réparer – et si peu ! – les injustices historiques. Les Noirs, les femmes et bien d'autres restent, en gros, du mauvais côté de la barrière, malgré les quelques améliorations marginales apportées, ici ou là, à leur condition. Il est évidemment prématuré d'exiger un retour de balancier.

Il est donc absolument nécessaire de commencer à nous pencher sérieusement sur la manière dont nous pourrions élaborer des structures et mettre en œuvre des processus qui nous conduiraient, à coup sûr, dans la bonne direction – en évitant l'impasse que les libéraux redoutent, non sans raison, si nous nous lançons dans une telle entreprise. L'heure est assurément venue pour les libéraux, espèce en voie de disparition mais néanmoins dotée d'une solide tradition intellectuelle, d'user de leur intelligence et de se conduire en coéquipiers plutôt que de blâmer, voire de dénoncer les autres à partir du banc de touche. Par exemple, n'aurait-il pas mieux valu, de la part de quelqu'un comme Alan Sokal, de mener un débat constructif avec ceux qui traitent de vraies questions quant à la structure des connaissances plutôt que de montrer du doigt quelques excès stupides ? Ce faisant, n'a-t-il pas plus nuit à la discussion sur les problèmes de fond qu'il n'y a apporté de lumières ⁸ ?

Il ne faut jamais perdre de vue le vrai problème : l'exclusion. Ce problème n'a en aucun cas trouvé sa solution dans le prétendu progrès du système-monde. Au contraire, il est aujourd'hui plus sensible que jamais. Et les véritables démocrates sont ceux qui en font une priorité. Si l'intégration est difficile, l'exclusion est immorale. Les libéraux qui sou-

8. En référence à l'« Affaire Sokal ». Voir l'ouvrage d'Alan Sokal & Jean Bricmont, *Imposture scientifique*, Jacqueline Chambon, 1999 (réédition en poche). La part politique de l'« Affaire Sokal » est traitée par Noam Chomsky in « Le vrai visage de la critique post-moderne », *Agone*, 18-19, 1998, « Neutralité & engagement du savoir ». Voir également Jacques Bouveresse, *Ce qu'ils appellent penser*, Raisons d'agir, 1999. (Ndlr.)

haitent une société efficace et l'avènement d'un monde rationnel doit garder en mémoire la distinction établie par Max Weber entre la rationalité formelle et la rationalité matérielle. La rationalité formelle consiste à résoudre les problèmes sans y consacrer un supplément d'âme. Elle est donc au bout du compte autodestructrice. La rationalité matérielle, extraordinairement difficile à définir, est à la merci d'interprétations arbitraires, mais c'est, au bout du compte, exactement de cela qu'il s'agit quand on parle de société meilleure.

Le multiculturalisme restera un sujet d'actualité aussi longtemps que nous vivrons dans une société inégalitaire, c'est-à-dire tant que nous vivrons dans une économie-monde capitaliste. Si je crois que ce système résistera moins longtemps que bien d'autres qui l'ont précédé, il faudra cependant attendre encore une cinquantaine d'années avant qu'il ne s'effondre définitivement⁹.

L'objectif de ces cinquante années à venir doit être de désigner le type de système historique que nous voulons voir remplacer l'ancien. Et c'est là que le problème de la lepénisation se pose. En effet, un monde dans lequel racisme et exclusion occupent de plus en plus de place et pèsent sur l'ensemble du débat politique pourrait bien finir par accoucher d'une société encore pire, à nos yeux, que celle que nous connaissons – si, du moins, on tient à l'idée d'égaliberté.

Prenons, par exemple, l'exemple très concret du Front national français. Nous avons là un mouvement qui se positionne à la fois contre la compétence et contre l'intégration et donc, simultanément, contre les libéraux et contre les démocrates. Que faire avec ce parti ? Sa force émane de cette angoisse diffuse que ressentent certains individus – quelle que soit leur classe sociale – lorsqu'il s'agit de leur sécurité personnelle, aussi bien physique que matérielle. Angoisse souvent fondée. Le FN – comme tous les autres mouvements de ce type – offre trois réponses à cette angoisse : la promesse d'une sécurité individuelle restaurée au travers de l'instauration d'un État plus répressif ; la promesse d'une sécurité matérielle accrue à travers un très vague programme poli-

9. Pour une argumentation détaillée, voir les chap. 7 & 8 de *The Age of Transition : Trajectory of the World-System, 1945-2025*, Hopkins et Wallerstein (éd.), Londres : Zed Press, 1996.

tique combinant à la fois néolibéralisme et État-providence ; enfin, et par dessus tout, un bouc émissaire facilement identifiable qui rendrait compte de toutes les difficultés que rencontrent les individus. Dans le cas du FN, ce bouc émissaire est, en premier lieu, la communauté « immigrée », terme qui qualifie tous ceux qui ne sont pas originaires de l'Europe de l'Ouest (autrement dit les « non-blancs »). N'oublions pas l'inévitable litanie sur le rôle éternel de la femme. La seconde victime expiatoire du FN – soigneusement évoquée de temps en temps mais pas trop ouvertement afin d'éviter les lois antiracistes –, est le juif riche et cultivé, intellectuel cosmopolite. Bien entendu, l'actuelle élite politique n'échappe pas à la dénonciation. Bref, les boucs émissaires désignés sont les compétents et les exclus.

La réponse à la menace FN fut trop longtemps bien timide. Les conservateurs imaginaient récupérer les électeurs du FN en adoptant une version édulcorée du thème anti-intégrationniste. Les libéraux centristes, qu'ils soient RPR, UDF ou socialistes, avaient dans un premier temps pensé pouvoir ignorer le FN dans l'espoir qu'il finirait d'une manière ou d'une autre par disparaître si on n'en parlait pas. La mobilisation anti-exclusion fut laissée aux mains d'une poignée d'organisations (telles SOS Racisme) et de quelques intellectuels ainsi, bien sûr, qu'aux membres des communautés menacées. Lorsque, en 1997, le FN remporta pour la première fois, à Vitrolles, une élection locale, un vent de panique se mit à souffler et on assista à une mobilisation nationale. Le gouvernement, pris entre les vrais conservateurs et les centristes libéraux, retira de son projet de loi anti-immigrés une clause particulièrement provocante, mais en conserva tout le reste. Preuve que la politique de récupération de l'électorat lepéniste l'avait largement emporté.

Quelle a été, en l'occurrence, la position des démocrates français ? À première vue, cette position défendait le droit à l'intégration de toute personne vivant déjà sur le sol français en lui accordant des droits et en s'opposant à une législation trop répressive en ce domaine. Mais le véritable contenu du message démocrate était que tout cela ne s'appliquerait qu'à ceux qui vivent déjà en France et aux réfugiés politiques dûment certifiés par l'État. Personne n'osa suggérer l'abandon de toute surveillance aux frontières à l'exemple de ce qui se passe entre la plupart des pays du Nord et comme cela se pratiquait, historiquement, à

l'échelle du monde, avant le XIX^e siècle. La raison de cette timidité tient tout entière dans la crainte éprouvée par les démocrates français qu'une telle mesure ne renforce l'influence du FN sur la classe ouvrière.

Si je développe cet exemple extrême, c'est précisément parce qu'il éclaire parfaitement le problème. Si la lutte contre l'exclusion constitue le véritable défi, pourquoi devrait-elle rester confinée à l'intérieur des frontières nationales et non s'étendre à l'échelle du monde ? Si la question est celle de la compétence, pourquoi celle-ci devrait-elle être définie dans le cadre national et non à l'échelon mondial ? Maintenant, si nous considérons le point de vue conservateur – dissimulé sous l'étiquette néolibérale – sur les vertus de la dérégulation, pourquoi les mouvements des individus ne pourraient-ils pas faire, eux aussi, l'objet de cette dérégulation ? Ni en France, ni ailleurs, le racisme et l'exclusion ne pourront être endigués si ces questions ne sont pas clairement posées et courageusement affrontées.

Revenons à présent aux relations qu'entretiennent libéraux et démocrates. Les premiers, comme on l'a vu, mettent en avant la défense de la compétence. Les autres, l'urgente priorité du combat contre l'exclusion. On souhaiterait pouvoir dire : pourquoi pas les deux à la fois ? Parce qu'il n'est pas facile de mener les deux objectifs de front. La compétence, par définition, sous-entend l'exclusion. Car s'il y a compétence, il y a incompetence. L'intégration impose que chacun ait le même poids dans la vie collective. Au niveau gouvernemental comme dans la prise de décision politique, les deux objectifs entrent, presque toujours, en conflit. C'est alors que les frères deviennent ennemis.

Les libéraux ont connu leurs heures de gloire. Nous sommes à présent menacés par le retour de ceux qui refusent à la fois compétence et intégration. Bref, le retour du pire. Si nous voulons vraiment résister à leur ascension et élaborer un nouveau système historique, nous ne pourrions le faire que sur la base de l'intégration. Le temps est venu pour les libéraux de s'en remettre aux démocrates. S'ils le font, ils peuvent continuer à jouer un rôle salutaire. Ils peuvent continuer de prévenir les démocrates contre les majorités stupides et hâtivement constituées, mais ils ne peuvent le faire que s'ils admettent d'abord le caractère fondamental du principe majoritaire dans la prise de décision collective. Les libéraux peuvent aussi, bien entendu, continuer d'exiger

qu'on retire du champs des décisions collectives tout ce qu'ils considèrent comme faisant partie du domaine exclusif de la décision individuelle – et il en est un très grand nombre. Ce type de position libertarienne ¹⁰ pourrait même s'avérer salutaire dans le cadre d'un système-monde démocratique. Car en donnant la priorité à l'intégration sur la compétence, nous ne considérons que l'arène politique. Loin de nous l'idée que la compétence n'a pas sa place sur les lieux de travail où dans le monde de la connaissance.

On connaît la vieille histoire au sujet des relations qu'entretiennent riches et intellectuels. Le riche dit à l'intellectuel : « Si vous êtes si intelligent pourquoi n'êtes-vous pas riche ? » Réponse de l'intellectuel : « Si vous êtes si riche, pourquoi n'êtes vous pas intelligent ? » Permettez-moi une petite adaptation de cette histoire. Le libéral dit au démocrate : « Si vous représentez la majorité, pourquoi ne gouvernez-vous pas de façon compétente ? » Réponse du démocrate : « Vous qui êtes si compétent, pourquoi n'êtes-vous jamais majoritaire ? »

IMMANUEL WALLERSTEIN

Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton

Ce texte est traduit de « Liberalism and Democracy : *Frères Ennemis* ? », in *Fourth Daalder Lecture*, Rijksuniversiteit Leiden, Interfacultaire Vakgroep

10. Sont rassemblés sous ce terme tant les anarchistes traditionnels que les anarcho-capitalistes, qui dénie tout légitimité à l'État. (Ndlr.)

La mort du héros

LE MÉDECIN-MAJOR NE COMPRENAIT PAS. Il eut un mouvement de tête agacé et jeta, par-dessus son binocle, un coup d'œil interrogateur à son assistant.

L'aide-major, un blondinet timide qui s'efforçait de prendre une attitude militaire, se taisait, n'en ayant pas compris davantage.

L'ordonnance, debout au pied du lit, paraissait seul avoir quelque compréhension des hallucinations de son maître, car deux larmes brillaient aux pointes de ses moustaches effilées au cosmétique. Mais l'homme ne parlait que le hongrois et le médecin-major le planta là. « Abruti », grogna-t-il en s'éloignant à pas lourds, soufflant comme un phoque, vers la salle d'opération, tandis que l'aide-major, avec sa blondeur de pain doré, trottinait martialement derrière lui.

Les docteurs une fois partis, la monstrueuse boule d'ouate qui, d'après la pancarte accrochée au lit, contenait la tête du lieutenant Otto Kadar du ***ème régiment d'artillerie de campagne, retomba sur les oreillers. Miska se rassit sur son sac, renifla et, la tête entre ses

larges mains sales, se mit à considérer l'avenir avec désespoir. L'affaire était claire : son lieutenant n'en avait plus pour longtemps. Miska savait ce que dissimulait la boule d'ouate, il avait vu le crâne défoncé et l'horrible bouillie blanchâtre pleine de débris rouges : la cervelle de son pauvre monsieur le lieutenant. Miska ne retrouverait jamais si bon maître, si brave homme, on n'avait pas deux fois une chance pareille. Les belles rondelles de salami que souvent, si souvent, son lieutenant lui donnait sur ses provisions, les douces et chaudes paroles qu'il l'avait entendu murmurer aux blessés... Les souvenirs revenaient, souvenirs des temps sanglants qu'il avait vécus en vrai camarade auprès de son maître. Miska s'apitoyait sur lui-même, sur sa faiblesse irrémédiable devant le botte-cul infernal qui allait le réexpédier là-bas, dans l'écrase-chrétiens, sans avoir près de lui la sûre protection de son monsieur le lieutenant.

Sa grosse tête de paysan entre ses poings, il était comme un chien couché aux pieds de son maître mourant, et ses larmes roulaient, s'accrochant une à une à ses moustaches gominées et poussiéreuses.

Ce qu'il n'arrivait pas à comprendre c'était pourquoi le lieutenant criait comme un perdu à propos de son gramophone.

Miska savait simplement que les officiers étaient assis dans leur abri, écoutant la marche de Rákóczy sortir du gramophone de son maître, quand ce gueusard d'obus avait déboulé d'un coup en sifflant, ensevelissant tout dans un fracas à vous assassiner les oreilles. Il n'y avait vu que du feu, Miska, une planche venue du ciel lui ayant frappé le dos avec une telle force que son souffle lui avait dit adieu et qu'il avait bien cru que ce serait pour toujours.

Ensuite... ensuite Miska se souvenait vaguement d'un grand n'importe quoi dans tous les sens, un méli-mélo de planches, de poutres effondrées, un salmigondis de sacs, de terre, de ciment, de bras, de jambes avec du sang en veux-tu en voilà... Il se souvenait aussi de l'aspirant Meltzar, assis tout raide, le dos à la paroi, portant en remplacement de la tête, sur son cou, le disque qui venait de jouer la marche de Rákóczy. La tête avait fait la valise, le disque intact était planté dans le cou bouillonnant, pareil à une tête. Pour être horrible, c'était horrible. Miska frissonna à ce souvenir sans nom. Soudain son cœur eut un raté : le lieutenant remettait ça.

— Gramophone ! Que des gramophones !...

Miska sauta sur ses pieds, vit l'énorme boule d'ouate se dresser péniblement, vit le seul œil que gardait son maître fixer avidement l'invisible... Que faire ? Miska restait debout, l'oreille basse. Des lits voisins, on lui lançait des regards furieux.

— C'est intenable ! cria, à l'autre bout de la galerie, un vieux commandant grièvement blessé. Emportez donc cet homme !

Le vieux commandant avait aboyé allemand, allez y comprendre quelque chose ! Miska ne savait toujours pas quoi faire, il essuya son front où perlait la sueur et, puisque son patron ne pouvait pas entendre, il expliqua au lieutenant du lit voisin que le gramophone, il n'en restait pas de quoi faire un cure-dents, sinon lui, Miska, il ne l'aurait pas laissé, tiens, pour que quelqu'un se l'embarque, il l'aurait emporté comme tout ce qui était propriété de monsieur le lieutenant.

Personne ne répondit. Tout le long de la galerie, les officiers, comme sur ordre, avaient enfoui la tête sous leurs oreillers et ramené leurs couvertures par-dessus, tandis que le vieux commandant enroutait la sienne, de tête, dans son manteau taché de sang pour ne plus entendre l'horrible rire glapissant qui se changeait tantôt en cri exaspéré, tantôt en hurlement où il était question de gramophones.

— Monsieur le lieutenant... Je prie respectueusement monsieur le lieutenant... suppliait Miska en caressant de ses grosses pattes les genoux frémissants de son maître.

Mais le lieutenant Kadar ne pouvait pas sentir la main lourde sur ses genoux, car l'aspirant Meltzar était assis devant lui, muni d'une tête plate, noire et circulaire, sur laquelle était gravée la marche de Rákóczy.

Le lieutenant s'aperçut tout à coup qu'il avait été très injuste à l'égard de ce pauvre Meltzar, très injuste six mois durant. Le pauvre garçon ne pouvait être tenu pour responsable de la sinistre bêtise qui l'habitait ni de son patriotisme glapissant. Avec un disque de gramophone en guise de tête, comment penser avec rectitude ? Le lieutenant Kadar comprenait le sacré tour qu'on avait joué à ce pauvre aspirant Meltzar au moment de son enrôlement : on lui avait changé sa tête. La charmante tête blonde de dix-huit ans, on l'avait démontée et remplacée par un disque juste bon à bêler la marche de Rákóczy. Tout était

parfaitement clair à présent. Le pauvre gosse avait dû souffrir lorsque son lieutenant, de vingt ans son aîné, lui avait tenu ses discours sur l'humanité ! Quand on a un disque planté sur le cou, comment comprendre que les soldats italiens qu'on voyait passer, saignants et déchiquetés, auraient eux aussi préféré rester à la maison, mais qu'une affiche à un coin de rue les avait poliment persuadés de partir se faire écrabouiller ?

Le lieutenant Kadar s'expliquait maintenant l'opposition têtue du jeune aspirant et pourquoi celui-ci écoutait tout sans broncher, pour siffler à la fin la marche de Rákóczy et murmurer la phrase des phrases, l'équation universelle :

— Ces cochons ! Faut les saucissonner !

Sa jeunesse n'était nullement la cause de sa déplorable impertinence, ni le fait d'être passé directement de l'école de guerre aux premières lignes. Le responsable de tout c'était le disque de gramophone. Très mauvais pour la tête un disque de gramophone à la place de la tête. Très mauvais.

Les veines du lieutenant saillaient, son sang lui martelait les tempes, il enrageait contre ces criminels qui avaient démonté la tête de ce charmant garçon.

Le plus affreux c'était que tout le monde lui apparaissait à présent décapité, comme le pauvre Meltzar. Serrant les paupières, il s'efforçait de se rappeler les traits de ses canonniers. Impossible. Plus aucun visage dans sa mémoire. Il avait vécu de longs mois avec ces hommes, et voilà qu'il découvrait juste maintenant leur absence de tête. S'ils avaient porté une tête, il s'en serait souvenu... Non, rien que des disques de gramophone, des disques noirs, circulaires à perpétuité, qui surmontaient des tuniques sanglantes.

La région de l'Isonzo s'étendit brusquement sous ses yeux, comme ces cartes topographiques qu'on voit dans les journaux illustrés. Le fleuve argenté serpentait entre les collines vérolées de trous d'obus. Sans avion, sans moteur, uniquement porté par ses bras étendus, le lieutenant survolait la mêlée. Partout où tombaient ses regards, au sommet de chaque colline, au creux de chaque vallée, partout des pavillons de gramophone étaient installés. Des milliers et des milliers de cornes d'abondance vernies bleu ciel et bordées d'or ouvraient leurs

bouches vers lui. Et autour de chaque gramophone grouillait une fourmilière de canonniers transportant des obus.

Le lieutenant Kadar distinguait très bien les choses, à présent. Tout le monde portait sur le cou des disques de gramophone, comme l'aspirant Meltzar. Personne n'avait de tête. Mais quand les obus jaillissaient des pavillons bleu ciel et éclataient dans une fourmilière, les disques noirs se brisaient avec fracas et redevenaient alors de vraies têtes humaines.

D'en haut, le lieutenant Kadar voyait gicler les cervelles des disques et les surfaces rayées se métamorphoser en visages plissés de souffrance.

Tous les mystères de la guerre, toutes les questions qu'il ruminait depuis des mois s'éclaircirent soudain : on rendait leurs têtes à ces hommes au moment de mourir. « Bientôt mort ? Très bien, tenez, voici votre tête. » Là-bas, à l'arrière, on démontait leurs têtes pour les remplacer par des disques jouant la marche de Rákóczy, on les empilait dans des trains et, comme le malheureux Meltzar, comme lui-même, comme tous, ils arrivaient au front la tête ailleurs...

Exaspérée, la boule d'ouate tressautait. Le lieutenant Kadar aurait voulu bondir, crier aux hommes son secret, les exhorter à exiger leurs têtes. Il le dirait à l'oreille de chacun, de Plava à la mer, d'un bout à l'autre du front. À chaque canonnier, à chaque fantassin, aux Italiens eux-mêmes. Mais oui, à eux aussi. On leur avait vissé, à eux aussi, des disques sur le cou. Que tous retournent à Vérone, à Naples, à Venise où, au fond des dépôts, étaient stockées leurs têtes. Il irait d'homme en homme, il aiderait chacun, ami ou ennemi, à retrouver sa tête.

Mais impossible de se remettre à voler. On l'avait rivé par les pieds à son lit, avec de gros câbles, afin qu'il n'allât pas divulguer son secret.

Il essaya de l'annoncer d'une voix éclatante, d'une voix qui porterait la vérité de Plava à Trieste, et au-delà, jusqu'au Tyrol, jusqu'à la mer, en Flandre, dans le golfe Persique, comme les trompettes du jugement dernier. Il allait crier comme jamais homme n'avait crié !

— Gramophone ! Allez chercher les têtes ! Que des gramophones !

Mais sa vocifération libératrice se brisa en une plainte sourde. À chacune de ses paroles, une aiguille acérée lui fouillait le cerveau.

Une aiguille ?

Comment n'y avait-il pas pensé plus tôt ? Sa tête à lui aussi avait été démontée ! Lui aussi n'avait sur le cou qu'un disque noir... Dès qu'il se mettait à parler, l'aiguille courait dans les circonvolutions de son cerveau...

Oh, non ! Assez ! Il préférerait se taire et garder son secret. Non, pas cette douleur, cette douleur folle dans la tête !...

Mais l'appareil tournait toujours. Le lieutenant Kadar empoigna sa tête à deux mains et enfonça ses ongles dans ses tempes. S'il n'arrivait pas à arrêter le mécanisme infernal, sa tête allait se dévisser...

Une sueur glacée l'inondait.

— Miska ! appela-t-il, au paroxysme de la peur.

Mais Miska ne savait pas quoi faire. Et le disque tournait, tournait, jouant allègrement la marche de Rákóczy. Les nerfs du lieutenant étaient tendus à craquer, il sentait sa tête se retourner, déjà il crut apercevoir son dos... Il fallait la maintenir à tout prix, reste, reste, putain de tétéête, ne tourne pas, ne tourne pas, ne... Une horrible plainte, un râle. Et le silence.

Quand l'aide-major blondinet sortit de la salle d'opération, les gémissements de l'ordonnance l'avertirent de loin qu'un lit venait de se libérer dans la section des officiers. Le vieux commandant fit signe au jeune médecin de venir, puis il annonça d'une voix retentissante et pénétrée de respect :

— Le pauvre gars a enfin cessé de souffrir. Il est mort en vrai Hongrois : la marche de Rákóczy aux lèvres.

ANDREAS LATZKO

Traduit de l'allemand par Martina Wachendorff
& Henri-Frédéric Blanc

Ce texte appartient au recueil de nouvelles *Hommes en guerre*, à paraître dans la collection « Marginales », coéditée par *Agone* et *Propos de Campagne*.

Écrivain hongrois d'expression allemande, Andreas Latzko (Budapest, 1876 - Amsterdam, 1943) fut surpris à Goritz par la Première Guerre mondiale. Blessé en 1915, il se mit à la rédaction de ce recueil qui parut pour la première fois en Suisse en 1917.

Communication à l'académie des sciences

CETTE FOIS-CI, MESSIEURS LES ACADÉMICIENS, je n'évoquerai pas, à l'instar d'un de nos ancêtres, un auteur du nom de K. dont un seul récit a été conservé, la vie de singe que j'ai menée dans une existence antérieure. La question que j'aborderai n'en est pas moins complexe et j'essaierai, en autodidacte et chercheur amateur que je suis, de simplifier au maximum. La question, ou plutôt la légende des Balkans a été à l'origine de nombreuses polémiques et de violents affrontements au sein même de cette institution ; il s'avère une entreprise risquée de l'aborder, du fait que nous ne disposons que de quelques documents écrits, mystérieux et fragmentaires. Nul autre vestige ne peut venir confirmer nos conclusions, les rendre crédibles, si ce n'est certaines.

La légende des Balkans remonte à la préhistoire et, plus précisément, à la période d'avant la Grande Catastrophe, comme on appela la fin du xx^e siècle. Comme vous le savez, cette Grande Catastrophe – provoquée par une ou plusieurs explosions d'une puissance excep-

tionnelle accompagnées d'un cataclysme sismique et d'un déluge – eut lieu cent à cent cinquante ans avant le début de notre ère. Cela ressembla à la fin du monde et rares furent les survivants. C'est miracle que quelques livres, revues et journaux endommagés aient pu être retrouvés après le désastre ; ils sont aujourd'hui conservés dans les chambres fortes du musée de la Préhistoire.

Ayant examiné ce matériel et analysé en détail les rares et ô combien précieux passages où sont évoqués les Balkans, j'ai tenté d'établir le caractère irréfutable de certains éléments de cette légende que vous avez choisie comme sujet de notre rencontre scientifique de cette année, la sept mille sept cent quatre-vingt-neuvième du rang. Les éminents spécialistes et respectables académiciens que vous êtes avez déjà consacré à ce thème de nombreux débats pleins de passion et de controverses, aussi je vous prierai de ne pas trop m'en vouloir si, faisant le choix de la vérité, vous décidez, au moment de voter, que mon exposé ne mérite que d'être oublié et moi-même condamné au pire des supplices, puisqu'il me faudra, comme le veut la coutume, mettre fin à mes jours ou tout au moins cesser à jamais de me pencher sur la légende des Balkans. À tous ceux qui sont las de mener une vie tranquille et béate où il ne se passe rien, les Balkans apparaissent comme un véritable défi. Nous ne pouvons évidemment pas savoir s'il en était déjà de même pour les hommes de la préhistoire. Voyaient-ils là le même challenge que nous, qui sommes contraints de reconstruire une ancienne légende à partir de quelques éléments plus ou moins incertains ?

Nous tenant toujours à mi-chemin du mythe et de la réalité, hésitant à nous déterminer pour l'un ou l'autre de ces extrêmes quand nous devons définir le statut existentiel de ce qui aurait dû disparaître avec tout le reste dans le déferlement qui submergea la planète, nous préférons ne voir là qu'une *légende*. Je considère qu'en l'occurrence cette solution ne saurait nous satisfaire, d'autant plus que les sources écrites dont nous disposons, malgré leur caractère succinct et notre connaissance insuffisante des langues parlées à l'époque, nous permettent de faire un pas de plus. Nous sommes aidés en cela par la récente découverte de la signification du mot « *Amerika* », longtemps pris pour le nom d'un site plus ou moins important ou, dans le meilleur des cas, d'un empire.

Dans un très vieux document, répertorié au Musée comme « Papier Correre », nous avons réussi à mettre en évidence un groupe de mots, « *l'americanizzazione amoro* » et, sur la base de la signification préalablement établie du graphème cité plus haut, nous en sommes venus à la conclusion qu'il convenait de les traduire comme « l'amertume rend amer », « l'amère amertume » ou quelque chose d'approchant. Vous voyez où je veux en venir. Au premier texte dans lequel sont mentionnés les Balkans, un passage d'un livre incomplet intitulé *Das uberstrapazierte Wort*, d'un certain *Neues Forum*. Ce passage, resté mystérieux à cause de l'erreur d'interprétation du mot « *Amerika* », est le suivant : « *Bei meinem Wiener Palais auf der Landstrasse begint der Balkan, und er erstreckt sich von hier in alle Richtungen. Auch in Westliche, aber nicht sehr weit. Und hiner Salzburg liegt Amerika.* »

Lors du déchiffrement, on avait déjà mis en rapport « *Wiener Palais* » et « *Salzburg* », qui signifient respectivement « cave à vin » et « baril de sel ». Les Balkans commençaient donc près d'une cave à vin, sur une route de campagne (si nous avons bien deviné le sens du mot « *Landstrasse* »), et à partir de là s'étendaient de toutes parts, et dans la direction désignée comme « *westliche* », où un baril de sel marquait la frontière au-delà de laquelle commençait l'amertume. Nous pouvons désormais affirmer que la situation géographique des Balkans est définie sans ambiguïté. Nous savons pour le moins que d'un côté (le mot « *westliche* » nous reste incompréhensible) ils confinaient avec l'amertume.

Toujours chez le même auteur, *Neues Forum*, nous trouvons un autre passage qui nous met sur la voie : « *Balkan – ein Gebirge beziehungsweise eine Halbinsel* ». La traduction vous en est connue et on ne saurait rien lui reprocher : « Les Balkans sont un souci, une péninsule "beziehungsweise" ». Le sens le plus approchant du mot non traduit serait « en ce qui concerne les relations ». Si nous l'acceptons, les Balkans auraient été la péninsule où les relations étaient un souci. Cette signification s'accorde tout à fait avec la constatation qu'ils confinaient avec l'amertume. Donc, du point de vue géographique, les Balkans s'étendaient de toutes parts à partir d'un centre qui était une cave à vin, ils formaient une péninsule, lieu du souci, jusqu'en un lieu salé où passait la frontière avec l'amertume. Nous pouvons aisément

imaginer combien cela devait être un endroit insupportable, vénéneux. Un baril de souci et de sel amer ! Ne perdons pas de vue, cependant, que les eaux du déluge qui mirent fin à la Grande Catastrophe furent également amères et empoisonnées.

Non, ne hochez pas la tête d'un air dubitatif. Je n'oublie pas que d'aucuns pensent possible de traduire « *beziehungsweise* » par « nu ». Mais le fait que les Balkans aient été une péninsule dénudée ne remet pas en cause de manière essentielle la première de mes conclusions, telle que je vous l'ai exposée.

Devinant votre impatience, je passerai sans plus tarder à la deuxième, qui sera aussi la dernière. Dans les archives du Musée de la Préhistoire, on peut également accéder à un fragment de livre (seules les 104 premières pages ont été retrouvées) répertorié comme « Document Western New World Dictionary », dont l'auteur est, considère-t-on, Third College Edition, bien qu'il soit plus probable qu'il s'agisse là du nom de l'empire où le livre fut publié. (Certes, une secte non scientifique prétend encore que ces termes ne renseignent que sur l'édition !) Quoi qu'il en soit, à la dernière page de cet ouvrage, nous trouvons le mot « *balcony* ». Il n'a pas été déchiffré. En effet, la signification préalablement admise de « balcon » a été réfutée par les arguments puissants du professeur Potocki, auxquels est venu s'ajouter celui du docteur Frankafa, ô combien capital. Ces arguments, que vous connaissez tous, démontrent insidieusement qu'on a affaire à une graphie du mot « Balkans », courante à l'époque ayant précédé la Grande Catastrophe. Malheureusement, le seul mot que l'ont ait réussi à déchiffrer sur cette page, à proximité du mot « *balcony* », est « *theatre* », qui désigne approximativement une assemblée du même genre que le congrès annuel de notre Académie. Il y a trois siècles, on appelait encore théâtre une sorte de jeu de représentation s'inspirant d'un texte, produit de l'imagination et, dans le même temps, imitation de la réalité. Cette possibilité d'interprétation me conforte et me pousse à vous exposer à quelle conclusion j'en suis venu sur la part de réel et d'imaginaire dans la légende des Balkans.

La péninsule où les « relations étaient un souci » – ou du « dénuement », de la « nudité » – avec ses jalons de sel et sa frontière avec l'amertume, constituait un grand théâtre planétaire. Comment, sans

lui, les hommes de la Préhistoire auraient-ils pu tenir le coup ? Aussi a-t-on raison de dire qu'en son centre se trouvait une cave à vin, c'est-à-dire la source de l'ivresse, du transport, de la passion. Passion et transport dont, si nous avons bien compris, ce qu'on nommait jadis art et littérature n'auraient pu se passer. Les Balkans étaient donc une invention, un mythe, mais un mythe qui imitait la réalité dans ce qu'elle avait d'insupportable. La littérature et l'art balkaniques, se fondant sur ce mythe central, ont en des temps fort reculés donné de la réalité des visions dont la plus effroyable fut la Grande Catastrophe. Les Balkans n'ont pas existé ; ils ont été inventés pour que les hommes préhistoriques prennent conscience du caractère chaotique de leur existence. Les Balkans étaient comme une formule magique qui leur permettait de se remémorer leur passé, passé que nous ne devons pas forcément, Messieurs les académiciens, considérer comme ayant existé. Ils se souvenaient donc de leur passé et, grâce à des procédés magiques, littéraires, artistiques, préfiguraient l'avenir qu'ils allaient perdre. Si les Balkans étaient obligatoirement le sujet de toute création, ils n'étaient pas pour autant celui de l'histoire de la création. Le pouvoir destructeur de la Grande Catastrophe, en effaçant toute trace des identités et différences qui existèrent naguère, nous a empêchés d'en apprendre davantage sur l'influence et le rôle joué par la magie balkanique – créatrice et chaotique – dans un monde que nous situons à la fin du vingtième siècle, époque où le sentiment dominant chez les hommes était qu'il leur restait vraisemblablement peu de temps pour parler d'eux-mêmes. À cause de ces hommes, de leurs mythes et des images de la réalité qu'ils nous fournissent dans leurs écrits – nous en savons bien peu de choses, force nous est de le reconnaître –, à cause du grand théâtre balkanique et de son amertume, j'aimerais que les conclusions que je viens de vous exposer ne soient pas tout à fait exactes. Les désirs vains comme le mien ne feront pas que les Balkans soient un peu moins irréels, pas plus que les reconstructions auxquelles je pourrai me livrer ne transformeront leur réalité inaccessible en un mythe que l'on peut manipuler sans danger. Mais c'est le propre de l'écriture que de vouloir transformer l'irréalité qui parasite la réalité.

Si vous me demandez maintenant ce qu'est l'écriture balkanique, cette pratique micro-chaotique des conversations à n'en plus finir et de la prodigalité là où plus qu'ailleurs sous la voûte céleste il faudrait se montrer économe, je me risquerai à vous répondre : c'est une quête solitaire entre histoire et imagination, une quête instinctive de ce que fut la scène des Balkans. Peut-être cela tient-il, Messieurs les Académiciens, à la vie de singe que nous avons menée dans une existence antérieure, tout comme ces hommes qui nous ont précédés.

JOVICA ACIN

Traduit du serbo-croate par Mireille Robin

Né en 1946, Jovica Acin est écrivain, traducteur. Il vit à Belgrade. Emprisonné pour un pamphlet sur la police, il a été plusieurs fois jugé pour « délit d'opinion », tant pour ses propres textes que pour des textes qu'il avait publiés. Il est l'auteur, entre autres, de *Ombres longues des ombres courtes, micro-chaos* (1991), *Poétique du contrefaire* (1991), enfin, *Divinations par les cendres* (1993), sur la littérature de l'exil et des camps de concentration, *Phénomènes extra-terrestres* (1999).

Wladek *Récit de Galicie*

L E VILLAGE COMME UN VILLAGE. Sur trois kilomètres, un long serpent de bâtiments, s'étire, éclate puis de nouveau s'enroule rassemblant ses constructions. Le béton, le bois, les toits écroulés, les restes de clôtures, les balustrades en fer sur les balcons forment un ragoût de misère et de fantômes nourris par la télévision. La grand-route goudronnée contourne le village, l'effleure à peine. Tant mieux, car la marmaille et les chiens occupent les nids de poule de l'artère principale, le vieux chemin de terre défoncé. Ainsi, les petits jouent en paix sans qu'aucune voiture ne vienne perturber leur harmonie. Parfois un tracteur passe, mais c'est une machine lente et apprivoisée.

L'isba de Wladek se trouve au cœur de cette chaîne de maisons, un maillon légèrement vermoulu, ni pire ni meilleur que les autres. Ce sont les baraques neuves, toutes blanches, flanquées parfois d'un étage, qui paraissent un peu hautaines et déplacées dans ce paysage plat qui court spontanément à sa ruine, suivant les lois de l'érosion, celle des montagnes, des arbres, des maisons.

Enfin voici Wladek, quarante ans, le faite du toit brisé, la femme et douze enfants. Autrement dit, une fécondité quasi biblique qui pourtant n'a rien ici d'exceptionnel. Abondance dans la maison du pauvre, il en fut toujours ainsi. La terre donne plus volontiers ses pierres qui s'amoncellent le long des champs en tas irréguliers, en plus quelques brebis, deux vaches... si l'on cultivait le blé, c'est sans doute par habitude ou pour l'amour de l'art, car outre du foin et des pommes de terre, il fallait bien faire quelque chose. C'est ainsi, la prospérité ne prendra jamais ici que la forme d'une moins grande misère.

Au cours de la distribution des âmes, il y eut certainement une erreur ; le corps de Wladek, modelé avec la glaise de ce sol, hérita d'un esprit aérien, bien trop éthéré pour s'accorder à la pesanteur. De ses propres membres, du sommeil, de l'écoulement du temps, du poids de la glèbe pierreuse. Le rythme séculaire, qui poussait ses voisins au printemps dans les campagnes, en été dans les prés, et en automne dans les champs de pommes de terre, le croisait à peine. Wladek, plutôt brave homme et buveur raisonnable, avait au village une mauvaise situation et il était sûrement celui qui gagnait le moins d'argent. Il tentait de combler son manque de force par l'ingéniosité et envoyait chez les paysans des alentours ses enfants munis de petits mots : « Chère Mme Guenia, nous n'avons plus d'argent pour acheter du pain, voudriez-vous bien nous prêter cinquante mille zlotys ? » Parfois les gens prêtaient, mais d'autre fois, quand le papier destiné à Mme Guenia tombait dans les mains de Mme Viesia – l'ennemie la plus acharnée de la précédente –, on les jetait dehors. De temps en temps, les services sociaux ou le curé intervenaient ; mais, au-delà d'une aide passagère, personne n'y pouvait rien. Malgré tout, Wladek était un bon père et quand sa marmaille s'agglutinait autour de lui, il éprouvait toujours une immense joie. Il restait assis là, heureux comme un pape, tandis que sa femme s'en allait travailler en forêt.

Au village, il y avait un kiosque. À l'époque où le communisme, grand distributeur de gris devant l'éternel, exerçait encore ses fonctions dans la région, l'échoppe avait l'air d'un aquarium sale, au milieu duquel planaient quelques brosses à dents, trois sortes de cigarettes et le visage blême et morose de la vendeuse. Les colonnes du *Gromada* et du *Rolnik Polski* étaient pleines de consolations et de

lendemains qui chantent ¹. « Deux billets PKS et une Populasse. Deux Populasses et un billet PKS ² ». Sans oublier les allumettes. Que de combinaisons !

Et maintenant voilà à quoi ça ressemble, comme si la création, aujourd'hui, ne se faisait plus dans le temps ni dans l'espace, mais se réalisait dans la couleur. La vitrine est devenue le lieu le plus pittoresque à quinze kilomètres à la ronde. Les vieilles femmes contemplant ce tableau, et leurs regards sombres et caverneux s'illuminent d'or, d'azur, d'argent, de bleu, de vert, de tous les jaunes et de sept sortes de rouge, de toutes ces couleurs qui depuis soixante-dix ans n'avaient encore jamais brillé dans leurs yeux. Les eaux du déluge se retirent, les derniers secrétaires ont été noyés ou se sont enfuis, le mal est effacé ou dispersé. Et voici le signe de l'alliance, l'arc qui s'élève dans la nuée. Les vieilles femmes en troupeau sont plantées là comme des bêtes à peine sorties de l'Arche, elles observent interdites les emblèmes de la nouvelle alliance. L'endroit n'a jamais suscité autant de curiosité. Comme si le vieil ouvrage de Dieu avait déteint, comme si les pluies, la neige et la souffrance avaient effacé toute trace de sa peinture, l'avaient rendu transparent.

L'arc-en-ciel de la vitrine projette une lumière sévère et décidée, dans laquelle tournoient des sortilèges issus d'une langue incompréhensible.

Similac Isomil, c'est la couleur blanche, le symbole de la propreté, de la joie, de l'innocence et de la gloire éternelle, c'est la couleur des habits du Christ sur le mont Tabor, c'est le byssus du temple de Salomon. Le bleu, *Bleu Océan Déodorant*, c'est la couleur de la Sainte Vierge, du firmament et, tout comme le blanc, il signifie la pureté. *Moka Dessert « forte »*, c'est le rouge, la couleur du Saint-Esprit, celle qui attise le feu d'amour et apparaît sous forme de petites langues enflammées ; c'est aussi la couleur de la Passion, de la Croix, de tous ceux qui suivent le chemin de la foi jusqu'à l'effusion de sang. Le noir, *John Players Stuyvesant*, c'est la mort, le deuil, la tristesse et l'implora-

1. *Le Groupe et L'Agriculteur polonais*, journaux agricoles. [Ndlr]

2. PKS : transport en commun d'État. « Populasse » (*Popularne*) : marque des cigarettes fournies par l'État. [Ndlr]

tion, mais c'est aussi le mépris et le rejet du monde, les ténèbres que seule la clarté surnaturelle peut dissiper. *Fa Fresh Creame and Soap*, c'est la couleur verte, la couleur de l'espoir, car dans l'Apocalypse, l'arc-en-ciel d'émeraude apparaît en signe de miséricorde. Mais il y en a d'autres encore, car nous n'avons parlé d'aucune vertu, d'aucune nuance. Le mandala rectangulaire a été planté dans un espace gris entre un bar sordide et la place centrale, et comme une boule de cristal, la vitrine permet de percer les secrets de l'avenir, de faire le point et de choisir le chemin de la liberté.

Ainsi, les vieilles femmes et toute la marmaille se trouvent devant la carte d'un nouveau monde, où l'on a rangé les continents selon le désir de chaque partie du corps, selon les envies et les goûts. Les couleurs y règnent sans partage. De l'imagination, il n'y en aura plus. Ni le temps, ni la lumière changeante, ni les caprices de la nature ne les altéreront. Il est fort possible qu'une nouvelle Jérusalem soit déjà en marche.

Ceci est l'œuvre de Wladek. Quand à l'église le curé disait « c'est dur mais il faut, car tel est le prix de la liberté et de la Pologne... et que l'agriculteur polonais de tous temps, etc. », Wladek prit dieu sait quel vent latéral, un vent qui en tout cas ne soufflait jamais dans ces vallées. Il vendit tous ses biens, acheta une petite Sirène³, prit le kioske en bail et commença à remplir l'échoppe de toutes ces merveilles rutilantes venues de Rymanow⁴. La femme passait encore la moitié de son temps en forêt, croyant toujours à la monotonie des gestes, aux mains calleuses, et les enfants allaient encore à l'école avec l'espoir anachronique de pouvoir ainsi conquérir le monde. Le soir à table, les autres au village effectuaient des opérations compliquées, convertissant le prix du lait en prix du fioul pour le tracteur, le prix du fioul en prix du bovin, le bovin en fourrage, le fourrage en électricité, l'électricité en laine et la laine de nouveau en lait, et ainsi de suite. Alors que les habitants du village n'obtenaient comme résultat que l'absurde de l'existence (car c'est bien d'existence qu'il s'agissait), Wladek, lui, comptait tout bêtement ses sous ou bien chargeait sa voiture pour le lendemain. Car ce n'était plus seulement le village, mais

3. Nom d'une voiture polonaise dotée d'un moteur à deux temps. [Ndlr]

4. Petite ville située au sud de la Pologne. [Ndlr]

toute la région qui devait connaître le goût des bâtons *Mars*. Puis il y eut la remise avec l'enseigne : « Vêtements d'occasion étrangers », l'atrayante boutique de fruits et légumes, et ensuite quelques tables en plein air, et cinq sortes de bière. Enfin, l'étagère dans un coin de l'isba pour la location des cassettes vidéo.

Le matin, Wladek, vêtu d'un blouson de cuir, monte dans sa petite Fiat Combi rouge. Sa femme toute habillée de jeans, dans la vieille Maluch ⁵. Ils roulent en direction de leurs mines d'or, de Bonanza, du marché russe. Ils ne seront pas de retour avant la nuit, avec la marchandise ou des marchés en vue. Au village, le business occupe maintenant les enfants, parce que l'école ça sent l'anachronisme : des cours de polonais quelque peu inutiles et tous ces fastidieux calculs théoriques.

Aujourd'hui, Wladek est propriétaire de cet autel à côté duquel pâlit celui de l'église en mai ; ses couleurs pastels, légères et éphémères, faneront comme les fleurs et déteindront comme les rubans. Wladek, comme un Ariel parmi des Calibans, se laisse porter par ces vents nouveaux, et son esprit voltige au-dessus du village, tandis que tous s'adonnent encore aux activités ancestrales, accablantes et absurdes. Après quarante ans d'attente et d'hibernation dans la misère, il est devenu, en deux ans, le messie de la nouvelle religion mondiale, celle qui supprimera les antagonismes, annulera les litiges et réalisera tous les désirs. Qu'a-t-il fait d'autre, après tout, le mage Apollonius de Solowiow, sinon créer avec de l'air les couleurs les plus pures et les plus éclatantes ? Des couleurs que personne jusque-là n'avait encore vues.

Les vieilles femmes, les jeunes filles et les enfants s'éloignent de la vitrine. Il est difficile de deviner leurs pensées, mais qu'importe, puisque les changements n'ont pas lieu dans le monde des idées. Ils touchent plutôt les sentiments, ces régions où s'enracinent l'admiration et l'extase.

Dans les maisons neuves, toutes blanches, trônent les miniatures de la vitrine de Wladek. Sur les buffets, sur les téléviseurs, sur les petits meubles reluisants se dressent des canettes vides de bière Dab, des

5. « *Maluch* », « petit » en polonais, est le surnom donné à la Fiat 126. [Ndlr]

cartons de Maxim Brandy, des emballages de Gold Winer, Orange Juice, des bricks vides trouvés ça et là. Toutes ces icônes sont exposées quand même un peu au-dessous des vieux chromos couverts de poussière : Saint-Joseph couleur sépia, la Vierge Marie toute de bleu défraîchie et le Saint-Père en noir et blanc.

Une seule Marie, un seul Joseph, un Pape, face à la multitude et à la diversité...

Dernièrement, Wladek s'est offert un Zuk ⁶, car la Fiat ne pouvait plus contenir toutes les merveilles.

ANDRZEJ STASIUK

Extrait des *Récits de Galicie* (*Opowiesci Galicyjskie*)

© Andrzej Stasiuk, 1995

Les quinze *Récits de Galicie* qui composent ce recueil d'Andrzej Stasiuk donnent à voir la Pologne actuelle à travers une galerie de portraits des modestes habitants de cette ancienne province de l'empire austro-hongrois, située au nord des Carpates et partagée aujourd'hui entre la Pologne et l'Ukraine.

En quelques années, Andrzej Stasiuk est devenu l'un des écrivains importants de la nouvelle génération de la littérature polonaise. Son roman *Le Corbeau blanc*, qui vient d'être adapté au cinéma, a reçu le prix de la Fondation de la culture et récemment le prix de la Fondation Koscielski – l'un des plus prestigieux prix littéraires en Pologne.

6. « Zuk » est une marque de camionnette polonaise. [Ndlr]

Lettre de Souvarine à *La Révolution prolétarienne*, 1927

Avant-propos

BORIS SOUVARINE FUT, JUSQU'EN 1924, l'un des dirigeants les plus en vue du Parti communiste français et de l'Internationale communiste (IC) – ou Komintern. À partir de 1921, il représente le Parti français à Moscou dans la plus haute instance de l'IC, le Comité exécutif (Præsidium et Secrétariat), s'occupant notamment de la section de presse. Au III^e Congrès du PCF (Lyon, 20-23 janvier 1924), il est réélu membre du Comité central et du Bureau politique du Parti français.

Le décès de Lénine (21 janvier 1924) aggrava les luttes pour le pouvoir au sommet du Parti-État soviétique et, par voie de conséquence, dans une Internationale déjà soumise aux impératifs de la politique extérieure russe. L'objectif était d'écarter Léon Trotsky. Dans une lettre ouverte, « Cours nouveau » (*Pravda*, 11 décembre 1923), celui-ci avait en effet préconisé la démocratie dans le Parti et fustigé le bureaucratisme comme une « déviation malsaine ». Dans ce but se forma la « troïka », une alliance autour de Staline, Kamenev et Zinoviev. Comme secrétaire général, le premier « tenait » déjà l'appareil du Parti, tandis que le dernier, dirigeant de l'Internationale communiste, se chargea de la mise « sous tutelle » des différentes sections nationales sous prétexte de « bolchevisation » : derrière

d'obscurs débats d'organisation, de stratégie ou de tactique révolutionnaires, il s'agissait de mettre au pas les partis communistes étrangers. En URSS même, l'enjeu essentiel se résumait à une lutte féroce pour le contrôle de l'appareil du Parti-État sur une société asservie et subjuguée.

Boris Souvarine réclama en vain un véritable débat dans le Parti russe et tenta d'en donner des éléments significatifs dans le Parti français – notamment en traduisant « Cours nouveau ». Après plusieurs mois de luttes internes, il fut « temporairement » exclu de toutes ses responsabilités nationales et internationales au cours du Ve Congrès de l'IC (17 juin-8 juillet 1924). Tenté de s'installer en URSS, il en fut dissuadé par l'arrestation de l'un de ses amis, l'ouvrier anarcho-syndicaliste Nicolas Lazarévitch, et le tour de plus en plus autoritaire et répressif du régime. Il parvint à revenir en France en janvier 1925.

Ce même mois paraissait le premier numéro de *La Révolution prolétarienne* (RP), « revue mensuelle syndicaliste-communiste ». Ses militants les plus confirmés avaient déjà fondé en 1909, dans l'esprit de la Charte d'Amiens et du syndicalisme révolutionnaire, la revue *La Vie ouvrière*. Pendant la Première Guerre mondiale, ils furent les premiers à combattre l'Union sacrée dans le mouvement syndical ¹. Ils retrouvèrent ensuite les minoritaires socialistes et certains anarchistes dans le « Comité pour la reprise des relations internationales », qui devint à partir de 1919 le « Comité pour la III^e Internationale » ². Malgré leurs préventions contre les origines majoritairement social-démocrates du nouveau Parti communiste issu du congrès de Tours (25-30 décembre 1920), ces militants y adhèrent. Ils en furent exclus à la conférence nationale extraordinaire du 5 décembre 1924, pour avoir diffusé une lettre aux membres du Parti, signée par Victor Delagarde, Pierre Monatte et Alfred Rosmer, où ils protestaient contre l'accusation de vouloir reconstituer un « courant de droite » dans le parti, dénonçaient le régime bureaucratique du PC et prenaient la défense de Trotsky.

1. Avant 1914, les principales tendances du mouvement ouvrier (anarchiste, socialiste, syndicaliste) faisaient de la lutte contre la guerre une préoccupation centrale, tenant l'union des prolétaires par-dessus les frontières pour la meilleure arme contre l'explosion d'un conflit impérialiste. Cependant, dès la déclaration de guerre, l'essentiel du mouvement ouvrier des pays belligérants s'unit avec sa propre bourgeoisie suivant le principe de défense nationale, considéré comme un devoir sacré face au péril extérieur.

2. Colette Chambelland, « La naissance de *La Révolution prolétarienne* », *Communisme*, n° 5, PUF, 1984, p. 77-87.

Souvarine collabora à la *RP* de mai à septembre 1925, puis d'août à novembre 1926, observant et analysant les premiers résultats de la bolchevisation dans le Parti russe et dans l'Internationale. En novembre 1926, il y publia le document connu sous le nom de « Testament de Lénine ». Sans entrer dans le détail de cette affaire, soulignons qu'elle fut l'un des épisodes marquants des combats incertains et des occasions manquées de l'Opposition communiste russe et internationale dans les années 1924-1926. La publication du testament et de ses articles sur la crise russe entraînent l'exclusion définitive de Souvarine et mirent fin à ses brèves illusions d'un possible redressement de la III^e Internationale. Cette expulsion consacrait aussi sa solitude parmi des communistes d'opposition, qui continuaient à raisonner dans le cadre du régime alors que Souvarine radicalisait sa critique, analysant le Parti au pouvoir en URSS comme « une nouvelle classe privilégiée ³ », avant de rompre avec Trotsky deux ans plus tard.

Dans ce même numéro de novembre 1926 de la *RP*, Boris Souvarine publiait également un article sur la XV^e conférence du Parti bolchevik (26 octobre-3 novembre) : une réunion d'enregistrements « composée de participants choisis par la fraction au pouvoir, où l'auditoire vient prendre docilement leçons et instructions, où les organisateurs sont assurés d'approbations automatiques... ⁴ » Cette conférence avait vu l'Opposition « défaite sans avoir pu discuter, encore moins combattre », devant « signer sous la menace une déclaration de renoncement, une sorte de promesse de rester en état de catalepsie politique... » Souvarine livrait alors une réflexion essentielle : « Il y a aujourd'hui des intérêts nouveaux de caste, de la bureaucratie soviétique, opposés à ceux de la classe ouvrière ; on ne peut plus servir les uns sans desservir les autres. » Un peu plus loin, évoquant les procédés employés pour empêcher les partisans de l'Opposition de s'exprimer avant ladite conférence, Souvarine parlait d'une « atmosphère de pogrome » et de moyens imités du fascisme italien. Il soulignait que « des phénomènes psychopathologiques sont là, qu'il faudra étudier. On peut dès maintenant se demander si de tels aspects de lutte entre "camarades" [sic] eussent été possibles sans le rétablissement de la vodka, dont la presse officielle n'ose plus dissimuler les ravages. » Emporté par son indignation, Souvarine évoquait, à travers des

3. « Octobre noir », *Bulletin communiste*, n° 22-23, octobre-novembre 1927 ; article reproduit in Boris Souvarine, *À contre-courant. Écrits 1925-1939*, Paris, Denoël, 1985, p. 119-136.

4. « La "défaite" de l'Opposition », *La Révolution prolétarienne*, n° 23, novembre 1926 ; B. Souvarine, *À contre-courant, op. cit.*, p. 108-118.

exemples tirés de la presse soviétique, la recrudescence de divers fléaux sociaux tels l'alcoolisme, l'antisémitisme et la dissolution des mœurs qui, loin de diminuer, allaient en s'aggravant.

Cet article entraîna plusieurs réactions négatives parmi les lecteurs et les rédacteurs de la *RP*, qui publia les lettres de l'instituteur syndicaliste Giauffret désapprouvant sa « violence de forme désagréable » et du fabien anglais Raymond Postgate. Ce dernier déclarait préférer Staline, qualifié de « rude bureaucrate luttreur et révolutionnaire », à un Zinoviev rallié depuis peu à l'Opposition, avant de s'interroger sur la véracité des faits rapportés par Souvarine et de lui demander les références précises des articles de la presse soviétique sur lesquels il s'appuyait. De son côté, la rédaction lui reprochait de ne pas l'avoir suffisamment informé sur les thèses et déclarations de l'opposition russe ⁵.

Le 5 février 1927, Souvarine prit la plume pour répondre à ses contradicteurs. La rédaction accusa réception dans une lettre privée, en date du 17 mars 1927, mais ne publia pas sa mise au point. Les divergences politiques aggravées de problèmes personnels amenèrent Souvarine à cesser de collaborer à la revue ⁶.

Dans cette réponse, la revue regrettait une nouvelle fois ledit ton, imputant à « l'arsenal du parfait bolchevik » des méthodes qu'elle désapprouvait. Elle jugeait que Souvarine n'avait pas suffisamment fourni d'éléments pour que les militants puissent se former une opinion par eux-mêmes, en particulier au sujet des thèses de l'opposition russe. Enfin, sachant la difficulté à informer des choses de Russie, la revue estimait ne pas pouvoir faire plus dans le cadre d'un mensuel. Sur le fond, elle n'était pas sûre que le seul problème dans le parti russe était celui du pouvoir, mais plutôt celui d'une classe ouvrière russe épuisée et incapable d'exercer le pouvoir par ses propres organismes.

C'est la longue lettre de Boris Souvarine, en date du 5 février 1927, demeurée jusqu'à ce jour inédite, que nous reproduisons ici ⁷. Ce document, écrit dans un style incisif et avec l'ironie féroce d'un polémiste de talent, posait en quelques pages très denses la question essentielle des

5. « Parmi nos lettres. À propos de la crise russe », *La Révolution prolétarienne*, n° 24, décembre 1926.

6. Colette Chambelland, alors conservatrice du Musée social, m'a très aimablement permis de consulter les différentes pièces de ce dossier.

7. Ginnette Souvart Merrill a bien voulu en autoriser la publication. Qu'elle trouve ici, tout comme Colette Chambelland, l'expression de mes sincères remerciements.

conditions d'une véritable compréhension de la tragique expérience soviétique. Souvarine y donnait un véritable discours de la méthode sur la manière de rendre compte des réalités de la Russie nouvelle.

Face au mauvais procès d'un ton par trop polémique, Souvarine avait beau jeu de répondre que « la violence n'est pas dans mes paroles mais dans les faits »... De plus, la dernière remarque de la *RP* sur le fond était caractéristique de la difficulté, pour une revue où, pourtant, l'esprit critique ne faisait pas défaut, de se défaire des schémas idéologiques légués par le mythe de la révolution bolchevique et de la « grande lueur à l'Est ». En effet, les organismes du pouvoir de la classe ouvrière, c'est-à-dire les soviets, avaient depuis longtemps été réduits à néant par les bolcheviks eux-mêmes⁸. Il était donc inutile de chercher dans leur supposée faiblesse des explications à la dégénérescence du régime. Au contraire, Souvarine, malgré son adhésion initiale enthousiaste au bolchevisme, connaissait suffisamment la Russie nouvelle de l'intérieur pour ne pas se payer de mots et voir en face la dure réalité des faits.

Au-delà d'une différence de culture politique entre Boris Souvarine et la *RP* – le premier venant de la gauche social-démocrate – et de l'exacerbation des conflits de personnes en période de recul du mouvement révolutionnaire, cet échange épistolaire illustre bien la difficulté pour le mouvement ouvrier occidental à saisir la spécificité et l'originalité de la forme de domination politique en train de se créer en URSS faute d'y appliquer une grille de lecture adéquate. Elle illustre d'autant plus que la revue syndicaliste devint l'une des publications françaises les mieux informées sur les réalités soviétiques et mena tout au long de sa longue existence un combat solitaire contre l'identification entre le mouvement ouvrier et la tyrannie stalinienne.

D'une manière générale, à l'exception notable de quelques groupes ou individus marginaux, la gauche devait demeurer pour longtemps prisonnière d'une vision identifiant l'URSS à une version plus ou moins archaïque, plus ou moins fréquentable, plus ou moins réussie de la construction du socialisme, alors qu'elle en était l'exact contraire.

Avec cette lettre, Souvarine avait mis l'accent sur l'essentiel : on ne pouvait parler de partis, de syndicats, de coopératives et de classe ouvrière à propos de l'URSS, comme s'il s'agissait d'un pays d'Europe ou d'Amérique. Derrière des mots identiques se cachaient des réalités, non pas différentes mais radicalement opposées. Le mensonge du pouvoir de

8. Voir le texte écrit par Rudolf Rocker en 1921, *Les Soviets trahis par les bolcheviks. La faillite du communisme d'État*, Paris, Les Cahiers Spartacus, 1973.

la classe ouvrière dissimulait de nouvelles formes d'exploitation, de domination et d'oppression que Souvarine allait s'employer, sa vie durant, à déchiffrer face à un monde incrédule.

CHARLES JACQUIER

BIOGRAPHIES ⁹

ALEXANDRE CHLIAPNIKOV (1884-1943), ouvrier, membre du Parti bolchevik, animateur de l'Opposition ouvrière, il fut définitivement exclu du Parti en 1933, emprisonné en 1935 et mourut en prison en 1943.

LOUIS OSCAR FROSSARD (1889-1946), instituteur puis journaliste, militant socialiste. Secrétaire général du Parti socialiste SFIO à partir de 1918, il fut chargé avec Marcel Cachin des négociations pour l'adhésion à l'Internationale Communiste qu'il mena avec opportunisme. Il sera le premier secrétaire général du Parti communiste français aux lendemains du congrès de Tours. Opposé aux directives de l'IC, il s'opposa à la gauche du Parti français représentée notamment par Souvarine. Il démissionna le 1^{er} janvier 1923 et retourna à la SFIO deux ans plus tard.

BAPTISTIN GIAUFFRET (1896-1983), instituteur dans les Alpes-Maritimes. Membre de la Fédération de l'Enseignement où il militait dans les rangs de la minorité syndicaliste révolutionnaire ; collaborateur régulier de *La Révolution prolétarienne*.

NIKOLAI V. KRYLENKO (1885-1938), bolchevik à partir de 1904, diplômé en droit, il fut procureur de l'URSS puis commissaire du peuple à la Justice. Proche de Staline, il n'en disparut pas moins lors des purges de 1938 qui visaient les organismes dirigeants du Parti.

OTTO W. KUUSINEN (1881-1964), professeur de philosophie, député socialiste finlandais, il participa à la direction de l'IC après avoir émigré en URSS. Il y

9. Les renseignements biographiques sur Souvarine et les militants français mentionnés sont tirés du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français 1914-1939*, Jean Maitron, Claude Pennetier (dir.), vol. 16 à 43, Paris, Éditions ouvrières / Éditions de l'Atelier, 1981-1993.

devint le prototype du fonctionnaire stalinien médiocre et servile, participant à l'extermination de ses anciens camarades lors de la Grande Terreur.

JEAN LONGUET (1876-1938), petit-fils de Karl Marx, avocat et journaliste, dirigeant socialiste. En août 1914, il prôna la défense nationale mais sans abandonner les valeurs républicaines et socialistes. Il chercha donc à rétablir les contacts internationaux entre socialistes pour abrégier le conflit et revenir à la paix. Il fut le principal animateur de la minorité socialiste opposée à la dérive nationaliste, dont l'aile gauche fut gagnée aux idées bolcheviques après 1917. Mis en cause personnellement au congrès de Tours dans un télégramme de Zinoviev, il refusa de suivre la majorité de la SFIO dans l'adhésion à l'Internationale communiste.

PIERRE MONATTE (1881-1960), correcteur d'imprimerie, militant syndicaliste révolutionnaire. Fondateur de *La Vie ouvrière* en 1909 et de *La Révolution prolétarienne* en 1925. (Voir *Pierre Monatte : une autre voix syndicaliste*, de Colette Chambelland, Éditions de l'Atelier, 1999.)

PIERRE PASCAL (1890-1983), secrétaire du Groupe communiste français de Moscou en 1919, il travaille ensuite dans différentes institutions soviétiques (commissariat des Affaires étrangères, Komintern, Institut Marx-Engels). Il retourne en France en 1933 où il deviendra le maître des études russes à l'École des langues orientales puis à la Sorbonne.

RAYMOND POSTGATE (1896-1971), journaliste dans la presse travailliste britannique et historien, membre du Fabian Research Bureau. En 1932, il fit le voyage en URSS en compagnie d'une délégation emmenée par Beatrice et Sidney Webb. Dans l'avant-propos à la réédition de son *Staline. Aperçu historique du bolchevisme* (Champ libre, 1977), Souvarine écrit que l'éditeur américain Alfred Knopf renonça à le publier sous l'influence de Postgate, qualifié « d'«expert» britannique gagné au stalinisme de ce temps ».

PIERRE RENAUEL (1871-1935), publiciste, journaliste et député socialiste. Partisan de la défense nationale et ardent partisan de l'Union sacrée durant la guerre de 1914-1918.

HENRI ROLLIN (1885-1955), officier de marine puis journaliste au *Temps*, il participa en parallèle aux services de renseignement français. Il fut le correspondant de ce quotidien à Moscou à partir de 1920 et en devint rédacteur général en 1925. Auteur de *La Révolution russe, ses origines, ses résultats* (Librairie Delagrave, 1931), il est surtout connu pour *L'Apocalypse de notre temps* (Gallimard, 1939 ; rééd. Allia, 1991), où il démasquait « la colossale mystification de la propagande nazie » bâtie autour du « mythe du mystérieux complot judéo-maçonnico-bolcheviste ».

ALEXIS RYKOV (1887-1939), membre du Parti bolchevik, vice-président du Conseil des Commissaires du peuple sous Lénine. Ce partisan de l'« opposition de droite », avec Nicolas Boukharine, « capitule » en 1929. Accusé au troisième procès de Moscou (mars 1938), il sera exécuté.

« La violence n'est pas dans mes
paroles mais *dans les faits...* »
Lettre à *La Révolution prolétarienne*, 1927

Camarades,

Permettez-moi de répondre aux observations et critiques de Giauffret, Postgate et Monatte parues dans le numéro de décembre [1926].

Sur la « forme » et sur le « ton », je connais déjà l'antienne. Il y a douze ans qu'on me le répète. Pendant la guerre, quand les ouvriers tombaient par millions, Renaudel exigeait de nous des politesses. Aux heures tragiques de la Révolution russe, alors que le prolétariat risquait de subir une défaite plus terrible que celle de la Commune, Longuet se plaignait de notre véhémence peu académique. Plus tard, au cours des luttes pour l'Internationale communiste dans notre Parti, Frossard nous donnait des leçons de galanterie. Maintenant, voici de nouveaux reproches sur la « forme » et le « ton » discourtois.

J'observe d'abord qu'attacher tant d'importance à la forme c'est n'avoir rien à dire sur le fond. Or est-ce la forme ou le fond qui importe ? Puis Giauffret s'est-il bien rendu compte en quoi consiste la « violence » qu'il dénonce : si elle résidait dans la forme, il n'eût pas manqué d'en citer des exemples ? En réalité, la violence est non dans mes paroles, mais *dans les faits*, dont je n'ai été que le secrétaire, certes passionné, mais passionné de quoi, sinon de l'amour du prolétariat et de la fidélité à sa révolution ?

Je ne suis pas membre de la Chambre des Lords et ne croyais pas écrire pour des demoiselles de pensionnat. Il m'est impossible de traiter des souffrances du prolétariat russe et des destins d'une révolution en danger avec l'impassibilité d'un rédacteur de procès-verbal. Je ne revendique pas la sérénité du spectateur mais l'ardeur du militant. Le journal où j'écris s'appelle *Révolution prolétarienne* et, par conséquent, évoque une notion impliquant quelque rudesse et même une violence non limitée à la forme. Je plains celui qui se croit révolutionnaire et s'émeut d'une tournure de phrase un peu vive : relisez quelques pages de nos classiques révolutionnaires et nos proses contemporaines vous paraîtront bien pâles. « Souvenez-vous – disait Saint-Simon à ses disciples – que pour faire quelque chose de grand, il faut être passionné ».

Avec Postgate, c'est une autre histoire. Il m'attribue des propos fantasmagoriques, ne correspondant ni à ma pensée, ni à mes écrits, pour m'en faire grief, puis accorde que son français est peut-être en défaut. Il est permis d'ignorer le français mais il ne l'est pas de faire de cette ignorance le point de départ d'une polémique. Et quand un camarade ignore le français au point de comprendre tout de travers, et même le contraire de ce qui est écrit, cela ne donne aucun intérêt particulier à son immixtion intempestive dans un débat dont il ignore les plus simples éléments. On se demande ce qui a pu guider la rédaction de la *RP* en insérant une telle lettre. Donner la parole aux lecteurs ? Mais la rédaction a toujours fait un choix « parmi nos lettres », comme le titre l'indique, et si celle de Postgate a été retenue comme ayant des titres à l'insertion, cela donne à frémir quant à la valeur des autres. Sommes-nous donc tombés si bas ?

Quoi qu'il en soit, cette lettre contient de telles insinuations, des commentaires si dénués de scrupules que j'entends y répondre, me départissant ainsi de mon attitude habituelle. Un solide mépris dont je suis naturellement armé m'a dispensé de réfuter les accusations innombrables dont je suis l'objet depuis des années. J'ai servi de thème à des dizaines de légendes insensées, de prétexte à des tonnes de littérature diffamatrice. J'ai essuyé sans mot dire des rafales de propos injurieux. Je vais tâter d'une nouvelle méthode, puisque la *RP* m'y incite en publiant des accusations que j'avais coutume de lire dans des journaux où je n'aurais pu répondre.

Postgate nous adresse, dit-il, « tout à fait amicalement » ses reproches. Suivent les dits reproches signifiant que le principal responsable serait un faux témoin, un divagateur, un partisan de la scission du parti russe, et, pour comble, un ami de Zinoviev. Tout cela, « tout à fait amicalement ». Que serait-ce si l'amitié n'intervenait pas dans cette affaire ? Voilà un

exemple de « forme » et de « ton » conforme aux vœux de Giauffret, expert en courtoisie. Pas de terme vif mais quelles insultes implicites : si Postgate n'indiquait sa méconnaissance du français, de quel mot faudrait-il qualifier ses procédés de discussion ! Ce mot, j'allais l'écrire, mais je m'abstiens comme témoignage de ma bonne volonté envers les tenants du langage sénatorial.

Postgate m'impute « que les dirigeants actuels du PCR sont des phénomènes psycho-pathologiques » et qu'ils se conduisent comme ils le font parce qu'ils sont victimes de l'alcoolisme. Personne n'a pu lire dans mon article de pareilles sottises, que je n'ai ni écrites ni pensées, et je les laisse entièrement au compte de Postgate. J'ai parlé de phénomènes psycho-pathologiques sans faire le moins du monde allusion aux dirigeants du Parti, que Postgate introduit là je ne sais ni pourquoi ni comment, mais, au contraire, aux malheureuses créatures dont ils ont déchaîné la bestialité, et j'ai de même appelé l'attention sur l'alcoolisme sans faire allusion aux dirigeants mais en me référant aux insanités d'un certain journal dont les rédacteurs sont de bas domestiques ¹. Postgate n'a donc aucun droit de prendre ici la « majorité de la vieille garde » comme si je l'avais mise en cause, alors que je n'y ai pas fait allusion, et que si j'avais été tenté d'en parler, ç'aurait été au contraire pour constater que la majorité des vieux bolcheviks est dans l'opposition.

Postgate découvre ensuite les pêchés de Zinoviev et stigmatise celui-ci. C'est s'y prendre un peu tard. Et qu'est-ce que cela peut bien avoir de commun avec l'auteur de l'article discuté ? Si quelqu'un au monde pouvait se croire à l'abri d'une suspicion de complaisances envers Zinoviev, c'est bien le soussigné. Je pensais avoir payé assez cher le privilège d'avoir eu raison presque seul contre le président de l'Internationale à l'époque où il était tout-puissant, escorté de fanatiques, de flatteurs et de suiveurs, et où Postgate, que je sache, ne s'est jamais permis de le prendre à partie. Encore une illusion envolée. Mais puisque Postgate m'y oblige de la sorte, je lui dirai tout net que sa vaillance tardive n'en impose à personne. Il fallait se montrer deux ans plus tôt. S'escrimer contre un Zinoviev réduit à l'impuissance est à la portée du premier venu. J'ai compris mon devoir

1. Allusion au quotidien *L'Humanité*. En décembre 1927, Souvarine écrivit une lettre à l'Opposition russe où il soulignait : « Entre ces gens-là et nous, il n'est pas de langue commune, ni de commune mesure [...]. Ce ne sont pas des concepts politiques ni des vues tactiques qu'il nous faut combattre, mais une dégénérescence morale dont la source est vulgairement matérielle. » (*À contre-courant*, op. cit., p. 144). (Ndlr)

autrement, en m'élevant contre Zinoviev à l'apogée de son omnipotence, contre sa désastreuse politique, ses catastrophiques méthodes, et en laissant à d'autres le triste courage de le piétiner abattu. Je n'ai pas corrigé d'un iota mes appréciations à son égard ; je n'ai éprouvé le besoin d'y rien ajouter contre un adversaire vaincu ; enfin, je dédaigne les champions at-tardés qui accourent à la rescousse quand le danger est passé.

Postgate continue en m'attribuant l'arrière-pensée de désirer la scission du parti. De quel droit ? J'ai écrit exactement le contraire. Voici mon texte : « Des politiques trop intéressés et d'irresponsables amateurs d'émotions fortes espéraient une tragédie ; dans leur déception, ils ont crié à la farce. Les communistes non-conformistes de notre sorte, appré-hendant une tournure violente du conflit que tout laissait craindre, sont naturellement d'un autre avis ». J'ai expliqué dix fois que, en Russie, scis-sion du Parti signifierait guerre civile, et j'ai encore écrit à ce sujet : « L'opposition privée de tout droit d'exister ne pouvait choisir qu'entre l'insurrection et la soumission. Elle s'est soumise sans rien rabattre de ses opinions, pour éviter une effusion de sang. Des adversaires principiels du régime peuvent seuls l'en blâmer ». Où Postgate est-il allé chercher un désir de scission ?

Ensuite, les reproches « tout à fait amicaux » de Postgate tournent à quelque chose de difficilement qualifiable en termes admis par Giauffret. J'avais cité le *Troud* des 15 et 18 septembre, la *Pravda* du 23 septembre. Et Postgate d'écrire à mon propos : « Peut-il indiquer ses références ? » Non seulement je puis les indiquer mais c'est ce que j'ai fait. Et je ne puis maintenant que me répéter. Jusques à quand Postgate exige-t-il que je le fasse ? *Troud* des 15 et 18 septembre, *Pravda* du 23 septembre : est-ce assez clair ? Je ne puis ni chanter ni mimer ni danser *Troud* et *Pravda* de telle et telle date, mais seulement l'écrire. Et quand j'écrirais cent fois la même chose, quelle raison de supposer que Postgate comprendrait mieux à la centième fois ?

Je ne suivrai pas Postgate dans tous les détails de ses déformations. Je suis déjà las d'une discussion aussi oiseuse, mon dégoût naturel de ce genre d'exercice tend à reprendre le dessus et je risque à tout instant de donner matière à la chaste intervention de Giauffret. Heureusement, un camarade bien connu du noyau de la *RP*, non suspect de complaisance envers qui que ce soit, m'écrit de Moscou ces lignes que je me bornerai à reproduire : « Figurez-vous qu'il y a des gens indignes de lire autre chose que des thèses de Kuusinen, qui prennent ce que vous écrivez au sens propre, et qui par suite sont scandalisés du "raisonnement" : quand on

viole des statuts on peut bien violer des petites filles. Ainsi X. Ils entendent au sens propre que, d'après vous, les gens qui ont écrit les manchettes de la *Leningradskaïa Pravda* avaient le *delirium tremens* et ils seraient prêts à vous envoyer des certificats de médecins attestant le contraire. C'est à décourager d'écrire. Il est vrai qu'après s'être nourri des proses que vous savez, on est excusable de ne plus saisir l'esprit ». Ce n'est pas seulement en Russie mais aussi en France et en Angleterre paraît-il qu'il se trouve des gens pour prendre au propre cette figure de rhétorique appelée métaphore et pour donner un sens littéral à une tournure ironique. Qu'y puis-je ? Constaté seulement une fois de plus la déchéance des lecteurs qui se croient « avancés » et mesurer l'immense besogne que l'avenir réserve aux quelques anachroniques bipèdes, dont je suis, qui s'obstinent à rester révolutionnaires quand rien ne les y encourage.

J'en viens à des choses plus sérieuses, les commentaires de Monatte. Celui-ci écrit « qu'après les grandes tourmentes, les violents efforts de guerre et de révolution, il y a toujours comme une détente des freins moraux, nous ne pouvons évidemment songer à rendre telle ou telle tendance responsable d'un tel état de choses ». Cela n'est pas niable, mais on ne peut cependant pas accepter cette manière vague d'ignorer certaines responsabilités, directes ou non. Quand les vingt cinq millions de famille paysannes russes cultivent la terre, accomplissant les gestes ancestraux qu'aucune thèse d'aucun congrès d'aucun parti ne leur a jamais appris ; quand des millions d'ouvriers russes triment au fond des mines ou sur les chantiers ou devant les haut-fourneaux ou à l'établi, selon les dures lois de la production moderne de tous les pays ; quand, à la fin de l'année, les statisticiens alignent les chiffres traduisant les résultats de cet immense labeur – les dirigeants du parti s'en attribuent le mérite et la presse à leur dévotion leur fait honneur des pouds de blé et des tonnes de houille. Si la pluie nourrit les céréales et si le soleil mûrit la moisson, c'est grâce au bureau politique et même à l'Agit-Prop. Mais les millions de chômeurs, les centaines de milliers d'enfants abandonnés, les milliers de prostituées, la misère, la mendicité, l'apachisme et l'ignorance – ce n'est la faute de personne. C'est l'héritage du passé, l'état arriéré du pays, les conséquences de la guerre, bref toutes sortes de causes impersonnelles qui nous valent ces plaies. Une telle façon de résoudre la question est trop simple. Des marxistes ne peuvent attribuer à des individus, si puissants soient-ils, des torts ou des mérites hors de proportion avec des phénomènes économiques et sociaux d'envergure collective ; nous qui ne sommes ni des serviteurs du pouvoir, ni des démagogues, nous cherchons sincèrement à aider la classe ouvrière à faire ses affaires elle-même, et ne pouvons nous

tirer d'embarras par le classique « c'est la faute au gouvernement » en contre-partie du « c'est grâce au comité central léniniste » des flagorneurs attirés. Nous savons que ce n'est pas le gouvernement qui produit l'acier et que ce n'est pas lui qui ordonne de violer les jeunes filles dans la rue. Mais nous savons aussi que l'État n'est pas sans influence sur la production, surtout en Russie sur la production industrielle, et qu'il joue un rôle immense dans l'éducation, qu'il peut avoir parfois une action décisive sur certaines tares sociales. Il est donc *possible* que le gouvernement ait un mérite dans l'amélioration de la production et il est *possible* qu'il ait une responsabilité dans certains fléaux – quelles que soient par ailleurs les causes objectives qui interviennent. Dans le cas qui nous occupe, j'ai dit sous une forme plus ou moins heureuse, n'ayant pas le talent littéraire de Postgate, en tout cas j'ai voulu dire, et je le répète, que les dirigeants du Parti et du pays portent une lourde responsabilité dans la vague de démolition et d'immoralisme dont les effets ont été signalés, dénoncés et commentés par la presse soviétique quand le mal s'est avéré virulent. Si les dirigeants donnent l'exemple de l'arbitraire, du mépris des lois, de la répudiation de toute morale, les dirigés doivent inévitablement sur d'autres plans, à une autre échelle, sous diverses formes, donner libre cours à leurs dérèglements et débordements. J'ai écrit dans la *RP* de septembre déjà : « Il faut une légalité révolutionnaire pour abolir l'arbitraire bureaucratique, il faut soumettre à la loi – la loi dictée par le prolétariat en révolution – le secrétariat du Parti, le Politbureau et le Guépéou, qui actuellement ne connaissent d'autres lois que celles de leurs improvisations. La dictature du prolétariat doit trouver sa formule dans un système de droits et de devoirs qui fasse loi pour tous... » Telle est ma pensée de toujours exprimée sous diverses formes. Cette question de la légalité a fait couler beaucoup d'encre en Russie, depuis deux ans, et comme elle n'est pas résolue, on doit y insister. Deux juristes communistes bien connus, Krylenko et Iakhontov, ont défendu contre la thèse officielle de l'efficacité révolutionnaire celle de la légalité révolutionnaire et leur point de vue a été critiquée dans les *Isvestia* du 7 septembre 1926 (je dis, camarade Postgate : *Isvestia* du 7 sept. 1926) dans les termes suivants : « Le camarade Iakhontov estime, avec Krylenko, que l'efficacité révolutionnaire doit être intégrée dans les cadres de la législation en vigueur. Il nous semble que de telles tentatives d'opposer l'efficacité révolutionnaire à la légalité révolutionnaire peuvent finalement conduire à la négation de la conception léniniste de la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat, comme toute dictature, est un pouvoir qui n'est lié par aucune loi. »

Voilà qui est parler net, voilà bien la théorie de l'arbitraire, voilà la pensée des dirigeants du parti, voilà ce que je conteste et dénonce. Je dis que si le pouvoir lui-même viole ses lois – et ce n'est pas de nos lois communistes qu'il s'agit –, n'importe qui peut violer n'importe quoi. Je ne prétends pas avoir ainsi résolu la question mais c'est déjà quelque chose que de l'avoir posée. Quand on le voudra j'apporterai là-dessus des faits, des documents et des arguments. Ce n'est pas tout : les dirigeants ont des responsabilités lourdes aussi par *l'exemple* qu'ils donnent, leurs actes et leurs paroles ayant une bien plus grande portée que ceux du commun des mortels. Là encore, il y a beaucoup de faits, de documents, d'arguments à jeter dans le débat. Enfin, il est une autre sorte de responsabilités qui pèsent sur les dirigeants : celle d'interdire ou d'entraver toute initiative spontanée de la masse ou des individus, de briser leur activité autonome, d'étouffer leurs créations, de n'admettre comme n'ayant droit à la vie que les formes d'organisation officielles, les institutions du Parti ou de l'État stérilisées par la bureaucratie, et de vouer ainsi au désœuvrement, à la démoralisation, à la débauche des milliers d'êtres sans culture, sans maîtrise de soi, sans but de vivre et, comme dit le poète, sans foi ni loi, sans feu ni lieu. Je dis que si le parti était un parti, si les syndicats étaient des syndicats, si les soviets étaient des soviets, si les coopératives étaient des coopératives au lieu d'être simplement des appareils, tout ne serait pas encore pour le mieux dans la meilleure des républiques soviétiques, mais les maux seraient moindres et *en voie de réduction* au lieu d'aller s'aggravant.

Monatte fait allusion aux « récits idylliques » rapportés de Russie comme témoignage de la situation là-bas. Certes, ces récits sont sans valeur scientifique et n'ont jamais présenté qu'un intérêt littéraire ou de propagande, mais je ne sache pas qu'un camarade connaissant réellement les choses de Russie ait fait de tels récits. Le bourrage de crânes sur le thème russe, c'est la méthode Cachin-Frossard contre laquelle j'ai vigoureusement réagi en 1921, dès mon arrivée à Moscou, ce qui m'a valu mon premier conflit avec les trop zélés serviteurs des puissants et dont il reste heureusement des traces écrites ². Au lieu de bavarder à tort et à travers

2. Souvarine fait ici allusion à sa visite sans autorisation officielle de la prison de Boutyrki à Moscou pour y rencontrer des anarchistes russes incarcérés et juger par lui-même des motifs et des conditions de leur détention. Cette initiative révélait son désir de se conduire en enquêteur scrupuleux. Elle provoqua un émoi considérable chez nombre de bolcheviks russes, certains allant jusqu'à l'accuser d'hostilité systématique envers le régime. Une commission spéciale examina l'affaire et le réhabilita entièrement. En effet, il approuvait

sur un sujet aussi complexe et ardu comme l'ont fait tant de politiciens et de journalistes pressés de bâcler une série d'articles bruyants ou un « bouquin » après quelques semaines ou quelques mois de séjour là-bas, la plupart ignorant la langue, le pays, son histoire, sa composition sociale, sa structure économique, ses mœurs, n'ayant ni liens ni contact avec son peuple et réduits à n'observer que *des apparences* dans deux ou trois grandes villes ; au lieu, dis-je, de barbouiller du papier comme tant d'autres, j'ai cru devoir rester en Russie le plus longtemps possible, essayer de voir les choses « d'en haut » et « d'en bas », pénétrer dans les milieux les plus divers enfin apprendre à connaître la différence entre ce qui est écrit sur le papier et ce qui existe dans la vie, entre le décret splendide et l'exécution lamentable, entre la théorie et la réalité. Et à mesure que je me rendais maître du sujet, j'apercevais mieux tout ce qu'il fallait encore apprendre et l'impossibilité de transmettre à d'autres les fruits de ce travail. Il me souvient de m'en être ouvert un jour à l'ami Pascal, qui dit judicieusement : « La difficulté d'écrire sur la Russie, c'est que pendant longtemps on n'en sait pas assez, et qu'après avoir bien travaillé on en sait trop... » Ce n'est que trop vrai. Il n'y a pas de langue commune entre celui qui connaît le sujet et ceux qui l'ignorent : il faut la créer, définir préalablement les termes, transposer les notions admises. Ainsi les syndicalistes de la *RP*, spécialistes en la matière, ne se font pas la moindre idée de ce qu'est un syndicat en Russie ; si l'on prononce le mot, ils se représentent la chose à l'occidentale et cela n'a rien de commun avec ce dont il s'agit. Il en est de même pour tout ce qui n'est pas spécifiquement défini. Quand je songe à ce que le mot « soviét » peut évoquer à l'esprit de celui qui n'en a jamais vu ou qui en ignore le mode de formation ...

Depuis 1917, j'ai fait une besogne apologétique connue en faveur de la révolution bolchevique et je n'ai rien à en retrancher. *J'ai dit la vérité et je continue*. Je ne pouvais pas dire avant la mort de Lénine des choses qui ne se sont passées qu'après. Je ne pouvais non plus parler avant de savoir, avant d'avoir vérifié, contrôlé, éprouvé. Et enfin, il y a temps pour tout : n'est-il pas naturel, rationnel de faire passer avant tout la défense à l'heure du danger et de passer à l'auto-critique une fois la sécurité assurée ? C'est ce que j'ai fait, que je suis prêt à refaire. J'ai défendu la révolution menacée contre ses ennemis de toute sorte et je persiste à la défendre contre ses faux amis, contre ses profiteurs et ses parasites. On sait

alors le régime mais sans se départir de sa « douce manie de tout vérifier » par lui-même. (Ndlr)

ce que cette attitude m'a valu. Je ne regrette rien, sauf de n'avoir rien su faire de plus efficace.

« Si nous ne comprenons pas, il y a de leur faute », écrit Monatte à propos des camarades qui ont longtemps séjourné en Russie. Il y a peut-être aussi de la faute du lecteur qui exige des opinions toutes faites, des sujets tout mâchés, des simplifications déformatrices quand la question est complexe. Si le lecteur daignait s'en donner la peine, bien des choses lui seraient accessibles d'emblée sans qu'il soit besoin de seriner : précisément celles qui ne varient pas selon le degré de longitude. Supposons cependant que le lecteur moyen ne puisse se faire une idée suffisante sans secours. Mais Monatte ? N'a-t-il pas bénéficié d'informations personnelles précieuses, n'a-t-il pas eu en même temps que moi-même des entrevues avec des camarades de diverses nuances d'opinion, qualifiés pour nous documenter, n'avons-nous pas partagé nos renseignements ? Dans l'énorme « littérature » publié après coup par l'exécutif, n'a-t-il rien puisé ? N'a-t-il rien lu d'utile dans divers journaux comme *Le Temps* (articles de M. Rollin), *L'Information* et certaines publications sérieuses comme celles du Bureau International du Travail. Et si, après avoir tout lu, Monatte peut écrire : « Nous ne comprenons pas, nous ne pouvons pas comprendre », il y a sans doute d'autres raisons que celle qu'il invoque.

Monatte me reproche de n'avoir pas donné « en trois articles » un résumé de ce que pense, de ce qu'a dit dans ses thèses et déclarations l'opposition russe, puis de n'avoir pas expliqué pourquoi les critiques et les suggestions n'avaient soulevé nul grand écho, etc. Malgré mon vif désir de reconnaître quelques torts, ne fût-ce que comme preuve de conciliation vis-à-vis de mes critiques, je ne puis considérer comme fondée cette observation. Trois articles, c'est peut-être beaucoup pour la *RP*, ce n'est rien pour la question russe. À raison de l'importance accordée par la *RP* à tel autre sujet, infinitésimal devant la révolution russe, c'est cent articles que mériterait celle-ci. Ensuite, je ne pouvais résumer les thèses de l'opposition avant de les avoir reçues. Et enfin, les ayant reçues très tardivement, Monatte sait comment et pourquoi je n'avais pas le droit d'en disposer. J'ajoute que depuis trois années, je me suis systématiquement abstenu de suivre dirigeants et opposants dans leurs simulacres de discussions théoriques ou économiques, destinées à masquer le véritable différend ; j'ai écrit dix fois que le seul problème qui divisait réellement le Parti était celui du pouvoir, du régime intérieur ; quand je ne puis dire que la millième partie du nécessaire, je me limite à l'essentiel ; j'ai écrit et je le répète que les fractions aux prises se mettraient aisément d'accord sur les moyens pra-

tiques de faire progresser la révolution si la question du pouvoir ne les dressait l'un contre l'autre, ne les incitait à prendre systématiquement le contre-pied de l'opinion de l'adversaire par esprit de tendance. Depuis quand se bat-on dans le parti russe pour savoir s'il faut importer des marchandises, fermer une usine, accroître l'émission, augmenter les salaires, imposer les paysans, assigner des fonds à l'industrie ? Depuis la disparition de Lénine, depuis que la question du pouvoir est posée. Il y a toujours eu des désaccords et des controverses dans le Parti mais on finissait par s'entendre pour travailler en commun dans l'intérêt de la révolution : ce temps n'est plus. Au lieu de s'attaquer aux difficultés pour les résoudre, on s'en empare pour en faire des armes, on guette le contradictoire pour le prendre en défaut, on espère son erreur, on spéculé sur ses défaillances. Et c'est le parti qui en souffre, la révolution qui en pâtit. « Le socialisme dans un seul pays ? » Pourquoi s'est-on battu à ce propos en 1926 et non en 1924 ? Pour la raison déjà dite. Et « la révolution permanente » ? Pourquoi s'ingénie-t-on à réveiller d'anciennes disputes classées, appartenant à une autre époque historique ? Toujours pour la même raison. Il n'est pas vrai que le parti se soit divisé en 1923 sur « l'intervention des marchandises », en 1924 sur « les leçons d'Octobre », en 1925, sur le « socialisme dans un seul pays », en 1926 sur « l'industrialisation ». Il n'est pas vrai que le Parti se soit divisé sur le Plan, sur la concentration industrielle, sur la stabilisation du rouble, sur le pourcentage de koulaks. Cela n'est pas vrai car le parti ne comprend rien à des *discussions de spécialistes*, encore embrouillées par des considérations de tactique, de manœuvres compliquées de fractions. Le parti russe ne comprend pas plus que toi, Monatte, et tu voudrais que les communistes français soient mieux partagés ? Après avoir lu l'article de Chliapnikov sur l'opposition ouvrière, étais-tu plus avancé ? Et après avoir lu un discours de Staline vois-tu plus clair ? Rappelle-toi l'inepte discussion sur le point de savoir – en France – s'il fallait, ou non, fermer l'usine Poutilef, soulevée par des gens qui espéraient porter un coup à Trotsky et ignoraient que la proposition venait de Rykov. Oui, le parti russe, les communistes français *pourraient comprendre*, mais à condition que les questions soient traitées pour elles-mêmes, non dans un but de discréditer les uns ou les autres. Si l'on demande à un communiste moyen quelle somme devrait être assignée à telle branche d'industrie en telle année, ce camarade, à moins d'être un imbécile, ne peut que répondre qu'il n'en sait rien, que c'est l'affaire des spécialistes qui ont la confiance du parti ; si l'on exige pourtant son avis, il

demandera des matériaux d'étude, consultera les connaisseurs et leurs écrits et essaiera de se faire une opinion ; mais si ce malheureux doit craindre en se prononçant de faire le jeu de Trotsky ou de déplaire à Staline, voire de se faire traiter de contre-révolutionnaire et de perdre son gagne-pain, à quoi sert de le consulter ? Autre exemple : il s'est livré en Russie de furieux débats sur le nombre de koulaks ; les statisticiens attirés ne peuvent arriver à l'établir, les fractions se servent des chiffres qui servent leur thèse, les dirigeants donnent l'ordre de modifier les tables, hier officielles, qui les gênent, et là-dessus, on demande l'avis d'un membre... de la cellule de Citroën. Et si je dis que les maniganceurs de ces choses méritent du bromure, Giauffret se plaint de mon « ton » et Postgate conteste gravement le diagnostic.

La preuve que tous ces grands thèmes de discussion ne sont que des prétextes, c'est que les hommes les plus en désaccord ont su se rejoindre dans les deux camps et unifier leurs conceptions disparates. Je ne cite pas de noms et m'abstiens d'énumérer les sujets de discorde pour abrégé mais on sait de quoi je parle : les deux blocs opposés sont fort hétérogènes et c'est la question du pouvoir qui les a formés en dépit de toutes autres divergences théoriques et pratiques. Me demander « un résumé de ce que je pense, de ce qu'a dit l'opposition dans ses thèses et déclarations », c'est oublier que ces textes ont été rédigés sous les pires menaces et qu'ils dissimulent plus de choses qu'ils n'en peuvent révéler.

Les opposants ne sont pas libres de s'exprimer, ils tiennent compte des moyens de pression et de répression de l'adversaire, des risques à courir... Comme les dirigeants d'ailleurs, ils ne disent pas toujours ce qu'ils pensent, ils ne pensent pas toujours ce qu'ils disent. Tout est empoisonné de tactique. Mais je ferai mieux bientôt que de résumer des thèses, je les publierai intégralement. Cela n'expliquera pas à Monatte « l'absence de grand écho dans le parti russe », puisque personne là-bas ne les connaît, c'est-à-dire que quelques centaines seulement les connaissent sur un million de membres du Parti.

Pourquoi « nul grand écho » ? J'ai expliqué les conditions dans lesquelles s'est manifestée la brève tentative de l'opposition de prendre la parole malgré l'interdiction. Je répète que le parti ignore tout des questions débattues ; ce n'est pas parce que l'opposition a réussi à prendre la parole dans quelques cellules – le parti en compte des milliers – où les orateurs disposaient le plus souvent de trois minutes, que les ouvriers russes savent quelque chose des thèses de l'opposition. Mais si les ouvriers avaient eu cette possibilité de s'informer et de discuter que le Parti leur refuse,

que se serait-il passé ? Voilà une grande question qui dépasse singulièrement celle de la conférence d'octobre. J'ai dit cent fois à des camarades russes de l'opposition : « La classe ouvrière n'est ni avec vous, ni avec les dirigeants. Elle en a assez de ces histoires auxquelles elle ne comprend rien. Elle est fatiguée par douze ans de guerre et de révolution. Elle veut du travail, des salaires meilleurs, des logements plus propres, des écoles pour ses enfants, et quelques libertés pour elle. Vous ne pouvez actuellement lui demander un nouvel effort. Travaillez à son éducation, c'est ce que vous avez pour l'heure de mieux à faire... » Ces choses peuvent être dites et discutées entre gens qui connaissent tous les éléments du problème. Mais puis-je les écrire dans la *RP* sans leur donner les développements nécessaires ? Si je dis que les ouvriers ne sont ni avec les uns ni avec les autres, cela ne signifie-t-il pas qu'ils sont contre le Parti ? peut-être même avec la bourgeoisie ? Cela non plus n'est pas. La question n'est pas si simple. Il ne s'agit plus d'ailleurs d'une péripétie de lutte intestine du parti, mais bien de l'état de la Russie dans la dixième année de la révolution. Il faudrait pouvoir exposer objectivement la situation, l'analyser, puis essayer de dégager des perspectives probables ou possibles. C'est un rien. Combien de lignes Monatte m'accorde-t-il pour cette bagatelle ?

Ce n'est pas en trois articles qu'on pouvait satisfaire le lecteur mais en un volume. Que de camarades m'ont incité à écrire le bouquin sur ce sujet qu'ils me savent posséder à fond. Ils en parlent à leur aise : depuis neuf ans les bourreurs de crânes de droite ou de gauche accablent le public de descriptions horribles ou de récits paradisiaques d'égale valeur, le désorientent et le découragent ; l'informateur compétent et consciencieux est pris malhonnêtement à partie des deux côtés ; à peine signale-t-on un fait, en indiquant une authentique référence officielle, qu'il se trouve un Postgate pour faire « tout à fait amicalement » les pires insinuations, que serait-ce d'un livre donnant mille données et mille références ? Nous avons à refaire la préparation de cette partie du public animée de bonne volonté envers la question russe, désireuse de comprendre, sympathique *a priori* à la révolution (sans cette sympathie initiale pas de compréhension possible), qui demande des faits exacts, des arguments désintéressés, des témoignages sincères. La tâche n'est pas mince. Raison de plus pour ne pas décourager ceux qui y collaborent.

Je ne crois pas impossible d'éclairer certains aspects du problème russe en des articles de dimensions restreintes pour les lecteurs capables de reconstituer en esprit l'ensemble, d'enchaîner eux-mêmes les questions. *Mais à condition de les traiter en dehors des conflits de fractions et de factions.*

Ce n'est pas au cours d'une phase aiguë de lutte que ce travail peut être fait utilement, si l'on demande des articles à l'heure où le parti est en pleine crise, où la presse informe et déforme à tort et à travers, l'actualité impose sa loi, je cours au plus pressé et délaisse ce qui peut attendre ; *c'est entre deux crises* que l'on peut exposer à loisir et discuter sans fièvre. Je l'ai dit plusieurs fois à Monatte et à d'autres.

Je finis. Je n'ai pas répondu à tout, bien que l'envie ne m'en fasse pas défaut, mais j'écris sous l'obsession du manque de place. Je crois pourtant avoir dit l'essentiel. Telles sont la complexité et la richesse du sujet que quelques lignes d'affirmation entraînent quelques pages d'argumentation. On ne peut tirer un fil sans attirer toute une trame. Puisse cette discussion n'avoir pas été inutile.

BORIS SOUVARINE
Paris, 5 février 1927